Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 17 - Numéro 8

27 février 2020

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
ISSN 1710-4149

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers **5**
1.1 Avis et communiqués
1.2 Réglementation
1.3 Autres décisions

2. Tribunal administratif des marchés financiers **9**
2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF
2.2 Avis légaux de l'Autorité

3. Distribution de produits et services financiers **28**
3.1 Avis et communiqués
3.2 Réglementation
3.3 Autres consultations
3.4 Retraits aux registres des représentants
3.5 Modifications aux registres des inscrits
3.6 Avis d'audiences
3.7 Décisions administratives et disciplinaires
3.8 Autres décisions

4. Indemnisation **97**
4.1 Avis et communiqués
4.2 Réglementation
4.3 Autres consultations
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
4.5 Autres décisions

5. Institutions financières **103**
5.1 Avis et communiqués
5.2 Réglementation et lignes directrices
5.3 Autres consultations
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
5.5 Sanctions administratives
5.6 Protection des dépôts
5.7 Autres décisions

6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés **218**
6.1 Avis et communiqués
6.2 Réglementation et instructions générales
6.3 Autres consultations
6.4 Sanctions administratives pécuniaires
6.5 Interdictions
6.6 Placements
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
6.8 Offres publiques
6.9 Information sur les valeurs en circulation
6.10 Autres décisions
6.11 Annexes et autres renseignements

7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées **559**
7.1 Avis et communiqués
7.2 Réglementation de l'Autorité
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
7.4 Autres consultations
7.5 Autres décisions

8. Entreprises de services monétaires **565**
8.1 Avis et communiqués
8.2 Réglementation
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
8.4 Autres décisions

9. Régimes volontaires d'épargne-retraite **571**
9.1 Avis et communiqués
9.2 Réglementation
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite
9.4 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LESF
TMF :	Tribunal administratif des marchés financiers
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autoréglementation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
OCRCVM :	Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l’Autorité des marchés financiers

1.1 Avis et communiqués
1.2 Réglementation
1.3 Autres décisions

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF
2.2 Avis légaux de l'Autorité

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences

Tribunal administratif des marchés financiers
Québec

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 février 2020 – 14 h 00					
2018-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 4xProTrader inc. Partie intimée Banque de Montréal, Banque nationale du Canada et Caisse Desjardins de Lévis Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de pénalités administratives, de mesures de redressement, de modalités de distribution, de levée de blocage et de mesures propres au respect de la loi	Audience pro forma
2017-047	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Éric Pichette et Groogr inc. Parties intimées Banque royale de Montréal Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc.	Lise Girard	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 mars 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
12 mars 2020 – 14 h 00					
2016-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Pouya Hajiani Partie intimée Mahsa Sotoudeh et Bahador Bakhtiari Parties intimées RBC Direct Investing Inc. Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. Cardinal Léonard Denis, avocats	Lise Girard	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 mars 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
24 mars 2020 – 9 h 30					
2015-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Kamran Shahid, 9322-5746 Québec Inc., Imran Shahid et 7267711 Canada Inc Parties intimées Banque CIBC, Banque de Montréal, Banque de Montréal, Banque TD Canada Trust, Caisse Populaire Desjardins de Sault-Au-Recollet-Montréal-Nord Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	- Demande pour lever des ordonnances de blocage et distribuer des sommes bloquées	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 mars 2020 – 14 h 00					
2017-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Xavier Gervais et X Capital Services Financier Inc. Parties intimées Banque nationale du Canada, Banque nationale du Canada et Financière Banque nationale inc., Parties mises en cause Samuel Gervais, Banque de Nouvelle-Écosse et Caisse Desjardins des Hauts-Boisés Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Monterosso Giroux Lamoureux Avocats Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.	Lise Girard	Demande de levée des ordonnances de blocage	Audience pro forma
30 mars 2020 – 10 h 00					
2020-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse François Baillargeon-Bouchard et 9347-6760 Québec inc. Parties intimées Chambre de la sécurité financière Partie intervenante	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LLB Avocats, s.e.n.c.r.l. Me Julie Piché	Lise Girard	Demande de suspension d'inscription, mesures de redressement, nomination d'un dirigeant responsable, interdiction d'opérations sur valeurs, mesure propre au respect de la loi	Audience au fond Québec
31 mars 2020 – 9 h 30					
2020-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse François Baillargeon-Bouchard et 9347-6760 Québec inc. Parties intimées Chambre de la sécurité financière Partie intervenante	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LLB Avocats, s.e.n.c.r.l. Me Julie Piché	Lise Girard	Demande de suspension d'inscription, mesures de redressement, nomination d'un dirigeant responsable, interdiction d'opérations sur valeurs, mesure propre au respect de la loi	Audience au fond Québec

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2 avril 2020 – 14 h 00					
2020-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9379-4899 Québec inc., Parties intimées Steeve Perreault Parties intimées Pierre Deshaies Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois Avocats s.e.n.c.r.l Dupuis Paquin avocat & conseillers d'affaires inc.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Conférence préparatoire
21 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
22 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
23 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 avril 2020 – 14 h 00					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l LCM Avocats inc.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma
25 mai 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 mai 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
27 mai 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 mai 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
28 mai 2020 – 14 h 00					
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Riad Antoine Katach Halabi Partie requérante Dominic Lacroix et Micro-Prêts Inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Sarah Desabrais	Lise Girard	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience pro forma

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 mai 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	- Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller - Demande en inconstitutionnalité	Audience au fond Audience pro forma
19 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
21 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
22 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
23 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
27 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
1er décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
3 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
4 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
8 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
9 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
10 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
11 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
14 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
16 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
17 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

26 février 2020

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

3.1 Avis et communiqués
3.2 Réglementation
3.3 Autres consultations
3.4 Retraits aux registres des représentants
3.5 Modifications aux registres des inscrits
3.6 Avis d'audiences
3.7 Décisions administratives et disciplinaires
3.8 Autres décisions

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Aucune information.

3.5 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES INSCRITS

Aucune information.

3.6 AVIS D'AUDIENCES

RÔLE DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE (CSF) – MARS 2020

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
ÉMILIE BOUCHARD 213214	CD00-1367	Me George R. Hendy, Président M. Jacques Denis, A.V.A., Pl. Fin. M. Serge Lafrenière, Pl. Fin.	2 mars 2020 à 9h30 4 mars 2020 à 9h30 5 mars 2020 à 9h30 6 mars 2020 à 9h30 3 mars 2020 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3 Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	Inexécution ou mauvaise exécution du mandat Avoir causé un découvert ou risque de découvert	Culpabilité
SÉBASTIEN MARIN-ALTHOT 196672	CD00-1366	Me George R. Hendy, Président M. Jacques Denis, A.V.A., Pl. Fin. M. Serge Lafrenière, Pl. Fin.	2 mars 2020 à 9h30 4 mars 2020 à 9h30 5 mars 2020 à 9h30 6 mars 2020 à 9h30 3 mars 2020 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3 Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	Informations incomplètes, fausse, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur (explications, déclarations, représentations ou renseignements) Avoir causé un découvert ou risque de découvert	Culpabilité

MOHAMMAD HADI ISLAMIVATAN 174014	CD00-1079	Me Alain Gélinas, Président Mme Monique Puech Mme Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.	3 mars 2020 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Assurer la confidentialité des renseignements Informations incomplètes, non objectives ou inexactes (explications, déclarations, représentations ou renseignements)	Sanctions
ZHAO NAN ZENG 171879	CD00-1081	Me Alain Gélinas, Président Mme Monique Puech Mme Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.	3 mars 2020 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Défaut d'exercer ses activités avec intégrité, honnêteté, loyauté, compétence, professionnalisme, bonne foi et équité Opération non autorisée Avoir témoigné de la signature d'un consommateur hors de sa présence	Sanctions
NICOLAS BÉLANGER 102133	CD00-1390	Me Madeleine Lemieux, Présidente M. Jacques Denis, A.V.A., Pl. Fin. M. Bruno Therrien, Pl. Fin.	12 mars 2020 à 9h30 13 mars 2020 à 9h30	Hôtel Le Montagnais 1080, boul. Talbot Chicoutimi (Québec) G7H 4B6	Non convenance Rabais de prime Défaut de subordonner son intérêt personnel à celui de son client	Culpabilité
GUY LAMPRON 118869	CD00-1340 CD00-1347	Me Marco Gaggino, Président M. Frédérick Scheidler M. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.	23 mars 2020 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	CD00-1340 Avoir autorisé une personne à exercer dans des disciplines sans détenir le certificat requis Avoir témoigné de la signature d'un consommateur hors de sa présence CD00-1347	Culpabilité

					Infraction pénale ou criminelle ayant un lien avec la profession	
DENIS OUELLET 176612	CD00-1398	Me Lysane Cree, Présidente M. Alain Legault M. Antonio Tiberio	24 mars 2020 à 9h30 25 mars 2020 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Avoir causé un découvert ou risque de découvert Fournir de faux renseignements à l'assureur	Culpabilité
DAVID VEILLEUX 133951	CD00-1388	Me George R. Hendy, Président M. Hugo Neveu M. Denis Petit, A.V.A.	26 mars 2020 à 9h30 27 mars 2020 à 9h30	Tribunal administratif du Québec 575, rue Jacques-Parizeau Québec (Québec) G1R 5R4	Falsification ou contrefaçon de documents	Culpabilité

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veuillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE
CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1352

DATE : **6 février 2020**

LE COMITÉ[1] : Me George R. Hendy — Président
M. Armand Ethier, A.V.C. — Membre

LYSANNE TOUGAS, ès qualités de syndique par intérim de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

STEVE LABRECQUE (certificat 152982, BDNI 2063981)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

- **Ordonnance de non-divulgation, de non-publication et de non-diffusion du nom et du prénom des consommateurs visés par la plainte disciplinaire, ainsi que de toute information permettant de les identifier.**

[1] Le troisième membre du comité, M. Louis-André Gagnon, étant empêché d'agir, la présente décision est rendue par les deux autres membres conformément à l'article 371 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2) et à l'article de 118.3 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

[1] Le 28 mars 2019, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « **Comité** ») s'est réuni aux bureaux de la Chambre, sis au 2000, avenue McGill College, 12e étage, à Montréal, et a procédé à l'audition d'une plainte disciplinaire déposée contre l'intimé ainsi libellée :

> **LA PLAINTE**
>
> 1. Dans la province de Québec, entre les ou vers les 4 novembre 2010 et le 30 septembre 2015, l'intimé a falsifié ou permis que soient falsifiés environ dix (10) formulaires « Proposition électronique d'assurance - Déclaration et autorisation », notamment en modifiant des dates et des numéros de contrat ou de proposition afin de les soumettre au soutien de nouvelles propositions d'assurance, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);
>
> 2. Dans la province de Québec, entre les ou vers les 19 août 2014 et 5 août 2015, l'intimé a confectionné ou permis que soient confectionnés environ onze (11) formulaires « Déclaration et autorisation », « Proposition d'assurance Solution simple » et « Confirmation des dates concernant la proposition d'assurance électronique » en laissant faussement croire que ses clients les avaient signés, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 11 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3).

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[2] L'intimé était absent lors de l'audition, mais a déposé un plaidoyer de culpabilité daté du 19 février 2019 (pièce P-5) aux deux chefs d'infraction ci-haut énoncés, dans lequel il renonçait à la signification de l'avis de déclaration de culpabilité suivant l'article 150 du *Code des professions* et consentait à l'imposition d'une radiation temporaire de trois mois comme sanction pour chacun des deux chefs d'infraction, à être purgée de façon consécutive, à compter de sa réinscription, le cas échéant, à la publication d'un avis de la décision, et à sa condamnation au paiement des déboursés.

[3] Vu la déclaration de l'intimé qu'il n'assisterait pas à l'audition, le Comité a alors autorisé la plaignante à procéder *ex parte*, a pris acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé et l'a déclaré coupable des deux chefs d'infraction ci-haut énoncés, séance tenante. Considérant le principe interdisant les condamnations multiples, le Comité déclarera l'intimé coupable des deux chefs d'infraction pour avoir contrevenu à l'article

16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* et ordonnera l'arrêt conditionnel des procédures en vertu des articles 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière.*

[4] Après l'enregistrement dudit plaidoyer, la plaignante, alors représentée par M^e^ Julie Piché, mais depuis remplacée par M^e^ Jean-Simon Britten, a présenté au Comité sa preuve et a fait ses représentations sur sanction.

PREUVE DE LA PLAIGNANTE

[5] M^e^ Piché versa alors au dossier une preuve documentaire non contredite qui fut cotée P-1 à P-4. Elle ne fit entendre aucun témoin.

[6] Essentiellement, la preuve non contredite a démontré ce qui suit :

Chef d'infraction #1

a) Afin d'éviter le déplacement de son client (G.M.) pour signer une nouvelle proposition d'assurance après qu'une première proposition ait été refusée par l'assureur pour raisons médicales, les 7 avril 2014 et 14 avril 2015, l'intimé a soumis deux propositions d'assurance (pièce P-3, première section, pages 000044, 000045, 000046 et 000047) pour le même client qui était des photocopies altérées (pas signées à nouveau par le client) d'une première proposition en date du 21 novembre 2013 (pièce P-3, première section, pages 000042 et 000043);

b) L'intimé avait déjà fait la même chose en date du 4 novembre 2010 pour un autre client (J.-C.B.), lorsqu'il s'est servi d'une version altérée d'une première proposition d'assurance (refusée par l'assureur) pour soumettre une autre proposition six mois plus tard (pièce P-3, deuxième section, pages 000048, 000049, 000050 et 000051);

c) L'intimé s'est servi du même *modus operandi* pour faire la même chose à huit autres reprises, comme suit:

i) pour la cliente R.J., en date du 14 octobre 2014 (pièce P-3, troisième section, pages 000054, 000055, 000056 et 000057);

ii) pour le client R.L., en date du 20 janvier 2015 (pièce P-3, quatrième section, pages 000064, 000065, 000066 et 000067);

iii) pour le client P.R., en date du 30 septembre 2015 (pièce P-3, cinquième section, pages 000075, 000076, 000077 et 000078);

iv) pour le client P.R., en date du 3 novembre 2014 (pièce P-3, sixième section, pages 000079, 000080, 000081 et 000082);

v) pour la cliente S.V., en date du 30 octobre 2014 (pièce P-3, septième section, pages 000086, 000087, 000088 et 000089);

vi) pour le client J.L., en date du 2 septembre 2014 (pièce P-3, huitième section, pages 000813, 000814, 000827 et 000828);

vii) pour le client J.P., en date du 17 août 2015 (pièce P-3, neuvième section, pages 000845, 000846, 000867 et 000868);

viii) pour le client R.M., en date du 14 août 2013 (pièce P-3, dixième section, pages 000899, 000900, 000913 et 000914).

Chef d'infraction #2

a) L'intimé a aussi confectionné ou permis que soient confectionnés 11 formulaires d'assurance en laissant faussement croire que les clients les avaient signés, en se servant plutôt de photocopies de signatures antérieures desdits clients, tel que suit :

i) concernant le client M.L., en date du 6 janvier 2015 (pièce P-4, première section, pages 000024 et 000026), ledit client ayant signé un affidavit niant avoir signé la deuxième proposition (pièce P-4, première section, page 000275);

ii) concernant le client G.L., en date du 22 avril 2015 (pièce P-4, deuxième section, pages 000027 et 000029), ce client ayant également nié avoir signé la deuxième proposition (pièce P-4, deuxième section, page 000242);

iii) concernant les clients G.P. et M.P., en date du 4 mars 2015 (pièce P-4, troisième section, pages 000030 et 000032);

iv) concernant le client, D.I., en date du 5 août 2015 (pièce P-4, quatrième section, pages 000033 et 000035);

v) concernant la cliente H.G.-M., en date du 5 janvier 2015 (pièce P-4, cinquième section, pages 000036 et 000038);

vi) concernant le client C.D., en date du 18 février 2015 (pièce P-4, sixième section, pages 000039 et 000041);

vii) concernant la cliente M.L., en date du 20 janvier 2015 (pièce P-4, septième section, pages 000058 et 000062);

viii) concernant la cliente J.L, en date des 19 août 2014 et 19 novembre 2014 (pièce P-4, huitième section, pages 000069, 000070 et 000071);

ix) concernant le client S.N., en date du 11 novembre 2014 (pièce P-4, neuvième section, pages 000072 et 000074), le client ayant nié sa signature sur la deuxième proposition (pièce P-4, neuvième section, page 000671);

x) concernant le client F.T., en date du 17 février 2015 (pièce P-4, dixième section, pages 000083 et 000085).

[7] L'intimé a été congédié par son employeur en date du 5 novembre 2015 à cause de sa conduite ci-haut décrite (pièce P-2).

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[8] Tel que confirmé au paragraphe 7 du plaidoyer de culpabilité (pièce P-5), M^e^ Piché a informé le Comité que les parties avaient une recommandation commune pour la sanction, soit une radiation temporaire de trois mois pour chacun des deux chefs d'infraction de la plainte, à être purgée de façon consécutive, à partir de la réinscription de l'intimé auprès de l'Autorité des marchés financiers, le cas échéant, avec une condamnation au paiement des déboursés, y compris ceux pour la publication d'un avis de la décision dans les journaux locaux de la région où l'intimé a son domicile professionnel.

[9] M^e^ Piché souligna comme facteurs aggravants la gravité objective des infractions reprochées (réutilisation d'anciennes propositions pour en créer des nouvelles et utilisation de photocopies des signatures de clients à l'appui de nouveaux formulaires contractuels, pratiques qui ne sont pas tolérées dans l'industrie), le fait qu'il s'agit d'actes qui vont au cœur de la profession et qui portent atteinte à l'image de celle-ci, l'expérience de l'intimé (huit à 13 ans au moment des infractions), l'impact de ces gestes illégaux sur l'assureur qui a droit de faire confiance aux affirmations du représentant, la vulnérabilité des clients qui n'étaient pas au courant des gestes de l'intimé, le nombre de clients impliqués (23), le nombre de gestes illégaux prémédités (21) et le fait que cette conduite illégale a perduré pendant une période de presque cinq ans, le tout ayant occasionné une perte de temps et de ressources importante de l'employeur pour le traitement des propositions et formulaires non-autorisés.

[10] Comme facteurs atténuants, elle souligna le fait que l'intimé n'a pas d'antécédents disciplinaires, que les consommateurs concernés n'ont subi aucun préjudice financier, le fait que l'intimé n'a réalisé aucun gain de ses gestes, qu'il a n'a pas agi de mauvaise foi, qu'il a plaidé coupable et a reconnu sa faute, ainsi que le congédiement de l'intimé.

[11] La plaignante a ensuite référé le Comité à la jurisprudence suivante démontrant que, dans des cas similaires, la sanction suggérée était appropriée :

a) *Néron* c. *Médecins (Ordre professionnel des)*, 2015 QCTP 31 (CanLII)

b) *Riendeau* c. *Deschamps*, 2018 QCCQ 5664 (CanLII)

c) *Chambre de la sécurité financière* c. *Boucher*, 2008 CanLII 22567 (QC CDCSF);

d) *Chambre de la sécurité financière* c. *Lembe*, 2008 CanLII 54391 (QC CDCSF);

e) *Chambre de la sécurité financière* c. *Biagioni*, 2011 CanLII 99519 (QC CDCSF);

f) *Chambre de la sécurité financière* c. *Monette*, 2017 QCCDCSF 59 (CanLII);

g) *Chambre de la sécurité financière* c. *Le Corvec,* 2010 CanLII 99886 (QC CDCSF);

h) *Chambre de la sécurité financière* c. *Pitre,* 2012 CanLII 97182 (QC CDCSF);

i) *Chambre de la sécurité financière* c. *Beckers,* 2012 CanLII 97172 (QC CDCSF);

j) *Chambre de la sécurité financière* c. *Gauthier*, 2015 QCCDCSF 6 (CanLII).

ANALYSE ET MOTIFS

[12] Compte tenu de la nature distincte, sérieuse et flagrante des infractions, le Comité est d'avis que l'imposition de sanctions consécutives est justifiée, pour les raisons énoncées dans les décisions *Néron* et *Riendeau* ci-haut.

[13] Considérant ce qui précède, après révision des éléments, tant objectifs que subjectifs, atténuants qu'aggravants, qui lui ont été présentés, le Comité est d'avis que la radiation temporaire de trois mois pour chacun des deux chefs d'infraction, à être purgée de façon consécutive, proposée par les parties serait une sanction juste et appropriée, adaptée à chacune des infractions, conforme aux précédents jurisprudentiels

applicables, ainsi que respectueuse des principes d'exemplarité, de gradation des sanctions et de dissuasion dont il ne peut faire abstraction.

[14] En conséquence, le Comité condamnera l'intimé à une radiation temporaire de trois mois sous chacun des deux chefs d'infraction, à être purgée de façon consécutive, à compter de la date à laquelle il reprendra son droit de pratique à la suite de l'émission d'un certificat en son nom par l'Autorité des marchés financiers ou par toute autre autorité compétente, le cas échéant.

[15] Quant aux déboursés, aucun motif ne lui ayant été soumis qui lui permettrait de passer outre à la règle habituelle voulant que les déboursés nécessaires à la condamnation du représentant fautif lui soient généralement imputés, le Comité condamnera l'intimé à leur paiement, y compris ceux pour les frais de publication d'un avis de la décision dans un journal circulant dans les lieux du domicile professionnel de l'intimé.

PAR CES MOTIFS, le Comité de discipline :

RÉITÈRE l'ordonnance de non-divulgation, de non-publication et de non-diffusion du nom et du prénom des consommateurs visés par la plainte disciplinaire ainsi que de toute information permettant de les identifier;

PREND ACTE à nouveau du plaidoyer de culpabilité enregistré par l'intimé sous les deux chefs d'infraction contenus à la plainte;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimé prononcée à l'audience relativement aux deux chefs d'infraction contenus à la plainte disciplinaire pour avoir contrevenu à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D- 9.2);

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures en vertu des articles 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);

ET PROCÉDANT SUR SANCTION :

CONDAMNE l'intimé à une radiation temporaire de trois mois sous chacun des deux chefs d'infraction contenus à la plainte disciplinaire, à être purgée de façon consécutive, laquelle débutera qu'au moment où l'intimé reprendra, le cas échéant, son droit de pratique et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autorité compétente émettra un certificat en son nom;

ORDONNE au secrétaire du comité de faire publier, conformément aux dispositions de l'article 156, al. 7 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26), aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où ce dernier a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession;

ORDONNE au secrétaire du comité de ne procéder à cette publication qu'au moment où, le cas échéant, l'intimé reprendra son droit de pratique et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autorité compétente émettra un certificat en son nom;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

(s) George R. Hendy
Me George R. Hendy
Président du comité de discipline

(s) Armand Ethier
M. Armand Ethier, A.V.C.
Membre du comité de discipline

Me Jean-Simon Britten
THERRIEN COUTURE JOLI-CŒUR S.E.N.C.R.L.
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé était absent et non représenté

Date d'audience : 28 mars 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

DISCIPLINARY COMMITTEE
CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC

Nº: CD00-1262

DATE: February 12, 2020

THE COMMITTEE: Me George R. Hendy — President
Mr. Antonio Tiberio — Member
Mr. Jean-Michel Bergot — Member

MARC-AURÈLE RACICOT, in his capacity as assistant syndic of the *Chambre de la sécurité financière*

Plaintiff

v.

MURAD Y. HANNOUSH (certificate #174335, NRD 2064751)

Respondent

DECISION REGARDING SANCTIONS

IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 142 OF THE *PROFESSIONAL CODE*, THE COMMITTEE RENDERS THE FOLLOWING ORDER:

- **Orders the non-disclosure, non-publication and non-dissemination of the names and surnames of clients whose initials are mentioned in the 12 counts herein, as well as any information which might enable their identification.**

[1] On June 20, 2018, the Disciplinary Committee of the Chambre de la sécurité financière (the "**Committee**") met at the head office of the Chambre de la sécurité financière (the "**CSF**"), located at 2000 McGill College Avenue, 12th floor, in Montréal, for the sanctions hearing following a decision rendered on April 3, 2018 finding Respondent guilty of all 12 counts of a disciplinary complaint dated July 19, 2017 (the "**Complaint**"), which reads as follows, once translated into English[1]:

THE COMPLAINT

1. In the Montreal area, during the month of April 2014, the Respondent had his client, E.H., sign a partially blank form entitled "Electronic insurance application declaration and authorization", thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 34 and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

2. In the Montreal area, during the period from April 2014 to May 2015, the Respondent had his clients, S.L. and V.C., sign blank and/or partially blank forms on several occasions, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D -9.2), section 160 of the *Securities Act* (CQLR, c. V-1.1), sections 11, 34, 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3) and sections 10 and 14 of the *Regulation respecting the Code of ethics in the securities sector* (CQLR, c. D-9.2, r.7.1);

3. In the Montreal area, on or about April 10, 2014, the Respondent prepared a form entitled "Policy change, reinstatement and/or reconsideration of rating application requiring evidence" by inserting a page from another form and falsely suggesting that A.K. had signed said document, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11 and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

4. In the Montreal area, on or about April 10, 2014, the Respondent prepared a form entitled "Policy change, reinstatement and/or reconsideration of rating application requiring evidence" by inserting a page from another form and falsely suggesting that G.K. had signed said document, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2), and sections 11 and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

5. In the Montreal area, on or about October 27, 2014, the Respondent had his client, N.T., sign a partially blank form entitled "Personal health insurance - pre-authorized chequing (PAC) authorization for Web applications", thereby

[1] Please note that the only official version of the Disciplinary Complaint is in the French language, as it was filed by Plaintiff.

contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 34 and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, R.3);

6. In the Montreal area, between the months of November 2014 and April 2015, the Respondent repeatedly provided false information to the insurer on forms entitled "Electronic insurance application and declaration" (French and English versions) and "*Declaration et autorisation relative à la proposition électronique d'assurance de soins de longue durée*" declaring that he had witnessed the signature of the beneficiaries, P.H., E.H., F.H., J.H. and G.H., when they were in fact not present, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 34 and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

7. In the Montreal area, approximately during the month of January 2015, the Respondent had his client, S.K., sign a partially blank form entitled "*Formulaire de demande de service de rééquilibrage automatique*", thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 34 and 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

8. In the Montreal area, approximately during the month of January 2015, the Respondent had his clients, V.S.S. and A.S., sign several blank and/or partially blank forms, thereby contravening section 160 of the *Securities Act* (CQLR, c. V-1.1) and sections 10 and 14 of the *Regulation respecting the rules of ethics in the securities sector* (CQLR, c. D-9.2, r. 7.1);

9. In the Montreal area, on or about January 10, 2015, the Respondent had his client, S.K., sign a partially blank form entitled "Transfer authorization for non-registered investments", thereby contravening section 160 of the *Securities Act* (CQLR, c. V-1.1) and sections 10 and 14 of the *Regulation respecting the Code of ethics in the securities sector* (CQLR, c. D-9.2, r.7.1);

10. In the Montreal area, on or about July 22, 2015, the Respondent prepared a form entitled "Transfer authorization for registered investments" by inserting a page from another form and falsely suggesting that G.S. had signed said document, thereby contravening sections 160 of the *Securities Act* (CQLR, c. V-1.1), 10, 14 and 16 of the *Regulation respecting the Code of ethics in the securities sector* (CQLR, c. D-9.2, r.7.1);

11. In the Montreal area, during the period November 18 to 24, 2015, the Respondent appropriated the sum of $1,350 by issuing cheques drawn on his personal account(s), payable to the order of his client, I.K., which cheques were not honoured because of insufficient funds, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2), sections 160 and 160.1 of the *Securities Act* (CQLR, c. V-1.1), sections 11, 17, 18, 35 of the *Code of ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3) and sections 2, 6, 10 and 14 of the *Regulation respecting the Code of ethics in the securities sector* (CQLR, c. D-9.2 , r.7.1);

12. In the Montreal area, between approximately December 21, 2015 and February 8, 2016, the Respondent made to his client, L.S., false, incomplete and potentially misleading statements or representations regarding the investment performance and/or the value of the account of the latter, thereby contravening sections 7, 10 and 14 of the *Regulation respecting the Code of ethics in the securities sector* (CQLR, c. D-9.2, r.7.1).

[2] As was the case for the initial hearing regarding guilt, Plaintiff was represented by Me Nathalie Vuille, while the Respondent represented himself.

INTRODUCTION

[3] As stated in the judgment herein regarding Respondent's guilt, the offences committed by Respondent may be summarized as follows:

(a) having his clients sign partially blank forms and completing them later (Count #1, Exhibit P-10; Count #2, Exhibits P- 19 to P-22; Count #5, Exhibits P-28 and P-29; Count #7, Exhibit P-43; Count #8, Exhibits P-46 to P-56; Count #9, Exhibits P-44 and P-45);

(b) using the client's prior signature on a document to create another document (Count #2, Exhibits P-13 to P-18 and P-23 to P-25; Counts #3 and #4, Exhibits P-26 and P-27; Count #10, Exhibit P-57);

(c) falsely claiming to have witnessed the signatures appearing on insurance forms (Count #6, Exhibits P-30 to P-35);

(d) having appropriated $1,350 from a client (Count #11, Exhibits P-58 and P-59);

(e) having made false, incomplete, and potentially misleading statements and representations as to the investment performance and/or the value of a client's account (Count #12, Exhibits P-60 and P-61).

[4] The Respondent had previously been found guilty in another case (judgment dated April 20, 2016, CD00-1127[2]) of 11 counts for infractions which occurred in August 2013

[2] *CSF* c. *Hannoush*, 2016 CanLII 24456 (QC CDCSF).

involving similar misconduct (copy-pasting the signatures of clients to create new documents, and falsely asserting that he had witnessed clients' signatures and false attestations of his clients' identities).

PLAINTIFF'S REPRESENTATIONS

[5] Me Vuille argued that the appropriate sanction in this case would be a lifetime suspension, with immediate publication of the decision and a condemnation to pay the costs pursuant to sections 151 and 156 of the *Professional Code* for the following reasons:

(a) the various infractions all involved prohibited activities in contravention of section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, section 160 of the *Securities Act*, section 17 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*, and section 14 of *Regulation respecting the rules of ethics in the securities sector*, all of the which strike at the very heart of the core activities of the profession and undermine the image of the advisor and the profession;

(b) the client's signature on a transactional document should only be affixed once the document is complete, so as to assure that the client is aware of the entire contents and import of same before signing it;

(c) Me Vuille argued that Respondent's past disciplinary record raises serious concerns as to the risk of recidivism and his ability to correct his way of doing business;

(d) the infractions were not limited to an isolated incident, but rather involved many clients and premeditated transgressions, which give the impression that they were a routine part of Respondent's daily *modus operandi*;

(e) although the complaint in case CD00-1127 was filed on May 28, 2015, and the infractions in Counts 1 to 9 in this case occurred prior to that date, the events relating to Counts 10, 11 and 12 in the current Complaint occurred

after the filing of proceedings in case CD00-1127, and all of the infractions in the Complaint herein occurred after Respondent was dismissed by the Royal Bank of Canada after discovery of the infractions in case CD00-1127, such that Respondent could not have ignored that his conduct in this case was wrong;

(f) Me Vuille argued that the Respondent's conduct herein clearly demonstrates that he appears incapable of comprehending the gravity of his misconduct or of correcting it in the future, which justifies the imposition of the most severe sanction available, a permanent striking off the role, the whole in order to protect the public from what she argues is a serious risk of recidivism by the Respondent and to make an example of the Respondent for his repeated flouting of ethical rules.

[6] In support of her recommendation of a permanent striking off the role, Me Vuille cited the following authorities:

(a) *Paquette* c. *Comité de discipline de la Corporation professionnelle de médecins du Québec*, 1995 RDJ 301 (QC CA)

- Me Vuille cited this decision as authority for the principle that disciplinary tribunals do not always require a graduation in the severity of sanctions before imposing the most severe one. This decision involves an application for judicial review (dismissed by the Superior Court) of a judgment in a disciplinary matter where the *Tribunal des professions* imposed a permanent striking off the role (rather than the temporary striking off the role of two months imposed in first instance) against a doctor who gave his patients therapies which were dangerous and not approved. In dismissing the doctor's appeal from the judgment dismissing his application for judicial review, Mr. Justice Baudouin recognized that he was not absolutely certain that he would himself have imposed the most severe sanction, but nevertheless found that the appellant had not

established the unreasonable nature of the decision, considering his prior disciplinary record. In explaining his decision, Justice Baudouin stated that "the graduation of sanctions, which constitutes one of the guiding principles regarding the choice of appropriate sanctions, cannot overrule the need to protect public health";

(b) *Chevalier* c. *Infirmières et infirmiers (Ordre professionnel des)*, 2005 QCTP 137

- The Disciplinary Committee of the Quebec Order of Nurses imposed (*inter alia*) a temporary striking off the role of five years against a nurse, who appealed the decision to the *Tribunal des professions* on the grounds that the Disciplinary Committee had not respected the principle of graduation of sanctions, as the nurse had been suspended for three months in 1995 for similar infractions. The *Tribunal des professions* dismissed the appeal, in relying upon the extensive disciplinary record of the nurse, the fact that the infraction involved unacceptable and highly reprehensible conduct against elderly patients who suffered from reduced or total lack of autonomy, as well as the fact that the nurse had not attended or otherwise made representations at the sanctions hearing, and because of the Court of Appeal decision in the *Paquette* case (cited above).

(c) *R.* c. *Lacasse*, [2015] 3 RCS 1089

- In this case, the Supreme Court restored the sentence imposed by the trial judge which the Québec Court of Appeal had reduced in severity because it fell outside the sentencing ranges established by the jurisprudence for similar cases. The Supreme Court held that sentencing ranges are useful guidelines, which are meant to insure the parity of sentences, but should not be considered straitjackets which prevent trial judges from exercising their broad discretion based on the particular facts of each case and imposing sentences

which reflect the seriousness of the offence, the offender's degree of responsibility and his/her moral blameworthiness.

(d) *Ouellet* vs. *Médecins (Ordre professionnel des)*, 2006 QCTP 74

- The doctor charged in this case pleaded guilty to two counts of using unprofessional, insulting and threatening language towards a member of the public (who was not a patient) and an attorney, contrary to the honour and dignity of the profession. At the sanctions hearing, the Syndic sought a temporary striking off the roll of 14 days, while the respondent pleaded for a simple reprimand.

- The disciplinary committee instead decided to impose a temporary striking off the roll of one day and a fine of $1,500 for each count, and it furthermore imposed a lifetime ban against the respondent acting as a medical expert. After reviewing the applicable jurisprudence, the *Tribunal des professions* reversed the above decision of the disciplinary committee and imposed a reprimand and a fine of $1,000 for each count, and found that a reprimand alone would not have sufficed in this case because the respondent had failed to correct his abusive conduct after a prior warning in an incident which had occurred 11 years earlier.

- Me Vuille cited this decision in connection with paragraphs 49 to 55 thereof, where the *Tribunal des professions* found that the notion of the protection of the public comes into play not only where the life or health of the public is involved, but a whenever the professionalism of the respondent is called into question.

(e) *CSF* vs. *Pincemin*, 2012 CanLII 97164 (QC CDCSF)

- The representative in this case was charged with 13 different counts for offences committed during a period of at least eight years (1999 to 2007), three of which related to having clients sign forms in blank.

He had built up a heavy disciplinary record over the years, in connection with which he had signed a voluntary engagement with the Syndic in 1999 related to complaints from dissatisfied clients, then was suspended for two months after having been found guilty of seven counts of misconduct in 2001 (including failure to keep certain clients' insurance contracts in force, favouring his interests over those of a client, forging a client's signature and lying to a client about earning a commission on a transaction he recommended). The representative had also lied about his ability to work in order to obtain a postponement of the trial in that case.

- After pleading guilty to the 13 counts, the representative consented to a permanent striking off the roll for the three counts relating to the signing of documents in blank and to two other charges relating to misrepresenting his professional status on documents submitted to the insurer involved in the transaction.

(f) *CSF* vs. *Cossette*, 2013 CanLII 43429 (QC CDCSF)

- The representative in this case, who was 30 years old and had no prior disciplinary record, was charged with eight counts of having clients sign documents in blank (one count involving 59 documents by 33 different clients) and six other counts involving the submission of an insurance proposal without her client's consent, subordinating her clients' interests to her own personal interests and failing to act in a competent and professional manner by delaying the filing of insurance proposals of three other clients.

- The parties made a joint submission regarding sanction, which included a temporary striking off the roll of five years for the eight counts involving the signing of documents in blank, which submission was accepted by the disciplinary committee.

(g) *CSF* vs. *Roche*, 2003 CanLII 57224 (QC CDCSF)

- The representative in this decision was charged with 17 counts, all committed in the first year of his career, seven of which involved the signing of documents in blank, the other counts involving such offences as filing 17 proposals without the customary supporting information, falsely claiming that he had received premiums for 23 proposals from 15 clients, illegally granting premium reductions to 15 clients, filing false answers from a client in a medical questionnaire, not executing the instructions of a client concerning the conversion of an existing policy and suspending preauthorized deductions from a bank account, putting into place a plan for preauthorized deductions without the consent of two different clients and falsely claiming that the beneficiary in another policy was related to the insured person.

- The representative pleaded guilty to all charges and asked for clemency, while the complainant sought a permanent striking off the roll for each of the charges relating to signing of documents in blank, plus a fine or reprimand for the other charges. The disciplinary committee was of the view that the representative had "[…] *dès le début de sa carrière,* [...] *fait un choix, celui de la malhonnêteté et de la tromperie portant ainsi ombrage et créant un sérieux discrédit sur l'ensemble de la profession*"[3] and ruled that it was "[…] *plus approprié d'imposer à l'intimé, sur l'ensemble des chefs sa striking off the roll permanente*"[4].

(h) *CSF* vs. *Ouedraogo*, 2015 QCCDCSF 34

- The representative in this decision pleaded guilty to two counts, one of which involved the misappropriation of $2,360.23 (by the

[3] Par. 25.
[4] Par. 32.

fraudulent use of his client's credit card), and he agreed to the complainant's request for a sanction of permanent striking off the roll on the above count, which was accepted by the disciplinary committee. The Committee justified its decision on the serious nature of the infractions, the vulnerability of the client, the representative's lack of cooperation with the investigation, his initial denial of wrongdoing until confronted by incontrovertible evidence, and the high risk of recidivism arising from the representative's admission that he suffered from kleptomania.

(i) *CSF* vs. *Astouati*, 2015 QCCDCSF 42

- This case involved the misappropriation of $46,840 from a client's account after forging the client's signature on bank account withdrawal forms on 40 occasions during a period of 22 months, to which the representative pleaded guilty. The disciplinary committee accepted the parties' joint recommendation for a permanent striking off the roll, largely because of the intrinsically grave nature of the representative's misconduct, despite the absence of a prior disciplinary record, the reimbursement of the misappropriated funds by the representative and the apparent low risk of recidivism.

(j) *CSF* vs. *Boudreault*, 2015 CanLII 87580 (QC CDCSF)

- The 51-year old representative in this case pleaded guilty to fraudulent misappropriation of $1,785.72 from the accounts of three different clients during a period of six weeks, which she blamed on gambling addiction issues. The parties agreed on a temporary striking off the roll of ten years for the misappropriation (with immediate publication of the decision). The joint recommendation was accepted by the disciplinary committee, which cited several other decisions in which the sanction imposed for misappropriation varied between two and ten years temporary striking off the roll and

stressed the attenuating factors, which included the representative's reimbursement of the misappropriated sums, her lack of a prior disciplinary record, her collaboration with the investigation and her guilty plea, as well as her sincere expression of remorse.

(k) *CSF* vs. *Ferjuste*, 2013 CanLII 43430 (QC CDCSF)

- The representative in this case pleaded guilty to misappropriating the sum of $1,030 from a client, of which $330 had been reimbursed, and agreed to the imposition of a temporary striking off the roll of ten years. As in the other cases, in accepting to impose this sanction, the disciplinary committee stressed that misappropriation is one of the most serious transgressions a representative can commit, even where the amount involved is relatively small, because it violates the fundamental relationship of trust that a client must have in his advisor, whose integrity must at all times be beyond reproach, and thereby tarnishes the image of the profession.

(l) *CSF* vs. *Marapin*, 2014 CanLII 54812 (QC CDCSF)

- In this case, the representative, who had been practising for 24 years at the time of the last alleged infraction, pleaded guilty to three counts of putting himself in a position of conflict of interest by borrowing a total of $65,000 from four clients between 1998 and 2011, and two counts of misappropriation for not reimbursing a total of $13,000 when due pursuant to said loans, the third loan (for $50,000) having also been unreimbursed as of the date of hearing.

- The plaintiff sought a temporary striking off the roll of ten years for the three counts of conflict of interest and a permanent striking off the roll for the two counts of misappropriation, while the representative argued that the circumstances justified a lesser sanction of one to two years striking off the roll, especially since he

was 65 years old and would find it very difficult to return to practice after a temporary striking off the roll of ten years.

- In imposing a temporary striking off the roll of ten years for each of the five counts, the disciplinary committee took into account the fact that the representative had not acted fraudulently or with dishonest intent in contracting the loans (thereby distinguishing a number of decisions involving misappropriation invoked by the plaintiff), which were allegedly used to support a failing restaurant business operated by the representative, that he was trying to reimburse the $50,000 loan at the time of the hearing, he had collaborated with the investigation, pleaded guilty and expressed his sincere remorse for his conduct.

(m) *CSF* vs. *Wishnousky*, 2006 CanLII 59845 (QC CDCSF)

- The representative in this case (cited by Me Vuille in connection with count 12 against the Respondent herein) pleaded guilty to 26 counts of advising and ultimately persuading his clients to invest amounts varying between $5,000 and $635,000 (a total of approximately $1,000,000 over a period of two years) in a private company which had no legal authority to offer such investments, without disclosing that he was an officer of said company, thereby placing himself in a conflict of interest, while falsely representing that such investments were secure, could be withdrawn at any time without penalty, and were endorsed or accepted by the investment firm of which he was an employee. All of the clients involved lost their investments and the disciplinary committee accepted the complainant's recommendation that the appropriate sanction for the counts relating to counselling the investments while in a conflict of interest was a permanent striking off the roll.

(n) *CSF* vs. *Lamadeleine*, 2004 CanLII 59858 (QC CDCSF)

- This decision, also cited by Me Vuille in connection with count 12 against the Respondent herein, involved a representative who was found guilty of falsely representing to two elderly and vulnerable clients the nature and rate of return of an investment he persuaded them to make. The disciplinary committee imposed a temporary striking off the roll of five years.

(o) *CSF* vs. *Turcotte*, 2016 CanLII 29394 (QC CDCSF)

- This decision, again cited by Me Vuille in connection with count 12 against Respondent herein, involved a representative who pleaded guilty (*inter alia*) to (i) placing himself in a situation of conflict of interest by borrowing $50,000 from one of his clients, (ii) on the false pretence that the funds would be used to buy the book of business of another representative, and (iii) lying to his client about his assets by using a statement of account belonging to another client and presenting it as his own. The representative was convicted of criminal charges and sentenced to imprisonment in another case which apparently involved defrauding other clients.

- Amongst the aggravating factors cited were the client's lack of sophistication in financial matters, the representative's abuse of confidence, his manifest dishonesty, the premeditation exhibited, his lack of remorse and the high risk of recidivism. The disciplinary committee imposed a permanent striking off the roll.

(p) *Blanchette* vs. *Psychologues (Ordre professionnel des)*, 1995 CanLII 10864 (QC TP)

- This decision involves a disciplinary case somewhat similar to the Respondent's situation in that there is an overlap in time of two disciplinary proceedings against the same individual.

- The psychologist in this case had been struck off the roll for a period of 12 months by judgment rendered on November 4, 1988 as a result of two complaints relating to misconduct which had occurred between December 1977 and February 1979 and between February 1984 and June 1986.

- In April 1993, a new complaint was filed for similar misconduct which had occurred between September 1986 and May 1987. He pleaded guilty to these new charges on March 31, 1994 and was condemned on June 20, 1994 to another temporary striking off the roll of 12 months. The psychologist appealed this latter sentence on the grounds that there was no recidivism involved between the two cases and that he should have received a lesser sentence in the second case.

- The *Tribunal des professions* held that this was not a case of recidivism because the facts alleged in the second case had occurred before the date of the sanction in the first case. It also decided that the psychologist had established that he had reformed his conduct in the six years since the first sentence and that his sentence in the second case should be reduced (from 12 to two months) to reflect that reality, although the later misconduct still merited an exemplary sanction (two months striking off the roll).

(q) *Pigeon* vs. *Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QC CA)

- This decision of the Quebec Court of Appeal deals with a real estate agent who had pleaded guilty in disciplinary proceedings to falsifying documents regarding the sale of his client's property which inflated the sale price in order to assist the buyer in obtaining greater financing from his mortgage lender. The sanctions imposed by the disciplinary committee were revised by the Court of Quebec and the

appeal involved a discussion of the rules which governed the powers of the Court of Quebec pursuant to the applicable legislation.

- Me Vuille referred the Committee to the following passages from the judgment (paras. 38 and 39) which succinctly enunciate the principles which should guide a disciplinary committee in deciding upon an appropriate sanction:

> "[38] La sanction disciplinaire doit permettre d'atteindre les objectifs suivants: au premier chef la protection du public, puis la dissuasion du professionnel de récidiver, l'exemplarité à l'égard des autres membres de la profession qui pourraient être tentés à poser des gestes semblables et enfin, le droit par le professionnel visé d'exercer sa profession (*Latulippe c. Léveillé (Ordre professionnel des médecins)*, (1998) D.D.O.P. 311; *Dr. J.C. Paquette c Comité de discipline de lady Corporation professionnel des médecins du Québec et al*, (1995) R.D.J. 301 (C.A.); et *R. c. Burns*, (1994) 1 R.C.S. 656).
>
> [39] Le Comité de discipline impose la sanction après avoir pris en compte tous les facteurs, objectifs et subjectifs, propres au dossier. Parmi les facteurs objectifs, il faut voir si le public est affecté par les gestes posés par le professionnel, si l'infraction retenue contre le professionnel a un lien avec l'exercice de la profession, si le geste posé constitue un acte isolé ou un geste répétitif, [...] Parmi les facteurs subjectifs, il faut tenir compte de l'expérience, du passé disciplinaire et de l'âge du professionnel, de même que sa volonté de corriger son comportement. La délicate tâche du Comité de discipline consiste donc à décider d'une sanction qui tienne compte à la fois des principes applicables en matière de droit disciplinaire et de toutes les circonstances, aggravantes et atténuantes, de l'affaire."

(r) *Médecins (Ordre professionnel des)* vs. *Chbeir*, 2017 QCTP 3 (CanLII)

- This decision, filed by Me Vuille in response to the Committee's request for authorities on the burden of proof regarding the risk of recidivism, held that (paras. 88 to 95), while the professional does not formally have the burden of proving that the risk of recidivism is low or inexistent, he/she nevertheless should provide some degree

of evidence to assist the disciplinary committee in its evaluation of this risk, including the reasons which may explain the professional's impugned conduct and why there is little or no risk that it will recur in the future.

(s) *Dentistes (Ordre professionnel des)* vs. *Dupont*, 2005 QCTP 7 (CanLII)

- This decision, also filed by Me Vuille in response to our request for authorities regarding the issue of recidivism, involves a case where a dentist was charged, in July 1992, for professional misconduct which occurred between October 1989 and November 1991, in respect of which he pleaded guilty in January 2004 and was condemned, in April 2004, to various periods of temporary striking off the roll ranging from two weeks to three months, plus two fines of $2,000.

- In the interval, he was charged in July 2001 with 33 counts of misconduct involving ten new patients which allegedly occurred between May 1995 and April 2001, as a result of which a different disciplinary committee ordered his provisional striking off the roll by judgment dated April 2003, pending a hearing on the merits of these new charges. Furthermore, a professional inspection carried out by the Order of Dentists in 1996 had identified a series of shortcomings in the dentist's files and ordered certain corrective measures, which the dentist undertook to adopt.

- At the sanctions hearing held in the first case in January 2004, the dentist declared that his provisional striking off the roll in April 2003 in the second case had incited him to see the errors of his way and plead guilty to the charges in the first case, while offering to restrain the scope of his dental practice in the future.

- The disciplinary committee at the sanctions hearing in the first case refused to consider the facts of the second case in evaluating the objective gravity of the first complaint and imposed the sanctions described above, from which the plaintiff appealed to the *Tribunal des professions*.

- The *Tribunal des professions* overturned the decision imposing sanctions in the first case on the grounds that, while the provisional striking off the roll judgment in the second case did not (strictly speaking) constitute a prior disciplinary record, the disciplinary committee was nevertheless bound to consider evidence of the conduct of the dentist subsequent to the acts impugned (in the first case) in evaluating the risk of recidivism for the purposes of determining the appropriate sanction in the first case. In this regard, the *Tribunal des professions* cited a number of precedents regarding the relevance and importance of the professional's conduct subsequent to alleged misconduct.

- The *Tribunal des professions* was of the view that the frequency and gravity of the dentist's misconduct in the second case raised issues of protection of the public which the first disciplinary committee should not have ignored or set aside. Accordingly, the *Tribunal des professions* set aside the sanctions imposed in the first case and ordered the permanent striking off the roll of the dentist on nine of the 12 counts with which he was charged.

RESPONDENT'S REPRESENTATIONS

[7] Respondent, who was 71 years old at the time of the sanctions hearing herein, and claiming to be suffering from deteriorating health and unable to find gainful employment since his dismissal by Sun Life, commenced his argument by stressing that he was proud of his career in the investment industry for over 45 years, most of which was spent abroad before he came to Canada in 2001, where he worked for Investors

Group (from June 2007 to October 2008), RBC Insurance (from January 2009 to October 2013) and Sun Life (from November 2013 to February 2016).

[8] He dwelt upon the fact that he was the top salesman in Canada for RBC in 2012, and claims that he was "told to go" by RBC in 2013, but that he resigned instead.

[9] He claims to have been "brutally terminated and discriminated" by Sun Life when it terminated his employment in January 2016, and that he was still considering filing a lawsuit against Sun Life because of what he considered as a "conspiracy" against him by three compliance officers at Sun Life whom he claims had opposed his hiring by Sun Life and invoked the misdeeds described in counts 1 to 9 herein, despite the alleged support of his managers.

[10] He claims that everyone at Sun Life, except the compliance officers supported him and that his conduct in this case was not "overtly wrong", despite unspecified "misgivings" regarding the conduct which led to his dismissal, and that an unidentified senior manager at Sun Life had viewed his offences herein as "not serious".

[11] He argued that, in filling out a form, or replacing a paper, it was acceptable that "some red lines could be crossed" if there was no prejudice caused to clients and no intent to harm them. He claims that he was under severe pressure at work and that he did what he had to do in order to get it done. He said that if he were to complete all of the required contractual forms in the presence of his clients, including all questions relating to personal, medical or family issues, "they are going to kick me out of the door...and I would lose my clients".

[12] He argued that nine of the 12 counts in the complaint herein are "worthless of even being mentioned" because "these are simple matters, a pen here, a page here, approved by three managers", and that he was blameless because everything he did was while he was under the supervisory regime imposed by judgment of the *Autorités des marchés financiers* (the "**AMF**") dated January 21, 2014 (Exhibit P-1).

[13] When asked by the President of the Committee how he would change his conduct if allowed to continue practising, Respondent emotionally responded that he was

"outraged to hear that [he] might be permanently revoked, when no error whatsoever was found, such as criminality, forged signatures, diversification, financial needs analysis, know your client, etc.".

[14] He argued that he knew what a "grave error" was and that he committed no "grave errors" in this case, because there was no theft, bribery or fraud involved. He claimed that the client described in count 6 later met him in church and apologized for her complaint, which he said was "full of lies", and that "these people will be living with their conscience". However, he admitted later on during his argument that he had committed an error of judgment in making the false attestations described in count 6 because the client did not want the beneficiaries to know she had taken out insurance in their favour, and that he had not informed his three supervisors of this decision.

[15] When asked again during argument how he would change his conduct regarding the use of "shortcuts" (using photocopies of old signatures, having clients sign forms in blank or partially in blank), he said that (referring to "three silly mistakes of substituting pages") that he would "have to adapt" and that he was "not going to rush anymore, I will take my time, relax, not work 70 hours/week".

[16] He argued that the impugned acts he committed while with Sun Life were not the same as those of which he was accused while with RBC (in case CD00-1127).

[17] In conclusion, he claimed that his misconduct herein constituted a series of "isolated incidents", with no fraud involved and that, despite the fact that his two cases before the Disciplinary Committee of the *Chambre de la sécurité financière* are a "sad chapter" in his life, he "sleeps in peace at night" because he "did nothing seriously wrong to any client". He asked for forgiveness for his "lack of eloquence" and his past misconduct. He added that, if the Committee were to impose a period of striking off the roll, it should be for a period of two to six months, but certainly not a permanent striking off the roll.

[18] In response to Respondent's argument, Me Vuille said that Respondent had clearly failed to appreciate the seriousness of his conduct herein.

ANALYSIS AND MOTIVES

[19] In deciding upon the appropriate sanction herein, it is important to apply the test set forth in *Pigeon* vs. *Daigneault* (cited above).

[20] There is no doubt that the nature and frequency of transgressions committed by Respondent in this case raise grave doubts about his respect for the fundamental ethical rules which exist to assure protection of the public, which is the primary objective to keep in mind when deciding upon the appropriate sanction. The other factors to consider are the dissuasion of the representative from recidivating, the exemplarity of the sanction to incite other professionals to respect the ethical rules and, finally, the right of the professional to practise his profession.

[21] In case CD00-1127, Respondent was found guilty of 11 counts of having breached ethical rules in August 2013 involving five different clients:

(a) using photocopied signatures of clients on new insurance proposal forms;

(b) falsely attesting to the identities of clients and having witnessed their signatures.

[22] The Respondent's explanation for his conduct in this first complaint was that RBC had asked him to use a new version of signature pages in insurance proposal forms for clients who had already signed the old forms. Rather than convene meetings with the clients to sign the new forms, Respondent chose to use photocopied versions of their original signatures and make the above-described false attestations in the new forms, thinking that there was no problem by proceeding in this fashion.

[23] RBC terminated Respondent's employment because of his conduct and filed a complaint with the AMF which led to the issuance of the above-described supervisory order in January 2014 (Exhibit P-1).

[24] The Respondent's hearing relating to culpability in CD00-1127 was held on October 21, 2015 (at which time he was employed by Sun Life) and the judgment confirming his guilt was rendered on April 20, 2016, by which time he had been terminated

by Sun Life for his misconduct in the present case, although this does not seem to have been disclosed to the Disciplinary Committee at the sanctions hearing in CD00-1127, which was held on July 7, 2016.

[25] In the judgment on sanctions in CD00-1127 rendered on July 19, 2016, the disciplinary committee imposed a temporary striking off the roll of two months and invoked the following aggravating factors to justify its decision:

(a) the objective gravity of Respondent's ethical breaches;

(b) Respondent had attended courses on ethics offered by RBC, his former employer, in 2013 and 2014;

(c) Respondent's apparent failure to comprehend the importance of his ethical breaches, even after he had been found guilty, which the disciplinary committee found was concerning.

[26] The acts leading to the filing of the complaint in the present case occurred between April 2014 and February 2016. They involve the following breaches of ethical rules:

(a) inciting eight different clients to sign blank or partially blank forms during the period April 2014 to July 2015 (counts # 1, 2, 5, 7, 8 and 9);

(b) using photocopies of client signatures to create new contractual documents on three different occasions (counts # 3, 4 and 10);

(c) providing false information to an insurer and falsely attesting that he had witnessed the signatures of the beneficiaries of six different insurance policies set up by the same insured (count # 6);

(d) misappropriation of the sum of $1,350 from a client (count # 11);

(e) making false, incomplete and potentially misleading statements or representations to a client regarding the future performance of his investments (count # 12).

[27] There is no question that these acts constitute objectively serious breaches of fundamental ethical rules to which representatives are held and taught to respect, which go to the heart of the profession, and that Respondent knowingly committed them with disregard for said rules, of which he was fully aware and could not have ignored.

[28] Nevertheless, in determining the appropriate sanction, the Committee must take into account the Respondent's lack of dishonest intent in evaluating the danger to protection of the public if he is one day allowed to return to practice.

[29] The Committee must also decide whether the standard sanctions applicable to a first or repeat offender for the misconduct described in counts 1 to 10, coupled with those applicable to counts 11 and 12 should be set aside and replaced by the ultimate sanction, a permanent striking off the roll.

[30] This raises the issue as to whether the nature of the misconduct involved and the particular circumstances of this case pose such a risk to protection of the public, the primary criterion applicable to determining the appropriate sanction (*Pigeon* vs. *Daigneault*), that permanent striking off the roll is the only appropriate sanction

[31] A review of the following relevant jurisprudence leads us to conclude that the normal sanctions for the ethical breaches contemplated by counts 1 to 10 herein are a temporary striking off the roll of one or twelve months and/or fines varying between $2,000 and $5,000:

(a) *CSF* vs. *Ronco*, 2014 CanLII 13312 (QC CDCSF)

- The representative (having no disciplinary record) received a temporary striking off the roll of 12 months (jointly recommended by the parties) after pleading guilty to 22 counts of having incited approximately 23 different clients to sign documents in blank or partially in blank during a period of nine years, the disciplinary committee having found that the representative's conduct was not due to a malicious or dishonest intent, but rather a pathological incapacity to adapt to operational changes in his practice.

(b) *CSF* vs. *Côté*, 2011 CanLII 99528 (QC CDCSF)

- The representative (with no disciplinary record) pleaded guilty to forging one client's signature and inciting another client to sign a blank document and received a temporary striking off the roll of two months for the first count and one month for the second count. The decision cites a number of other precedents where the representative received the following sanctions for inciting clients to sign documents in blank or partially in blank and/or forged signatures:

  i) two months striking off the roll and a fine of $2,000 (*CSF* vs. *Jean*, CD00-0722);

  ii) six months striking off the roll for nine forgeries (*CSF* vs. *Di Fabio*, CD00-0826);

  iii) five months striking off the roll for forgery, in a situation of recidivism (*CSF* vs. *Trottier*, CD00-0678);

  iv) two months striking off the roll for several forgeries (*CSF* vs. *Boucher*, CD00-0700);

  v) three months striking off the roll for forgery on five occasions, causing inconvenience to the clients (*CSF* vs. *Jarry*, CD00-0764).

(c) *CSF* vs. *Belle*, 2014 CanLII 19445 (QC CDCSF)

- The representative (having little experience and no disciplinary record) pleaded guilty to inciting a client to sign a partially blank document and the disciplinary committee imposed the jointly recommended sanction of a temporary striking off the roll of one month.

(d) *CSF* vs. *Bellerose*, 2012 CanLII 97156 (QC CDCSF)

- The representative (having 15 years of experience and no disciplinary record) pleaded guilty to two counts of having falsely attested to witnessing two clients' signatures on the same occasion. The disciplinary committee imposed a fine of $3,000 on one count and a reprimand for the second count, citing two other cases where fines of $3,000 and $4,000 had been imposed.

(e) *CSF* vs. *Chen*, 2019 QCCDCSF 4

- The representative pleaded guilty to eight counts, which included inciting 18 clients to sign documents in blank or partially in blank, forging (or "copy-pasting") the signatures of eight persons, and falsely attesting that she witnessed the signatures of three clients, which infractions were committed over a period of seven years. The disciplinary committee imposed the jointly recommended sanctions of a temporary striking off the roll of nine months for the blank or partially blank documents and two months temporary striking off the roll for the other counts.

(f) *CSF* vs. *Bouchard*, 2017 QCCDCSF 46

- The representative pleaded guilty to having falsely attested witnessing the signature of two clients of another representative to accommodate the latter, and the disciplinary committee imposed the jointly recommended sanction of a fine of $5,000.

(g) *CSF* vs. *Houle,* 2013 CanLII 43414 (QC CDCSF)

- The representative (aged 65, with 20 years of experience and no prior disciplinary record) pleaded guilty to forging the signature of a client and received a temporary striking off the roll of one month.

[32] The following decisions indicate that the sanction for misappropriation (count 11 in the present case) is most often ten years but can, in certain circumstances (where fraud or considerable amounts are involved), be a permanent striking off the roll:

(a) *CSF* vs. *Marleau*, 2017 QCCDCSF 40

- A representative (with more than 19 years of experience and no disciplinary record) who pleaded guilty to misappropriating $40,000 from a minor client (by making eight withdrawals from his account over a period of two years) and had negotiated a reimbursement plan, received a temporary striking off the roll of ten years, pursuant to the joint recommendation of the parties.

(b) *CSF* vs. *Erdogan*, 2017 QCCDCSF 9

- A representative (with no disciplinary record) and was radiated for a period of ten years after pleading guilty to fraudulently misappropriating the sum of $280 (by 11 illegal withdrawals of $20 to $30) from his employer over a period of seven weeks, said sum having not been reimbursed by the representative.

(c) *CSF* vs. *Bradet*, 2017 QCCDCSF 38

- A representative with no disciplinary record and 30 years of service for her employer was struck off the roll for a period of ten years after pleading guilty to misappropriating the sum of $3,080 during a period of 18 months, while she was a branch director.

(d) *CSF* vs. *Raymond*, 2011 CanLII 99457 (QC CDCSF)

- The representative (with no disciplinary record pleaded guilty to fraudulently misappropriating the sum of $1,325 from her employer by making nine unauthorized withdrawals during a period of five months, which amount was ultimately reimbursed by the representative. The complainant sought a permanent striking off the

roll, but the disciplinary committee felt that a temporary striking off the roll of ten years was more appropriate in the circumstances.

(e) *CSF* vs. *Mintor*, 2019 QCCDCSF 32

- A representative (with no disciplinary record) who was found guilty of misappropriating the approximate sum of $75,000 over a period of 20 months from a testamentary succession of which he had been named liquidator received a temporary striking off the roll of ten years (decision currently in appeal).

(f) *CSF* vs. *Balan*, 2011 CanLII 99446 (QC CDCSF)

- A 23-year old representative (with no disciplinary record) who pleaded guilty to misappropriation of $48,000 from his employer and who had reimbursed all but approximately $8,000 of that amount was permanently struck off the role.

(g) *CSF* vs. *Baril*, 2009 CanLII 293 (QC CDCSF)

- A representative who was found guilty (by default) of 43 counts, including the fraudulent misappropriation of approximately $254,000 which was never reimbursed, received the sanction of permanent striking off the roll.

(h) *CSF* vs. *Blais*, 2015 QCCDCSF 2

- A 62-year old notary who was a member of the CSF (with no prior disciplinary record) and misappropriated the sum of $2,316 from his clients received a temporary striking off the roll of ten years, despite the fact that Plaintiff had sought his permanent striking off the roll.

(i) *CSF* vs. *Cartier*, 2011 CanLII 99471 (QC CDCSF)

- A 53-year old bank employee (with no disciplinary record) who

pleaded guilty to misappropriating the sum of $261,000 during a period of seven years (of which only $13,000 had been reimbursed as of the date of hearing) was permanently struck off the role.

(j) *CSF* vs. *Grignon*, 2007 CanLII 37244 (QC CDCSF)

- A representative with five years of experience and no disciplinary record who failed to appear at his sanctions hearing was permanently struck off the role for misappropriating the approximate sum of $95,000 from one or more clients. However, the disciplinary committee felt that the complainant's request for permanent striking off the roll for having unnecessarily convinced a client to redeem $73,000 from his mutual fund investments and incur fees of more than $8,000 was excessive and instead imposed a temporary striking off the roll of one year on that count.

(k) *CSF* vs. *Labonté*, 2012 CanLII 97202 (QC CDCSF)

- A representative with less than one year of experience who pleaded guilty to misappropriating a total of $403 from three clients which he had not reimbursed at the time of his sanctions hearing was condemned to a temporary striking off the roll of ten years.

(l) *CSF* vs. *Lamoureux*, 2014 CanLII 72608 (QC CDCSF)

- A representative with no disciplinary record who misappropriated the sum of $2,500 from a client by forging his signature on a credit card payment form was struck off the role for a period of ten years and received a temporary striking off the roll of two years on a separate count of forging the client's signature on the aforementioned credit card payment form.

(m) *CSF* vs. *Montour,* 2015 CanLII 88199 (QC CDCSF)

- The representative (with ten years' experience and no disciplinary

record) pleaded guilty to conflict of interest for borrowing $10,000 from a client and to misappropriation for failing to reimburse the loan when due, for which he was temporarily struck off the role for five years on the first count (conflict of interest) and ten years for misappropriation.

(n) *CSF* vs. *Pana*, 2013 CanLII 40561 (QC CDCSF)

- In this case, related to that cited by Me Vuille in her arguments, the representative, with four years of experience, had a prior disciplinary record for imitation of client signatures and conflict of interest, contracted loans totalling $34,000 from two clients, which she failed to repay, and she failed to appear at the hearings regarding guilt and sanction. The disciplinary committee characterized the representative's conduct as systematic fraud and struck her off permanently.

[33] Starting with count 11, the Committee is of the view that a temporary striking off the roll of ten years is the appropriate sanction, given the relatively minor amount ($1,350) involved, the absence of a prior disciplinary record involving misappropriation, the lack of dishonest intent and the financial difficulties which apparently drove the Respondent to commit the offence in question.

[34] The preponderance of jurisprudence cited above indicates that the appropriate sanction for misappropriation of a relatively minor amount, in the absence of fraudulent intention, is a temporary striking off the roll of ten years. The decisions (cited by plaintiff's attorney) where a permanent striking off the roll was imposed involve fraudulent conduct, much larger amounts than that involved in this case and (sometimes) a joint recommendation or absence of contestation by the representative.

[35] As regards count 12, regarding which the Respondent was found guilty of making false, incomplete and potentially misleading statements or representations to a client

regarding the investment performance and/or value of his account, there is again no prior disciplinary record of similar conduct.

[36] The Respondent should clearly never have assured his client that he would not incur a loss in his investment account. However, there is no evidence that the client suffered a loss in his investment account and the stellar performance of the stock markets since 2008 (including 2016) make it unlikely that the client suffered any loss if he remained in the market until the end of 2016.

[37] Accordingly, the Committee is of the view that the appropriate sanction for count 12 is a fine of $2,000.

[38] As for the sanction relating to counts 1 to 10 inclusive, it is clear that the finding of guilt of the Respondent in case CD00-1127 (on April 20, 2016, two months prior to his dismissal by Sun Life in the present case) does not constitute a disciplinary record for the purposes of this case. However, the Committee is entitled, pursuant to the principles enunciated in such cases as *Pigeon* and *Dupont*, to consider his conduct in the first case (CD00-1127) in determining the risk of recidivism in determining the appropriate sanction.

[39] In evaluating Respondent's conduct regarding counts 1 to 10, the Committee recognizes the seriousness and repetitive nature of Respondent's conduct, but nevertheless must keep in mind all of the relevant circumstances surrounding the commission of these infractions, including the type of sanction normally imposed in such cases, the Respondent's motivation, the prejudice (if any) caused to clients, the need for appropriate dissuasion of recidivism by the Respondent and the Respondent's right to earn a living.

[40] The above jurisprudence shows that the sanction normally imposed in cases relating to signing documents in blank or partially in blank, forging or otherwise imitating client signatures (including by "copy-pasting") and making misleading statement to insurers is a fine (of up to $5,000) and/or a temporary striking off the roll of up to one year.

[41] The Respondent explained that he committed all of the offences in counts 1 to 10 in order to expedite the processing of his clients' files. Although this explanation does not

excuse him from a finding of guilt for contravening the relevant ethical rules, it is a factor which the Committee may consider in determining the appropriate sanction.

[42] There is no evidence that any of the clients involved suffered actual prejudice from the Respondent's actions. The plaintiff seeks a permanent striking off the roll because of the number of incidents involved and the fact that Respondent did not correct his behaviour or alter his attitude towards ethical rules after having been dismissed by RBC in November 2013 and while he was employed by Sun Life from April 2014 to February 2016.

[43] There is no question that this prior conduct must be considered, but does it merit a lifetime ban from the profession?

[44] Unlike the precedents in *Paquette*, *Chevalier* or *Ouellet* (cited above), we are not dealing with a situation where clients were physically or psychologically harmed by the Respondent's conduct. The Respondent took "shortcuts" to expedite the processing of his client's files, but caused them no prejudice.

[45] The principles of graduation of sanctions requires the Committee to consider a sanction less severe than a lifetime ban, as does the respect which our system of justice places on the principles of redemption and rehabilitation of an offender.

[46] The Respondent obviously suffers from a reluctance to adapt to changing times, which is not unusual for people of his age. His misdeeds are serious and cannot be excused, but he declared, during his argument, that he is prepared to change his ways and adapt, if given a chance.

[47] Given the temporary striking off the roll of ten years imposed regarding count 10, he will have considerable time to reflect upon his conduct herein and resolve to take advantage of the final opportunity he may have to return to the profession at the approximate age of 82.

[48] In view of the foregoing, the Committee's decision regarding the appropriate sanction to impose for each of counts 1 to 10 is a temporary striking off the roll of five

years, to be served concurrently with the foregoing sanction regarding count 11.

[49] As regards costs, no reason having been given to the Committee which would justify an exception to the normal rule that the costs relating to the prosecution of this case be paid by the Respondent, the Committee will condemn the Respondent to the payment of all such costs, including those relating to the publication of a notice of this decision in a newspaper having general circulation in the place of his professional domicile.

FOR THESE REASONS, the Disciplinary Committee:

REITERATES the order of non-disclosure, non-publication and non-dissemination of the names and surnames of the clients whose initials are mentioned in the 12 counts above, as well as any information which might enable their identification;

As regards counts 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10:

ORDERS the temporary striking off the roll of Respondent for a period of five years;

As regards count 11:

ORDERS the temporary striking off the roll of Respondent for a period of ten years;

ORDERS that the foregoing sanctions of striking off the roll be served concurrently;

As regards count 12:

CONDEMNS Respondent to pay a fine of $2,000;

ORDERS the secretary of the Disciplinary Committee to publish, pursuant to section 156 of the *Professional Code* (CQLR, c. C-26), a notice of the present decision in a newspaper having general circulation in the place where Respondent had his professional domicile and in any other place where he practised his profession;

CONDEMNS Respondent to pay all applicable costs, including those contemplated section 151 of the *Professional Code* (CQLR, c. C-26).

_(s) George R. Hendy_____
Me George R. Hendy
President of the Disciplinary Committee

_(s) Antonio Tiberio_____
M. Antonio Tiberio
Member of the Disciplinary Committee

_(s) Jean-Michel Bergot_____
M. Jean-Michel Bergot
Member of the Disciplinary Committee

Me Nathalie Vuille
POULIOT, CARON, PRÉVOST,
BÉLISLE, GALARNEAU, S.E.N.C.
Attorney for the Plaintiff

The Respondent is self-represented

Date of the hearing: June 20, 2018

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1391

DATE : 17 février 2020

LE COMITÉ	M[e] Marco Gaggino	Président
	M. Alain Legault	Membre
	M. Ndangbany Mabolia	Membre

SYNDIC DE LA CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Plaignant

c.

VALÉRIE MARTINEAU (certificat numéro 186825, BDNI 2519901)

Intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ PRONONCE LES ORDONNANCES SUIVANTES :

Ordonnance de non-divulgation, non-diffusion et non-publication du nom et prénom du consommateur impliqué dans la plainte disciplinaire, ainsi que de toute information se trouvant dans la preuve qui permettrait de l'identifier, et ordonnance de non-divulgation, non-diffusion et non-publication à l'égard des pièces PS-3 et PS-4, étant entendu que les présentes ordonnances ne s'appliquent pas aux échanges d'informations prévus à la *Loi sur*

***l'encadrement du secteur financier*[1] et à la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*[2].**

[1] L'intimée est citée devant le Comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « Comité ») à la suite d'une plainte disciplinaire du 5 septembre 2019 libellée comme suit :

> 1. Dans la région de Québec, le ou vers le 21 juin 2018, l'intimée a falsifié un document « Confirmation d'emploi » pour son client M.L.D., contrevenant ainsi à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières*.

[2] Le Comité s'est réuni le 7 février 2020 afin de procéder à l'audience sur culpabilité de cette plainte.

[3] Le plaignant était alors représenté par M^e^ Vivianne Pierre-Sigouin et l'intimée se représentait seule.

I- PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[4] Dès le début de l'audience, le Comité fut avisé de l'intention de l'intimée d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité à l'égard du seul chef de la plainte disciplinaire portée contre elle.

[5] À cet effet, un document daté du 3 février 2020 signé de l'intimée et confirmant son plaidoyer de culpabilité fut déposé devant le Comité[3].

[6] De même, un document intitulé « énoncé des faits/admissions factuelles » signé par l'intimée le 3 février 2020, fût également déposé devant le Comité[4].

[7] Après avoir pris connaissance du plaidoyer de culpabilité de l'intimée, le Comité

---

[1] RLRQ, c. E-6.1.
[2] RLRQ, c. D-9.2.
[3] Pièce PS-10.
[4] Pièce PS-11.

déclara celle-ci, séance tenante, coupable du seul chef d'infraction de la plainte disciplinaire portée contre elle.

[8] Sur ce, le Comité entendit la preuve et les arguments sur sanction.

II- LES FAITS

[9] Le Comité retient les faits suivants, lesquels découlent des pièces déposées lors de l'audience[5] dont, notamment, l'énoncé des faits du 3 février 2020[6], signé par l'intimée.

[10] L'intimée a détenu un certificat d'exercice délivré par l'Autorité des marchés financiers à titre de représentante de courtier pour un courtier en épargne collective du 30 avril 2010 au 7 août 2018.

[11] Au cours de cette période, elle a été rattachée au cabinet TD INVESTMENT SERVICES INC. (« TD ») à titre de représentante de ce courtier en épargne collective.

[12] Plus particulièrement, l'intimée a débuté son emploi auprès de TD le 1er juin 2009. À compter du 28 août 2013, elle a occupé le poste de conseillère financière (*Financial Advisor*)[7].

[13] À ce titre, l'intimée a été impliquée dans une demande d'emprunt de la part de M.L.D.

[14] Le 21 juin 2018, elle reçoit un courriel de M.L.D. lui transférant, en pièce jointe, une lettre de confirmation d'emploi de son employeur[8], lettre requise pour sa demande de prêt.

[15] Il appert de cette lettre que le consommateur, occupant alors un poste de chargé

[5] La procureure du plaignant déposa les pièces PS-1 à PS-11.
[6] Pièce PS-11.
[7] Pièces PS-2 et PS-3.
[8] Pièce PS-5.

de projets-menuisier, reçoit un taux horaire de 30,00 $ hors décret et un taux horaire de 39,10 $ en décret.

[16] Le même jour, l'intimée fait suivre cette lettre à son adresse courriel personnelle qu'elle se retransmet le lendemain à son adresse professionnelle.

[17] Il est à noter que la lettre ainsi retransmise le 22 juin 2018 a été altérée.

[18] D'abord, la date du 21 juin 2018 a été changée pour le 22 juin 2018.

[19] Au surplus, alors que la lettre initiale faisait état d'un taux horaire en vertu du décret et hors décret, la lettre trafiquée ne fait référence qu'au taux horaire en décret de 39,10 $[9].

[20] Cependant, TD s'apperçoit que cette lettre de confirmation d'emploi produite dans le dossier d'emprunt du consommateur a été altérée. Ceci déclenche une enquête interne.

[21] À cet effet, l'intimée est rencontrée le 2 août 2018 et admet d'emblée avoir falsifié la lettre de confirmation d'emploi du 21 juin 2018. De même elle reconnaît avoir agi de la même façon dans le cas d'un autre client. L'intimée explique alors ses gestes par son désir de vouloir aider les clients, bien qu'elle reconnaisse que sa conduite était fautive[10].

[22] Le 7 août 2018, l'intimée est avisée par lettre de TD de la terminaison de son emploi pour avoir falsifié un document, pour avoir négligé les politiques et procédures de la banque et pour avoir exposé celle-ci à des risques inutiles[11].

[23] Dans son énoncé des faits, l'intimée explique qu'elle a procédé de la sorte, à l'insu de M.L.D., afin d'obtenir une autorisation initiale non officielle de sa demande de prêt et afin d'en accélérer le processus de traitement. L'intimée déclare également qu'elle

[9] Pièce PS-6.
[10] Pièce PS-3.
[11] Pièce PS-4.

subissait de la pression du consommateur à un moment où son directeur de succursale était indisponible[12].

[24] Il est à noter que suite à sa fin d'emploi, l'intimée n'est plus certifiée. De même, celle-ci a déclaré lors de l'audience ne plus avoir l'intention de travailler dans l'industrie.

[25] Finalement, l'intimée est âgée de 38 ans au moment de l'audience et elle n'a pas d'antécédents disciplinaires.

II- REPRÉSENTATIONS COMMUNES SUR SANCTION

[26] Les parties recommandent au Comité d'imposer à l'intimée une radiation temporaire de deux (2) mois avec publication d'un avis de la décision, et ce, en plus de la condamnation aux frais et déboursés.

[27] À cet égard, la procureure du plaignant réfère aux facteurs atténuants suivants :

- L'intimée a plaidé coupable;
- Elle a fait preuve de transparence auprès de son employeur et de l'enquêteur de la Chambre de la sécurité financière;
- Ni son employeur ni le consommateur n'ont subi de préjudice;
- L'intimée n'a tiré aucun bénéfice de l'infraction;
- Elle a perdu son emploi;
- L'infraction a été commise dans un contexte de stress en raison de la pression subie d'un client difficile;
- L'intimée n'avait aucune intention malicieuse;
- L'intimée ne recherchait pas à obtenir un gain personnel.

[28] Quant aux facteurs aggravants, la procureure du plaignant les résume ainsi :

- L'infraction touche la probité et l'intégrité de l'intimée, alors qu'il s'agit là des qualités essentielles que doit posséder tout représentant pour maintenir le lien de confiance avec le public et l'industrie;
- Le client n'a pas subi de préjudice, mais il a porté plainte étant frustré de la

[12] Pièce PS-11.

situation;

- L'intimée a admis avoir déjà procédé de la sorte à l'égard d'un autre client, il ne s'agit donc pas d'un geste isolé;
- Il y a dans les gestes de l'intimée une certaine préméditation puisque ceux-ci ont nécessité plusieurs étapes et qu'ils ont fait l'objet d'une tentative de camouflage par l'utilisation de son adresse courriel personnelle;
- Les gestes ont été posés à l'insu du consommateur;
- Bien que l'intimée admette ses gestes, il n'y a pas de sa part une reconnaissance franche de la gravité de ceux-ci.

[29] Par ailleurs, la procureure du plaignant indique que l'âge de l'intimée et ses huit (8) années de pratique constituent des éléments neutres.

[30] Pour appuyer la recommandation commune, la procureure du plaignant a soumis six (6) décisions du comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière, soit :

- *Chambre de la sécurité financière* c. *Rocha*, 2017 QCCDCSF 18;
- *Chambre de la sécurité financière* c. *Diop*, 2018 QCCDCSF 78;
- *Chambre de la sécurité financière* c. *Kanaan*, 2018 QCCDCSF 80;
- *Chambre de la sécurité financière* c. *Cacayuran*, 2016 QCCDCSF 27;
- *Chambre de la sécurité financière* c. *Guernon*, 2015 QCCDCSF 4;
- *Chambre de la sécurité financière* c. *Pitre*, 2012 CanLII 97182 (QC CDCSF).

[31] Invitée à s'exprimer, l'intimée déclara ne rien avoir à ajouter à l'exposé de la procureure du plaignant.

IV- ANALYSE ET MOTIFS

[32] Lorsque des sanctions sont suggérées conjointement par les parties, le Comité n'a pas à s'interroger sur la sévérité ou la clémence de celles-ci. Il doit y donner suite, sauf s'il les considère contraires à l'intérêt public ou si elles sont de nature à déconsidérer l'administration de la justice, et ce, tel que la Cour suprême l'a rappelé :

> « [31] Après avoir examiné les diverses possibilités, je crois que le critère de l'intérêt public, tel qu'il est développé dans les présents motifs, est celui qui s'impose. Il est plus rigoureux que les autres critères proposés et il reflète le mieux les nombreux avantages que les recommandations conjointes apportent au système de justice pénale ainsi

> que le besoin correspondant d'un degré de certitude élevé que ces recommandations seront acceptées. De plus, il diffère des critères de " justesse " employés par les juges du procès et les cours d'appel dans les audiences classiques en matière de détermination de la peine et, en ce sens, il aide les juges du procès à se concentrer sur les considérations particulières qui s'appliquent lors de l'appréciation du caractère acceptable d'une recommandation conjointe. Dans la mesure où l'arrêt *Douglas* prescrit le contraire, j'estime avec égards qu'il est mal fondé et qu'il ne devrait pas être suivi. »[13]

[33] Il s'agit donc d'un seuil élevé qui ne peut être franchi à la légère, par exemple parce que le décideur considère qu'il aurait plutôt imposé une autre sanction en appliquant les critères usuels de détermination de la sanction.

[34] Par ailleurs, cela n'empêchera pas un comité d'intervenir si, à première vue, il y a une telle disproportion entre la sanction suggérée et celle normalement applicable, que celle-ci devient controversée et semble porter atteinte à l'intérêt public ou à l'administration de la justice.

[35] Dans ce cas, le comité devrait demander des explications sur les considérations et les concessions qui sont à la base de la recommandation commune en tenant pour acquis, par ailleurs, que les avocats des parties sont bien placés pour arriver à une telle recommandation commune qui reflète tant les intérêts du public que ceux de l'intimé. En principe, ils connaissent très bien la situation de ce dernier, ainsi que les circonstances de l'infraction, et les forces et les faiblesses de leurs positions respectives. À cet effet, la Cour suprême précise ainsi cette démarche :

> « [53] Troisièmement, en présence d'une recommandation conjointe controversée, le juge du procès voudra sans aucun doute connaître les circonstances à l'origine de la recommandation conjointe, en particulier tous les avantages obtenus par le ministère public ou toutes les concessions faites par l'accusé. Plus les avantages obtenus par le ministère public sont grands, et plus l'accusé fait de concessions, plus il est probable que le juge du procès doive accepter la recommandation conjointe, même si celle-ci peut paraître trop clémente. Par exemple, si la recommandation conjointe est le fruit d'une entente par laquelle l'accusé s'engage à prêter main-forte au ministère public ou à la police, ou si elle reflète une faille dans la preuve du ministère public, une peine très clémente peut ne pas être contraire à l'intérêt public. Par contre, si la

[13] *R.* c. *Anthony-Cook*, [2016] 2 R.C.S 204.

> recommandation conjointe ne découlait que du constat de l'accusé qu'une déclaration de culpabilité était inévitable, la même peine pourrait faire perdre au public la confiance que lui inspire le système de justice pénale. »[14]

[36] C'est selon ces critères élaborés par la Cour suprême que le Comité examinera la recommandation commune des parties, et ce, afin de déterminer si celle-ci est contraire à l'intérêt public ou à l'administration de la justice.

[37] Les parties suggèrent au Comité d'imposer à l'intimée une radiation temporaire pour une période de deux (2) mois sur le seul chef d'infraction de la plainte disciplinaire.

[38] À cet égard, la recommandation commune est conforme aux sanctions imposées pour de semblables infractions, et ce, considérant l'ensemble des facteurs objectifs et subjectifs en lien avec la présente affaire.

[39] Ainsi, dans la décision *Rocha*[15], citée par la procureure du plaignant et dont les faits sont très similaires à notre affaire, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière a imposé une radiation temporaire pour une période de deux (2) mois à l'intimé qui avait falsifié une lettre de confirmation d'emploi d'un client en modifiant, notamment, son salaire horaire, le faisant passer de 22,11 $ à 51,11 $, et ce, pour faciliter une demande de ligne de crédit.

[40] Dans les autres affaires qui concernent des infractions liées à la falsification ou à la contrefaçon de documents, la sanction imposée varie d'une radiation temporaire pour une période d'un (1) à deux (2) mois.

[41] Le Comité ne voit donc pas de disproportion telle entre la sanction recommandée par les parties et la gravité objective du geste reproché qui permettrait de croire que l'intérêt public en serait affecté.

[42] Il faut de plus noter que la sanction est en lien avec la gravité objective de l'infraction.

[43] Par ailleurs, un plaidoyer de culpabilité est nettement favorable à l'administration

---

[14] *Ibid*.
[15] 2017 QCCDCSF 18.

de la justice, en ce qu'il permet notamment à celle-ci de sauver de précieuses ressources en évitant une audition.

[44] De même, le plaidoyer de culpabilité de l'intimée a pour effet d'éviter que le consommateur impliqué dans cette affaire ait à comparaître et à témoigner devant le Comité.

[45] Le Comité donnera donc suite à la recommandation commune des parties, puisque celle-ci ne contrevient pas à l'intérêt public et ne va pas à l'encontre de l'administration de la justice.

[46] Pour toutes ces raisons, le Comité considère qu'une radiation temporaire pour une période de deux (2) mois pour le seul chef d'infraction de la plainte disciplinaire contre l'intimée constitue une sanction adéquate dans les circonstances.

[47] Par ailleurs, cette sanction ne sera exécutoire qu'au moment où l'intimée reprendra son droit de pratique, le cas échéant, et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autre autorité compétente émettra un certificat à son nom.

[48] Le Comité ordonnera la publication d'un avis de la décision aux frais de l'intimée et la condamnera également au paiement des déboursés, conformément à l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimée à l'égard de l'unique chef d'infraction contenu à la plainte disciplinaire;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimée prononcée à l'audience du 7 février 2020 à l'égard de l'unique chef d'infraction contenu à la plainte disciplinaire;

ET STATUANT SUR SANCTION :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimée pour une période de deux (2) mois sous l'unique chef d'infraction contenu à la plainte disciplinaire;

ORDONNE que cette période de radiation temporaire ne commence à courir, le cas échéant, qu'au moment où l'intimée reprendra son droit de pratique à la suite de l'émission à son nom d'un certificat par l'Autorité des marchés financiers ou par toute autre autorité compétente;

ORDONNE au secrétaire du comité de faire publier, aux frais de l'intimée, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans les lieux où cette dernière a eu son domicile professionnel ou dans tout autre lieu où elle a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément aux dispositions de l'article 156, alinéa 7 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26);

ORDONNE au secrétaire du comité de ne procéder à cette publication qu'au moment où l'intimée reprendra son droit de pratique ou que l'Autorité des marchés financiers ou toute autre autorité compétente émettra un certificat en son nom;

CONDAMNE l'intimée au paiement des déboursés conformément à l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26);

PERMET la notification de la présente décision à l'intimée par moyen technologique conformément à l'article 133 du *Code de procédure civile* (RLRQ c. C-25.01), à savoir par courrier électronique.

(S) Marco Gaggino
Me Marco Gaggino
Président du Comité de discipline

(S) Alain Legault
M. Alain Legault
Membre du Comité de discipline

(S) Ndangbany Mabolia
M. Ndangbany Mabolia
Membre du Comité de discipline

Me Vivianne Pierre-Sigouin
CDNP AVOCATS INC.
Procureurs du plaignant

L'intimée se représentait seule

Date d'audience : 7 février 2020

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses

Aucune information.

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

3.8.4 Autres

Décisions administratives rendues à l'égard d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome

Selon les articles 115.2 et 146.1 de la *Loi sur la distribution des produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9 (la « Loi ») l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») peut suspendre l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome, l'assortir de restrictions ou de conditions ou lui imposer une sanction administrative pécuniaire pour un montant qui ne peut excéder 5 000 $ pour chaque contravention lorsque ceux-ci ne respectent pas les dispositions prévues aux articles 81, 82, 83, 103.1, 128, 135 et 136 de la Loi ou ne se conforme pas à une obligation de dépôt de documents prévue à la Loi ou à l'un de ses règlements.

L'Autorité peut également radier l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome lorsqu'il y a contravention aux articles 82 et 128 de la Loi ainsi qu'aux articles 81, 83, 103.1, 135 ou 136 de cette même Loi, lorsqu'il s'agit de récidives dans ces derniers cas.

Le tableau ci-joint contient les décisions administratives rendues par l'Autorité à l'encontre de cabinets, représentants autonomes et sociétés autonomes ayant fait défaut de respecter certaines exigences relatives à leur inscription.

Au moment de cette publication, il est possible que leur situation soit déjà corrigée. Il est également possible de vérifier si un cabinet, représentant autonome ou société autonome est inscrit auprès de l'Autorité en consultant le *Registre des entreprises et individus autorisés à exercer* disponible sur son site Web en cliquant sur le lien suivant :

http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-entreprise-individu-fr-pro.html

Vous pouvez également vous adresser au Centre d'information de l'Autorité aux coordonnées suivantes :

Québec : 418 525-0337
Montréal : 514 395-0337
Autres régions : 1 877 525-0337
Site Web: www.lautorite.qc.ca

Manquements	Code
Ne pas avoir maintenu une assurance de responsabilité conforme aux règlements	A
Ne pas avoir complété le maintien annuel de son inscription	B
Ne pas avoir versé les droits annuels prévus aux règlements	C
Ne pas avoir de représentant rattaché	D

Disciplines ou catégories de discipline	Code
Assurance de personnes	1
Assurance collective de personnes	2
Assurance de dommages (Agents)	3
Assurance de dommages (Courtiers)	4
Expertise en règlement de sinistres	5
Planification financière	6
Courtage en épargne collective	7611
Courtage en plans de bourses d'études	7615

La liste ci-dessous indique le numéro de client du cabinet, représentant autonome ou société autonome concerné, son nom, le numéro de la décision rendue par l'Autorité, le manquement reproché, la discipline ou la catégorie de discipline concernée par le manquement, la nature de la décision et la date de la décision.

Numéro de client	Nom de la personne morale	Numéro de décision	Manquements et Disciplines ou catégories de discipline	Nature de la décision	Date de la décision
3001656306	9317-9687 QUÉBEC INC.	2020-CI-1005991	B / 1	Suspension et sanction administrative pécuniaire	2020-02-10

4.

Indemnisation

4.1 Avis et communiqués
4.2 Réglementation
4.3 Autres consultations
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
4.5 Autres décisions

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

5.1 Avis et communiqués
5.2 Réglementation et lignes directrices
5.3 Autres consultations
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
5.5 Sanctions administratives
5.6 Protection des dépôts
5.7 Autres décisions

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

5.2.1 Consultation

Publication de projets de règlements à la Gazette officielle du Québec pour consultation – Règlements sur les renseignements relatifs à la surveillance pour différents secteurs[i]

Vous trouverez, ci-dessous, les projets de règlements suivants, en versions française et anglaise :

- *Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des assureurs autorisés;*

- *Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des institutions de dépôts autorisées*;

- *Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des coopératives de services financiers*;

- *Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des sociétés de fiducie autorisées*.

Ces projets de règlements ont été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 26 février 2020 (152e année, n° 9). Les règlements pourront être édicté par le ministre des Finances à l'expiration du délai de 45 jours à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit à l'adresse mentionnée dans l'avis, avant l'expiration du délai de 45 jours à compter de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le 27 février 2020

---

[i] Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur les assureurs
(chapitre A-32.1)

Renseignements relatifs à la surveillance des assureurs autorisés

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des assureurs autorisés, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre des Finances à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à préciser, pour l'application des articles 178 et 179 de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1), lesquels des renseignements détenus par un assureur autorisé relatifs à la surveillance exercée à son égard par l'Autorité des marchés financiers sont confidentiels.

Il vise également à prévoir à quelles conditions ces renseignements confidentiels peuvent être utilisés par l'assureur autorisé comme preuve dans le cadre d'une procédure intentée par lui, le ministre, l'Autorité ou le Procureur général.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à Monsieur Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordonnateur à la Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4, par téléphone au numéro (418) 646-7466, par télécopieur au numéro (418) 646-5744 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus au ministre des Finances, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Le ministre des Finances,
Eric Girard

Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des assureurs autorisés

Loi sur les assureurs
(chapitre A-32.1, art. 178 et 179)

1. Pour l'application de l'article 178 de la Loi sur les assureurs, les renseignements détenus par un assureur autorisé relatifs à la surveillance exercée par l'Autorité à l'égard de cet assureur et qui sont confidentiels sont les suivants :

a) toute cote attribuée par l'Autorité des marchés financiers à l'assureur autorisé pour évaluer son profil de risque ainsi que toute autre cote d'évaluation de son profil de risque fondée en grande partie sur des renseignements obtenus de l'Autorité;

b) tout stade d'intervention attribué à l'assureur autorisé aux termes d'un cadre de surveillance des institutions financières de l'Autorité;

c) toute instruction écrite prise à l'égard de l'assureur autorisé;

d) tout rapport établi par l'Autorité ou à sa demande ou toute recommandation formulée par celle-ci dans le cadre de ses fonctions de surveillance, y compris la correspondance échangée à cet égard avec ses administrateurs ou ses dirigeants.

2. Pour l'application du paragraphe 2° de l'article 179 de la Loi sur les assureurs, l'assureur autorisé concerné par ces renseignements peut les utiliser comme preuve dans toute procédure concernant l'application de la Loi sur les assureurs ou la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) intentée par lui, par le ministre responsable de l'application de ces lois, par l'Autorité des marchés financiers ou par le procureur général du Québec, à condition que soit rendue une ordonnance interdisant ou restreignant la publication, la divulgation ou la diffusion d'un renseignement ou d'un document, ou une ordonnance de huis clos.

3. Le présent règlement entre en vigueur (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur*).

71980

Draft Regulation

An Act respecting financial services cooperatives
(chapter C-67.3)

Supervisory information of financial services cooperatives

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of financial services cooperatives, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 564.1 and 564.2 of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3), which information held by a financial services cooperative in relation to the supervision of the insurer by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the financial services cooperative as evidence in any proceedings brought by the financial services cooperative, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4; telephone: 418 646-7466; fax: 418 646-5744; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Eric Girard,
Minister of Finance

Regulation respecting the supervisory information of financial services cooperatives

An Act respecting financial services cooperatives
(chapter C-67.3, ss. 564.1 and 564.2)

1. For the purposes of section 564.1 of the Act respecting financial services cooperatives, the following information held by a financial services cooperative in relation to the supervision of the financial services cooperative by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information:

(a) any risk profile assessment rating assigned to the financial services cooperative by the Authority and any other risk profile assessment rating based in large part on information obtained from the Authority;

(b) any intervention stage rating assigned to the financial services cooperative under a framework of the Authority for the supervision of financial institutions;

(c) any instruction in writing with regard to the financial services cooperative;

(d) any report drafted by or at the request of the Authority, or any recommendation made by the Authority as part of its supervisory functions, including any correspondence exchanged in that regard with its directors or officers.

2. For the purposes of paragraph 2 of section 564.2 of the Act respecting financial services cooperatives, the financial services cooperative concerned by the information may use that information as evidence in any proceedings concerning the administration or enforcement of the Act respecting financial services cooperatives that are brought by the financial services cooperative, the Minister responsible for the administration of that Act, the Autorité des marchés financiers or the Attorney General of Québec, providing an order is made to prohibit or restrict the publication, disclosure or dissemination of the information or document, or an order is made for a hearing in camera.

3. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force*).

104265

Draft Regulation

Insurers Act
(chapter A-32.1)

Supervisory information of authorized insurers

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of authorized insurers, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 178 and 179 of the Insurers Act (chapter A-32.1), which information held by an authorized insurer in relation to the supervision of the authorized insurer by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the authorized insurer as evidence in any proceedings brought by the authorized insurer, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4; telephone: 418 646-7466; fax: 418 646-5744; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Eric Girard,
Minister of Finance

Regulation respecting the supervisory information of authorized insurers

Insurers Act
(chapter A-32.1, ss. 178 and 179)

1. For the purposes of section 178 of the Insurers Act, the following information held by an authorized insurer in relation to the supervision of the authorized insurer by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information:

(a) any risk profile assessment rating assigned to the authorized insurer by the Authority and any other risk profile assessment rating based in large part on information obtained from the Authority;

(b) any intervention stage rating assigned to the authorized insurer under a framework of the Authority for the supervision of financial institutions;

(c) any instruction in writing with regard to the authorized insurer;

(d) any report drafted by or at the request of the Authority, or any recommendation made by the Authority as part of its supervisory functions, including any correspondence exchanged in that regard with its directors or officers.

2. For the purposes of paragraph 2 of section 179 of the Insurers Act, the authorized insurer concerned by the information may use that information as evidence in any proceedings concerning the administration or enforcement of the Insurers Act or the Business Corporations Act (chapter S-31.1) that are brought by the authorized insurer, the Minister responsible for the carrying out or administration of those Acts, the Autorité des marchés financiers or the Attorney General of Québec, providing an order is made to prohibit or restrict the publication, disclosure or dissemination of the information or document, or an order is made for a hearing in camera.

3. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force*).

104264

Draft Regulation

Trust Companies and Savings Companies Act
(chapter S-29.02)

Supervisory information of authorized trust companies

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of authorized trust companies, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 156 and 157 of the Trust Companies and Savings Companies Act (chapter S-29.02), which information held by an authorized trust company in relation to the supervision of the authorized trust company by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the authorized trust company as evidence in any proceedings brought by the authorized trust company, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Projet de règlement

Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts
(chapitre I-13.2.2)

Renseignements relatifs à la surveillance des institutions de dépôts autorisées

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des institutions de dépôts autorisées, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre des Finances à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à préciser, pour l'application des articles 32.11 et 32.12 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts (chapitre I-13.2.2), lesquels des renseignements détenus par une institution de dépôts autorisée relatifs à la surveillance exercée à son égard par l'Autorité des marchés financiers sont confidentiels.

Il vise également à prévoir à quelles conditions ces renseignements confidentiels peuvent être utilisés par l'institution de dépôts autorisée comme preuve dans le cadre d'une procédure intentée par elle, le ministre, l'Autorité ou le Procureur général.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à Monsieur Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordonnateur à la Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4, par téléphone au numéro (418) 646-7466, par télécopieur au numéro (418) 646-5744 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus au ministre des Finances, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Le ministre des Finances,
Eric Girard

Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des institutions de dépôts autorisées

Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts
(chapitre I-13.2.2, art. 32.11 et 32.12)

1. Pour l'application de l'article 32.11 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, les renseignements détenus par une institution de dépôts autorisée relatifs à la surveillance exercée par l'Autorité à l'égard de cette institution et qui sont confidentiels sont les suivants :

a) toute cote attribuée par l'Autorité des marchés financiers à l'institution de dépôts autorisée pour évaluer son profil de risque ainsi que toute autre cote d'évaluation de son profil de risque fondée en grande partie sur des renseignements obtenus de l'Autorité;

b) tout stade d'intervention attribué à l'institution de dépôts autorisée aux termes d'un cadre de surveillance des institutions financières de l'Autorité;

c) toute instruction écrite prise à l'égard de l'institution de dépôts autorisée;

d) tout rapport établi par l'Autorité ou à sa demande ou toute recommandation formulée par celle-ci dans le cadre de ses fonctions de surveillance, y compris la correspondance échangée à cet égard avec ses administrateurs ou ses dirigeants.

2. Pour l'application du paragraphe 2° de l'article 32.12 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, l'institution de dépôts autorisée concernée par ces renseignements peut les utiliser comme preuve dans toute procédure concernant l'application de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts ou, dans le cas d'une société d'épargne du Québec, de la Loi sur les sociétés par action (chapitre S-31.1) intentée par elle, par le ministre responsable de l'application de ces lois, par l'Autorité des marchés financiers ou par le procureur général du Québec, à condition que soit rendue une ordonnance interdisant ou restreignant la publication, la divulgation ou la diffusion d'un renseignement ou d'un document, ou une ordonnance de huis clos.

3. Le présent règlement entre en vigueur (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur*).

71982

Draft Regulations

Draft Regulation

Deposit Institutions and Deposit Protection Act
(chapter I-13.2.2)

Supervisory information of authorized deposit institutions

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of authorized deposit institutions, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 32.11 and 32.12 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act (chapter I-13.2.2), which information held by an authorized deposit institution in relation to the supervision of the authorized deposit institution by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the authorized deposit institution as evidence in any proceedings brought by the authorized deposit institution, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4; telephone: 418 646-7466; fax: 418 646-5744; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Eric Girard,
Minister of Finance

Regulation respecting the supervisory information of authorized deposit institutions

Deposit Institutions and Deposit Protection Act
(chapter I-13.2.2, ss. 32.11 and 32.12)

1. For the purposes of section 32.11 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act, the following information held by an authorized deposit institution in relation to the supervision of the authorized deposit institution by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information:

(a) any risk profile assessment rating assigned to the authorized deposit institution by the Authority and any other risk profile assessment rating based in large part on information obtained from the Authority;

(b) any intervention stage rating assigned to the authorized deposit institution under a framework of the Authority for the supervision of financial institutions;

(c) any instruction in writing with regard to the authorized deposit institution;

(d) any report drafted by or at the request of the Authority, or any recommendation made by the Authority as part of its supervisory functions, including any correspondence exchanged in that regard with its directors or officers.

2. For the purposes of paragraph 2 of section 32.12 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act, the authorized deposit institution concerned by the information may use that information as evidence in any proceedings concerning the administration or enforcement of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act or, in the case of a Québec savings company, the Business Corporations Act (chapter S-31.1) that are brought by the authorized deposit institution or Québec savings company, the Minister responsible for the carrying out or administration of those Acts, the Autorité des marchés financiers or the Attorney General of Québec, providing an order is made to prohibit or restrict the publication, disclosure or dissemination of the information or document, or an order is made for a hearing in camera.

3. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force*).

104266

Projet de règlement

Loi sur les coopératives de services financiers
(chapitre C-67.3)

Renseignements relatifs à la surveillance des coopératives de services financiers

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des coopératives de services financiers, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre des Finances à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à préciser, pour l'application des articles 564.1 et 564.2 de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3), lesquels des renseignements détenus par une coopérative de services financiers relatifs à la surveillance exercée à son égard par l'Autorité des marchés financiers sont confidentiels.

Il vise également à prévoir à quelles conditions ces renseignements confidentiels peuvent être utilisés par la coopérative de services financiers comme preuve dans le cadre d'une procédure intentée par elle, le ministre, l'Autorité ou le Procureur général.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à Monsieur Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordonnateur à la Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4, par téléphone au numéro (418) 646-7466, par télécopieur au numéro (418) 646-5744 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus au ministre des Finances, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Le ministre des Finances,
Eric Girard

Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des coopératives de services financiers

Loi sur les coopératives de services financiers
(chapitre C-67.3, art. 564.1 et 564.2)

1. Pour l'application de l'article 564.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers, les renseignements détenus par une coopérative de services financiers relatifs à la surveillance exercée par l'Autorité à l'égard de cette coopérative et qui sont confidentiels sont les suivants :

a) toute cote attribuée par l'Autorité des marchés financiers à la coopérative de services financiers pour évaluer son profil de risque ainsi que toute autre cote d'évaluation de son profil de risque fondée en grande partie sur des renseignements obtenus de l'Autorité;

b) tout stade d'intervention attribué à la coopérative de services financiers aux termes d'un cadre de surveillance des institutions financières de l'Autorité;

c) toute instruction écrite prise à l'égard de la coopérative de services financiers;

d) tout rapport établi par l'Autorité ou à sa demande ou toute recommandation formulée par celle-ci dans le cadre de ses fonctions de surveillance, y compris la correspondance échangée à cet égard avec ses administrateurs ou ses dirigeants.

2. Pour l'application du paragraphe 2° de l'article 564.2 de la Loi sur les coopératives de services financiers, la coopérative de services financiers concernée par ces renseignements peut les utiliser comme preuve dans toute procédure concernant l'application de la Loi sur les coopératives de services financiers intentée par elle, par le ministre responsable de l'application de cette loi, par l'Autorité des marchés financiers ou par le procureur général du Québec, à condition que soit rendue une ordonnance interdisant ou restreignant la publication, la divulgation ou la diffusion d'un renseignement ou d'un document, ou une ordonnance de huis clos.

3. Le présent règlement entre en vigueur (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur*).

71981

Draft Regulation

An Act respecting financial services cooperatives
(chapter C-67.3)

Supervisory information of financial services cooperatives

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of financial services cooperatives, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 564.1 and 564.2 of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3), which information held by a financial services cooperative in relation to the supervision of the insurer by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the financial services cooperative as evidence in any proceedings brought by the financial services cooperative, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4; telephone: 418 646-7466; fax: 418 646-5744; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Eric Girard,
Minister of Finance

Regulation respecting the supervisory information of financial services cooperatives

An Act respecting financial services cooperatives
(chapter C-67.3, ss. 564.1 and 564.2)

1. For the purposes of section 564.1 of the Act respecting financial services cooperatives, the following information held by a financial services cooperative in relation to the supervision of the financial services cooperative by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information:

(a) any risk profile assessment rating assigned to the financial services cooperative by the Authority and any other risk profile assessment rating based in large part on information obtained from the Authority;

(b) any intervention stage rating assigned to the financial services cooperative under a framework of the Authority for the supervision of financial institutions;

(c) any instruction in writing with regard to the financial services cooperative;

(d) any report drafted by or at the request of the Authority, or any recommendation made by the Authority as part of its supervisory functions, including any correspondence exchanged in that regard with its directors or officers.

2. For the purposes of paragraph 2 of section 564.2 of the Act respecting financial services cooperatives, the financial services cooperative concerned by the information may use that information as evidence in any proceedings concerning the administration or enforcement of the Act respecting financial services cooperatives that are brought by the financial services cooperative, the Minister responsible for the administration of that Act, the Autorité des marchés financiers or the Attorney General of Québec, providing an order is made to prohibit or restrict the publication, disclosure or dissemination of the information or document, or an order is made for a hearing in camera.

3. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force*).

104265

Draft Regulation

Insurers Act
(chapter A-32.1)

Supervisory information of authorized insurers

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of authorized insurers, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

Projet de règlement

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02)

Renseignements relatifs à la surveillance des sociétés de fiducie autorisées

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des sociétés de fiducie autorisées, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre des Finances à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à prévoir, pour l'application des articles 156 et 157 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02), lesquels des renseignements détenus par une société de fiducie autorisée relatifs à la surveillance exercée à son égard par l'Autorité des marchés financiers sont confidentiels.

Il vise également à prévoir à quelles conditions ces renseignements confidentiels peuvent être utilisés par la société de fiducie autorisée comme preuve dans le cadre d'une procédure intentée par elle, le ministre, l'Autorité ou le Procureur général.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à Monsieur Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordonnateur à la Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4, par téléphone au numéro (418) 646-7466, par télécopieur au numéro (418) 646-5744 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus au ministre des Finances, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Le ministre des Finances,
Eric Girard

Règlement sur les renseignements relatifs à la surveillance des sociétés de fiducie autorisées

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02, art. 156 et 157)

1. Pour l'application de l'article 156 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, les renseignements détenus par une société de fiducie autorisée relatifs à la surveillance exercée par l'Autorité à l'égard de cette société de fiducie et qui sont confidentiels sont les suivants :

a) toute cote attribuée par l'Autorité des marchés financiers à la société de fiducie pour évaluer son profil de risque ainsi que toute autre cote d'évaluation de son profil de risque fondée en grande partie sur des renseignements obtenus de l'Autorité;

b) tout stade d'intervention attribué à la société de fiducie aux termes d'un cadre de surveillance des institutions financières de l'Autorité;

c) toute instruction écrite prise à l'égard de la société de fiducie;

d) tout rapport établi par l'Autorité ou à sa demande ou toute recommandation formulée par celle-ci dans le cadre de ses fonctions de surveillance, y compris la correspondance échangée à cet égard avec ses administrateurs ou ses dirigeants.

2. Pour l'application du paragraphe 2° de l'article 157 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, la société de fiducie peut utiliser ces renseignements comme preuve dans toute procédure concernant l'application de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne ou la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) intentée par elle, par le ministre responsable de l'application de ces lois, par l'Autorité des marchés financiers ou par le procureur général du Québec, à condition que soit rendue une ordonnance interdisant ou restreignant la publication, la divulgation ou la diffusion d'un renseignement ou d'un document, ou une ordonnance de huis clos.

3. Le présent règlement entre en vigueur (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur*).

71983

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 178 and 179 of the Insurers Act (chapter A-32.1), which information held by an authorized insurer in relation to the supervision of the authorized insurer by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the authorized insurer as evidence in any proceedings brought by the authorized insurer, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4; telephone: 418 646-7466; fax: 418 646-5744; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Eric Girard,
Minister of Finance

Regulation respecting the supervisory information of authorized insurers

Insurers Act
(chapter A-32.1, ss. 178 and 179)

1. For the purposes of section 178 of the Insurers Act, the following information held by an authorized insurer in relation to the supervision of the authorized insurer by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information:

(a) any risk profile assessment rating assigned to the authorized insurer by the Authority and any other risk profile assessment rating based in large part on information obtained from the Authority;

(b) any intervention stage rating assigned to the authorized insurer under a framework of the Authority for the supervision of financial institutions;

(c) any instruction in writing with regard to the authorized insurer;

(d) any report drafted by or at the request of the Authority, or any recommendation made by the Authority as part of its supervisory functions, including any correspondence exchanged in that regard with its directors or officers.

2. For the purposes of paragraph 2 of section 179 of the Insurers Act, the authorized insurer concerned by the information may use that information as evidence in any proceedings concerning the administration or enforcement of the Insurers Act or the Business Corporations Act (chapter S-31.1) that are brought by the authorized insurer, the Minister responsible for the carrying out or administration of those Acts, the Autorité des marchés financiers or the Attorney General of Québec, providing an order is made to prohibit or restrict the publication, disclosure or dissemination of the information or document, or an order is made for a hearing in camera.

3. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force*).

104264

Draft Regulation

Trust Companies and Savings Companies Act
(chapter S-29.02)

Supervisory information of authorized trust companies

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), that the Regulation respecting the supervisory information of authorized trust companies, appearing below, may be made by the Minister of Finance on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation specifies, for the purposes of sections 156 and 157 of the Trust Companies and Savings Companies Act (chapter S-29.02), which information held by an authorized trust company in relation to the supervision of the authorized trust company by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information.

It also prescribes the conditions on which such confidential information may be used by the authorized trust company as evidence in any proceedings brought by the authorized trust company, the Minister, the Authority or the Attorney General.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Jean-Hubert Smith-Lacroix, coordinator, Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier, Ministère des Finances, 8, rue Cook, 4e étage, Québec (Québec) G1R 0A4; telephone: 418 646-7466; fax: 418 646-5744; email: jean-hubert.smith-lacroix@finances.gouv.qc.ca.

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 390, boulevard Charest Est, 8e étage, Québec (Québec) G1K 3H4.

Eric Girard,
Minister of Finance

Regulation respecting the supervisory information of authorized trust companies

Trust Companies and Savings Companies Act
(chapter S-29.02, ss. 156 and 157)

1. For the purposes of section 156 of the Trust Companies and Savings Companies Act, the following information held by an authorized trust company in relation to the supervision of the authorized trust company by the Autorité des marchés financiers (the Authority) is confidential information:

(a) any risk profile assessment rating assigned to the authorized trust company by the Authority and any other risk profile assessment rating based in large part on information obtained from the Authority;

(b) any intervention stage rating assigned to the authorized trust company under a framework of the Authority for the supervision of financial institutions;

(c) any instruction in writing with regard to the authorized trust company;

(d) any report drafted by or at the request of the Authority, or any recommendation made by the Authority as part of its supervisory functions, including any correspondence exchanged in that regard with its directors or officers.

2. For the purposes of paragraph 2 of section 157 of the Trust Companies and Savings Companies Act, the authorized trust company concerned by the information may use that information as evidence in any proceedings concerning the administration or enforcement of the Trust Companies and Savings Companies Act or the Business Corporations Act (chapter S-31.1) that are brought by the authorized trust company, the Minister responsible for the carrying out or administration of those Acts, the Autorité des marchés financiers or the Attorney General of Québec, providing an order is made to prohibit or restrict the publication, disclosure or dissemination of the information or document, or an order is made for a hearing in camera.

3. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force*).

104267

5.2.2 Publication

DÉCISION N° 2020-PDG-0006

Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») d'établir des lignes directrices destinées à tous les assureurs autorisés, à une catégorie seulement d'entre eux ou à une fédération dont de tels assureurs sont membres, conformément à l'article 463 de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la « LASS »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir des lignes directrices destinées à toutes les coopératives de services financiers, à une catégorie seulement d'entre elles, à des caisses, à une fédération dont de telles caisses sont membres ou à toutes les personnes morales faisant partie d'un groupe coopératif, conformément à l'article 565.1 de la *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3 (la « LCSF »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir des lignes directrices destinées à toutes les sociétés de fiducie autorisées ou à une catégorie d'entre elles seulement, conformément à l'article 254 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02 (la « LSFSE »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir des lignes directrices destinées à toutes les institutions de dépôts autorisées, à une catégorie d'entre elles seulement ou aux fédérations dont de telles institutions sont membres, conformément à l'article 42.2 de la *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2 (la « LIDPD »);

Vu les pouvoirs de l'Autorité d'établir une ligne directrice prévus par les articles 463 de la LASS, 565.1 de la LCSF, 254 de la LSFSE et 42.2 de la LIDPD, qui appartiennent exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité le 10 janvier 2019 [(2019) vol. 16, n° 1, B.A.M.F., section 5.2.1] du projet de *Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications* (la « ligne directrice »);

Vu la publication pour une seconde consultation au Bulletin de l'Autorité le 28 novembre 2019 [(2019) vol. 16, n° 47, B.A.M.F., section 5.2.1] du projet de ligne directrice;

Vu les modifications apportées au projet de ligne directrice à la suite de chacune de ces consultations;

Vu le deuxième alinéa des articles 463 de la LASS, 254 de la LSFSE , 42.2 de la LIDPD et du troisième alinéa de l'article 565.1 de la LCSF, selon lequel l'Autorité publie à son Bulletin les lignes directrices qu'elle établit après en avoir transmis une copie au ministre des Finances (le « Ministre »);

Vu le projet de ligne directrice proposé par la Direction principale de l'encadrement des institutions financières, de la résolution et de l'assurance-dépôts et la recommandation du surintendant de l'encadrement de la solvabilité d'établir celle-ci;

En conséquence :

L'Autorité établit la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications*, dont le texte est annexé à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin après en avoir transmis une copie au Ministre.

La *Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications* prend effet le 27 février 2020.

Fait le 25 février 2020.

Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications
(Loi sur les assureurs, RLRQ, c. A-32.1, art. 463 et 464)
(Loi sur les coopératives de services financiers, RLRQ, c. C-67.3, art. 565.1 et 566)
(Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, RLRQ, c. S-29.02, art. 254 et 255)
(Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, RLRQ, c. I-13.2.2, art. 42.2 et 42.3)

L'Autorité des marchés financiers publie, en versions française et anglaise, la ligne directrice suivante :

- *Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications*

Avis de publication

La ligne directrice s'applique aux assureurs autorisés, aux fédérations de sociétés mutuelles, aux coopératives de services financiers et personnes morales faisant partie d'un groupe coopératif, aux sociétés de fiducie autorisées, aux sociétés d'épargne et aux autres institutions de dépôts autorisées.

Elle a été établie par l'Autorité le 25 février 2020 et est effective à compter du **27 février 2020**. L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière s'approprie les attentes de la présente ligne directrice et qu'elle les mette en œuvre d'ici le 27 février 2021.

Elle est publiée ci-après et est disponible sur le site Web de l'Autorité, à l'onglet « Professionnels » aux sections « Institutions de dépôt et sociétés de fiducie » et « Assureurs », sous l'onglet « Lignes directrices ».

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Luc Verreault
Direction de l'encadrement prudentiel des institutions financières
Autorité des marchés financiers
Téléphone : (514) 395-0337, poste 4644
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
luc.verreault@lautorite.qc.ca

Le 27 février 2020

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

LIGNE DIRECTRICE SUR LA GESTION DES RISQUES LIÉS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

Février 2020

TABLE DES MATIÈRES

Préambule **2**

Champ d'application **3**

Prise d'effet et processus de mise à jour **4**

Introduction **5**

1. Les types de risques liés aux technologies de l'information et des communications (TIC) **6**

2. La gouvernance des TIC **8**

2.1 Rôles et responsabilités 9
2.2 Probité et compétences 13
2.3 Documentation à l'égard des TIC 14

3. La gestion des risques liés aux TIC **15**

3.1 Préparation 15
3.2 Traitement 17
3.3 Suivi 19

Préambule

La présente ligne directrice est une indication des attentes de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») à l'égard de l'obligation légale des institutions financières de suivre des pratiques de gestion saine et prudente. Elle porte donc sur l'interprétation, l'exécution et l'application de cette obligation imposée aux institutions financières.

Dans cette optique, l'Autorité privilégie une approche basée sur des principes plutôt que d'édicter des règles précises. Ainsi, du fondement même d'une ligne directrice, l'Autorité confère aux institutions financières la latitude nécessaire leur permettant de déterminer elles-mêmes les stratégies, politiques et procédures pour la mise en œuvre de ces principes de saine gestion et de voir à leur application en regard de la nature, de la taille, de la complexité de leurs activités et de leur profil de risque. À cet égard, la ligne directrice illustre des façons de se conformer aux principes énoncés.

Note de l'Autorité

L'Autorité considère la gouvernance, la gestion intégrée des risques et la conformité (GRC) comme les assises sur lesquelles doivent reposer la gestion saine et prudente et les saines pratiques commerciales d'une institution financière et conséquemment, les bases sur lesquelles l'encadrement prudentiel donné par l'Autorité s'appuie.

La présente ligne directrice s'inscrit dans cette perspective et énonce les attentes de l'Autorité à l'égard des pratiques en matière de gestion saine et prudente des risques liés aux technologies de l'information et des communications (« TIC »).

Champ d'application

La présente ligne directrice s'applique aux assureurs autorisés, à une fédération de sociétés mutuelles, aux coopératives de services financiers et personnes morales faisant partie d'un groupe coopératif, aux sociétés de fiducie autorisées, aux sociétés d'épargne et aux autres institutions de dépôts autorisées régis par les lois suivantes :

- *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1[1];
- *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. 67.3[2];
- *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02[3];
- *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2[4].

Aux seules fins de cette ligne directrice, les expressions « institution » ou « institution financière » sont utilisées indistinctement pour référer aux entités visées par celle-ci.

Enfin, cette ligne directrice s'applique tant à l'institution financière qui opère de façon autonome qu'à celle qui est membre d'un groupe financier.

Dans le cas des coopératives de services financiers et des sociétés mutuelles d'assurance membres d'une fédération, les normes ou politiques adoptées à leur intention par la fédération doivent être cohérentes, voire convergentes, avec les principes de gestion saine et prudente tel qu'il est précisé dans la présente ligne directrice.

1 Art. 463 et 464 de la Loi sur les assureurs.

2 Art. 565.1 et 566 de la Loi sur les coopératives de services financiers.

3 Art. 254 et 255 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

4 Art. 42.2 et 42.3 de la Loi sur les institutions de dépôts et protection des dépôts.

Prise d’effet et processus de mise à jour

La *Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l’information et des communications* est effective à compter du 27 février 2020.

En regard de l’obligation légale des institutions de suivre des pratiques de gestion saine et prudente, l’Autorité s’attend à ce que chaque institution se soit approprié les principes de cette ligne directrice en élaborant des stratégies, politiques et procédures adaptées à sa nature, sa taille, la complexité de ses activités et son profil de risque.

L’Autorité s’attend à ce que l’institution financière s'approprie les attentes de la présente ligne directrice et qu’elle les mette en œuvre d’ici le 27 février 2021.

Cette ligne directrice sera actualisée en fonction des développements en matière de gestion du risque des technologies de l’information et des communications et à la lumière des constats effectués dans le cadre des travaux de surveillance menés auprès des institutions financières visées.

Introduction

La progression rapide des innovations technologiques contribue à transformer les processus et les modèles d'affaires des institutions financières. Ces innovations introduisent par contre des risques significatifs alors qu'en parallèle, ces mêmes institutions sont de plus en plus interconnectées ou dépendantes de systèmes hérités[5] et de fournisseurs externes pour mener à bien leurs activités.

L'adoption des innovations technologiques accentue les risques de perte, de fuite, de vol, de corruption et d'accès non autorisé aux données. Elle expose davantage les institutions aux risques de cyberattaques qui sont de plus en plus sophistiquées, fréquentes, ciblées et difficiles à détecter.

Les risques liés aux technologies de l'information et des communications (« TIC »)[6] peuvent avoir des conséquences défavorables tant au niveau financier et légal que sur les clients et la réputation d'une institution.

Cette ligne directrice énonce les attentes de l'Autorité à l'égard de la gestion du risque TIC, lesquelles visent ultimement le renforcement de la résilience du secteur financier face à ce risque. Ces attentes visent notamment l'établissement d'une hygiène adéquate de sécurité par la mise en place de mesures[7] contribuant à prévenir la matérialisation d'un incident majeur et à limiter ses impacts.

Il est de la responsabilité de l'institution de bien comprendre l'ensemble des risques TIC auxquels elle est confrontée et de s'assurer qu'ils soient pris en compte adéquatement en fonction de sa nature, de sa taille, de la complexité de ses activités et de son profil de risque. Il est également de la responsabilité de l'institution de connaître les meilleures pratiques en matière de gestion des risques TIC et de se les approprier dans la mesure où celles-ci répondent à ses besoins.

---

5 Un système hérité, patrimonial ou *legacy system* en anglais, est un matériel et/ou logiciel continuant d'être utilisé dans une organisation, alors qu'il est supplanté par des systèmes plus modernes. Il fait partie d'un ensemble organisé de ressources qui permet de collecter, emmagasiner, traiter et distribuer de l'information.

6 L'Autorité définit le risque TIC comme étant le risque d'affaires lié à l'utilisation, la propriété, l'opération et l'adoption des TIC. Ce risque comprend notamment les risques de disponibilité et de continuité, de sécurité (incluant la cybersécurité), de changement, d'intégrité des données et d'infogérance.

7 Ces mesures portent tant sur des pratiques fondamentales de gouvernance des TIC que sur des mesures opérationnelles telles que le déploiement, en temps opportun, des mises à jour de sécurité des logiciels, la détection du trafic non autorisé sur les infrastructures réseau, la gestion des privilèges d'accès à l'information, le renforcement des mécanismes d'authentification pour l'accès aux systèmes critiques ou le contrôle des logiciels malveillants.

1. Les types de risques liés aux technologies de l'information et des communications (TIC)

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière mette en place une taxonomie qui lui est propre afin de s'assurer que tous les types de risques liés aux TIC soient répertoriés.

La taxonomie devrait avoir un caractère prospectif et prendre en considération les risques technologiques omniprésents dans l'ensemble des processus des institutions financières. Cette taxonomie devrait être développée afin d'en faciliter l'agrégation et de contribuer à l'établissement d'un portrait complet. Ainsi, elle devrait présenter un caractère exhaustif des risques liés aux TIC, permettant aux responsables de l'identification des risques d'envisager tous les types de risques susceptibles d'avoir des répercussions sur les objectifs de l'institution.

Le risque technologique devrait être évalué de manière holistique, en considérant tant les risques courants que les risques de ne pas répondre adéquatement aux changements ou à l'arrivée de technologies nouvelles ou émergentes, et ce, afin d'accroître l'agilité et la capacité de l'institution à répondre aux changements à travers le temps.

Au-delà des risques opérationnels dérivés des risques liés aux technologies, les risques stratégiques suivants[8] peuvent entraver l'atteinte des stratégies de l'institution et devraient être pris en considération :

- Le risque de gouvernance technologique[9];
- Le risque de positionnement technologique[10];
- Le risque d'exécution technologique[11].

Afin de prévenir un faux sentiment de sécurité ou d'urgence, il importe notamment que l'institution :

- utilise une terminologie TIC et une taxonomie claires et constantes pour la description des risques;
- agrège[12] les risques TIC au niveau de l'institution pour que ceux-ci soient considérés en combinaison avec tous les autres risques qui doivent être gérés.

8 Ces trois regroupements de risques stratégiques peuvent être décrits sous d'autres libellés selon la taxonomie établie par l'institution financière.

9 Le risque que le conseil d'administration ne parvienne pas à s'assurer de la mise en place des éléments nécessaires pour gouverner le développement et l'exécution de la stratégie TIC.

10 Le risque qu'au moment de la définition de la stratégie, la position technologique visée au sein de l'industrie ne soit pas enchâssée adéquatement dans la stratégie d'affaires, ne soit pas viable ou ne soit pas réalisable.

11 Le risque que, dans l'exécution de sa stratégie et de son plan stratégique, la haute direction n'atteigne pas les objectifs TIC stratégiques désirés ainsi que les objectifs d'affaires associés.

12 Les risques liés aux TIC peuvent être agrégés selon de multiples dimensions (par unités organisationnelles, par types de risques liés aux TIC, par processus, etc.).

Dans l'élaboration de sa taxonomie des risques, l'institution financière devrait établir un nombre raisonnable de catégories qui permettent de regrouper adéquatement les risques sans pour autant affaiblir le caractère particulier de chaque catégorie.

La sécurité de l'information, la gestion de crise, l'infogérance et l'infonuagique, la continuité des activités, la gestion de programmes et de projets[13], la gestion des changements, les opérations liées aux TIC, l'éthique, les ressources humaines et la propriété intellectuelle sont quelques-unes des catégories de risques liées aux TIC qui devraient être considérées dans l'élaboration de la taxonomie.

Dans l'éventualité où une institution financière dispose déjà d'une taxonomie des risques dans un secteur fonctionnel donné, par exemple l'audit interne, celle-ci pourrait être considérée dans l'élaboration d'une taxonomie des risques organisationnels, car elle pourrait contenir des catégories dont l'application à l'échelle de l'institution est éprouvée. Une fois développée, cette taxonomie devrait être communiquée à ceux qui participent directement aux activités d'évaluation des risques et aux contrôles, afin d'en assurer une utilisation cohérente dans l'identification et l'agrégation des risques TIC.

[13] Par exemple, des risques peuvent résulter de l'interdépendance entre différents projets ou de la dépendance de plusieurs projets sur les mêmes ressources et expertises.

2. La gouvernance des TIC

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière mette en place une gouvernance des TIC développée à partir de sources, de recommandations et de normes reconnues[14].

La gouvernance des TIC devrait refléter les changements qui s'opèrent au fil du temps. La qualité des pratiques de gouvernance est un facteur important au maintien de la confiance des marchés. Ainsi, la gouvernance des TIC devrait tenir compte en continu des bonnes pratiques reconnues par les organismes professionnels et internationaux existants et s'aligner avec les objectifs d'affaires de l'institution.

Le développement de la gouvernance des TIC devrait notamment considérer :

- la compréhension et l'acceptation des responsabilités liées à l'utilisation des TIC et des données par les individus et les groupes au sein de l'institution;
- l'évaluation des TIC et leurs activités, lors de l'étude des plans et politiques, afin qu'ils soient alignés aux objectifs de l'institution, qu'ils considèrent les bonnes pratiques et répondent aux besoins des parties intéressées;
- l'évaluation des plans de l'institution pour que les TIC supportent les processus d'affaires avec la capacité requise;
- la prise en considération du cycle de vie des données dans la définition des responsabilités;
- la mesure dans laquelle les TIC répondent aux obligations règlementaires, légales, contractuelles ainsi qu'aux standards et normes professionnelles et internationales;
- la façon dont les individus se comportent envers les autres (pour l'ensemble des parties prenantes) dans les pratiques et la prise de décisions liés aux TIC.

Les divers éléments de l'encadrement établi par l'institution financière (stratégies, politiques, etc.) devraient considérer et arrimer entre eux les dispositions déjà existantes[15], inhérentes et utiles à la gestion des risques technologiques.

[14] Exemples : OCDE, G7, NIST, ISACA-Cobit et ISO.

[15] Ces dispositions sont susceptibles d'avoir été définies et documentées distinctement à travers les années et pourraient comporter des contradictions.

2.1 Rôles et responsabilités

Le conseil d'administration

En sus des attentes[16] déjà émises par l'Autorité, le conseil d'administration devrait notamment s'assurer :

- que la haute direction fasse la promotion d'une culture d'entreprise fondée sur un comportement éthique et sécuritaire dans l'exploitation des technologies;
- d'échanger à l'égard des TIC avec les parties intéressées (internes et externes) afin d'appuyer par une documentation sa compréhension des besoins et porter un jugement sur la conception actuelle et future de la gouvernance des TIC;
- que les rôles et responsabilités de la fonction TIC et des fonctions de gestion de la sécurité de l'information et de la continuité des activités soient clairement définis dans l'établissement et le maintien de la gouvernance des TIC;
- que les structures, rôles et fonctions de support soient évalués régulièrement afin de permettre le développement et l'amélioration continue de la gouvernance des TIC.

De plus, le conseil d'administration devrait, conformément à la section 2.2, veiller à l'attribution des responsabilités liées au développement de l'encadrement des risques TI, notamment par l'appréciation des compétences nécessaires à l'exercice de ces responsabilités. Il devrait par ailleurs veiller à l'assignation :

- d'un responsable[17] pour les systèmes informatiques et les technologies de l'information qui supportent les objectifs de l'entreprise[18];
- d'un responsable à la seconde ligne de défense, tel un chef de la sécurité de l'information[19] (ou une autre personne de la haute direction et de la seconde ligne de défense), pour la surveillance du déploiement de l'encadrement relatif à la sécurité de l'information et à la sécurité physique des infrastructures technologiques de l'institution;
- d'un responsable à la seconde ligne de défense, tel un chef des données[20] (ou une autre personne de la haute direction et de la seconde ligne de défense[21]), lequel

16 AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, *Ligne directrice sur la gouvernance,* Septembre 2016.

17 Tel un directeur des technologies ou un chef des technologies ou de l'information. Ces derniers portent parfois aussi le nom de *Chief Technology Officer* (CTO) ou *Chief Information Officer* (CIO).

18 Cette personne est notamment responsable de l'exécution des plans stratégiques TIC, des processus reliés aux technologies (opérations, architecture, gestion de risque…), du développement des infrastructures technologiques de l'institution et de la présentation au conseil d'administration des propositions technologiques ainsi que des statuts de la mise en œuvre des stratégies et encadrements liés aux TIC.

19 Ce poste porte parfois aussi le nom de *Chief Information Security Officer* (CISO).

20 Ce poste porte parfois aussi le nom de *Chief Data Officer* (CDO).

21 AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, *Ligne directrice sur la gouvernance*, Septembre 2016.

surveille l'encadrement approuvé à l'égard de la collecte, l'emmagasinage et l'utilisation des données à travers l'institution;

- de responsables, au sein de la haute direction, pour l'ensemble des différents actifs informationnels et risques TIC présents dans l'institution.

Le conseil d'administration devrait s'assurer d'obtenir des mises à jour sur les scénarios considérés dans le développement et la mise à l'essai (tests) des plans de recouvrement en cas de désastre et de continuité des activités afin de comprendre les objectifs de maintien de la disponibilité des opérations et systèmes TIC critiques. De plus, il devrait avoir une compréhension globale des processus d'escalade lors de brèches ou d'incidents de sécurité, incluant le moment où il devrait être notifié.

La haute direction

En sus des rôles et responsabilités qui lui sont généralement dévolus[22], la haute direction devrait notamment :

- mettre en place une fonction TIC opérant sous la surveillance d'une fonction de contrôle de la deuxième ligne de défense;
- délimiter clairement les responsabilités de la fonction de la sécurité de l'information, pour favoriser son indépendance et objectivité, notamment en la séparant des processus opérationnels TIC et par la mise en place de contrôles compensatoires au besoin. Cette fonction devrait n'être responsable d'aucun audit interne;
- définir les rôles et responsabilités pour le maintien et la diffusion, au sein de l'institution, d'une documentation et de l'information permettant la prise de décision éclairée à l'égard des TIC;
- gérer la relation entre les services offerts par la fonction TIC et les unités d'affaires de manière formelle et transparente et en utilisant un langage commun pour assurer l'atteinte des objectifs stratégiques;
- établir et maintenir une architecture d'entreprise comprenant les processus, informations, données et couches d'architectures d'applications, de technologies et de sécurité;
- distinguer les personnes responsables ou imputables dans la gestion du risque TIC de celles qui doivent être consultées ou informées;
- évaluer régulièrement, en collaboration avec les fonctions de conformité et d'audit interne, l'environnement de contrôle (les autoévaluations, les revues d'assurance, l'identification des déficiences dans les contrôles, la conformité des processus supportés par les TIC aux lois[23], règlements et obligations contractuelles, etc.);

22 AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, *Ligne directrice sur la gouvernance*, Septembre 2016.

23 Notamment à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* dans le secteur privé et à la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.

- revoir périodiquement les écarts de conformité (dont les dérogations approuvées par le conseil d'administration) aux encadrements établis pour le risque TIC[24].

Dans l'établissement de la stratégie TIC, la haute direction devrait notamment :

- établir une vue holistique des environnements d'affaires et des environnements TIC (actuels et à venir) afin d'identifier les initiatives de transformation requises;
- définir et documenter la façon dont elle fera évoluer ses TIC, son architecture technologique, sa structure organisationnelle et ses dépendances clés avec les partenaires et fournisseurs, pour supporter sa stratégie d'affaires;
- arrimer adéquatement et en continu les plans stratégiques TIC et les stratégies d'affaires tout en considérant la capacité des TIC, actuelle et requise dans le futur;
- considérer l'utilisation des innovations technologiques dans la planification stratégique et les décisions d'architecture d'entreprise;
- définir des objectifs prévoyant le maintien de la capacité de l'institution à anticiper les incidents TIC, à les détecter et à en assurer le recouvrement[25] pour assurer la résilience des systèmes TIC.

De plus, en matière de sécurité de l'information, le responsable désigné de la haute direction devrait notamment :

- développer, documenter et diffuser une politique de sécurité de l'information qui définit les principes et les règles à suivre pour la protection de la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations de l'institution et de ses clients;
- définir des objectifs de sécurité de l'information clairs pour les systèmes, les services TIC, les processus et les personnes;
- appliquer la politique de sécurité de l'information à toutes les activités de l'institution et inclure l'information traitée chez les intervenants externes[26] au périmètre de l'institution;
- déployer des contrôles pour les actifs[27] informationnels qui soient proportionnels à la criticité et la sensibilité desdits actifs;

[24] Les dérogations devraient être revues périodiquement, en fonction de la nature évolutive des TIC et des menaces inhérentes, pour assurer qu'elles demeurent à un niveau acceptable et qu'elles seront corrigées en temps opportun.

[25] Un incident TIC, un cyberincident ou un incident de sécurité de l'information se produit notamment lorsqu'une interruption inattendue dans la livraison des services TIC ou une brèche de sécurité d'un système vient compromettre la disponibilité, l'intégrité ou la confidentialité des données ou des systèmes TIC.

[26] Dans le cas d'intervenants externes, il convient ici d'établir des ententes appropriées sur le traitement sécuritaire de l'information.

[27] Les actifs informationnels (données, matériels et logiciels) ne sont pas limités uniquement à ceux détenus par l'institution. Ils englobent aussi les actifs informationnels confiés ou livrés par les clients ou des tiers.

- conduire des régimes d'essais systématiques adéquats pour valider l'efficacité des contrôles mis en place;
- déployer des programmes de formation et de sensibilisation en sécurité de l'information;
- produire des indicateurs de performance de la sécurité couvrant notamment les impacts d'affaires (pour le bénéfice du personnel non technique) et l'efficacité des contrôles de sécurité.

À l'égard de la reddition, la haute direction devrait notamment rendre compte :

- des objectifs et des indicateurs recueillis liés aux TIC et à ses processus en temps opportun et de manière systématique;
- des résultats découlant de la vigie conduite sur les bonnes pratiques et les normes en développement, au niveau national et international, liées aux TIC et leurs impacts potentiels sur les activités de l'institution;
- des enjeux clés liés aux TIC incluant les projets, les priorités et les incidents TIC significatifs de même que des rapports réguliers sur le risque TIC.

Autres rôles

La fonction de gestion des risques[28] de l'institution financière devrait surveiller la fonction TIC de l'institution et prendre en charge la surveillance de l'ensemble des risques TIC, tant les risques opérationnels et stratégiques que ceux qui découlent des innovations[29] liées aux TIC. Cette fonction devrait aussi assurer un suivi rigoureux des risques importants ainsi qu'une veille des risques émergents liés aux TIC.

L'assurance objective attendue de la fonction d'audit interne, sur la suffisance et l'efficacité de la gouvernance des TIC, devrait notamment couvrir l'efficience et l'efficacité des opérations TIC, la protection des actifs informationnels et la fiabilité et l'intégrité de leurs processus de divulgation.

Les activités d'audit interne de l'institution devraient comprendre la revue de la conception et de l'efficacité des contrôles de sécurité de l'information, incluant les contrôles maintenus par les parties externes. L'audit interne devrait aussi revoir les assurances fournies par une partie externe et qui ont le potentiel de nuire à l'institution, à sa clientèle ou à d'autres parties intéressées.

D'autres rôles définis à travers l'institution ont un effet sur la gouvernance et la gestion des risques TIC. Bien qu'ils n'y soient pas directement liés, ils se présentent tout de même comme des parties intéressées et devraient être considérés dans la définition des rôles et responsabilités. Il pourrait s'agir, par exemple, des responsables de la continuité des affaires ou des ressources humaines.

[28] Le chef de la gestion des risques ou un membre désigné de la haute direction en mesure de synthétiser, vulgariser et communiquer efficacement l'information liée aux TIC auprès de divers auditoires.

[29] Par exemple, les risques de biais ou d'utilisation non éthique des technologies de données massives et d'intelligence artificielle.

2.2 Probité et compétences

En concordance avec les attentes[30] déjà émises par l'Autorité, une gouvernance efficace et efficiente, qui inclut les technologies de l'information et des communications, requiert un niveau adéquat d'expertise, de qualifications professionnelles, de connaissances et d'expériences de la part des instances décisionnelles.

Les membres des instances décisionnelles et les mécanismes de gouvernance établis (par exemple : comités d'audit, gestion de risques et gestion des TIC) devraient avoir la connaissance et la compréhension de l'utilisation des TIC, des tendances et orientations futures des TIC de même que l'autorité nécessaire pour mener à bien leurs responsabilités respectives.

Dans l'évaluation de la compétence des personnes membres des instances décisionnelles, une grille d'aptitudes et de connaissances dont les critères portent sur les TIC, devrait être établie, actualisée et appliquée périodiquement auprès des personnes occupant des postes stratégiques liés à la gouvernance et la gestion des risques liés aux TIC ou plus fréquemment si requis.

Dans cette perspective, il devrait y avoir un recensement périodique de l'ensemble des compétences courantes à l'égard des TIC présentes au sein de l'institution, ainsi que celles requises à la réalisation des stratégies et à l'atteinte des objectifs.

Afin de minimiser le risque qu'il n'y ait pas suffisamment d'expertise TIC aux postes clés, un processus formel d'acquisition de compétences qui traite des enjeux stratégiques liés aux TIC devrait être développé.

De même, un programme de formation complet sur la sensibilisation à la sécurité des TIC devrait être déployé à l'ensemble du personnel et tenir compte minimalement du paysage courant des menaces (dont les cybermenaces) et de leurs conséquences, des lois, des règlements, des encadrements établis par l'institution et des responsabilités du personnel dans la protection des actifs informationnels.

Ce programme de formation devrait être mis à jour et reconduit régulièrement pour l'ensemble du personnel de l'institution et pour tout fournisseur de service qui accède aux actifs informationnels.

De même, avant l'emploi, tout au long de celui-ci et à sa terminaison, l'institution devrait mener régulièrement des vérifications de sécurité pour les ressources humaines (incluant les consultants, les partenaires et les fournisseurs) ayant accès aux données et aux systèmes TIC et qui peuvent exposer l'institution à des vols de données, du sabotage, de la fraude et d'autres risques liés aux TIC.

[30] AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence, Juin 2012.

2.3 Documentation à l'égard des TIC

Les encadrements de l'institution devraient préciser les rôles et les responsabilités des instances décisionnelles et des unités opérationnelles à l'égard de l'établissement, du maintien et de la consultation sécuritaire de la documentation et l'information permettant la prise de décision éclairée à l'égard des TIC.

Cette documentation ne devrait pas être statique, mais plutôt évoluer dans le temps. Tout comme les affaires, les TIC d'une institution sont en perpétuel changement au rythme des acquisitions, des mises à jour et des changements externes. Cette documentation devrait contenir suffisamment d'informations agrégées pour faciliter la prise de décision concernant la stratégie TIC.

La documentation devrait notamment regrouper des informations qui reflètent l'état de la stratégie TIC, l'architecture actuelle et ciblée, les objectifs et risques TIC stratégiques, les plans et leurs états courants, les énoncés d'impact des risques liés aux TIC et les processus et structures existantes pour leur gestion, la méthodologie de développement et les processus d'opérations.

De plus, parmi les documents stratégiques qui sont issus des meilleures pratiques, l'institution financière devrait considérer :

- la description des contextes auxquels fait face l'institution, les lignes d'affaires et les fonctions de support;
- la description de l'impact des risques TIC sur les stratégies d'affaires;
- le registre des risques TIC et la matrice des risques et contrôles TIC;
- les modèles et processus d'opérations des TIC.

Bien que la documentation puisse être préparée et maintenue par diverses composantes de l'institution, elle devrait toutefois être revue par la haute direction et les éléments clés[31] devraient être approuvés par le conseil d'administration.

[31] Les éléments clés présentés au conseil d'administration devraient être formulés de manière que ses membres puissent facilement en faire l'appréciation afin de prendre une décision informée.

3. La gestion des risques liés aux TIC

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière considère l'ensemble des activités nécessaires à la préparation, au traitement et au suivi requis dans la gestion des risques liés aux TIC.

L'élaboration des stratégies, des politiques et des procédures permettant d'identifier, d'évaluer, de quantifier, de contrôler, d'atténuer et de suivre les risques TIC, devrait considérer les activités nécessaires de préparation, de traitement et de suivi requises pour que les premières heures d'une crise réelle soient moins dommageables. Par exemple, l'ensemble des mesures prévues par l'institution, notamment les mesures de réponse et de recouvrement, devraient faire l'objet de simulations de crise. De plus, les intervenants et spécialistes externes requis par ces mesures devraient être préqualifiés et les termes et conditions contractuels préétablis.

Dans la mise en place de pratiques robustes de gestion des risques TIC à travers l'institution, cette dernière devrait aussi tenir compte de la participation des parties intéressées externes afin de s'assurer que l'information juste et pertinente à la gestion des risques est distribuée et utilisée par tous.

Le cadre de gestion des risques TIC devrait permettre l'établissement et le maintien d'une vue holistique des risques TIC incluant les liens et les dépendances entre les gens, les processus d'affaires de bout en bout, les fonctions de l'institution, les systèmes TIC et les actifs qui supportent ces processus et ces personnes. Le recensement des rôles, processus et fonctions d'affaires devrait permettre d'identifier leurs importances relatives et leurs interdépendances aux risques TIC.

3.1 Préparation

La sélection des mesures préparatoires pour la gestion des risques TIC devrait notamment contribuer à la protection des données sensibles (telles que les informations des clients) contre la divulgation, la fuite ou les accès non autorisés. Elle devrait aussi contribuer à la résilience de l'environnement TIC. Ces mesures devraient couvrir, entre autres, les contrôles d'accès, l'authentification, l'intégrité et la confidentialité des données, l'enregistrement des activités et le suivi des événements de sécurité[32].

Dans sa préparation, l'institution financière devrait être en mesure de saisir l'impact du risque technologique sur les opérations, incluant la mission, les fonctions ou la réputation, ainsi que sur les actifs et individus. En conséquence, l'approche intégrée pour gérer le risque TIC devrait être appliquée à l'échelle de l'institution. Elle devrait permettre notamment :

- d'assurer un alignement de l'ensemble des outils et des échelles d'évaluation des risques utilisés et une utilisation constante, convenue et transparente;

[32] L'annexe aborde plusieurs mesures complémentaires à considérer et qui ont fait leurs preuves dans la gestion des risques liés à la sécurité de l'information., aux opérations TIC, à l'infogérance et aux projets de transformation TIC.

- d'utiliser un processus rigoureux pour le recensement périodique des actifs informationnels et leurs vulnérabilités, afin d'associer adéquatement les risques aux actifs de manière holistique. Il en va de même des menaces internes et externes et des probabilités et impacts d'affaires potentiels, afin de déterminer le niveau de risque et établir les plans d'action adéquats. Cette gestion des actifs devrait aussi couvrir les données, le personnel, les systèmes TIC (incluant ses diverses composantes matérielles et logicielles) et les locaux les abritant;
- d'exploiter un cadre de classification[33] permettant de définir la criticité des données et des actifs informationnels (incluant ceux qui sont gérés par des parties intéressées externes) minimalement selon leurs exigences de disponibilité, d'intégrité et de confidentialité;
- d'utiliser des processus de gestion d'incidents TIC, dotés d'objectifs de reprise et recouvrement adéquats et permettant la proactivité dans la gestion des risques;
- d'assurer un suivi adéquat et en temps opportun des activités de mitigation des risques présents au registre des risques TIC;
- de suivre l'efficacité des mesures de mitigation, de même que le nombre d'incidents signalés afin de les corriger lorsque nécessaire;
- de considérer des facteurs financiers, légaux, règlementaires, opérationnels ainsi que des facteurs liés à la clientèle et à la réputation dans l'évaluation du risque TIC.

Outre l'évaluation du risque TIC inhérent à ses activités, ses produits ou ses services (incluant particulièrement le cyberrisque), l'institution financière devrait considérer l'impact que ce risque représente pour ses partenaires, fournisseurs, clients ainsi que pour les autres participants du secteur financier, lorsque pertinent.

L'institution financière devrait réaliser des évaluations des risques liés aux TIC à intervalles planifiés, lorsque des changements significatifs sont prévus ou ont lieu et lorsque des incidents opérationnels ou de sécurité significatifs se matérialisent, en tenant compte de critères établis. L'évaluation des risques liés aux TIC devrait s'inscrire dans un processus systématique et cyclique permanent.

Par ailleurs, l'institution financière devrait utiliser des méthodes permettant de faire le lien entre les scénarios de risques liés aux TIC et leurs impacts potentiels sur les actifs informationnels et sur les processus d'affaires afin que l'ensemble des parties intéressées comprennent[34] les effets des évènements indésirables liés aux technologies de l'information et des communications.

---

33 Cette classification devrait refléter la mesure dans laquelle un incident de sécurité de l'information affectant un actif informationnel a le potentiel de nuire, à l'institution, à sa clientèle ou à d'autres parties intéressées.

34 Les évaluations des risques liés aux TIC requièrent que les résultats soient exprimés en des termes d'affaires clairs et non ambigus. Une gestion efficace des risques liés aux TIC requiert une compréhension commune, entre les secteurs d'affaires et technologiques, des risques qui devraient être gérés et leurs raisons sous-jacentes. Les parties intéressées à la gestion des risques liés aux TIC devraient avoir la capacité de comprendre et d'exprimer la manière dont des événements ou incidents défavorables interagissent sur les objectifs d'affaires de l'institution.

De plus, l'institution financière devrait :

- identifier tous les points individuels de défaillance potentielle dans les systèmes TIC et les architectures de réseaux afin que des mesures appropriées soient déployées pour mitiger les risques d'interruption;
- conduire les analyses d'impact d'affaires de bout en bout pour les processus d'affaires critiques afin que les plans de recouvrement (en cas de désastre) et de continuité des activités priorisent adéquatement les opérations critiques de l'institution dans le recouvrement des systèmes TIC;
- considérer un ensemble plausible[35] d'événements et de scénarios de désastre, incluant des événements de cybersécurité, dans la planification des plans de recouvrement et de continuité;
- inclure les dispositions régissant le recouvrement dans les délais requis et la conduite de tests périodiques dans la stratégie de sauvegarde des données pour assurer l'efficacité des procédures.

Les processus et les procédures assurant la résilience des systèmes TIC devraient tenir compte continuellement de l'évolution rapide des menaces. Ils devraient permettre de contenir les impacts des incidents de sécurité potentiels et accélérer le retour aux opérations normales. Parmi ces processus et procédures, il y a notamment la planification des plans de réponse et de recouvrement, les communications, l'analyse, la mitigation et l'amélioration continue.

Afin d'éviter d'accroître son exposition à des risques de sécurité et de stabilité, l'institution financière devrait établir des plans de remplacement en temps opportun de son matériel et logiciel TIC avant qu'ils n'atteignent la date de fin de support annoncée par leurs fournisseurs.

3.2 Traitement

Dans le traitement des risques TIC, l'institution financière devrait notamment :

- déterminer les mesures nécessaires à la mise en œuvre des options de traitement des risques identifiés;
- comparer les mesures déterminées avec les meilleures pratiques existantes et vérifier qu'aucune mesure nécessaire n'a été omise;
- produire une déclaration des contrôles répertoriant les mesures et la justification de leur inclusion ou exclusion;
- maintenir et utiliser des encadrements de sécurité, et les processus et les procédures qui en découlent, pour gérer les systèmes d'information et les actifs;

[35] L'institution devrait notamment considérer des scénarios à faible probabilité qui entraînent des impacts élevés de nature financière et non-financière (réputation, conformité, etc.).

- effectuer la maintenance et la réparation des éléments composant les systèmes TIC conformément aux encadrements établis par l'institution.

De plus, l'institution financière devrait:

- détecter en continu les activités anormales sur les infrastructures réseau, les systèmes TIC et les actifs informationnels afin de comprendre l'évolution d'événements non désirés et leurs impacts potentiels et de vérifier l'efficacité des mesures de protection;
- mettre à l'essai et maintenir les processus de détection précités afin d'assurer une connaissance adéquate et opportune des événements anormaux;
- exécuter et maintenir les processus et procédures de réponse et de récupération afin d'assurer la réponse aux incidents de cybersécurité détectés et la restauration des systèmes ou des actifs;
- recevoir, analyser et répondre aux vulnérabilités dévoilées par des sources internes ou externes (tests conduits à l'interne, bulletins ou recherches spécialisées en sécurité);
- exécuter et réviser les activités planifiées pour empêcher l'expansion d'un évènement auprès d'autres systèmes TIC, en atténuer les effets et résoudre l'incident.

L'accès aux dispositifs[36] de retrait ou d'extraction des données devrait aussi faire l'objet d'une évaluation de risque et devrait être autorisé uniquement lorsqu'un besoin d'affaires réel existe, afin de prévenir les risques de fuite de données.

L'institution financière devrait démontrer qu'elle évalue les risques associés à l'entretien continu de ses systèmes hérités et que des contrôles adéquats sont déployés pour gérer efficacement les risques de ces technologies. Si les systèmes hérités supportent des opérations critiques, l'institution financière devrait avoir en place une stratégie pour gérer l'infrastructure vieillissante.

Les applications développées ou acquises par les utilisateurs finaux pour l'automatisation de leurs opérations, incluant les applications accessibles par l'Internet, devraient être approuvées par les secteurs d'affaires pertinents et la fonction TIC de l'institution. Ces applications devraient être prises en considération dans les processus de gestion des actifs informationnels et de gestion des risques TIC. L'institution financière devrait s'assurer de la mise en place de mesures de sécurité adéquates contre la perte ou la fuite de données et l'exposition à des virus malicieux liées à ces applications. De plus, l'institution financière devrait déployer des contrôles permettant de surveiller et détecter l'utilisation non autorisée de ces applications[37].

[36] Par exemple, l'utilisation d'appareils informatiques portatifs (tablette, cellulaire, etc.), de dispositifs d'emmagasinage (clé USB, disque dur portable, etc.), de courriels, de messagerie instantanée et de copies imprimées.

[37] **Shadow IT** (parfois **Rogue IT**) est aussi un terme utilisé pour désigner des systèmes TIC mis en œuvre au sein d'organisations sans approbation.

Dans l'évaluation des risques et des contrôles, les mécanismes de protection peuvent inclure l'évitement ou l'élimination du risque en ne s'engageant pas dans une activité d'affaires particulière. Ils peuvent aussi inclure l'atténuation du risque à travers les contrôles ou le partage ou transfert du risque.

L'institution financière devrait évaluer régulièrement l'adéquation de ses ressources avec l'appétit pour le risque par des exercices de simulation de crise pour l'ensemble des risques matériels et potentiels, classifiés selon leur probabilité et leur impact (p. ex. : les risques TIC, dont le cyberrisque).

Dans le maintien régulier de son registre des risques TIC, connus et potentiels, l'institution devrait décrire notamment leurs attributs et activités de contrôles de façon claire et suffisamment détaillée. Le registre des risques TIC devrait être mis à jour de manière prospective et l'adéquation des contrôles devrait être évaluée régulièrement.

3.3 Suivi

En concordance avec les attentes[38] déjà émises, les bonnes pratiques généralement reconnues de même que la législation applicable, l'Autorité s'attend notamment, en matière de divulgation et de transparence, à ce que l'institution financière mette en place les mécanismes nécessaires pour notifier promptement les parties intéressées internes et externes, incluant l'Autorité, lors d'un incident opérationnel.

Les processus et les procédures mis en place dans le cadre de la gestion des incidents de l'institution financière devraient permettre d'intervenir et de rétablir les services le plus rapidement possible lors d'incidents liés aux TIC. Ils devraient notamment :

- coordonner les réponses et les activités de recouvrement requises suite à la notification aux parties prenantes internes et externes;
- contribuer à minimiser les impacts sur la clientèle;
- rendre compte des incidents selon des critères préétablis;
- partager l'information utile contribuant au rehaussement de la sécurité de l'information;
- gérer les relations publiques et l'impact sur la réputation de l'institution.

De plus, l'institution financière devrait conduire des analyses spécifiques suite à un incident majeur pour améliorer ses plans de réponse et de recouvrement. Elle devrait notamment :

- explorer les données recueillies dans ses infrastructures par ses systèmes de détection;
- identifier et mesurer les impacts de l'incident;

[38] AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, Ligne directrice sur la gestion de risque opérationnel, Décembre 2016.

- mitiger ou accepter et documenter le risque des nouvelles vulnérabilités identifiées;
- formuler et communiquer aux parties prenantes internes les leçons apprises dans la résolution de l'incident;
- recevoir, analyser et répondre aux vulnérabilités dévoilées par des sources internes ou externes (tests conduits à l'interne, bulletins ou recherches spécialisées en sécurité).

À partir des leçons apprises, des constats et des décisions prises lors de la gestion des risques TIC, l'institution financière devrait procéder à la révision de ses stratégies, notamment celles établies à partir de ses activités préparatoires (Section 3.1). Cette révision devrait être conduite à l'aide d'objectifs d'évaluation clairs, d'attentes et de méthodologies établies et diffusées aux parties intéressées et de comptes rendus comportant des conclusions claires et des actions correctives concrètes.

ANNEXE - Normes complémentaires aux lignes directrices de l'Autorité

L'Autorité s'attend à ce que la mise en œuvre des pratiques de gestion saine et prudente, énoncées dans l'ensemble de ses lignes directrices, considèrent les pratiques spécifiques liées aux TIC qui ont fait leurs preuves et sont généralement reconnues.

La gestion du risque TIC repose sur l'appropriation par l'institution financière des attentes émises dans plusieurs lignes directrices de l'Autorité dont celles portant notamment sur la gouvernance, la gestion intégrée des risques et la conformité. Toutefois, elle repose aussi sur les attentes émises dans les sections précédentes de la présente ligne directrice et sur la mise en œuvre de plusieurs pratiques spécifiques aux TIC.

Dans cette perspective, les pratiques[39] qui suivent concourent à l'établissement d'une approche holistique. Leur utilisation contribue à prévenir et à atténuer les risques TIC, comme par exemple, ceux liés à son utilisation et à son opération.

Sécurité des TIC

L'institution financière devrait mettre en place des mécanismes robustes de sécurité permettant d'assurer la livraison de ses services critiques et l'identification des incidents liés aux TIC.

Parmi les mécanismes à considérer, il y a notamment la gestion des identités et des accès, la formation et sensibilisation, la ségrégation des réseaux et la protection de leur intégrité, la sécurité des données, la protection des appareils de types « *endpoints* », la vérification de l'intégrité des logiciels et du microcode, les processus de protection de l'information et les solutions[40] technologiques de protection contribuant à la résilience des systèmes et des actifs informationnels. De même, la détection d'événements et d'anomalies, la surveillance en continu des systèmes d'information et la mise à l'essai des processus de détection devraient être considérées.

L'institution financière devrait définir un processus pour recueillir, sécuriser, entreposer, consolider, traiter et revoir les journaux d'événements TIC pour faciliter les opérations de surveillance de sécurité. Cela devrait comprendre notamment les journaux d'événements des coupe-feu, des applications, des systèmes d'exploitation et des événements d'authentification.

L'institution financière devrait s'assurer que l'accès[41] logique et physique aux actifs informationnels et aux ressources associées est limité aux utilisateurs, processus ou

---

39 Les thèmes abordés dans cette annexe sont tirés des meilleures pratiques recommandées par différents organismes nationaux ou internationaux dont notamment le NIST, Cobit, G7 et ISO.

40 Par exemple : coupe-feu, contrôle d'accès réseau, dispositif de détection et prévention d'intrusion, antivirus, chiffrement, outil de suivi et analyse des journaux.

41 Cela comprend tout autant les accès des usagers réguliers ou à hauts privilèges que les accès à distance.

appareils autorisés ainsi qu'aux activités autorisées selon un processus rigoureux et prédéfini.

Les privilèges d'accès octroyés devraient être établis sur la base des principes « besoin de savoir », « moindre privilège » et « ségrégation des tâches », uniquement au personnel autorisé et de façon à prévenir les accès injustifiés à de larges ensembles de données et prévenir le contournement des contrôles de sécurité.

L'institution financière devrait limiter l'usage de compte d'accès génériques ou partagés et s'assurer que les usagers puissent être identifiés dans l'utilisation des systèmes TIC. Les exceptions devraient être justifiées, recensées et approuvées.

L'institution financière devrait soumettre ses contrôles à l'égard de la sécurité de l'information à différents types d'évaluation, de tests et des revues indépendantes périodiques et à des tests d'intrusions[42] et des exercices de type « Red Team [43]».

Dans l'évaluation des risques de la sécurité de l'information, l'institution financière devrait notamment :

- identifier les risques de sécurité de l'information liés à la perte de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des informations et identifier les responsables des risques;
- établir et tenir à jour les critères de risque de sécurité de l'information incluant les critères d'acceptation des risques et les critères de réalisation des évaluations des risques de sécurité de l'information.

L'institution financière devrait maintenir activement la sécurité de son information en considérant les changements aux menaces et vulnérabilités, incluant celles résultant des changements à ses actifs informationnels, le stade auquel ils sont dans leur cycle de vie[44] et son environnement d'affaires.

Dans le développement d'une sécurité de l'information adéquate pour les systèmes TIC, l'institution devraient s'assurer d'une ségrégation adéquate entre la sécurité opérationnelle et la gestion des risques.

---

42 Les tests d'intrusion et les évaluations de vulnérabilités produisent une image d'un système informatique dans un état et à un moment spécifique. Cette image est limitée aux portions du système qui est testé durant les tentatives d'intrusion. Dans cette perspective, les tests d'intrusion et les évaluations de vulnérabilités ne sont pas des substituts pour l'évaluation des risques TIC.

43 Les exercices de type Red Team consistent à effectuer une simulation permettant à l'institution de détecter et répondre à des attaques ciblées. Les processus de contrôle des personnes et de la technologie en place dans l'institution sont revus tout au long de l'exercice en simulant les objectifs et les actions d'un attaquant.

44 Ceci fait référence au processus traitant de la planification et de la conception des actifs informationnels jusqu'à leur déclassement et élimination.

Opérations liées aux TIC

Les innovations technologiques, telles que l'infonuagique, l'Internet des objets et les mégadonnées, ont un impact significatif sur la fonction TIC (notamment au niveau des processus qui doivent être adaptés) dont la gestion des capacités et la gestion de la sécurité, et des connaissances qui devraient être bonifiées pour opérer dans de nouveaux systèmes TIC.

Dans ce contexte, il importe que le personnel des opérations TIC ait l'information, les ressources et les outils requis pour détecter tout problème qui s'introduit dans les opérations des centres de traitement, des réseaux, des infrastructures de sécurité de l'information et dans le support aux utilisateurs. Ces éléments devraient contribuer notamment :

- à l'établissement d'un inventaire exhaustif du matériel de traitement de l'information, des ressources, des emplacements, etc.;
- à la priorisation des efforts de mitigation des risques TIC;
- à l'identification de contrôles de mitigation comme des politiques et des procédures pour la sécurité physique et logique, la gestion des données, du personnel et des changements, la distribution et transmission d'informations, les sauvegardes et le support utilisateurs, etc.;
- au suivi et à la reddition de la performance, de la planification de la capacité et de l'autoévaluation des contrôles.

L'institution financière devrait déployer un processus de gestion des configurations du matériel et du logiciel constituant ses systèmes d'information permettant d'avoir une visibilité et un contrôle efficace et sécuritaire de ses systèmes.

L'institution financière devrait s'assurer de minimiser les risques d'interruptions aux opérations par la mise en place de processus adéquats pour la gestion des changements touchant les équipements TIC (matériels et logiciels) et les procédures liées au développement, l'exécution, le support et l'entretien des systèmes TIC de production. Ces processus devraient prévoir notamment :

- des évaluations de risques de sécurité et d'impacts (notamment en relation avec les autres actifs informationnels) avant l'implantation des changements proposés;
- des tests suffisants pour les nouvelles TIC, les rehaussements et les correctifs envisagés aux systèmes existants avant leur déploiement;
- les exigences et les niveaux d'approbation requis pour le déploiement des changements;
- des procédures clairement définies pour l'évaluation, l'approbation et le déploiement des changements d'urgence, incluant les approbateurs, afin de réduire les risques de sécurité et de stabilité des environnements de production;
- une ségrégation stricte des tâches dans le processus de mise à jour des logiciels afin de restreindre la possibilité qu'un seul individu développe, compile et déploie

du code logiciel d'un environnement de développement à un environnement de production;

- l'activation de l'enregistrement des activités dans les journaux d'audit et de sécurité.

Dans l'optique de réduire les risques d'interruptions des opérations provenant de l'exploitation mal intentionnée de bogues ou vulnérabilités des logiciels, l'institution financière devrait établir des pratiques et des standards sécurisés pour encadrer la programmation, la revue des codes sources et la mise à l'essai de la sécurité applicative de ses systèmes TIC. Lorsque l'application de ces pratiques soulève des enjeux de disponibilité, d'intégrité et de confidentialité de l'information et des systèmes TIC, ces derniers devraient être compilés, suivis et corrigés.

L'institution financière devrait s'assurer du déploiement de processus pour que soit évalué et géré l'ensemble des risques opérationnels associés à l'utilisation, la propriété, l'opération et l'adoption des TIC au sein de l'institution. Elle devrait notamment :

- implanter une structure opérationnelle TIC adéquate pour supporter les activités d'affaires de l'institution;
- revoir et comprendre comment les systèmes en place supportent les processus d'affaires associés;
- supporter un environnement de contrôle approprié à travers l'identification, l'évaluation, la gestion et le suivi des risques opérationnels liés aux TIC selon des préceptes semblables à ceux de la *Ligne directrice sur la gestion du risque opérationnel*;
- créer un environnement opérationnel physique et logique sécuritaire;
- prévoir une continuité et résilience opérationnelle;
- prévoir une sélection, dotation, succession et formation adéquate du personnel lié aux TIC.

Infogérance et infonuagique

L'infogérance ne réduit pas nécessairement les risques liés aux TIC. Elle peut exposer l'institution financière à des risques accrus de sécurité, de performance opérationnelle et de continuité des activités en cas de mauvaise gestion. La gestion adéquate de ces risques demeure toujours sous la responsabilité de l'institution. Ainsi, l'institution financière devrait identifier les risques stratégiques liés aux TIC inhérents aux initiatives d'infogérance, mettre en place un programme efficace de gestion de ces risques et suivre les risques émanant de toute entente d'infogérance.

En concordance avec les attentes[45] émises par l'Autorité, l'institution financière demeure responsable du recouvrement de ses activités lorsqu'un désastre affecte ses fournisseurs lors de l'impartition de sa stratégie TIC avec l'infonuagique. Aussi, elle devrait considérer

[45] AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, Ligne directrice sur la gestion des risques liés à l'impartition, 2010.

le risque TIC, et notamment le cyberrisque, dans l'évaluation du niveau d'expérience et d'expertise requis pour l'activité impartie et la gestion des relations d'impartition.

L'institution financière devrait s'assurer de l'efficacité de son cadre de gestion des risques TIC lorsque des ententes d'infogérance sont conclues avec des fournisseurs de services externes ou des membres de son groupe.

L'adoption croissante par les institutions financières de services infonuagiques a de nombreux avantages (économies d'échelle, accès aux bonnes pratiques, agilité, etc.). La nature distribuée de ces services peut aussi améliorer la résilience lors de désastres ou d'interruptions de services. L'Autorité considère ces services infonuagiques comme une forme d'infogérance et dans cette optique, les institutions financières devraient se référer aux attentes de la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à l'impartition.*

L'institution financière devrait bien comprendre les caractéristiques typiques des services infonuagiques, notamment la colocation, l'amalgamation des données et la forte propension du traitement informatique dans des sites multiples ou distribués. Des actions devraient être envisagées pour identifier et gérer les risques associés à l'accès, la confidentialité, l'intégrité, la souveraineté, la conformité règlementaire et l'audit des données. Notamment, l'institution financière devrait s'assurer que le fournisseur de services possède l'habilité d'identifier et de faire la ségrégation des données client en utilisant des contrôles physiques et logiques robustes. De plus, l'institution financière devrait maintenir, dans sa liste centralisée d'ententes d'impartition importantes, toute information utile à la gestion des risques de ses données (nature, sensibilité, emplacement(s) du traitement, de l'emmagasinage et de la circulation des données, etc.).

Dans le contexte de l'infogérance et l'infonuagique, l'institution financière devrait notamment :

- assurer contractuellement son droit d'auditer (ainsi que celui des autres autorités compétentes, le cas échéant) de même que leur accès physique aux locaux des fournisseurs de service d'infonuagique;
- assurer la sécurité des données et l'emplacement du traitement informatique par des contrôles[46] adéquats (établis par une approche basée sur les risques) comme les technologies de chiffrement des données en transit, en mémoire et au repos;
- mitiger les risques d'impartition en chaîne lorsque les fournisseurs impartissent eux-mêmes certaines activités à d'autres fournisseurs;
- développer des plans de contingence et des stratégies de sortie appropriés afin de pouvoir quitter toute entente contractuelle sans interruption dans la livraison de ses services, sans effets indésirables sur la conformité règlementaire et sans impact sur la continuité et la qualité des services TIC fournis aux clients;

[46] L'institution devrait considérer notamment, dans l'établissement des ententes contractuelles et de niveaux de services, l'utilisation d'objectifs et de mesures de sécurité de l'information, l'utilisation de sa propre définition du cycle de vie des données, et l'établissement de ses besoins de surveillance de la sécurité et chiffrement de ses données.

- suivre le développement du risque potentiel de concentration lorsque la livraison de ses services critiques repose sur un nombre restreint de fournisseurs de services;
- suivre et obtenir l'assurance de la conformité des fournisseurs aux objectifs et mesures de sécurité et aux attentes de performance.

Considérant le nombre de fournisseurs et la variété des impacts potentiels de l'infogérance et l'infonuagique chez les institutions financières, un niveau de contrôle serré devrait être mis en place. La cybersécurité ne devrait pas être considérée uniquement au niveau des fournisseurs majeurs ou des fournisseurs de services critiques. De fait, certains autres fournisseurs pourraient constituer un maillon faible dans les processus de sécurité.

L'utilisation des services de certaines tierces parties peut ne pas constituer une forme d'impartition. Par contre, plusieurs de leurs services sont fournis à l'aide des TIC ou mettent en jeu des informations potentiellement confidentielles. Ces tierces parties peuvent aussi être exposées à des bris de sécurité. L'institution financière devrait évaluer les risques de bris de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des informations traitées par ces services et les gérer adéquatement.

Projets et programmages de transformation

La mise en place de toute stratégie TIC requiert le démarrage formel de programmes de gestion du changement technologique. De tels programmes nécessitent des ressources, une gestion et un suivi approprié et ils introduisent aussi de nouveaux risques qui doivent être mitigés. Parmi ces risques, il y a notamment la perturbation des services fournis aux clients, la perte d'avantages concurrentiels, l'impact négatif sur la réputation et le retard dans la mise en œuvre de produits ou de processus critiques et stratégiques.

L'institution financière devrait établir un cadre de gestion des projets assurant l'utilisation constante de pratiques de gestion pour la livraison de résultats répondant aux besoins et aux objectifs d'affaires et de sécurité. La gestion des risques prévue dans ce cadre devrait permettre d'identifier, d'évaluer, de gérer et de suivre les risques associés tout au long du cycle de vie des projets.

Ce cadre de gestion devrait couvrir les pratiques nécessaires pour gérer tout le cycle de vie des projets. Il devrait aussi permettre d'établir les plans de projets TIC complets requis pour la mise en place des stratégies. Ces plans de projet devraient définir clairement la portée du projet, les analyses coûts-bénéfices et de faisabilité, les activités, les livrables et les jalons importants et les rôles et responsabilités des ressources requises pour chaque phase du projet.

Lorsque les projets portent spécifiquement sur l'acquisition, le développement ou la modification de systèmes TIC nouveaux ou existants, l'institution financière devrait s'assurer que les processus, les procédures et les contrôles de son cadre respectent le principe de prise en compte de la sécurité dès la conception *(« security by design »)* afin de permettre la mise en place de système TIC fiable et résilient aux attaques.

L'institution financière devrait normaliser et outiller sa méthodologie de gestion du projet. Elle devrait définir clairement le cycle de vie du développement des systèmes TIC qui

comprend différentes étapes, dont notamment l'identification des besoins en sécurité de l'information, et dont l'ordre devrait être respecté afin que les besoins métiers puissent être transformés en systèmes ou en applications et que leur entretien puisse être maîtrisé;

De plus, l'institution devrait gérer les changements engendrés par les projets au niveau des structures et des processus, notamment les aspects informels ou intangibles (perceptions de l'impact, modifications d'habitudes de travail, etc.), la communication, l'état de préparation organisationnelle (p. ex., résistance aux changements), la formation et le support postérieur au lancement.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

GUIDELINE ON INFORMATION AND COMMUNICATIONS TECHNOLOGY RISK MANAGEMENT

February 2020

TABLE OF CONTENTS

Preamble **2**

Scope **3**

Effective date and updating **4**

Introduction **5**

1. Types of ICT risks **6**

2. ICT governance **8**

2.1 Roles and responsibilities 9
2.2 Integrity and competency 13
2.3 ICT documentation 13

3. ICT risk management **15**

3.1 Preparation 15
3.2 Treatment 17
3.3 Follow-up 19

Preamble

This guideline is an indication of what the *Autorité des marchés financiers* (the "AMF") expects of financial institutions in terms of their legal obligation to follow sound and prudent management practices. As such, it covers the interpretation, performance and application of this obligation.

In light of this, the AMF prefers a principles-based approach to a rules-based one. Its guidelines are therefore designed to be sufficiently flexible to enable financial institutions to establish their own strategies, policies and procedures for the implementation of sound management principles and to put in place sound practices commensurate with their nature, scale, complexity and risk profile. In this regard, the guideline demonstrates ways to meet the principles it contains.

AMF Note

The AMF believes that sound and prudent management and sound commercial practices of financial institutions, and thus the AMF's prudential framework, should rest on three pillars: governance, integrated risk management and compliance (GRC).

This guideline reflects this perspective and sets out the AMF's expectations for sound and prudent information and communications technology ("ICT") risk management practices.

Scope

This guideline is intended for authorized insurers, federations of mutual companies, financial services cooperatives and legal persons belonging to a cooperative group, authorized trust companies, savings companies and other deposit institutions governed by the following statutes:

- *Insurers Act*, CQLR, c. A-32.1;[1]
- *Act respecting financial services cooperatives*, CQLR, c. 67.3;[2]
- *Trust Companies and Savings Companies Act*, CQLR, c. S-29.02;[3]
- *Deposit Institutions and Deposit Protection Act*, CQLR, c. I-13.2.2.[4]

Solely for the purposes of this guideline, the generic terms “institution” and “financial institution” are used without distinction in referring to the entities covered by the guideline.

Lastly, this guideline applies to financial institutions operating independently as well as to financial institutions operating as members of a financial group.

The standards or policies adopted by a federation with respect to financial services cooperatives and mutual insurance associations that are members of the federation should be consistent, if not convergent, with the principles of sound and prudent management set down in legislation and clarified in this guideline.

1 Sections 463 and 464.

2 Sections 565.1 and 566.

3 Sections 254 and 255.

4 Sections 42.2 and 42.3.

Effective date and updating

The effective date of this *Guideline on Information and Communications Technology Risk Management* is February 27, 2020.

With respect to legal obligation imposed on the institutions to follow sound and prudent management practices, the AMF expects each institution to adopt the principles of this guideline by developing strategies, policies and procedures commensurate with its nature, scale, complexity and risk profile.

The AMF expects financial institutions to adopt and implement the expectations in this guideline by February 27, 2021.

This guideline will be updated to take into account developments in ICT risk management and reflect observations made by the AMF in the course of its supervisory activities in relation to the financial institutions concerned.

Introduction

While the rapid pace of technological innovations has helped to transform financial institution processes and business models, such innovations are introducing significant risks at a time when institutions are becoming more and more interconnected or dependent on legacy systems[5] and external suppliers to carry out their activities.

The adoption of technological innovations is also increasing the risk of data being lost, leaked, stolen, corrupted, or accessed without authorization. Institutions are exposed to an ever-greater risk of increasingly sophisticated, frequent and difficult-to-detect cyber attacks.

Information and communications technology (ICT) risks[6] can have adverse consequences, both financial and legal, for an institution's clients and reputation.

This guideline describes the AMF's expectations with respect to ICT risk. The ultimate goal of these expectations is to strengthen the financial sector's resilience in response to this risk. In particular, these expectations are intended to ensure the development of appropriate security hygiene through the implementation of measures[7] that will help prevent a major incident and limit its impact.

Each institution is responsible for clearly understanding all its ICT risks and ensuring that they are appropriately considered in light of the institution's nature, size, complexity and risk profile. The institution is also responsible for staying current on ICT risk management best practices and adopting them to the extent that they meet its needs.

5 A legacy system is a piece of hardware and/or software that continues to be used in an organization despite being superseded by more modern systems. It forms part of an organized assembly of resources enabling the collection, storage, processing and distribution of information.

6 The AMF defines ICT risk as the business risk associated with the use, ownership, operation and adoption of ICT. This risk includes availability, continuity, security (including cybersecurity), change, data integrity and outsourcing risk.

7 Such measures include both basic ICT governance practices and operational measures such as the timely deployment of software security updates, the detection of unauthorized traffic on network infrastructures, the management of information access rights, the strengthening of authentication mechanisms for access to critical systems and the monitoring of malware.

1. Types of ICT risks

The AMF expects financial institutions to put in place a taxonomy that catalogues all types of ICT risks.

The taxonomy should be forward-looking and capture the technology risks that are ever-present in all financial institution processes. The taxonomy should be developed in order to facilitate the aggregation and obtain a comprehensive picture of its ICT risks. It should therefore provide a comprehensive set of ICT risks so that those involved in risk identification may consider all types of risks that could affect the institution's objectives.

Technology risk should be assessed holistically, taking into consideration both common risks and the risks of not responding appropriately to technological changes or the arrival of new or emerging technologies in order to enhance the institution's agility and ability to respond to changes over time.

In addition to operational risks derived from technology-related risks, the following strategic risks[8] can impede the achievement of the institution's objectives and should be considered:

- Technology governance risk;[9]
- Technology positioning risk;[10]
- Technology implementation risk.[11]

To guard against a false sense of security or urgency and optimally define ICT risk tolerance, the institution should, among other things:

- use clear ICT terminology and a consistent taxonomy to describe risks;
- aggregate ICT risks[12] at the level of the institution so that they are considered in combination with all the other risks that must be managed.

In developing its risk taxonomy, the financial institution should aim for a reasonable number of categories so that risks may be properly aggregated without the discrete nature of the categories becoming eroded.

---

8 These three groups of strategic risks can be described using other wording, according to the taxonomy established by the financial institution.

9 The risk that the board of directors fails to put in place the requisite elements to govern the development and implementation of its IT strategy.

10 The risk that, at the time the strategy is defined, the technology position aimed for in the industry is not adequately embedded in the business strategy, not viable or not feasible.

11 The risk that, when implementing its strategy and strategic plan, senior management fails to achieve the sought-after strategic IT objectives and related business goals.

12 ICT risks can be aggregated according to multiple dimensions (organizational units, types of ICT risks, processes, etc.).

Some of the ICT risk categories that should be considered when developing the taxonomy are information security, crisis management, outsourcing, cloud computing, business continuity, program and project management,[13] change management, ICT operations, ethics, human resources and intellectual property.

If a financial institution has an existing risk taxonomy that is used within a particular functional area, such as internal audit, it could be considered in the development of an organization-wide risk taxonomy, as it may include categories that have been proven to be applicable to the organization. Once developed, this taxonomy should be communicated to those directly involved in risk assessment and control activities so that it may be used consistently in the identification and aggregation of ICT risks.

[13] For example, risks may result from the interdependence between various projects or from the dependence of several projects on the same resources and expertise.

2. ICT governance

The AMF expects financial institutions to implement ICT governance developed using accepted sources, recommendations and standards.[14]

ICT governance should reflect changes made over time. The quality of governance practices is an important factor in maintaining market confidence. ICT governance should therefore continuously take into account good practices recognized by existing professional and international bodies and should align with the institution's business goals.

The following, in particular, should be considered in establishing ICT governance:

- understanding and acceptance by individuals and groups within the institution of responsibilities related to ICT and data use;
- assessment of ICT and ICT activities, when plans and policies are reviewed, to ensure that they align with the institution's goals, reflect good practices and meet stakeholders' needs;
- evaluation of the institution's plans to ensure that ICT will support business processes with the required capacity;
- consideration of the data life cycle in defining responsibilities;
- the extent to which ICT satisfies regulatory, legal and contractual obligations and professional and international standards;
- the way individuals behave towards others (for all stakeholders) in ICT-related practices and decisions.

The various elements of the framework established by the financial institution (strategies, policies, etc.) should consider and align already existing provisions[15] that are inherent in and relevant to the management of technology risks.

[14] E.g., OECD, G7, NIST, ISACA-Cobit and ISO.

[15] These provisions may have been defined or documented separately over the years and could contain contradictions.

2.1 Roles and responsibilities

Board of directors

In accordance with certain expectations[16] already issued by the AMF, the board should ensure, in particular, that:

- senior management promotes a corporate culture based on ethical and secure behaviour in the use of technology;
- ICT-related information is exchanged with internal and external stakeholders in order to support through documentation its understanding of needs and make judgments about the current and future design of ICT governance;
- the roles and responsibilities of the ICT function and the information security and business continuity management functions are clearly defined in establishing and maintaining ICT governance;
- support structures, roles and functions are regularly assessed to enable the development and continuous improvement of ICT governance.

In addition, the board of directors should, in accordance with section 2.2, ensure that responsibilities related to developing the IT risk framework are assigned, including through an assessment of the competencies required to fulfill those responsibilities. Moreover, it should ensure that the following individuals are assigned:

- an individual responsible[17] for the computer systems and information technology supporting the business's objectives;[18]
- a member of senior management in the second line of defence, such as a chief information security officer (CISO), or another member of senior management and in the second line of defence, to oversee the deployment of the framework ensuring information security and the physical security of the institution's technology infrastructures;
- a member of senior management in the second line of defence, such as a chief data officer (CDO), or another member of senior management in the second line of defence,[19] to oversee the approved framework for the collection, storage and use of data across the institution;
- members of senior management to be responsible for all of the various information assets and ICT risks present in the institution.

---

16 AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Governance Guideline*. September 2016.

17 Such as a chief technology officer (CTO) or chief information officer (CIO).

18 This person is responsible for, among other things, execution of the ICT strategic plans, application of technology-related processes (operations, architecture, risk management, etc.) and development of the institution's technology infrastructures and also presents technology proposals and status reports on the implementation of ICT-related strategies and frameworks to the board.

19 AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Governance Guideline*. September 2016.

The board of directors should obtain updates on the scenarios considered in developing and testing disaster recovery and business continuity plans so that it understands the objectives in maintaining the availability of critical ICT operations and systems. In addition, it should have a thorough understanding of the escalation processes for security breaches or incidents, including when it should be notified.

Senior management

In addition to the roles and responsibilities that normally devolve to it,[20] senior management should, in particular:

- establish an ICT function that operates under the oversight of a second-line-of-defence control function;
- clearly delineate the responsibilities of the information security function to ensure its independence and objectivity by, in particular, segregating it from ICT operational processes and implementing compensating controls where needed. This function should not be responsible for any internal audits;
- define roles and responsibilities for maintenance and dissemination, within the institution, of the documentation and information required for informed stakeholder decision-making regarding ICT;
- manage the relationship between the services provided by the ICT function and the business units in a formal and transparent manner while using a common language to ensure the achievement of strategic objectives;
- establish and maintain an enterprise architecture consisting of the processes, information, data and layers of application, technology and security architectures;
- identify the individuals responsible or accountable for ICT risk management and those who must be consulted or informed;
- working with the compliance and internal audit functions, regularly evaluate the control environment (self-evaluations, assurance reviews, identification of control deficiencies, compliance of ICT-backed processes with laws,[21] regulations and contractual obligations, etc.);
- periodically review non-compliance (including exceptions approved by the board of directors) with the frameworks established for ICT risk.[22]

In establishing the ICT strategy, senior management should, in particular:

---

[20] AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Governance Guideline*. September 2016.

[21] Particularly the Act respecting the protection of personal information in the private sector and the Act to establish a legal framework for information technology.

[22] Exceptions should be reviewed periodically in light of the changing nature of ICT and inherent threats to ensure that they remain at an acceptable level and will be corrected in a timely manner.

- develop a holistic view of the business environments and the ICT environments (current and future) in order to identify the required transformation initiatives;
- define and document how the ICT, technology architecture, organizational structure and key dependencies with partners and suppliers will evolve in order to support its business strategy;
- properly align ICT strategic plans and business strategies on an ongoing basis while taking into account current and future ICT capacity;
- consider using technological innovations in strategic planning and enterprise architecture decisions;
- define objectives to maintain the institution's capacity to anticipate, detect and recover from ICT incidents[23] in order to ensure ICT system resilience.

Moreover, in terms of the institution's information security, the designated member of senior management should, in particular:

- develop, document and disseminate an information security policy that defines the principles and rules for safeguarding the confidentiality, integrity and availability of the information of the institution and its clients;
- define clear information security objectives for systems, ICT services, processes and people;
- apply the information security policy to all the institution's activities and include information handled by external stakeholders within the institution's scope;[24]
- deploy controls for information assets[25] that are proportional to the criticality and sensitivity of those assets;
- do systematic testing to ensure that the controls in place are effective;
- deploy information security training and awareness programs;
- produce security performance indicators covering areas such as the business impacts (for the benefit of non-technical personnel) and effectiveness of security controls.

Senior management should report on the following, in particular:

[23] An ICT, cyber or information security incident normally occurs when an unplanned disruption in the delivery of ICT services or a security breach in a system compromises the availability, integrity or confidentiality of ICT data or systems.

[24] For external stakeholders, it is acceptable here to establish appropriate agreements regarding the secure treatment of information.

[25] Information assets (data, hardware and software) are not limited to those held by the institution. They also include information assets entrusted or delivered by clients or third parties.

- the objectives and indicators gathered in relation to ICT and its processes on a systematic and timely basis;
- the results of monitoring done with respect to ICT-related best practices and standards in development, at the national and international levels, and the potential impacts of such best practices and standards on the institution's activities;
- key ICT issues, including significant ICT projects, priorities and incidents, as well as regular reports on ICT risk.

Other roles

The institution's risk management function[26] should oversee its ICT function and assume responsibility for monitoring all ICT risks (i.e., both operational and strategic risks and risks arising from ICT-related innovations[27]). This function should also rigorously monitor material and emerging ICT risks.

The objective assurance expected from the internal audit function regarding the sufficiency and efficacy of ICT governance should cover, among other things, the efficiency and effectiveness of ICT operations, the safeguarding of information assets, and the reliability and integrity of their reporting processes.

The institution's internal audit activities should include a review of the design and effectiveness of the information security controls, including the controls maintained by external parties. Internal audit should also review the assurances provided by an external party when they have the potential to adversely affect the institution, its clients or other stakeholders.

Other roles defined across the institution—such as the person in charge of business management and the person in charge of human resources—have an effect on ICT risk governance and management. Although not directly involved in ICT risk governance and management, they are nonetheless stakeholders and should be considered in defining roles and responsibilities.

[26] The chief risk officer (CRO) or a designated member of senior management must be able to synthesize, explain in plain language and communicate ICT-related information effectively to various audiences.

[27] For example, risks of bias or unethical use of big data technologies and artificial intelligence.

2.2 Integrity and competency

In accordance with the expectations[28] already issued by the AMF, effective and efficient governance, which includes information and communications technology, requires decision-making bodies to have an appropriate level of expertise, professional qualifications, knowledge or experience.

The members of the decision-making bodies and the established governance mechanisms (e.g., audit, risk management and ICT management committees) should have a knowledge and understanding of ICT use, future trends and directions and have sufficient authority to fulfil their respective responsibilities.

When evaluating the competency of members of decision-making bodies, an aptitude and knowledge grid with ICT-related criteria should be developed, kept up to date and applied on a regular basis—or more frequently, if necessary—for individuals in strategic positions related to ICT governance and risk management.

The institution should therefore periodically take stock of all current ICT competencies within the institution and those needed to carry out strategies and achieve objectives.

To minimize the risk of having insufficient ICT expertise in key positions, a formal process for acquiring competencies pertaining to ICT-related strategic issues should be developed.

Similarly, a comprehensive ICT security awareness training program should be implemented for all personnel and should, at a minimum, take into account the current threat landscape (including cyber threats) and threat impacts, laws, regulations, the frameworks established by the institution and the responsibilities of personnel in safeguarding information assets.

The training program should be updated and renewed regularly for all of the institution's personnel and for any service provider with access to information assets.

Moreover, the institution should conduct regular security screening of human resources (including consultants, partners and suppliers) before they are hired, over the course of their employment and after their employment ends, where those human resources have access to ICT systems and data and may expose the institution to data theft, sabotage, fraud and other ICT risks.

2.3 ICT documentation

The institution's frameworks should clarify the roles and responsibilities of decision-making bodies and operating units in establishing, maintaining and securely consulting documentation and information enabling stakeholders to make informed decisions about ICT.

---

[28] *Guideline Governing Integrity and Competency Criteria*, June 2012.

This documentation should not be static but should, instead, evolve over time. As with the business, an institution's ICT constantly changes based on acquisitions, updates and external influences. The documentation should contain sufficient aggregated information to facilitate decision-making concerning the ICT strategy.

In particular, the documentation should consolidate information that reflects the status of its ICT strategy, current and target architecture, strategic ICT risks and objectives, ICT plans and current plan status, ICT risk impact statements and existing processes and structures for ICT risk management, development methodology and operation processes.

In addition, the strategic documents derived from best practices that should be considered by the financial institution include:

- a description of the situations faced by the institution and its business lines and support functions;
- a description of the impact of ICT risks on business strategies;
- the ICT risk register and ICT risk and control matrix;
- ICT operating models and processes.

While the documentation may be prepared and maintained by various components of the institution, it should be reviewed by senior management and the key elements[29] should be approved by the board of directors.

[29] The key elements presented to the board of directors should be worded so the board members can easily assess them in order to make an informed decision.

3. ICT risk management

The AMF expects the financial institution to consider all activities necessary to the preparation, treatment and monitoring required in managing ICT risks.

The development of strategies, policies and procedures enabling ICT risk identification, assessment, quantification, control and monitoring should take into account the preparation, treatment and monitoring activities that need to be carried out to lessen any harm that might occur in the first hours of an actual crisis. For example, all measures planned by the institution, including response and recovery measures, should be subjected to stress testing. In addition, the external stakeholders and specialists required by those measures should be prequalified and contractual terms and conditions should be pre-established.

In implementing robust ICT risk management practices across the institution, the latter should also take into account the participation of external stakeholders to ensure that accurate information relevant to risk management is distributed and used by everyone.

The ICT risk management framework should make it possible to establish and maintain a holistic view of ICT risks, including relationships and dependencies between people, end-to-end business processes, the institution's functions, ICT systems and assets supporting such processes and people. By taking stock of roles, processes and business functions, it should be possible to identify their relative importance and their interdependencies with the ICT risks.

3.1 Preparation

The selection of preparatory measures to manage ICT risks should, in particular, help to safeguard sensitive data (such as client information) against disclosure, leaks or unauthorized access. They should also contribute to ICT environment resilience. These measures should cover, among other things, access controls, authentication, data integrity and confidentiality, activity recording and security event monitoring.[30]

During preparations, the financial institution should understand the impact of technology risk on operations, including mission, functions or reputation, as well as on assets and individuals. Consequently, the integrated approach to managing ICT risk should be applied institution-wide and should enable the institution to, among other things:

- align all risk assessment tools and scales used and ensure consistent, agreed-upon and transparent use;
- use a rigorous process to periodically identify information assets and their vulnerabilities in order to appropriately relate risks to assets in a holistic manner.

[30] The appendix covers various additional measures to be considered and that have proven useful in managing the risks related to information security, ICT operations, outsourcing and ICT transformation projects.

The same applies to internal and external threats and potential likelihoods and business impacts in order to determine the level of risk and establish appropriate action plans. This asset management process should also cover data, personnel and the ICT systems (including the various hardware and software components of those systems) and the premises housing them;

- use a classification framework[31] enabling the criticality of data and information assets (including those managed by external stakeholders) to be defined, minimally, according to their availability, integrity and confidentiality requirements;
- use ICT incident management processes with appropriate resumption and recovery objectives to ensure proactive risk management;
- ensure proper and timely monitoring of activities to mitigate the risks recorded in the ICT risk register;
- monitor the effectiveness of mitigation measures, along with the number of reported incidents in order to correct them when necessary;
- consider financial, legal, regulatory, operational, client-related and reputational factors in assessing ICT risk.

In addition to assessing the ICT risk inherent in its activities, products or services (including, in particular, cyber risk), the financial institution should consider what this risk represents for its partners, suppliers and clients and also for other financial sector participants, when relevant.

The financial institution should assess ICT risks at planned intervals, when significant changes are expected or occur and when significant operational and security risks materialize, taking into account the established criteria. ICT risk assessment should be part of an ongoing systematic and cyclical process.

Furthermore, financial institutions should use methods enabling them to make the link between ICT risk scenarios and their potential impact on information assets and business processes so that all stakeholders[32] understand the effects of adverse events related to information and communications technology.

The financial institution should:

- identify all potential individual points of failure in the ICT systems and network architectures to ensure that appropriate measures are taken to mitigate disruption risks;

---

[31] This classification should reflect the degree to which an information security incident affecting an information asset has the potential to adversely affect the institution and its clients or other stakeholders.

[32] ICT risk assessments require the outcomes to be expressed in clear and unambiguous business terms. Effective ICT risk management also requires the business and technology areas to share a common understanding of the risks that should be managed and the underlying reasons for them. ICT risk management stakeholders should have the ability to understand and express how adverse events or incidents may affect the institution's business objectives.

- carry out end-to-end business impact analyses for critical business processes to ensure that disaster recovery and business continuity plans appropriately prioritize the institution's critical operations during ICT systems recovery;
- consider a plausible[33] set of disaster events and scenarios, including cybersecurity events, in recovery and continuity plan planning;
- include provisions for recovery within specified time frames and periodic testing in the data backup strategy to ensure procedure effectiveness.

Processes and procedures ensuring ICT system resilience should continually take into account rapidly evolving threats. Such processes and procedures should enable containment of the impacts of potential security incidents and help accelerate a return to normal operations. They include response and recovery plan planning, communications, analysis, mitigation and continuous improvement.

To avoid increased exposure to security and stability risks, the financial institution should establish plans for the timely replacement of its ICT hardware and software before the end-of-support dates indicated by their suppliers.

3.2 Treatment

In treating ICT risks, the financial institution should, in particular:

- determine all controls that are necessary to implement the treatment options for the identified risks;
- compare the controls so determined against existing best practices and verify that no required controls have been omitted;
- produce a statement containing the necessary controls and the justification for inclusions or exclusions of controls;
- maintain and use security frameworks and the processes and procedures arising from it to manage information systems and assets;
- maintain and repair ICT system components in accordance with the institution's established frameworks.

In addition, the financial institution should:

- continuously detect abnormal network infrastructure, ICT system and information asset activity in order to understand the evolution and potential impacts of undesirable events and verify the effectiveness of protection measures;

[33] The institution should consider, in particular, low-likelihood scenarios that have high financial or non-financial (reputation, compliance, etc.) impacts.

- test and maintain the aforementioned detection processes to ensure appropriate and timely knowledge of abnormal events;

- execute and maintain response and recovery processes and procedures in order to ensure a response to detected cybersecurity incidents and the restoration of systems or assets;

- receive, analyze and address the vulnerabilities identified by internal or external sources (in-house testing, bulletins or specialized security research);

- perform and review planned activities to prevent the expansion of an event to other ICT systems, mitigate its effects and resolve the incident.

Access to data retrieval and extraction tools[34] should also undergo a risk assessment and should, in order to protect against potential data leaks, be authorized only if there is an actual business.

The financial institution should demonstrate that it assesses the risks related to ongoing maintenance of its legacy systems and that adequate controls are in place to effectively manage the risks of these technologies. If the legacy systems support critical operations, the financial institution should have a strategy in place for managing ageing infrastructure.

Applications developed or acquired by end-users to automate their operations, including applications accessible via the Internet, should be approved by the relevant business areas and the institution's ICT function. Such applications should be taken into account in the information asset management and ICT risk management processes. The financial institution should ensure that appropriate safeguards against data loss or leaks and the exposure to malicious viruses linked to such applications are put in place. In addition, the financial institution should implement controls to monitor and detect the unauthorized use of such applications.[35]

In risk and control assessment, protection mechanisms may include risk avoidance or elimination where the institution does not engage in a specific business activity. They may also include risk mitigation through controls or risk sharing or transfer.

The financial institution should regularly assess the adequacy of its resources in light of its risk appetite by means of stress tests for all material and potential risks, categorized by likelihood and impact (e.g., ICT risks, including cyber risks).

As part of the regular maintenance of its register of known and potential ICT risks, the institution should clearly describe, in particular, their attributes and related control

[34] For example, the use of portable computer devices (tablets, cellphones, etc.), storage devices (USB keys, portable hard drives, etc.), e-mail, instant messaging and printed copies.

[35] The term **Shadow IT** (or sometimes **Rogue IT**) is also used to describe unapproved ICT systems implemented within organizations.

activities in sufficient detail. The ICT risk register should be updated on a forward-looking basis and the adequacy of controls should be regularly assessed.

3.3 Follow-up

The AMF expects the financial institution to align its disclosure and transparency practices with previously issued expectations,[36] generally accepted good practices and applicable legislation by, among other things, implementing the mechanisms needed to promptly notify internal and external stakeholders, including the AMF, when there is an operational incident.

The processes and procedures put in place by the financial institution for incident management should allow action to be taken and services to be resumed as quickly as possible when ICT-related incidents occur. In particular, they should:

- coordinate required responses and recovery activities after internal and external stakeholders have been notified;
- help minimize the impacts on clients;
- report incidents according to pre-determined criteria;
- share useful information contributing to enhanced information security;
- manage public relations and the impact on the institution's reputation.

In addition, the financial institution should conduct specific analyses following a major incident to improve its response and recovery plans. The institution should, in particular:

- explore the data gathered in its infrastructures by its detection systems;
- identify and measure the incident's impacts;
- mitigate or accept and document the risk for newly identified vulnerabilities;
- identify lessons learned when resolving the incident and communicate them to internal stakeholders;
- receive, analyze and respond to the vulnerabilities identified by internal or external sources (in-house testing, bulletins or specialized security research).

Based on lessons learned, observations and decisions made when managing ICT risks, the financial institution should review its strategies—particularly those developed during its preparatory activities (Section 3.1). The review should be guided by clear assessment

[36] AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Operational Risk Management Guideline,* December 2016.

objectives, established expectations and methodologies disseminated to stakeholders, and reports containing clear conclusions and tangible corrective actions.

APPENDIX - Complementary standards to the AMF's guidelines

The AMF expects the implementation of sound and prudent management practices, set out in all its guidelines, to take into account specific proven and generally accepted practices related to ICT.

ICT risk management depends on the financial institution adopting the expectations described in various AMF guidelines, including those on governance, integrated risk management and compliance. However, ICT risk management also depends on the expectations described in the previous sections of this guideline and the implementation of a number of ICT-specific practices.

In this perspective, the following practices[37] contribute to the establishment of a holistic approach. Applying them helps to prevent and mitigate ICT risks such as those related to the use and operation of ICT.

ICT security

The financial institution must implement robust security mechanisms enabling it to ensure the delivery of critical services and the identification of ICT incidents.

Mechanisms to consider include identity and access management, training and awareness, network segregation and protection of network integrity, data security, protection of endpoint devices, verification of software and microcode integrity, information protection processes and technological protection solutions contributing to system and information asset resilience.[38] Similarly, event and anomaly detection, continuous information system monitoring and detection process monitoring should be considered.

The financial institution should define a process to gather, secure, store, consolidate, treat and review ICT event logs to facilitate security monitoring operations. The latter should include firewall, application, operating system and authentication event logs.

The financial institution should ensure that physical and logical access[39] to information assets and associated resources is limited to authorized users, processes and devices and to activities authorized in accordance with a rigorous and predefined process.

Access rights should be granted on a "need to know," "least privilege" or "segregation of duties" basis, only to authorized personnel and in such a manner as to prevent large data sets from being improperly accessed and security controls from being bypassed.

---

[37] The topics discussed in this appendix are drawn from best practices recommended by national or international organizations, including the NIST, Cobit, the G7 and the ISO.

[38] E.g., firewalls, network access controls, intrusion detection and prevention tools, anti-virus software, encryption and log monitoring and analysis tools.

[39] This includes both regular or high-privilege user access and remote access.

The financial institution should limit the use of generic or shared access accounts and ensure that ICT system users can be identified. Exceptions should be justified, compiled and documented.

The financial institution should subject its information security controls to various types of periodic independent assessments, tests and reviews as well as penetration testing[40] and red team exercises.[41]

In assessing information security risks, the financial institution should, among other things:

- identify information security risks related to the loss of confidentiality, integrity and availability of information, and name the persons responsible for the risks;
- establish and maintain information security risk criteria, including risk acceptance criteria and criteria for assessing information security risks.

The financial institution should actively maintain the security of its information while taking into account threats and vulnerabilities, including those resulting from changes to its information assets, the stage they are at in their life cycle[42] and its business environment.

There should be adequate segregation between operational security and risk management duties in developing appropriate ICT information security for the financial institution's ICT systems.

ICT operations

Technological innovations, such as cloud computing, the Internet of things and metadata, have a significant impact on the ICT function (particularly at the level of the processes that must be adapted, including capacity management and security management, and knowledge that should be enhanced to fit new ICT systems).
In this context, it is important for ICT operations personnel to have the information and tools they need to detect any potential problems in processing centre operations, networks, IT security infrastructures and user support. Such tools and information should, among other things, assist in:

[40] Penetration testing and vulnerability assessments produce an image of a computer system in a specific state and at a specific time. This image is limited to the portions of the system that are tested during penetration attempts. In this perspective, penetration testing and vulnerability assessments are not substitutes for an ICT risk assessment.

[41] Red team exercises simulate targeted attacks to test the institution's detection and response capabilities. The institution's control processes for people and technology are reviewed throughout the exercise by simulating the objectives and actions of an attacker.

[42] This refers to the process from information asset planning and design through to decommissioning and disposal.

- preparing an exhaustive inventory of information processing hardware, resources, locations, etc.;
- prioritizing ICT risk mitigation efforts;
- identifying mitigation controls such as policies and procedures for physical and logical security; data, personnel and change management; information distribution and transmission; backups; and user support;
- performance, capacity planning and control self-assessment monitoring and reporting.

The financial institution should implement a process for managing the configurations of the hardware and software components of its information systems so as to have visibility and effective and secure control of its systems.

The financial institution should minimize business disruption risk by establishing appropriate processes to manage changes affecting ICT equipment (hardware and software) and procedures involved in the development, delivery, support and maintenance of ICT production systems. These processes should provide for, among other things:

- pre-implementation security risk and impact assessments (particularly in relation to other information assets);
- sufficient testing for the new ICT and planned upgrades and patches to the existing systems prior to rollout;
- requirements and approval levels needed for the change rollout;
- clearly defined procedures for evaluating, approving and implementing urgent changes, including approvers, in order to reduce production environment security and stability risks;
- strict segregation of duties in the software updating process in order to restrict the ability of a single person to develop and compile software code and deploy it from a development environment to a production environment;
- activation of activity recording in the audit and security logs.

To reduce business interruption risk from the exploitation of software bugs or vulnerabilities, the institution should establish a framework of secure practices and standards for programming, source code reviews and application security testing for its ICT systems. Any information and ICT system availability, integrity and confidentiality issues identified in applying such practices should be compiled, monitored and corrected.

The financial institution should ensure that processes are deployed to assess and manage all operational risks associated with the use, ownership, operation and adoption of ICT. The institution should, in particular:

- implement an appropriate ICT operational structure to support the institution's business activities;
- review and understand how the existing systems support the related business processes;
- support an appropriate control environment through the identification, assessment, management and monitoring of ICT operational risks based on precepts similar to those set out in the Operational Risk Management Guideline;
- create a secure physical and logical operational environment;
- provide for operational continuity and resilience;
- provide for appropriate selection, staffing, replacement and training of ICT personnel.

Outsourcing and cloud computing

Outsourcing does not necessarily reduce ITC-related risks. It can expose the institution to increased security, operational performance and business continuity risks if poorly managed. Responsibility for properly managing those risks continues to rest with the institution. The institution should therefore identify the ICT strategic risks involved in outsourcing initiatives, implement an effective risk program for managing such risks, and monitor the risks stemming from any outsourcing arrangement.

In accordance with the expectations[43] issued by the AMF, the financial institution remains responsible for recovering its operations after a disaster affecting its suppliers when its ICT strategy is outsourced with cloud computing. It should also consider ICT risk, particularly cyber risk, when assessing the level of experience and expertise required to perform the outsourced activity and manage the outsourcing relationship.

The financial institution should ensure the effectiveness of its ICT risk management framework when outsourcing agreements are entered into with external service providers or members of its group.

The increasing use by financial institutions of cloud computing services carries many advantages (economies of scale, access to good practices, agility, etc.). The distributed nature of such services may also enhance resilience to disasters or service disruptions. The AMF considers cloud computing services to be a form of outsourcing. Financial institutions should therefore refer to the AMF's expectations in its *Outsourcing Risk Management Guideline*.

The financial institution should have a clear understanding of the typical characteristics of cloud computing services, including colocation, data amalgamation and a strong propensity for computer processing to be performed at multiple or distributed sites. The

[43] *Outsourcing Risk Management Guideline,* 2010.

institution should consider taking actions to identify and manage the risks associated with data access, confidentiality, integrity, sovereignty, regulatory compliance and auditing. In particular, the financial institution should satisfy itself that the service provider has the ability to identify and segregate client data through robust physical and logical controls. The financial institution should also keep all information relevant to the management of its data-related risks (e.g., nature, sensitivity and location(s) of data processing, storage and traffic) in its centralized list of material outsourcing arrangements.

In the specific context of outsourcing and cloud computing, the financial institution should, in particular:

- contractually secure its right to audit (and the right to audit of the relevant authorities, if applicable) and its right to access the premises of the cloud computing supplier;
- ensure that data and the location of computer processing are secure through the use of appropriate controls[44] (established using a risk-based approach) such as encryption technologies for data in transit, in memory and at rest;
- mitigate supply chain outsourcing risks when suppliers outsource certain activities to other suppliers;
- develop appropriate contingency plans and exit strategies enabling the institution to terminate any contractual agreement without any disruption in service delivery or any impact on regulatory compliance or the continuity and quality of ICT services provided to clients;
- monitor the development of potential concentration risk if the delivery of critical services depends on a small number of service providers;
- monitor and obtain assurance of supplier compliance with security objectives and measures and performance expectations.

Given the number of suppliers and the variety of potential impacts that outsourcing and cloud computing can have on financial institutions, strict controls should be put into place. Cybersecurity should not be considered only at the level of major suppliers or critical service providers. Certain other suppliers could, in fact, be a weak link in the security processes.

While using the services of certain third parties may not constitute a form of outsourcing, many of those services are delivered using ICT or involve information that is potentially confidential. Such third parties may also be exposed to security breaches. The financial institution should assess and appropriately manage the confidentiality breach, integrity

[44] When establishing contractual and service level agreements, the institution should, among other things, consider using information security objectives and measures, applying its own definition of the data life cycle and determining its security monitoring and data encryption needs.

breach and availability breach risks associated with the information processed by such third parties.

Change projects and programs

The implementation of any ICT strategy requires a formal start-up of technology change management programs. Such programs require resources and need to be properly managed and monitored. They also introduce new risks that have to be mitigated. These risks include, among other things, client service disruptions, loss of competitive advantages, negative reputational impact and delays in implementing critical and strategic products or processes.

The financial institutions should establish a project management framework that will ensure the ongoing use of management practices to deliver results that meet business and security needs and objectives. Risk management under the framework should allow the related risks to be identified, assessed, managed and monitored throughout a project's life cycle.

This management framework should cover the practices needed to manage a project's entire life cycle. It should also enable the development of the comprehensive ICT project plans required to implement the strategies. These project plans should clearly define the project scope, cost-benefit and feasibility analyses, activities, deliverables and key milestones, and the roles and responsibilities of the resources needed for each project phase.

When projects relate specifically to the acquisition, development or modification of new or existing ICT systems, the financial institution should ensure that the processes, procedures and controls in its framework adhere to the security-by-design principle to ensure that a reliable, attack-resilient ICT system is implemented.

The financial institution should standardize its project management methodology and support it with tools. It should clearly define the ICT system development life cycle, which consists of various steps—including the identification of information security needs—that must be completed in sequence so that business needs can be translated into systems or applications and those systems and applications can be properly maintained.

In addition, the institution should manage project-generated structure- and process-level changes, including informal and intangible aspects (e.g., perceived impact and changes to work habits), communications, organizational readiness (e.g., resistance to change), training and post-launch support.

DÉCISION N° 2020-PDG-0018

Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») d'établir des lignes directrices destinées à tous les assureurs autorisés, à une catégorie seulement d'entre eux ou à une fédération dont de tels assureurs sont membres, conformément à l'article 463 de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la « LA »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir des lignes directrices destinées à toutes les coopératives de services financiers, à une catégorie seulement d'entre elles, à des caisses, à une fédération dont de telles caisses sont membres ou à toutes les personnes morales faisant partie d'un groupe coopératif, conformément à l'article 565.1 de la *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3 (la « LCSF »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir des lignes directrices destinées à toutes les institutions de dépôts autorisées, à une catégorie d'entre elles seulement ou aux fédérations dont de telles institutions sont membres, conformément à l'article 42.2 de la *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2 (la « LIDPD »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir des lignes directrices destinées à toutes les sociétés de fiducie autorisées ou à une catégorie d'entre elles seulement, conformément à l'article 254 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02 (la « LSFSE »);

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une ligne directrice prévu aux articles 463 de la LA, 565.1 de la LCSF, 42.2 de la LIDPD et 254 de la LSFSE, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité le 12 décembre 2019 [(2019) vol. 16, n° 49, B.A.M.F., section 5.2.1] du projet de *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale* (la « ligne directrice »);

Vu les modifications apportées au projet de ligne directrice à la suite de cette consultation;

Vu le deuxième alinéa des articles 463 de la LA, 254 de la LSFSE et 42.2 de la LIDPD et du troisième alinéa de l'article 565.1 de la LCSF, selon lesquels l'Autorité publie à son Bulletin les lignes directrices qu'elle établit après en avoir transmis une copie au ministre des Finances (le « Ministre »);

Vu le projet de ligne directrice proposé par la Direction principale de l'encadrement des institutions financières, de la résolution et de l'assurance-dépôts et la recommandation du surintendant de l'encadrement de la solvabilité d'établir celle-ci;

En conséquence :

L'Autorité établit la *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale*, dans les versions française et anglaise, dont le texte est annexé à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin après en avoir transmis une copie au Ministre.

La *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale* prend effet le 1er mars 2020.

Fait le 26 février 2020.

Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale
(Loi sur les assureurs, RLRQ, c. A-32.1, articles 463 et 464)
(Loi sur les coopératives de services financiers, RLRQ, c. C-67.3, articles 565.1 et 566)
(Loi sur les institutions de dépôts et protection des dépôts, RLRQ, c. I-13.2.2, articles 42.2 et 42.3)
(Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, RLRQ, c. S-29.02, articles 254 et 255*)*

L'Autorité des marchés financiers publie la *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale* (la « Ligne directrice »), s'appliquant aux assureurs, aux coopératives de services financiers, aux institutions de dépôts, aux sociétés de fiducie, et aux sociétés d'épargne du Québec, qui font partie d'un groupe dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble des dérivés en cours non compensés par une contrepartie centrale pour les mois de mars, avril et mai d'une année donnée est supérieur à 12 milliards de dollars. La date de prise d'effet de la Ligne directrice est le 1er mars 2020.

La Ligne directrice est publiée ci-après et est disponible sur le site Web de l'Autorité, à l'onglet « Professionnels » sous « Assureurs » ou « Institutions de dépôt » sous la rubrique « Lignes directrices ».

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Karim Trad
Direction de l'encadrement prudentiel des institutions financières
Autorité des marchés financiers
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4604
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
karim.trad@lautorite.qc.ca

Le 27 février 2020

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

LIGNE DIRECTRICE EN MATIÈRE DE MARGES RELATIVES AUX DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ NON COMPENSÉS PAR UNE CONTREPARTIE CENTRALE

Mars 2020

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3
1. Champ d'application 4
2. Pratiques adéquates en matière d'échange de marges 7
3. Sûretés 12
4. Décotes 13
5. Règlement des différends 15
6. Introduction des attentes pour l'échange de marges de variation et de marges initiales 16
Annexe 1 17
Annexe 2 18
Annexe 3 19

Introduction

Le G20 a établi des orientations en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré[1] non compensés par une contrepartie centrale[2] dans le cadre de la réforme déjà entamée des marchés financiers. Il avait été convenu qu'une plus grande transparence des marchés ainsi qu'un meilleur encadrement des produits et des intervenants seraient nécessaires afin d'atténuer le risque systémique induit par ces transactions.

C'est ainsi qu'un cadre mondial visant à réduire le risque généré par un éventuel défaut d'une contrepartie dans le cadre d'un dérivé de gré à gré a été publié conjointement par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB ») et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (l'« OICV ») en mars 2015[3].

La présente ligne directrice s'inscrit donc dans le cadre de l'invitation conjointe du CBCB et de l'OICV lancée aux différentes juridictions de communiquer des attentes concernant les meilleures pratiques en matière d'échange de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale. Les ajustements apportés aux phases d'instauration progressive effectués par le CBCB et l'OICV en juillet 2019 sont également intégrés à la présente.

---

1 Les notions de *dérivé* et de *dérivé de gré à gré* font référence à celles définies à l'article 3 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01.

2 La notion de *contrepartie centrale* fait référence à celle de *chambre de compensation* définie à l'article 3 de la *Loi sur les instruments dérivés.*

3 Exigences de marges pour les dérivés non compensés centralement, Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et Organisation internationale des commissions de valeurs, Mars 2015.

1. Champ d'application

La *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale* (la « ligne directrice ») énonce les attentes de l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») en matière d'échange de marge à l'égard des dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale. Cette ligne directrice s'applique à une **institution visée** qui transige un dérivé de gré à gré non compensé par une contrepartie centrale (« dérivé visé ») avec une **contrepartie visée**.

Au sens de la présente ligne directrice, est une **institution visée** pour la période allant du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, et pour chaque même période de douze mois subséquente, l'institution financière qui remplit les deux conditions suivantes :

1. Elle est un assureur, une coopérative de services financiers, une institution de dépôts, une société de fiducie, ou une société d'épargne du Québec, régie par une des lois suivantes (« **institution locale** »):

   - *Loi sur les assureurs,* RLRQ, c. A-32.1 ;
   - *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3 ;
   - *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts,* RLRQ, c. I-13.2.2 ;
   - *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02 ;

2. Elle fait partie d'un même **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai de cette année, est supérieur à 12 milliards de dollars.

Aux fins de la présente ligne directrice, une entité est considérée comme une entité du même **groupe financier** qu'une autre entité dans les cas suivants :

a. ses états financiers et ceux de l'autre entité sont consolidés dans des états financiers consolidés établis conformément à l'un des référentiels comptables suivants :

   i) les IFRS;

   ii) les principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique;

b. les conditions suivantes sont réunies :

   i) ni elle, ni l'autre entité, ni aucune tierce entité n'a établi ses états financiers conformément aux normes ou aux principes visés au sous-paragraphe *i* ou *ii* ci-dessus;

   ii) si ses états financiers et ceux de l'autre entité étaient établis par elle, l'autre entité ou la tierce entité conformément aux normes ou aux principes visés au sous-paragraphe *i* ou *ii* ci-dessus, ils auraient été, au moment pertinent, obligatoirement établis de façon consolidée;

c. les deux entités sont soumises à une réglementation prudentielle faisant ensemble l'objet d'une supervision consolidée.

Le montant notionnel brut moyen d'un **groupe financier** sur une base consolidée est établi en faisant la somme du montant notionnel brut de tous les dérivés visés transigés par les différentes entités du **groupe financier** duquel est soustrait la somme du montant notionnel brut de tous les dérivés transigés entre les entités de ce même **groupe financier**.

De plus, les dérivés visés transigés entre une **institution visée** et une entité du même **groupe financier** ne sont pas couverts par la présente dans la mesure où les conditions suivantes sont réunies :

a. les deux contreparties aux dérivés visés conviennent de soustraire ceux-ci de l'application de la présente ligne directrice;

b. les deux contreparties sont encadrées par un programme de gestion centralisée du risque raisonnablement conçu pour surveiller et gérer les risques associés à tous les dérivés transigés entre elles au moyen de procédures d'évaluation, de mesure et de contrôle;

c. les modalités des dérivés visés conclus entre les deux contreparties sont documentées dans un format approprié.

Au sens de la présente ligne directrice, une **contrepartie visée** est une entité financière qui remplit la deuxième condition mentionnée à la page 4 pour être considérée comme une **institution visée**. Cependant, les entités suivantes ne sont pas considérées comme une **contrepartie visée** :

a. le gouvernement du Canada, le gouvernement d'un territoire du Canada ou le gouvernement d'un territoire étranger;

b. une société d'État dont la totalité ou la quasi-totalité de ses passifs est la responsabilité du gouvernement de son territoire de constitution;

c. une personne qui est la propriété exclusive d'un gouvernement visé au paragraphe *a* et dont la totalité ou la quasi-totalité des passifs est la responsabilité de celui-ci;

d. une municipalité, une commission scolaire, une université, un programme de services sociaux qui bénéficie du soutien financier régulier d'un gouvernement;

e. une entité *ad hoc* servant uniquement de véhicule de transfert de flux par l'émission de titres et dont la totalité ou la quasi-totalité des passifs est la responsabilité d'un gouvernement visé au paragraphe *a*;

f. la Banque du Canada ou la banque centrale d'un territoire étranger;

g. la Banque des règlements internationaux;

h. une banque multilatérale de développement[4].

De plus, ne sont pas considérées comme une **institution visée** ou une **contrepartie visée**, toutes les entités, communément appelées entités *ad hoc*, appartenant au même **groupe financier** qu'une **institution visée** ou une **contrepartie visée** lorsque les deux conditions suivantes s'appliquent :

a. leur objectif principal est l'un des suivants :

   i) financer un ou plusieurs portefeuilles d'actifs;

   ii) procurer aux investisseurs une exposition à un ensemble particulier de risques;

   iii) acquérir des actifs immobiliers ou physiques, ou y investir;

b. si leur objectif principal est celui visé au sous-paragraphe i ou ii du paragraphe a, tous leurs emprunts, y compris leurs obligations envers leur contrepartie à un dérivé, sont uniquement garantis par leurs actifs.

Aux fins de la présente ligne directrice, est considérée comme une **convention de compensation bilatérale** une entente qui prévoit les obligations pour **l'institution visée** et sa **contrepartie visée** de faire ce qui suit :

a. compenser les montants calculés de marges de variation pour les dérivés visés par ladite convention;

b. échanger la marge de variation par le dépôt de sûretés, nonobstant le fait que l'**institution visée** ou sa **contrepartie visée** puisse avoir fait défaut d'une obligation née d'un autre dérivé visé par ladite convention.

Dans le cadre d'une telle convention, l'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** ait un motif raisonnable de croire qu'en cas de contestation judiciaire, les tribunaux compétents ou les autorités administratives compétentes concluront que l'exposition découlant de la **convention de compensation bilatérale** correspond au montant net en vertu des lois des territoires concernés.

[4] Voir l'Annexe 2.

2. Pratiques adéquates en matière d'échange de marges

L'Autorité s'attend à ce que toute **institution visée** ait en place des pratiques adéquates en matière d'échange de marges pour tous les dérivés visés transigés avec une **contrepartie visée**, à l'exception des suivants:

- contrats à terme sur devises réglés par livraison physique;
- swaps de devises;
- transactions de change à paiement fixe, réglées par livraison physique et associées à l'échange de capital de swaps de devises.

Une **institution locale** faisant partie d'un **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai d'une année donnée **franchit le cap des 12 milliards de dollars** acquiert le statut d'**institution visée** en date du 1er septembre de cette même année. À partir de cette date, et ce, jusqu'au 31 août de l'année suivante, la ligne directrice s'appliquera à tous les nouveaux dérivés visés transigés avec une **contrepartie visée**. Toutefois, l'Autorité ne s'attend pas à ce que les attentes en matière de marge initiale pour les dérivés visés existants soient rencontrées[5].

À l'inverse, une **institution visée** faisant partie d'un **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai d'une année donnée **devient inférieur à 12 milliards de dollars**, perd son statut d'**institution visée**. Dès lors, la ligne directrice ne s'appliquera plus à tous les dérivés visés impliquant cette institution, peu importe la date à laquelle le dérivé visé a été transigé, et ce, tant et aussi longtemps qu'elle ne récupérera pas le statut d'**institution visée**.

Il en va de même quant au statut de **contrepartie visée**.

L'Autorité s'attend à ce qu'une **institution visée** ait signalé de manière adéquate son statut, ou tout changement par rapport à celui-ci, à sa contrepartie et qu'elle ait obtenu le statut de cette dernière avant de transiger un dérivé visé afin d'évaluer si la ligne directrice devrait s'appliquer.

Les attentes en matière de marge initiale et de marge de variation pour un dérivé visé n'ont pas à être rencontrées si les conditions suivantes sont réunies :

a. le dérivé est transigé par suite de la modification ou de la fin et du remplacement, par les contreparties à ce dérivé, de dérivés soumis à l'un des exercices suivants :

   i) un exercice multilatéral de compression de portefeuille effectué par un tiers indépendant;

[5] À cet égard, il est opportun de noter que toute modification importante apportée à un dérivé visé existant en crée un nouveau. Par exemple, une modification visant à prolonger la durée d'un dérivé visé existant sera considérée comme créatrice d'un nouveau dérivé.

ii) un exercice bilatéral de compression de portefeuille;

b. l'exercice de compression de portefeuille prévu au sous-paragraphe *i* ou *ii* du paragraphe a fait intervenir les deux contreparties qui sont les contreparties au dérivé visé;

c. les dérivés soumis à l'exercice de compression de portefeuille prévu au sous-paragraphe *i* ou *ii* du paragraphe a n'incluent pas de dérivés visés.

L'Autorité permet à une **institution visée** de se conformer aux exigences d'échange de marges applicables à sa **contrepartie visée** plutôt qu'aux attentes énoncées à la présente, dans la mesure où l'**institution visée** juge ces exigences équivalentes. Bien que l'Autorité n'entende pas valider au préalable l'équivalence, elle se réserve le droit d'en faire un examen approfondi dans le cadre d'un exercice de surveillance. L'Autorité s'attend donc à ce que l'**institution visée** documente les exigences applicables à sa contrepartie dans le cas où elle choisit de s'y conformer.

L'Autorité s'attend à ce qu'une **institution visée**, qui transige des dérivés visés, échange une marge initiale, qui est fonction de l'exposition future potentielle, et une marge de variation, qui est fonction de l'exposition courante.

L'Autorité s'attend à ce que tout montant quotidien d'échange de marge bilatérale (somme de la marge initiale due et de la marge de variation due) supérieur au montant minimal de transfert (le « MMT ») préalablement déterminé par les deux contreparties soit transféré. Le MMT déterminé ne peut excéder 750 000 dollars. Dans le cas où une **institution visée** transige un dérivé visé avec une **contrepartie visée** qui est étrangère, l'**institution visée** peut utiliser le MMT en vigueur dans le régime de la **contrepartie visée**.

2.1 Marge de variation

L'Autorité s'attend à ce que la marge de variation soit échangée, sous réserve du MMT, sur une base bilatérale et à ce qu'elle couvre intégralement l'exposition au prix du marché. Elle s'attend également à ce que la marge de variation soit calculée et réclamée dans les deux jours ouvrables qui suivent la date à laquelle le dérivé visé a été transigé, puis tous les jours par la suite.

L'Autorité s'attend à ce que la marge de variation pour les dérivés visés qui font l'objet d'une même **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire soit échangée sur une base nette. En l'absence d'une telle convention, la marge de variation devrait être échangée sur une base brute.

2.2 Marge initiale

Une **institution visée** devrait échanger avec sa **contrepartie visée** une marge initiale, sous réserve du dépassement d'un seuil de marge initiale (le « SMI ») préalablement établi par elles et n'excédant pas 75 millions de dollars. Le SMI, qui est appliqué au niveau du groupe financier de l'**institution visée**, s'applique à l'ensemble des dérivés visés avec le **groupe financier** auquel appartient la **contrepartie visée**.

L'Autorité s'attend à ce que la marge initiale soit échangée, sous réserve du MMT et du SMI, sur une base brute. Elle s'attend également à ce que la marge initiale soit calculée et réclamée dans les deux jours ouvrables qui suivent la date à laquelle le dérivé visé a été transigé, puis quotidiennement par la suite, et ce, jusqu'à la date d'échéance, d'expiration ou de fin du dérivé visé. L'**institution visée** dispose alors de deux jours ouvrables pour recevoir une ou des sûreté(s) correspondant à la marge initiale réclamée.

La marge initiale échangée peut être calculée en ayant recours à l'une des méthodes suivantes :

- le barème standardisé de marge initiale prévu à l'Annexe 1;
- un modèle quantitatif de marge initiale.

La méthode retenue devrait rester la même pour tous les dérivés visés d'une même catégorie d'actifs transigés avec une même **contrepartie visée**.

Une **institution visée** peut s'en remettre à sa **contrepartie visée** en ce qui a trait au calcul de la marge initiale à réclamer si une convention écrite juridiquement exécutoire a été conclue entre les deux contreparties selon laquelle la **contrepartie visée** doit calculer la marge initiale pour tous les dérivés visés de la même catégorie transigés entre elles.

2.2.1 Utilisation du barème standardisé de marge initiale

La marge initiale réclamée est calculée en deux étapes :

1. pour chaque dérivé visé compris dans un portefeuille soumis à une **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire, le taux de marge correspondant à sa catégorie d'actifs indiquée au barème prévu à l'Annexe 1 est multiplié par son montant notionnel brut. La somme des résultats obtenus est appelée « marge initiale brute » du portefeuille;
2. le montant de marge initiale brute est ajusté selon la formule suivante :

*Marge initiale standardisée nette = 0,4 * Marge initiale brute + 0,6 * RNB * Marge initiale brute*

Dans cette formule, le RNB correspond au coût de remplacement net divisé par le coût de remplacement brut pour les dérivés visés compris dans un portefeuille soumis à une **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire.

La marge initiale réclamée sur un portefeuille selon le barème standardisé de marge est donc le montant de la marge initiale standardisée nette.

Une **institution visée** n'est pas tenue de calculer et de réclamer la marge initiale relative à un dérivé visé pour lequel elle n'encourt aucun risque de contrepartie.

2.2.2 Utilisation d'un modèle quantitatif de marge initiale

L'utilisation d'un modèle quantitatif de marge initiale requiert le respect de plusieurs conditions préalables. Bien que l'Autorité n'entende pas préapprouver (avant utilisation) ou approuver (pendant l'utilisation) de manière systématique les modèles utilisés afin d'établir les montants de marge initiale, elle se réserve le droit d'en faire un examen approfondi dans le cadre d'un exercice de surveillance.

Toutefois, l'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** fasse examiner par une personne raisonnablement qualifiée et indépendante de celle ayant élaboré le modèle quantitatif de marge initiale interne afin de s'assurer qu'il respecte les attentes ayant trait à son développement qui sont énoncées ci-dessous.

De plus, l'Autorité s'attend à ce qu'un modèle quantitatif de marge initiale soit soumis à un processus de gouvernance interne qui teste régulièrement les extrants du modèle par rapport aux données de marché récentes selon le type et la complexité des dérivés considérés.

L'Autorité s'attend également à ce qu'un modèle quantitatif de marge initiale ne permette pas la compensation du montant de marge initiale à réclamer par l'**institution visée** avec le montant de marge initiale à fournir à la **contrepartie visée**, ou qu'il prenne en compte ce montant de quelque autre manière.

Une **institution visée** devrait disposer d'un processus rigoureux et bien défini pour réestimer, réévaluer et mettre à jour tout modèle quantitatif de marge initiale qu'elle développe afin qu'il demeure applicable et pertinent pour les différents types de dérivés visés. Si elle se fie au modèle d'un tiers fournisseur, y compris sa **contrepartie visée**, l'**institution visée** devrait avoir l'assurance raisonnable que les processus en place chez le tiers fournisseur font en sorte que le modèle demeure applicable et pertinent.

L'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** examine et révise les données ayant servi à calibrer tout modèle quantitatif de marge initiale interne au moins annuellement, et plus fréquemment si les conditions de marché le justifient.

Une **institution visée** devrait documenter adéquatement les aspects importants de tout modèle quantitatif de marge initiale interne, y compris la gestion et l'évaluation des dérivés visés auxquels il s'applique, le contrôle, la supervision et la validation du modèle de marge initiale, tout processus d'examen, ainsi que les résultats de ces derniers.

2.2.3 Attentes relatives au développement d'un modèle quantitatif de marge initiale interne

L'**institution visée** souhaitant utiliser un modèle quantitatif de marge initiale interne devrait respecter les conditions suivantes :

a. les exigences de marge initiale reposent sur une estimation de l'exposition future potentielle des dérivés visés;

b. l'exposition future potentielle d'un dérivé visé reflète une estimation de l'intervalle de confiance unilatéral de 99 % pour une variation de la valeur d'un dérivé déterminé ou d'un portefeuille de dérivés déterminés durant une période de liquidation d'au moins 10 jours;

c. toutes les données servant à calibrer le modèle reposent sur une période de données historiques pondérées également, avec une période d'observation d'au moins 1 an et d'au plus 5 ans qui comprend une période de tensions financières pour chaque grande catégorie d'actifs à laquelle le modèle est appliqué;

d. le modèle doit tenir compte des principaux risques inhérents aux dérivés visés pour lesquels la marge initiale est calculée. Les catégories de risque devraient comprendre, sans s'y limiter, le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, le risque lié aux actions et celui lié aux marchandises, le cas échéant;

e. le modèle peut s'appliquer à un portefeuille de dérivés visés, et dans ce cas, il devrait couvrir que les dérivés visés pour lesquels il s'applique et qui font l'objet d'une même **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire;

f. le modèle peut tenir compte de la diversification, de la couverture et de la compensation des risques du portefeuille de dérivés visés auquel il est appliqué si ceux-ci portent sur la même catégorie d'actifs et qu'ils font l'objet de la même **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire.

3. Sûretés

Une sûreté déposée par une **institution visée** à titre de marge initiale ne devrait pas être réutilisée par sa **contrepartie visée**.

Les sûretés suivantes sont admissibles en vue de l'échange de marge, qu'il s'agisse de la marge initiale ou de la marge de variation:

a. les espèces;

b. l'or;

c. les titres de créance notés par une agence de notation reconnue et ayant une notation de :

- au moins BB- s'ils sont émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada;
- au moins BB- s'ils sont émis par un gouvernement étranger ayant une notation d'au moins BB-;
- au moins BBB- s'ils sont émis par une personne morale;
- au moins A-3/P-3 s'ils sont à court terme;

d. les titres de capitaux propres inscrits à la cote d'une bourse reconnue;

e. les titres d'un fonds d'investissement si les conditions suivantes sont réunies:

i) le cours des titres est publié quotidiennement;

ii) le fonds d'investissement n'investit que dans les sûretés énumérées ci-dessus.

Les titres émis par la **contrepartie visée** ou une entité du même **groupe financier** ne sont pas considérés comme des sûretés admissibles.

L'Autorité s'attend à ce que les sûretés reçues à titre de marge soient conservées de manière à ce qu'en cas de défaut de la **contrepartie visée**, elles soient disponibles en temps opportun pour l'**institution visée**.

Toutes les sûretés déposées à titre de marge initiale par une **institution visée** doivent être détenues dans un ou plusieurs comptes ouverts auprès d'un dépositaire autorisé, qui sont clairement identifiés comme tels et qui sont séparés des sûretés et des biens de la **contrepartie visée** les recevant.

L'**institution visée** peut exiger un niveau de séparation plus important, soit une séparation des sûretés déposées à titre de marge initiale par d'autres **contreparties visées**.

4. Décotes

Toute sûreté reçue à titre de marge devrait faire l'objet d'une décote afin de tenir compte de la fluctuation possible de sa valeur.

En plus de cette décote, l'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** applique une décote supplémentaire lorsque la sûreté reçue est libellée dans une monnaie autre que la monnaie de règlement du dérivé visé à l'égard duquel elle est reçue.

L'Autorité ne s'attend pas à ce que l'**institution visée** applique une décote supplémentaire lorsque la sûreté reçue consiste en l'un des actifs suivants :

a. des espèces déposées à titre de marge de variation;

b. tout actif autre que des espèces qui remplit les conditions suivantes :

   i) il est déposé à titre de marge de variation;

   ii) il est libellé dans une monnaie prévue dans la **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire s'appliquant au dérivé visé à l'égard duquel la sûreté est reçue;

c. tout actif qui remplit les conditions suivantes :

   i) il est déposé à titre de marge initiale;

   ii) il est libellé dans la monnaie dans laquelle l'**institution visée** et sa **contrepartie visée** ont convenu par écrit d'effectuer les paiements à la fin du dérivé visé à l'égard duquel la sûreté est reçue.

L'Autorité s'attend à ce qu'une **institution visée** qui souhaite calculer la décote et, s'il y a lieu, la décote supplémentaire à appliquer à une sûreté procède selon l'une des méthodes suivantes :

a. un modèle de décote qui remplit les conditions suivantes :

   i) il est raisonnablement conçu pour couvrir une estimation de l'intervalle de confiance unilatéral de 99 % pour une variation de la valeur de la sûreté durant une période de détention de 10 jours;

   ii) il est calibré au moyen de données historiques datant d'au moins 1 an et obtenues d'une source indépendante et fiable;

b. le barème standardisé de décotes figurant à l'Annexe 3.

L'Autorité s'attend à ce que dans le cas où une **institution visée** se sert du modèle de décote d'un tiers fournisseur, y compris sa **contrepartie visée**, elle ait l'assurance raisonnable que les processus en place chez le tiers fournisseur font en sorte que le modèle de décote demeure pertinent et performant.

Toutefois, si l'**institution visée** utilise un modèle de décote interne, l'Autorité s'attend à ce qu'elle prenne les mesures suivantes :

a. elle établit, met en œuvre et maintient des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour veiller à ce que le modèle soit vérifié régulièrement par rapport à des données historiques qui comprennent des périodes de tensions sur les marchés;

b. elle examine, au moins annuellement et plus fréquemment si les conditions de marché le justifient, les données d'essai utilisées pour calibrer le modèle et, au besoin, le recalibre;

c. elle procède de manière raisonnablement fréquente à un examen indépendant du modèle;

d. elle effectue au moins annuellement et plus fréquemment si les conditions de marché le justifient, une évaluation de l'intégrité et de la fiabilité des données utilisées dans le modèle, notamment l'exactitude et l'adéquation des données d'essai;

e. elle corrige dès que possible toute lacune importante relevée dans le modèle;

f. elle actualise les données et recalcule la décote applicable, au moins une fois tous les 3 mois, pour chaque actif détenu à titre de sûreté à l'égard d'un dérivé visé en cours et pour lequel une décote a été calculée au moyen du modèle;

g. si les conditions de marché le justifient, pour chaque sûreté reçue à titre de marge relativement à un dérivé visé en cours et pour lequel une décote a été calculée au moyen du modèle, elle actualise les données selon une période d'observation plus courte et recalcule la décote applicable.

5. Règlement des différends

L'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** conclue avec chaque **contrepartie visée** une convention écrite établissant des procédures rigoureuses et solides qui permettent de déterminer, de traiter et, dès que possible après détermination, de régler leurs différends portant sur la marge initiale, la marge de variation ou la décote appliquée.

L'Autorité s'attend à ce que les procédures de règlement des différends établissent ce qui suit :

a. la façon de déterminer ce qui constitue un différend;

b. la façon de régler un désaccord sur le montant de la marge initiale ou de la marge de variation à fournir;

c. la façon de régler un désaccord sur la valorisation des dérivés visés;

d. la façon de régler un désaccord sur la valorisation des sûretés;

e. la façon de régler un désaccord au sujet des décotes sur les sûretés reçues à titre de marge.

L'Autorité s'attend également à ce que l'**institution visée** avise ses instances décisionnelles de tout différend survenant avec une **contrepartie visée** au sujet d'une marge initiale, d'une marge de variation ou d'une décote appliquée qui n'est pas réglé dans un délai raisonnable, et ce, dans les cas suivants :

a. le différend est important;

b. l'**institution visée** a, avec sa **contrepartie visée**, plusieurs différends qui, pris ensemble, sont importants;

c. le différend s'inscrit dans une tendance récurrente de différends avec une ou plusieurs **contreparties visées**.

L'Autorité s'attend également à ce qu'une **institution visée** lui signale tout différend qui n'est pas réglé dans un délai raisonnable après avoir été soumis à ses instances décisionnelles.

6. Introduction des attentes pour l'échange de marges de variation et de marges initiales

Les attentes de l'Autorité relativement à l'échange de marges de variation sont effectives à compter du 1er mars 2020 et celles relatives à l'échange de marges initiales à compter du 1er septembre 2021.

Annexe 1

Barème standardisé de marge initiale

Catégorie d'actifs	**Taux de marge initiale (en % de l'exposition notionnelle)**
Crédit : échéance résiduelle de 0 à 2 ans	2
Crédit : échéance résiduelle de 2 à 5 ans	5
Crédit : échéance résiduelle de 5 ans et plus	10
Marchandises	15
Titres de capitaux propres	15
Change	6
Taux d'intérêt : échéance résiduelle de 0 à 2 ans	1
Taux d'intérêt : échéance résiduelle de 2 à 5 ans	2
Taux d'intérêt : échéance résiduelle de 5 ans et plus	4
Autres	15

Annexe 2

Liste de banques multilatérales de développement :

- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- Société financière internationale (SFI)
- Banque asiatique de développement (BAsD)
- Banque africaine de développement (BAfD)
- Banque européenne pour la reconstruction et les développements (BERD)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque européenne d'investissement (BEI)
- Fonds européen d'investissement (FEI)
- Banque nordique d'investissement (BNI)
- Banque de développement des Caraïbes (BDC)
- Banque de développement islamique (BDI)
- Banque de développement du Conseil d'Europe (BDCE)

Annexe 3

Barème standardisé de décote

Catégorie d'actifs	Décote (en % de la valeur de marché)
Espèces dans la même monnaie	0
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, un gouvernement étranger ou une banque centrale étrangère: échéance résiduelle <1 an	0,5
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, un gouvernement étranger ou une banque centrale étrangère: échéance résiduelle entre 1 et 5 ans	2
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, un gouvernement étranger ou une banque centrale étrangère : échéance résiduelle >5 ans	4
Obligations d'entreprise/obligations sécurisées de qualité : échéance résiduelle <1 an	1
Obligations d'entreprise/obligations sécurisées de qualité : échéance résiduelle entre 1 et 5 ans	4
Obligations d'entreprise/obligations sécurisées de qualité : échéance résiduelle >5 ans	8
Actions cotées sur une bourse reconnue	15
Or	15
Décote supplémentaire sur les actifs à l'égard desquels les obligations en vertu des dérivés visés sont dans une monnaie différente de celle de la sûreté	8

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

GUIDELINE ON MARGINS FOR OVER-THE-COUNTER DERIVATIVES NOT CLEARED BY A CENTRAL COUNTERPARTY

March 2020

TABLE OF CONTENTS

Introduction....3

1. Scope....4
2. Appropriate margining practices....7
3. Collateral....12
4. Haircuts....12
5. Dispute resolution....15
6. Implementation of expectations for the exchange of variation margin and initial margin....16

Annex 1....17

Annex 2....18

Annex 3....19

Introduction

The G20 provided guidance on margining for over-the-counter (OTC) derivatives[1] not cleared by a central counterparty[2] (“non-centrally cleared OTC derivatives”) as part of its ongoing financial markets reform program. It had been agreed that improved transparency in the OTC derivatives markets and further regulation of OTC derivatives and market participants would be necessary to mitigate the systemic risk posed by OTC derivatives transactions.

A global framework aimed at reducing risk caused by the potential default of an OTC derivatives counterparty was therefore published jointly by the Basel Committee on Banking Supervision (the “BCBS”) and the International Organization of Securities Commissions (”IOSCO”) in March 2015.[3]

This guideline is in response to the invitation by the BCBS and IOSCO for jurisdictions to communicate their expectations regarding best practices in respect of the exchange of margin for non-centrally cleared OTC derivatives. It incorporates the adjustments made to the implementation phases by the BCBS and IOSCO in July 2019.

1 The terms “derivative” and “over-the-counter derivative” are as defined in section 3 of the *Derivatives Act*, CQLR, c. I-14.01.

2 The term “central counterparty” refers to the definition of “clearing house” in section 3 of the *Derivatives Act*.

3 *Margin requirements for non-centrally cleared derivatives,* Basel Committee on Banking Supervision and the Board of the International Organization of Securities Commissions, March 2015.

1. Scope

The *Guideline on margins for over-the-counter derivatives not cleared by a central counterparty* (the "guideline") sets out the expectations of the Autorité des marchés financiers (the "AMF") regarding the exchange of margin for non-centrally cleared OTC derivatives ("covered derivatives"). This guideline applies to a **covered institution** that trades covered derivatives with a **covered counterparty**.

Within the meaning of this guideline, a financial institution is a **covered institution** for the period of September 1, 2021 to August 31, 2022, and for each subsequent 12-month period, if both of the following apply:

1. It is an insurer, a financial services cooperative, a deposit institution, a trust company or a Québec savings company governed by one of the following laws ("**local institution**"):

   - *Insurers Act*, CQLR, c. A-32.1;
   - *Act respecting financial services cooperatives*, CQLR, c. C-67.3;
   - *Deposit Institutions and Deposit Protection Act*, CQLR, c. I-13.2.2;
   - *Trust Companies and Savings Companies Act*, CQLR, c. S-29.02;

2. It belongs to a **financial group** whose aggregate month-end average gross notional amount of outstanding covered derivatives for the months of March, April and May of that year exceeds $12 billion.

For the purposes of this guideline, an entity (the "first entity") is an affiliated entity of another entity (the "second entity") within the same **financial group** if any of the following apply:

a. the first entity and the second entity are consolidated in consolidated financial statements prepared in accordance with:

   (i) IFRS; or

   (ii) generally accepted accounting principles in the United States of America;

b. all of the following apply:

   (i) neither the first entity's nor the second entity's financial statements, nor the financial statements of another entity, were prepared in accordance with the principles or standards specified in the above subparagraphs a*(i)* or *(ii)*;

   (ii) the first entity and the second entity would have been, at the relevant time, required to be consolidated in consolidated financial statements prepared by the first entity, the second entity or the other entity, if the consolidated financial statements were prepared in accordance with the principles or standards specified in the above subparagraphs a*(i)* or *(ii)*;

c. both entities are prudentially regulated entities supervised together on a consolidated basis.

The average gross notional amount of a **financial group** on a consolidated basis is the sum of the gross notional amount of all covered derivatives traded by the various entities of the **financial group** less the aggregate gross notional amount of derivatives traded between the entities of that **financial group**.

Covered derivatives traded between a **covered institution** and an entity of the same **financial group** are not covered by this guideline if all of the following apply:

a. both counterparties to the covered derivatives agree to exempt them from the application of this guideline;

b. both counterparties are subject to a centralized risk management program reasonably designed to assist in monitoring and managing the risks associated with all derivatives between the counterparties through evaluation, measurement and control procedures;

c. the terms of the covered derivatives between the two counterparties are documented in an appropriate format.

Within the meaning of this guideline, a **covered counterparty** is a financial entity that meets the second condition on page 4 for consideration as a **covered institution**. However, an entity is not a **covered counterparty** if the entity is any of the following:

a. the Government of Canada, the government of a jurisdiction of Canada or the government of a foreign jurisdiction;

b. a crown corporation for which the government of the jurisdiction where the crown corporation was constituted is liable for all or substantially all the liabilities of the crown corporation;

c. a person or company wholly owned by a government referred to in paragraph *a* if the government is liable for all or substantially all the liabilities of the person or company;

d. a municipality, school board, university or social service program that receives regular government financial support;

e. a special purpose entity that operates solely as a pass-through funding vehicle through the issuance of securities for which a government referred to in paragraph *a* is responsible for all or substantially all the liabilities;

f. the Bank of Canada or a central bank of a foreign jurisdiction;

g. the Bank for International Settlements;

h. a multilateral development bank.[4]

[4] See Annex 2.

Any entity, commonly known as a special purpose entity, belonging to the same **financial group** as a **covered institution** or a **covered counterparty** is not considered a **covered institution** or a **covered counterparty** if both of the following apply:

a. its primary objective is one of the following:

   (i) finance one or more asset pools;

   (ii) provide investors with exposure to a specific set of risks;

   (iii) acquire or invest in real estate or physical assets;

b. if its primary objective is the one referred to in subparagraph a(i) or (ii), all of its indebtedness, including obligations owing to its derivative counterparty, is secured solely by its assets.

For the purposes of this guideline, a **bilateral netting agreement** is an agreement that requires the **covered institution** and its **covered counterparty** to:

a. net the calculated amounts of variation margin for the covered derivatives that are subject to the **bilateral netting agreement**, and

b. exchange variation margin by delivering collateral, even if the **covered institution** or the **covered counterparty** is in default of an obligation under another derivative that is subject to the **bilateral netting agreement**.

In respect of a **bilateral netting agreement**, the AMF expects a **covered institution** to have a reasonable basis to believe that, in the event of a legal challenge, the relevant courts or administrative authorities would find the exposure under the netting agreement to be the net amount under the laws of the relevant jurisdictions.

2. Appropriate margining practices

The AMF expects all **covered institutions** to have appropriate margining practices in place for all covered derivatives traded with a **covered counterparty**, with the exception of:

- physically settled foreign exchange forwards;
- cross-currency swaps; and
- fixed physically settled foreign exchange transactions associated with the exchange of principal of cross-currency swaps.

A **local institution** belonging to a **financial group** whose aggregate month-end average gross notional amount of outstanding covered derivatives for March, April and May of a given year **exceeds $12 billion** becomes a **covered institution** as of September 1 of that year. From that date until August 31 of the following year, the guideline will apply to all new covered derivatives traded with a **covered counterparty**. However, the AMF does not expect initial margin expectations to be met for existing covered derivatives.[5]

Conversely, a **covered institution** belonging to a **financial group** whose aggregate month-end average gross notional amount of outstanding covered derivatives for March, April and May of a given year **falls below $12 billion** ceases to be a **covered institution**. From that time on, the guideline will not apply to any covered derivative involving the institution, regardless of the date on which the derivative was traded, until such time as the institution has recovered its status as a **covered institution**.

The same holds true for a **covered counterparty**.

The AMF expects a **covered institution** to adequately declare its status, or any change thereto, to its counterparty and obtain the counterparty's status before trading a covered derivative in order to determine whether the guideline should apply.

The expectations with respect to initial margin and variation margin for a covered derivative do not have to be met if all of the following apply:

a. the derivative is traded as a result of counterparties changing or terminating and replacing derivatives submitted to either of the following:

   (i) a multilateral portfolio compression exercise conducted by an independent third party; or

   (ii) a bilateral portfolio compression exercise;

b. the portfolio compression exercise referred to in subparagraph a*(i)* or *(ii)* involves both counterparties to the covered derivative;

[5] In this regard, it should be noted that any material amendment to an existing covered derivative qualifies as a new derivative. For example, any amendment that is intended to extend an existing covered derivative will be considered a new derivative.

c. the derivatives submitted to the portfolio compression exercise referred to in subparagraph a*(i)* or *(ii)* do not include a covered derivative.

The AMF permits **covered institutions** to comply with the margin exchange requirements applicable to their **covered counterparties** rather than the expectations set out in this guideline, insofar as the **covered institutions** deem those requirements to be equivalent. Although the AMF does not intend to validate the equivalence beforehand, it reserves the right to conduct an in-depth equivalence review as part of its supervisory actions. Therefore, the AMF expects **covered institutions** to document the requirements applicable to their counterparties where the **covered institutions** choose to comply with them.

The AMF expects a **covered institution** that trades covered derivatives to exchange initial margin, which is based on potential future exposure, and variation margin, which is based on current exposure.

The AMF expects any daily amount of two-way margin exchanged (sum of initial and variation margin owing) exceeding the minimum transfer amount ("MTA") previously set by both counterparties to be transferred. The applicable MTA may not exceed $750,000. If a **covered institution** trades a covered derivative with a foreign **covered counterparty**, the **covered institution** may use the MTA applicable in the jurisdiction of the **covered counterparty**.

2.1 Variation margin

The AMF expects variation margin to be exchanged, subject to the MTA, on a bilateral basis and to fully collateralize the mark-to-market exposure. It also expects variation margin to be calculated and called within two business days of the date the covered derivative was traded. Thereafter, variation margin must be calculated and called on a daily basis.

The AMF expects variation margin for covered derivatives subject to a single legally enforceable **bilateral netting agreement** to be exchanged on a net basis. Where such an agreement is not in place, variation margin must be exchanged on a gross basis.

2.2 Initial margin

A **covered institution** should exchange initial margin with its **covered counterparty**, subject to an amount in excess of an initial margin threshold ("IMT") previously set by both parties and not exceeding $75 million. The IMT, which is applied at the level of the **covered institution's** financial group, applies to all covered derivatives with the **financial group** to which the **covered counterparty** belongs.

The AMF expects initial margin to be exchanged, subject to the MTA and IMT, on a gross basis. It also expects initial margin to be calculated and called within two business days of the date the covered derivative was traded. Thereafter, initial margin must be calculated and called on a daily basis until the maturity, expiration or termination date of the covered

derivative. The **covered institution** therefore has two business days to receive the collateral corresponding to the amount of initial margin called.

The exchanged amount of initial margin may be calculated using one of the following methods:

- the standardized initial margin schedule in Annex 1;
- a quantitative initial margin model.

The choice between the two methods should be made consistently for all covered derivatives within the same asset class traded with the same **covered counterparty**.

A **covered institution** may rely on its **covered counterparty** to calculate the amount of initial margin to be called if the **covered institution** is a party to a legally enforceable written agreement with its **covered counterparty** under which the latter must calculate initial margin for all covered derivatives within the same asset class traded between them.

2.2.1 Use of the standardized initial margin schedule

The initial margin amount to be called is calculated in two steps:

1. for each covered derivative in a portfolio subject to a legally enforceable **bilateral netting agreement**, the margin rate corresponding to its asset class indicated in the schedule in Annex 1 is multiplied by its gross notional amount. The aggregate results obtained are referred to as the portfolio's "gross initial margin".
2. the gross initial margin amount is adjusted using the following formula:

*Net standardized initial margin = 0.4 * Gross initial margin + 0.6 * NGR * Gross initial margin*

Where NGR (or "net-to-gross ratio") is defined as the net replacement cost over the gross replacement cost for covered derivatives in a portfolio subject to a legally enforceable **bilateral netting agreement**.

Therefore, the amount of initial margin to be called on a portfolio according to the standardized margin schedule is the net standardized initial margin amount.

A **covered institution** is not required to calculate and call initial margin for a covered derivative for which the institution faces no counterparty risk.

2.2.2 Use of a quantitative initial margin model

Using a quantitative initial margin model requires meeting several prerequisite conditions. Although the AMF does not intend to systematically pre-approve (prior to use) or approve (during use) the models used to determine the amounts of initial margin, it reserves the right to conduct an in-depth review of the models as part of its supervisory actions.

However, the AMF expects the **covered institution** to have its internal quantitative initial margin model reviewed by a reasonably qualified person who is independent of the person who developed the model to ensure that it meets the expectations relating to model development outlined below.

The AMF also expects a quantitative initial margin model to be subject to an internal governance process that regularly tests the model's output against recent market data based on the type and complexity of the derivatives for which the model is being used.

Furthermore, the AMF expects a quantitative initial margin model to not permit any initial margin amount that may be collected by the **covered institution** to be offset by, or otherwise take into account, any initial margin that may be provided to the **covered counterparty**.

A **covered institution** should have a rigorous and well-defined process for re-estimating, re-evaluating and updating any quantitative initial margin model it develops to ensure continued applicability and relevance for the various types of covered derivatives. If it is using a model developed by a third party vendor, including its **covered counterparty**, the **covered institution** should have reasonable assurance that the vendor's processes ensure the model's continued applicability and relevance.

The AMF expects **covered institutions** to review and revise the data used to calibrate any internal quantitative initial margin model at least annually, and more frequently as market conditions warrant.

A **covered institution** should adequately document material aspects of any internal quantitative initial margin model, including the management and valuation of the covered derivatives to which it applies, the control, oversight, and validation of the initial margin model, any review processes and the results of such processes.

2.2.3 Expectations relating to the development of an internal quantitative initial margin model

Covered institutions wishing to use an internal quantitative initial margin model should meet the following conditions:

a. Initial margin requirements are based on an estimate of potential future exposure of covered derivatives;

b. The potential future exposure of a covered derivative reflects an estimate of the one-tailed 99% confidence interval for a change in value of a covered derivative or a portfolio of covered derivatives over a minimum close-out period of 10 days;

c. All data used to calibrate the model are based on an equally weighted historical observation period of at least one year and not more than five years that incorporates a period of financial stress for each broad asset class to which the model is applied;

d. The model must account for the material risks inherent in the covered derivatives for which initial margin is being calculated. The risk categories should include, but should not be limited to, foreign exchange risk, interest rate risk, credit risk, equity risk and commodity risk, as appropriate;

e. The model may apply to a portfolio of covered derivatives, in which case it should only consider the covered derivatives to which it applies and that are subject to a single legally enforceable **bilateral netting agreement**;

f. The model may account for diversification, hedging and risk offsets of the portfolio of covered derivatives to which it applies provided the derivatives are within the same asset class and are subject to the same legally enforceable **bilateral netting agreement**.

3. Collateral

Any collateral delivered by a **covered institution** as initial margin should not be re-used by its **covered counterparty**.

The following collateral instruments are eligible for the exchange of margin (both variation and initial margin):

a. cash;

b. gold;

c. debt securities rated by a recognized rating agency where these are either:

- at least BB- when issued by or guaranteed by the Government of Canada, the Bank of Canada or the government of a province or territory of Canada;
- at least BB- when issued by a foreign government with a credit rating of at least BB-;
- at least BBB- when issued by a corporate entity;
- at least A-3/P-3 for short-term debt instruments.

d. equities listed on a recognized exchange; and

e. securities of an investment fund if:

(i) a price for the securities is publicly quoted daily, and

(ii) the investment fund is limited to investing in the above listed instruments.

Securities issued by the **covered counterparty** or by any entity within the same **financial group** are not considered eligible collateral.

The AMF expects collateral received as margin to be held in such a way as to ensure that it is available in a timely manner to the **covered institution** in the event of the **covered counterparty**'s default.

All collateral deposited as initial margin by a **covered institution** must be held in one or more accounts at a permitted depository that are clearly identified as holding collateral and that are segregated from the **covered counterparty**'s collateral and property.

The **covered institution** may require a further level of segregation, i.e., segregation from the collateral deposited as initial margin by other **covered counterparties**.

4. Haircuts

Any collateral received as margin should be haircutted to account for potential changes in its value.

In addition to this haircut, the AMF expects a **covered institution** to apply an additional haircut where the collateral received is denominated in a currency other than the currency of settlement for the covered derivative for which the collateral is received.

The AMF does not expect a **covered institution** to apply an additional haircut where the collateral received is any of the following:

a. cash posted for variation margin;

b. an asset other than cash that is:

   (i) posted for variation margin, and

   (ii) denominated in the currency agreed upon in the legally enforceable **bilateral netting agreement** that applies to the covered derivative for which the collateral is received;

c. any asset that is:

   (i) posted for initial margin, and

   (ii) denominated in the currency for which payments will be made upon the termination of the covered derivative for which the collateral is received as agreed upon in writing between the **covered institution** and its **covered counterparty**.

The AMF expects a **covered institution** that wants to calculate the haircut and, if applicable, the additional haircut on the collateral, to use either of the following:

a. a haircut model that is:

   (i) reasonably designed to cover an estimate of the one-tailed 99% confidence interval for a change in value of the collateral over a 10-day holding period, and

   (ii) calibrated using historical data of not less than one year obtained from an independent and reliable source;

b. the standardized haircut schedule in Annex 3.

Where a **covered institution** uses the haircut model of a third party vendor, including its **covered counterparty**, the AMF expects the **covered institution** to have reasonable assurance that the third party vendor's processes ensure the haircut model's continued relevance and efficiency.

However, if the **covered institution** uses an internal haircut model, the AMF expects it to:

a. establish, implement and maintain policies and procedures reasonably designed to ensure that the haircut model is tested regularly against historical data that includes stressed market conditions;

b. at least annually and more frequently as market conditions warrant, revise the test data used to calibrate the haircut model and, if appropriate, recalibrate the model;

c. on a reasonably frequent basis, conduct an independent review of the haircut model;

d. at least annually and more frequently as market conditions warrant, conduct an assessment on the integrity and reliability of the data used in the model, including the accuracy and appropriateness of the test data used;

e. as soon as practicable, rectify any material deficiencies identified in the haircut model;

f. at least once every three months, update the data and recalculate the applicable haircut for each asset that is held as collateral in respect of an outstanding covered derivative and for which a haircut was calculated using the haircut model;

g. as market conditions warrant, for collateral received as margin in respect of an outstanding covered derivative for which a haircut was calculated using the haircut model, update the data using a shorter observation period and recalculate the applicable haircut.

5. Dispute resolution

The AMF expects a **covered institution** to have a written agreement with each **covered counterparty** that sets out sound and rigorous procedures for identifying, processing and, as soon as practicable after identifying, resolving a dispute between the **covered institution** and the **covered counterparty** relating to initial margin, variation margin or the applied haircut.

The AMF expects the dispute resolution procedures to establish all of the following:

a. how to determine what is considered a dispute;

b. how to settle a disagreement on the amount of initial margin or variation margin to be provided;

c. how to settle a disagreement on the valuation of a covered derivative;

d. how to settle a disagreement on the valuation of the collateral;

e. how to settle a disagreement in relation to a haircut on collateral received as margin.

The AMF also expects a **covered institution** to notify its decision-making bodies of a dispute with a **covered counterparty** relating to initial margin, variation margin or an applied haircut that has not been resolved within a reasonable period of time, if any of the following apply:

a. the dispute is material;

b. the **covered institution** has more than one dispute with its **covered counterparty** and, together, those disputes are material;

c. the dispute is part of a pattern of disputes involving one or more **covered counterparties**.

The AMF further expects a **covered institution** to notify it of any dispute that has not been resolved within a reasonable period of time after the **covered institution** escalated the dispute to its decision-making bodies.

6. Implementation of expectations for the exchange of variation margin and initial margin

The effective dates of the AMF's expectations in respect of the exchange of variation margin and initial margin are March 1, 2020 and September 1, 2021, respectively.

Annex 1

Standardized initial margin schedule

Asset class	**Initial margin (% of notional exposure)**
Credit: residual maturity of 0–2 years	2
Credit: residual maturity of 2–5 years	5
Credit: residual maturity of 5+ years	10
Commodity	15
Equity	15
Foreign exchange	6
Interest rate: residual maturity of 0–2 years	1
Interest rate: residual maturity of 2–5 years	2
Interest rate: residual maturity of 5+ years	4
Other	15

Annex 2

List of multilateral development banks

- International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)
- International Finance Corporation (IFC)
- Asian Development Bank (ADB)
- African Development Bank (AfDB)
- European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)
- Inter-American Development Bank (IADB)
- European Investment Bank (EIB)
- European Investment Fund (EIF)
- Nordic Investment Bank (NIB)
- Caribbean Development Bank (CDB)
- Islamic Development Bank (IDB)
- Council of Europe Development Bank (CEDB)

Annex 3

Standardized haircut schedule

Asset class	**Haircut (% of market value)**
Cash in the same currency	0
Debt securities issued by or guaranteed by the Government of Canada or the Bank of Canada or the government of a province or territory of Canada or a foreign government or a foreign central bank: residual maturity less than one year	0.5
Debt securities issued by or guaranteed by the Government of Canada or the Bank of Canada or the government of a province or territory of Canada or a foreign government or a foreign central bank: residual maturity between one and five years	2
Debt securities issued by or guaranteed by the Government of Canada or the Bank of Canada or the government of a province or territory of Canada or a foreign government or a foreign central bank: residual maturity greater than five years	4
High-quality corporate/covered bonds: residual maturity less than one year	1
High-quality corporate/covered bonds: residual maturity between one and five years	4
High-quality corporate/covered bonds: residual maturity greater than five years	8
Equities listed on a recognized exchange	15
Gold	15
Additional haircut on assets in which the currency of the covered derivatives differs from the currency of the collateral	8

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

6.1 Avis et communiqués
6.2 Réglementation et instructions générales
6.3 Autres consultations
6.4 Sanctions administratives pécuniaires
6.5 Interdictions
6.6 Placements
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
6.8 Offres publiques
6.9 Information sur les valeurs en circulation
6.10 Autres décisions
6.11 Annexes et autres renseignements

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 5°, 6.1.2°, 6.2°, 8°, 11°, 14°, 20° et 34° et a. 331.2)

Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises de démarrage et ses concordants

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;*

- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) ;*

- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **27 mai 2020**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-8381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Gabriel Perras
Analyste
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4388
Sans frais : 1 877 525-0337
gabriel.perras@lautorite.qc.ca

Le 27 février 2020

CSA/ACVM Canadian Securities Administrators Autorités canadiennes en valeurs mobilières

Avis de consultation des ACVM

Projet de *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*

Le 27 février 2020

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient, pour une période de consultation de 90 jours prenant fin le 27 mai 2020, les projets de textes suivants :

- le projet de *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* (le **règlement**);
- le projet de *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises* (le **guide pour les entreprises**);
- le projet de *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement* (le **guide pour les portails de financement**).

Dans le présent avis, le guide pour les entreprises et le guide pour les portails de financement sont collectivement appelés les **guides**.

Nous proposons également d'apporter des modifications corrélatives au *Règlement 45-102 sur la revente de titres* et au *Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (les **modifications corrélatives**).

Le présent avis a pour objet de lancer une consultation sur le règlement, les modifications corrélatives et les guides. Nous invitons les intervenants à commenter les documents publiés et avons aussi formulé des questions précises dans la section Consultation.

On peut également consulter le présent avis sur les sites Web suivants des membres des ACVM :

www.lautorite.qc.ca
www.bcsc.bc.ca
www.albertasecurities.com
www.osc.gov.on.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.mbsecurities.ca

Contexte

Le financement participatif en capital est une nouvelle façon pour les entreprises, surtout pour les entreprises et les émetteurs en démarrage, de réunir des capitaux. Cette forme de financement s'effectue sur Internet par l'émission de titres (comme des actions ou des titres de créance) auprès d'un grand nombre de personnes. Il vise à procurer une autre source de capitaux aux émetteurs non assujettis au stade de démarrage.

Le 14 mai 2015, les autorités en valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont accordé des dispenses de prospectus et d'inscription essentiellement harmonisées permettant aux entreprises et aux émetteurs en démarrage de réunir des capitaux dans ces territoires sous un régime adapté au financement participatif en capital. Le 2 octobre dernier, l'autorité en valeurs mobilières de l'Alberta a établi une dispense de prospectus et d'inscription harmonisée pour l'essentiel. Les autorités en valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse (collectivement, les **autorités ayant rendu une décision générale**) ont octroyé ces dispenses par voie de décisions générales locales, modifiées de temps à autre[1] (les **décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage**).

Voici l'état des lieux en date du 31 décembre 2019, date de mise en œuvre des décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage :

- 11 portails de financement se sont prévalus de la dispense d'inscription prévue par les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage pour mettre en place des plateformes;
- un courtier inscrit a facilité des placements par financement participatif d'une entreprise en démarrage;
- au total, 70 placements ont été réalisés par 62 émetteurs différents sous le régime de la dispense de prospectus prévue par les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage;
- le produit total de l'ensemble des placements effectués sous le régime des décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage s'élevait à 3 470 754 $ (4 709 919 $ en incluant les sommes réunies en vertu d'autres dispenses de prospectus dans le cadre du même placement par financement participatif);
- la somme moyenne investie par investisseur dans les placements effectués sous le régime des décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage s'élevait à 734 $.

[1] Par exemple, se reporter à l'Avis multilatéral 45-317 des ACVM, *Modifications aux dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* et à l'Avis multilatéral 45-319 des ACVM, *Modifications aux dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*.

Outre les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage, des autorités membres des ACVM ont introduit deux autres régimes de financement participatif en capital :

- le *Règlement 45-108 sur le financement participatif* (le **Règlement 45-108**) est entré en vigueur le 25 janvier 2016 en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse; l'Alberta a, pour sa part, pris ce même règlement le 22 février 2017; à ce jour, aucun portail de financement ne s'est inscrit à titre de courtier d'exercice restreint en vertu du Règlement 45-108, et nul ne s'est prévalu du régime qu'il introduit;

- la Rule 45-517 *Prospectus Exemption for Start-up Businesses* de l'Alberta Securities Commission (la **Rule 45-517 de l'ASC**) est entrée en vigueur le 19 juillet 2016; elle s'apparente aux décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage mais ne prévoit pas de dispense d'inscription, pas plus qu'elle n'exige le recours à un portail de financement; en date du 31 décembre 2019, son utilisation a été somme toute limitée, avec 6 placements en vertu desquels une somme totale de 130 650 $ a été réunie.

Par ailleurs, un certain nombre de sociétés inscrites à titre de courtiers sur le marché dispensé et de courtiers d'exercice restreint ont lancé des portails en ligne facilitant le financement participatif sous le régime de dispenses de prospectus existantes, telles que les dispenses pour placement au moyen d'une notice d'offre et pour placement auprès d'investisseurs qualifiés en vertu du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le **Règlement 45-106**).

D'après certains participants au marché, l'introduction d'un cadre réglementaire harmonisé à l'échelle pancanadienne et adapté au financement participatif en capital favoriserait le recours à ce type de financement comme moyen de collecte de capitaux chez les entreprises et émetteurs en démarrage.

Objet du règlement

Les ACVM proposent d'introduire le règlement en vue d'harmoniser le cadre réglementaire du financement participatif en capital chez les entreprises et émetteurs en démarrage.

Si le règlement et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage partagent certaines caractéristiques clés, nous avons toutefois apporté des modifications ciblées afin d'améliorer l'efficacité du financement participatif en tant qu'outil de collecte de capitaux pour les entreprises et les émetteurs en démarrage, tout en continuant de protéger adéquatement les investisseurs. Dans les territoires des autorités ayant rendu une décision générale, le règlement remplacera les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage.

Un tableau comparant les principales différences entre le règlement et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage est présenté à l'Annexe A.

Résumé du règlement

Le règlement institue ce qui suit :

- une dispense de l'obligation de prospectus (la **dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage**) qui permet à l'émetteur non assujetti de placer des titres admissibles par l'intermédiaire d'un portail de financement en ligne;

- une dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier (la **dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage**) pour les portails de financement qui facilitent les placements en ligne par des émetteurs qui se prévalent de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage.

Dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage

Cette dispense est ouverte à l'émetteur qui remplit un certain nombre de conditions, notamment :

- le placement et le paiement des titres sont facilités par un portail de financement qui se prévaut de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage ou qui est exploité par un courtier sur le marché dispensé ou un courtier en placement;

- le produit brut total réuni par le groupe de l'émetteur[2] au cours des 12 mois précédant la clôture du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage n'excède pas 1 000 000 $;

- chaque souscripteur investit au plus 2 500 $ ou, si un courtier inscrit lui a prodigué le conseil que le placement lui convient, 5 000 $;

- l'émetteur établit un document d'offre présentant l'information sur ses activités et le placement et le met à la disposition de chaque souscripteur sur la plateforme du portail de financement;

- la clôture du placement ne survient que si l'émetteur obtient le montant minimum à réunir indiqué dans le document d'offre dans les 90 jours suivant la date à laquelle celui-ci est affiché sur la plateforme du portail de financement;

- l'émetteur accorde au souscripteur le droit de résoudre sa convention de souscription de titres par la transmission d'un avis au portail de financement dans un délai de deux jours.

[2] Le groupe de l'émetteur s'entend, à l'égard de l'émetteur, de l'émetteur lui-même, d'un membre du même groupe que l'émetteur, d'un émetteur qui exploite une entreprise avec l'émetteur ou un membre du même groupe que celui-ci et d'un émetteur dont l'entreprise a été fondée ou constituée par une personne ayant fondé ou constitué l'émetteur.

Dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage, l'émetteur n'est pas tenu de fournir des états financiers aux investisseurs. Aucune obligation d'information continue n'est liée à la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage.

La dispense de prospectus n'est pas ouverte à l'émetteur qui compte utiliser le produit du placement pour investir dans une entreprise non précisée ou pour fusionner avec elle. Les investisseurs souhaitant investir auprès de tels émetteurs sont mieux protégés par d'autres régimes, notamment le programme des sociétés de capital de démarrage de la Bourse de croissance TSX.

Dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage

Cette dispense est ouverte au portail de financement qui remplit un certain nombre de conditions, notamment :

- au moins 30 jours avant la première date à laquelle il facilite un placement par financement participatif d'une entreprise de démarrage dans un territoire donné, il transmet à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A3, *Renseignements sur le portail de financement*, dûment rempli, et pour chacun de ses principaux intéressés, le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A4, *Renseignements personnels relatifs au portail*, dûment rempli;

- lui ou l'un de ses principaux intéressés ne fait pas ni n'a fait l'objet, au cours des 10 dernières années, de certaines procédures mentionnées dans le règlement, notamment des poursuites liées à une affaire de fraude, de vol, d'abus de confiance, de placements illégaux ou à des allégations de conduite similaire;

- il détient les actifs de chaque souscripteur séparément de ses propres biens, en fiducie au profit du souscripteur et, dans le cas d'espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

- il transmet la documentation nécessaire (comme le document d'offre de l'émetteur et toute modification de celui-ci) et obtient des souscripteurs la reconnaissance de risque prévue par le règlement relativement à un placement de titres admissibles;

- il n'est pas inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières;

- il ne prend aucune des mesures suivantes :

    - fournir un conseil à un souscripteur sur la qualité de l'investissement ou autrement faire une recommandation ou une déclaration sur la convenance des titres admissibles;

- percevoir des commissions, des frais ou d'autres paiements analogues d'un souscripteur dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage.

Advenant son insolvabilité, le portail de financement ne peut se prévaloir de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage. Le portail de financement qui se prévaut de cette dispense doit transmettre à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, *Attestation annuelle relative au fonds de roulement* dans les 10 jours suivant la fin de l'année civile. Conformément à cette obligation, il doit attester disposer du fonds de roulement nécessaire pour poursuivre ses activités pendant au moins les 12 mois suivants. S'il devient insolvable ou abandonne ses activités, il doit aviser rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs.

Conformément au règlement, la société inscrite à titre de courtier sur le marché dispensé ou de courtier en placement peut exploiter un portail de financement qui facilite le placement de titres sous le régime de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage, pourvu qu'elle respecte les conditions qui y sont prévues.

Guide pour les entreprises et guide pour les portails de financement

Les guides ont pour objectif d'aider les portails de financement et les émetteurs à comprendre les obligations instaurées par le règlement.

Le guide pour les entreprises présente de l'information en langage simple, sous forme de questions et réponses, dont les émetteurs devraient tenir compte lors d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage.

De son côté, le guide pour les portails de financement renferme de l'information que les entreprises qui comptent exercer des activités de portail de financement devraient prendre en considération, notamment les facteurs applicables aux portails de financement qui se prévalent de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage et à ceux qui sont exploités par des courtiers inscrits.

Nous comptons publier les guides sous forme d'avis du personnel des ACVM lors de la publication de la version définitive du règlement.

Prolongation des décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage

Les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage expireront le 13 mai 2020. Les autorités ayant rendu une décision générale publieront en même temps que le présent avis une modification à leurs décisions locales de façon à les maintenir jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement, le cas échéant.

Points d'intérêt local

Une annexe est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, y compris des avis ou d'autres documents de politique d'application locale. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Publication

Le règlement, les modifications corrélatives et les guides sont publiés avec le présent avis.

Consultation

Outre les commentaires sur tous les aspects du règlement, des guides et des modifications corrélatives, les ACVM souhaitent également obtenir des réponses aux questions suivantes :

1. Nous réfléchissons à la possibilité d'abroger le Règlement 45-108 puisque le régime qu'il institue n'a pas été utilisé. Nous soulignons par ailleurs que la mise en œuvre du règlement pourrait réduire la nécessité pour les participants au marché de se prévaloir du régime du Règlement 45-108. Êtes-vous en faveur de son maintien? Dans l'affirmative, expliquez pourquoi.

2. Nous sommes conscients que le règlement doit établir un équilibre entre la protection des investisseurs et l'imposition d'obligations simples et souples en matière de collecte de capitaux dans l'esprit même du financement participatif.

   Le règlement prévoit des plafonds d'investissement individuels de 2 500 $ pour chaque souscripteur ou de 5 000 $ si un courtier inscrit a prodigué à celui-ci le conseil que le placement lui convenait. Nous reconnaissons que la collecte de capitaux pourrait gagner en souplesse. Aussi sommes-nous à évaluer s'il serait opportun d'élever les plafonds d'investissement individuels à l'un des montants suivants :

   a. 5 000 $ pour chaque souscripteur;

   b. 10 000 $ pour chaque souscripteur, si un courtier inscrit lui a prodigué le conseil que le placement lui convenait;

c. un montant situé entre ceux actuellement prévus par le règlement et ceux susmentionnés.

Quel serait le plafond d'investissement individuel approprié? Veuillez motiver votre réponse et préciser les mesures de protection des investisseurs qui viendraient, selon vous, justifier ce montant.

3. En outre, le règlement limite à 1 000 000 $ le produit total que le groupe de l'émetteur peut réunir au cours d'une période de 12 mois. Nous reconnaissons que la collecte de capitaux pourrait gagner en souplesse. Aussi sommes-nous à évaluer s'il serait opportun d'élever le plafond de placement à l'un des montants suivants :

   a. 1 500 000 $;

   b. un montant situé entre 1 000 000 $ et 1 500 000 $.

   Quelle serait le plafond de placement approprié? Veuillez motiver votre réponse et préciser les mesures de protection des investisseurs qui viendraient, selon vous, justifier ce montant.

4. En vertu du règlement, les émetteurs et, dans certains territoires, les administrateurs et dirigeants signant le document d'offre transmis aux investisseurs engageront leur responsabilité légale si celui-ci contient de l'information fausse ou trompeuse. Cette mesure vient simplifier la réclamation de dommages-intérêts par les investisseurs en pareil cas. D'après certains émetteurs, cette responsabilité est susceptible d'accentuer le fardeau réglementaire associé au régime de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage. En outre, puisque le plafond d'investissement prévu par le règlement est bas, nous estimons qu'il est peu probable que des souscripteurs intentent des poursuites pour information fausse ou trompeuse. Au final, nous croyons que les nouvelles occasions de collecte de capitaux que procure le règlement compensent tout fardeau réglementaire supplémentaire.

   À votre avis, la responsabilité légale pour information fausse ou trompeuse dans le document d'offre dissuadera-t-elle les entreprises et émetteurs en démarrage de réunir des capitaux en vertu du règlement? Un tel caractère dissuasif est-il légitime s'il semble improbable que des poursuites sur ce fondement soient intentées?

5. La définition de l'expression « titre admissible » est limitée aux titres suivants :

   - les actions ordinaires;
   - les actions privilégiées non convertibles;
   - des titres comme des bons de souscription, des reçus de souscription et des accords simples pour des titres futurs (*simple agreements for future equity*

ou SAFE en anglais) qui sont convertibles en actions ordinaires ou en actions privilégiées non convertibles;
- les titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt fixe ou variable;
- les parts de société en commandite.

La définition de cette expression visait à tenir compte du type de titres que les entreprises ou émetteurs en démarrage seraient susceptibles d'offrir, et à veiller à ce que l'on ne se prévale pas de la dispense pour offrir des titres plus complexes, comme des titres adossés à des actifs et des produits structurés. Y aurait-il lieu d'y inclure d'autres types de titres (par exemple, des parts de fiducie, des parts sociales de coopératives ou autres)? Dans l'affirmative, lesquels et pourquoi?

Veuillez présenter vos commentaires au plus tard le **27 mai 2020**.

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Par ailleurs, tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.albertasecurities.com, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.gov.ca. Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe qu'ils précisent en quel nom leur mémoire est présenté.

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

Veuillez adresser vos commentaires à chacune des autorités suivantes :

Alberta Securities Commission
Autorité des marchés financiers
British Columbia Securities Commission
Bureau des valeurs mobilières du Nunavut
Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon
Bureau du surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Nova Scotia Securities Commission
Office of the Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard

Veuillez envoyer vos commentaires **seulement** aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres autorités.

M^e^ Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-8381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West, 22^e^ étage
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416 593-2318
comments@osc.gov.on.ca

Annexes

Le présent avis contient les annexes suivantes :

- Annexe A – Principales différences entre les dispenses d'inscription et de prospectus prévues par le *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage;
- Annexe B – Avis 45-XXX du personnel des ACVM, *Indications sur le recours aux dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Gabriel Perras
Analyste
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4388
Sans frais : 1 877 525-0337
gabriel.perras@lautorite.qc.ca

Elliott Mak
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604 899-6501
emak@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel, Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
Manager, Legal, Market Regulation
Alberta Securities Commission
493 355-9043
Navdeep.Gill@asc.ca

Denise Weeres
Director, New Economy
Alberta Securities Commission
403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Gillian Findlay
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 297-3302
gillian.findlay@asc.ca

Mikale White
Legal Counsel
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Sarah Hill
Legal Counsel
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204 945-0605
Sarah.Hill@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
Manager, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-2323
Sans frais : 1 877 785-1555
jmatear@osc.gov.on.ca

Erin O'Donovan
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 204-8973
Sans frais : 1 877 785-1555
eodonovan@osc.gov.on.ca

Faustina Otchere
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 596-4255
Sans frais : 1 877 785-1555
fotchere@osc.gov.on.ca

Adrian Molder
Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-2389
Sans frais : 1 877 785-1555
amolder@osc.gov.on.ca

Jason Alcorn
Conseiller juridique principal et conseiller spécial du directeur général
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
506 643-7857
Sans frais : 1 866 933-2222
jason.alcorn@fcnb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey
Legal Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7630
peter.lamey@novascotia.ca

Annexe A

Principales différences entre les dispenses d'inscription et de prospectus prévues par le projet de *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* et les décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
Produit total maximal que peut réunir le groupe de l'émetteur sous le régime de la dispense de prospectus	250 000 $ par placement, jusqu'à un maximum de deux placements par année civile.	1 000 000 $ au cours de la période de 12 mois précédant la clôture du placement.
Somme maximale pouvant être investie, par personne et par placement, sous le régime de la dispense de prospectus	• 1 500 $; • en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan, 5 000 $ si un courtier inscrit a prodigué au souscripteur le conseil que le placement lui convient.	• 2 500 $; • 5 000 $ si un courtier inscrit a prodigué au souscripteur le conseil que le placement lui convient.

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
Confirmation de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières avant qu'un portail de financement ne commence à faciliter un placement	Le portail de financement ne peut faciliter des placements que si l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières confirme par écrit avoir reçu ce qui suit : • un formulaire de renseignements sur le portail de financement, dûment rempli; • un formulaire de renseignements personnels relatifs au portail de financement pour chaque principal intéressé (« commettant ») du portail de financement, dûment rempli; • tout autre document ou renseignement exigé par l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières.	Le portail de financement doit transmettre les formulaires requis au moins 30 jours avant de commencer à faciliter des placements. La confirmation écrite de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières n'est pas obligatoire. Le portail de financement ne peut cependant pas se prévaloir de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage si, dans les 30 jours suivant la réception du formulaire de renseignements sur le portail de financement, l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières l'avise ou avise l'un de ses principaux intéressés que les politiques et procédures de gestion des fonds des souscripteurs ne remplissent pas les conditions prévues par le règlement.
Exclusion des délinquants	Sans objet	Un portail de financement ne peut se prévaloir de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage si lui ou l'un de ses principaux intéressés fait ou a fait l'objet de certaines procédures, au cours des 10 dernières années, dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol ou d'abus de confiance ou sur des allégations de conduite similaire, notamment.

Thème principal	Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage	Règlement
Attestation de ressources financières du portail de financement	Sans objet	Chaque année, le portail de financement doit attester disposer du fonds de roulement nécessaire pour poursuivre ses activités pendant au moins les 12 mois suivants en transmettant un formulaire de renseignements sur le portail de financement dûment rempli ou le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, *Attestation annuelle relative au fonds de roulement.*
Responsabilité pour information fausse ou trompeuse dans le document d'offre	La législation en valeurs mobilières ne prévoit pas cette responsabilité. Les décisions générales n'obligent pas l'émetteur à accorder des droits contractuels aux souscripteurs. Ces derniers peuvent disposer de droits en vertu de la common law ou du droit civil.	L'émetteur est tenu à la même responsabilité légale que celle prévue par la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre conformément à l'article 2.9 du Règlement 45-106.
Investissement dans une entreprise non précisée	Aucune restriction.	La dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage n'est pas ouverte aux émetteurs qui comptent utiliser le produit du placement pour investir dans une entreprise non précisée ou fusionner avec elle.
Forme de la déclaration de placement avec dispense	Sauf en Colombie-Britannique, les émetteurs doivent remplir le Formulaire 5 – *Financement participatif des entreprises en démarrage – Déclaration de placement avec dispense*. En Colombie-Britannique, les émetteurs doivent remplir le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense.*	Les émetteurs doivent remplir le formulaire prévu à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*.

Thème principal	**Décisions relatives au financement participatif des entreprises en démarrage**	**Règlement**
Date d'expiration	Les décisions devaient venir à échéance le 13 mai 2020. Elles seront prolongées jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement, le cas échéant.	Le règlement n'a pas de date d'expiration.

Annexe B

Canadian Securities Administrators | Autorités canadiennes en valeurs mobilières

Avis 45-XXX du personnel des ACVM
Indications sur le recours aux dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage

Le XX 202X

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM**) ont mis en œuvre le *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* afin d'offrir aux entreprises en démarrage un autre moyen de recueillir des capitaux grâce au financement participatif en capital (la **dispense de prospectus**).

Le personnel (le **personnel** ou **nous**) des ACVM a rédigé le présent avis du personnel (l'**avis**) pour aider les émetteurs à recueillir des capitaux sous le régime de la dispense de prospectus ainsi que les entreprises qui proposent d'exploiter un portail de financement pour faciliter le recours à cette dispense.

Le présent avis inclut les documents suivants :

- Annexe 1 – Projet de Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises
- Annexe 2 – Projet de Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Gabriel Perras
Analyste
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4388
Sans frais : 1 877 525-0337
gabriel.perras@lautorite.qc.ca

Elliott Mak
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604 899-6501
emak@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel, Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
Manager, Legal, Market Regulation
Alberta Securities Commission
493 355-9043
Navdeep.Gill@asc.ca

Denise Weeres
Director, New Economy
Alberta Securities Commission
403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Gillian Findlay
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 297-3302
gillian.findlay@asc.ca

Mikale White
Legal Counsel
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Sarah Hill
Legal Counsel
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204 945-0605
Sarah.Hill@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
Manager, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-2323
Sans frais : 1 877 785-1555
jmatear@osc.gov.on.ca

Erin O'Donovan
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 204-8973
Sans frais : 1 877 785-1555
eodonovan@osc.gov.on.ca

Faustina Otchere
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 596-4255
Sans frais : 1 877 785-1555
fotchere@osc.gov.on.ca

Adrian Molder
Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-2389
Sans frais : 1 877 785-1555
amolder@osc.gov.on.ca

Jason Alcorn
Conseiller juridique principal et conseiller spécial du directeur général
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
506 643-7857
Sans frais : 1 866 933-2222
jason.alcorn@fcnb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey
Legal Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7630
peter.lamey@novascotia.ca

Annexe 1

Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises

Le financement participatif est un processus permettant à une personne ou à une entreprise de recueillir des sommes auprès d'un grand nombre de personnes, généralement par Internet. Habituellement, l'objectif est de recueillir des fonds suffisants pour réaliser un projet précis. Il existe différents types de financement participatif, notamment les dons, la prévente de produits ou la vente de parts ou d'autres titres. Le présent guide traite de la vente de titres, appelée financement participatif en capital.

Financement participatif en capital

Le financement participatif en capital est le processus par lequel une entreprise recueille des fonds grâce à l'émission de titres (comme des parts) que peuvent souscrire de nombreuses personnes par l'entremise d'un portail de financement sur le Web. Ce type de financement participatif doit se conformer à la législation en valeurs mobilières des provinces et des territoires où l'entreprise et les investisseurs éventuels sont situés.

Obligations légales

Au Canada, les opérations sur titres sont assujetties à des obligations légales. Par exemple, l'entreprise qui souhaite recueillir des fonds en émettant des titres doit déposer un prospectus (document d'information exhaustif qui comprend les états financiers) auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chaque province et territoire où l'entreprise et ses investisseurs éventuels son situés ou obtenir une dispense de prospectus en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Toutefois, ces obligations peuvent être coûteuses pour les entreprises en démarrage. Les entreprises peuvent se prévaloir de plusieurs dispenses d'application de l'obligation de prospectus pour s'adonner au financement participatif en capital au Canada. Mais ces dispenses exigent de l'information plutôt exhaustive et/ou restreignent les types d'investisseurs aptes à investir. Les autorités en valeurs mobilières du Canada ont créé un régime simplifié permettant aux entreprises en démarrage et aux petites entreprises (les « **émetteurs** ») de recueillir de petites sommes auprès du public au moyen du financement participatif en capital sans avoir à déposer un prospectus ou à établir des états financiers (la « **dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage** »).

L'émetteur prépare plutôt un document d'information abrégé dans lequel les états financiers ne sont pas requis.

En vertu de la législation en valeurs mobilières du Canada, l'entreprise qui entend exploiter un portail de financement, par exemple créer un site Web regroupant des acquéreurs et des vendeurs de titres, doit normalement s'inscrire à titre de courtier auprès de l'autorité en valeurs mobilières. Toutefois, si le portail de financement ne se limite qu'à certaines activités, il lui sera permis de faciliter les opérations sur les titres sans avoir à s'inscrire à titre de courtier (la « **dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage** »). Dans le présent guide, la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage et la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage sont désignées les « **dispenses pour financement participatif des entreprises en démarrage** » ou le « **financement participatif des entreprises en démarrage** ».

Le présent guide s'adresse aux émetteurs qui ont l'intention de recueillir des fonds sous le régime de la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage. Dans le présent guide, le terme « **autorité** » désigne l'autorité en valeurs mobilières ou l'autorité de réglementation provinciale compétente.

Fonctionnement du financement participatif d'une entreprise en démarrage

Entreprise (Émetteur)		Une petite entreprise ou une entreprise en démarrage a une idée, mais a besoin de fonds pour la réaliser. Elle élabore un argumentaire d'investissement comprenant des renseignements de base sur les risques liés au projet. Elle fixe ensuite le montant minimum à amasser pour atteindre son objectif et affiche l'argumentaire sur un site Web de financement participatif.
Investisseur		Un investisseur repère une entreprise intéressante sur un site Web de financement participatif. Après avoir lu toute l'information sur l'entreprise (qu'il doit s'assurer de bien comprendre) et fait des recherches sur celle-ci et les personnes concernées, il peut investir une somme maximale de 2 500 $. Dans certains cas, il peut investir jusqu'à 5 000 $ si un courtier inscrit a déterminé que le placement convient à l'investisseur. Dans chaque cas, l'investisseur doit comprendre et reconnaître les risques associés au placement.
Site Web de financement participatif (portail de financement)		Le site Web de financement participatif détient en fiducie les fonds recueillis par l'entreprise jusqu'à ce que le montant minimum soit recueilli. Si l'entreprise ne parvient pas à recueillir les fonds nécessaires, chaque investisseur est remboursé.

Les émetteurs qui veulent recueillir des fonds sous le régime de la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage doivent établir un document d'offre et l'afficher sur le site Web d'un portail de financement participatif. Les investisseurs sont alors en mesure de se renseigner sur le placement et de prendre la décision d'investir ou non. Avant d'investir, les investisseurs doivent confirmer qu'ils ont lu le document d'offre et compris que l'investissement est risqué.

Dans quels cas envisager le financement participatif d'une entreprise en démarrage?

Avant de lancer une campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage, la direction de l'émetteur devrait prendre les mesures suivantes :

- évaluer les autres sources de financement, comme un prêt d'une institution financière;
- évaluer si elle est prête à investir le temps et les efforts nécessaires à la préparation et au lancement de la campagne;
- décider du type de titres offerts et de leurs caractéristiques;
- établir le nombre et le prix de souscription des titres;
- évaluer si elle est capable de gérer un grand nombre de porteurs de titres.

Si la campagne de financement participatif de l'entreprise en démarrage misant sur la vente de parts (ou d'autres titres de capitaux propres) est une réussite, les fondateurs de l'émetteur pourraient devoir céder une partie de la propriété de celui-ci à des investisseurs. Les investisseurs pourraient souhaiter être tenus au courant des succès et des échecs de l'émetteur. La direction de l'émetteur devrait se demander si elle est prête à consacrer le temps et les efforts nécessaires au maintien des relations avec les investisseurs.

La dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage n'est pas offerte aux émetteurs assujettis (sociétés ouvertes). Ces émetteurs doivent constamment fournir au public de l'information sur leurs activités commerciales par le dépôt de leurs états financiers et d'autres documents exigés par la législation en valeurs mobilières. Ce type d'émetteur est considéré comme mieux établi que les émetteurs en démarrage qui sont autorisés à recourir au financement participatif d'entreprise en démarrage.

De plus, la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage n'est pas offerte aux émetteurs qui recueillent des fonds sans objectif commercial précis, communément appelés des « fonds sans objectifs de placement » (*blind pools*). Si l'émetteur a l'intention d'affecter le produit tiré du placement à un investissement dans une entreprise qui n'est pas décrite dans son document d'offre, à une fusion ou un regroupement avec celle-ci ou à son acquisition, il devra alors recueillir des capitaux par d'autres moyens que sous le régime de la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage.

Où le financement participatif des entreprises en démarrage est-il autorisé?

La dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage est offerte aux émetteurs dont le siège est situé au Canada.

Si un émetteur souhaite recueillir des fonds par la voie du financement participatif des entreprises en démarrage dans une province ou un territoire en particulier, le portail de

financement doit être autorisé à y exercer ses activités (se reporter à la rubrique « *Où puis-je obtenir des renseignements pour savoir si les activités d'un portail de financement sont autorisées?* » ci-après).

Quelle est la somme maximale pouvant être recueillie? À quelle fréquence un émetteur peut-il procéder à un financement participatif d'entreprise en démarrage?

Un émetteur peut recueillir jusqu'à 1 000 000 $ au cours de la période de 12 mois qui précède la clôture du placement. Il peut effectuer autant de placements par année civile que bon lui semble pour atteindre ses objectifs.

À titre d'exemple, si l'émetteur a déjà recueilli 250 000 $ le 1er juin et 300 000 $ le 31 décembre sous le régime de la dispense pour financement participatif des entreprises en démarrage, il peut encore recueillir 450 000 $ jusqu'au 31 mai suivant sous le régime de cette dispense.

Le montant maximum s'applique collectivement à l'émetteur et aux émetteurs reliés du groupe de l'émetteur. Le sens de « **groupe de l'émetteur** » est large. Outre l'émetteur, l'expression groupe de l'émetteur comprend les membres du même groupe que lui (comme les sociétés reliées) et tout autre émetteur qui exploite une entreprise avec l'émetteur ou avec un membre du même groupe que lui ou dont l'entreprise a été fondée ou établie par la personne qui a fondé ou établi l'émetteur.

L'émetteur doit-il placer des actions ordinaires dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage?

Les titres offerts dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage doivent figurer parmi ceux qu'autorise la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage. L'émetteur peut recourir au financement participatif d'une entreprise en démarrage pour placer des actions ordinaires, mais il peut aussi placer des actions privilégiées non convertibles, des titres de créance non convertibles assortis de taux d'intérêt fixes ou variables ou des parts de société en commandite.

L'émetteur peut également émettre des titres convertibles en actions ordinaires ou en actions privilégiées non convertibles. Parmi ces titres peuvent figurer certains types de bons de souscription, d'options et d'accords simples pour des capitaux propres futurs.

Il revient à l'émetteur de choisir le type de titre qui contribuera le mieux à l'atteinte de ses objectifs de croissance et de développement.

La conclusion d'un placement par financement participatif doit-elle respecter un délai prescrit?

Le document d'offre doit indiquer le montant minimum que l'émetteur doit recueillir pour clore le placement. L'émetteur dispose d'un maximum de 90 jours pour y parvenir à compter de la date à laquelle le document d'offre est mis à la disposition des investisseurs pour la première fois par l'intermédiaire du site Web du portail de financement.

Les investisseurs versent les fonds de leur investissement sur le portail de financement. Celui-ci conservera ensuite l'argent en fiducie. Avant que les fonds puissent être libérés en faveur de l'émetteur, les conditions suivantes doivent avoir été remplies :

- l'émetteur a atteint le montant minimum du placement et a décidé de le conclure;
- le délai d'exercice de tous les droits de résolution a expiré (se reporter à la rubrique « Qu'arrive-t-il si un investisseur change d'avis? » ci-après).

Si le montant minimum n'est pas atteint ou si l'émetteur retire la campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage, le portail de financement doit rembourser tous les fonds aux investisseurs.

Un émetteur ou un groupe d'émetteurs reliés peut-il effectuer plus d'un financement participatif des entreprises en démarrage à la fois?

Non. Le groupe de l'émetteur ne peut effectuer plus d'une campagne de financement participatif des entreprises en démarrage à la fois sur le même ou sur différents portails de financement aux mêmes fins. Il doit attendre que la première campagne soit terminée avant d'en lancer une deuxième.

Quel est le montant maximum que l'émetteur peut recueillir par investisseur?

L'émetteur ne peut accepter d'un investisseur un montant supérieur à 2 500 $ pour un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage. Toutefois, le plafond peut être haussé à 5 000 $ si un courtier inscrit a prodigué à l'investisseur le conseil que le placement lui convient.

L'émetteur peut exiger un montant minimum par investisseur, mais pas plus de 2 500 $ si aucun courtier inscrit ne se prononce.

Lancement d'une campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage

L'émetteur qui a décidé de lancer une campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage doit établir un document d'offre et choisir un portail de financement sur lequel l'afficher. Les émetteurs doivent établir le document d'offre selon l'Annexe 45-110A1, *Document d'offre*.

Qu'est-ce qu'un portail de financement?

Le portail de financement est un site Web qui permet aux acquéreurs et aux vendeurs de se rencontrer en affichant un répertoire de campagnes de financement participatif d'entreprises en démarrage et qui facilite le versement à l'émetteur du prix de souscription payé par l'investisseur. Le portail de financement doit assumer plusieurs responsabilités, dont les suivantes :

- afficher le document d'offre de l'émetteur;
- mettre les investisseurs éventuels en garde contre les risques;
- détenir tous les fonds des investisseurs en fiducie jusqu'à ce que l'émetteur soit autorisé à procéder à la clôture du placement;
- rembourser les investisseurs, sans déduction, si l'émetteur n'atteint pas la cible de financement minimum ou retire sa campagne.

Généralement, les portails de financement imposent des frais aux émetteurs pour héberger une telle campagne sur leur site Web.

Quels sont les types de portails de financement disponibles?

Les portails de financement pouvant permettre le financement participatif des entreprises en démarrage se déclinent en deux types au Canada :

- les portails de financement qui sont exploités par des courtiers inscrits (comme des courtiers en placement ou des courtiers sur le marché dispensé) devant prodiguer aux investisseurs des conseils sur la convenance du placement;

- les portails de financement qui sont exploités par des personnes se prévalant de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage et n'étant pas autorisées à fournir des conseils sur la convenance du placement.

L'émetteur peut choisir le type de portail de financement pour sa campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage.

Un portail de financement devrait pouvoir garantir à l'émetteur la prestation de certains services nécessaires au financement participatif d'une entreprise en démarrage, notamment la mise à la disposition de l'investisseur du document d'offre et des mises en garde sur les risques par l'entremise du site Web.

Où puis-je obtenir des renseignements pour savoir si les activités d'un portail de financement sont autorisées?

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières tiennent une liste des portails de financement actuellement autorisés à exercer leurs activités dans au moins un territoire du Canada. L'émetteur peut la consulter pour vérifier si le portail de financement y est autorisé dans les territoires où il se propose de mener un financement participatif d'entreprise en démarrage.

De plus, il pourrait juger bon d'évaluer d'autres aspects des activités du portail, par exemple en se renseignant sur les personnes qui l'exploitent, sur sa gestion des fonds recueillis auprès des investisseurs et sur les frais qu'il demandera à l'émetteur pour afficher son document d'offre.

Quels renseignements doit contenir le document d'offre?

L'émetteur doit présenter toute l'information prescrite à l'Annexe 45-110A1, *Document d'offre*. Elle oblige l'émetteur à communiquer des renseignements de base sur ses activités et le placement, sur l'emploi prévu des fonds et sur les risques pertinents de l'entreprise ou du projet. L'émetteur doit également indiquer le montant minimum qu'il doit recueillir pour atteindre ses objectifs commerciaux. Il doit fournir suffisamment de détails sur l'entreprise dans le document d'offre pour permettre aux investisseurs de comprendre clairement ce qu'il fait ou entend faire.

Si l'émetteur recueille des fonds au Québec, le document d'offre et le formulaire de reconnaissance de risque doivent être mis à la disposition des investisseurs en français, ou en français et en anglais.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le document d'offre, y compris sur la manière de l'établir, se reporter à l'Annexe 45-110A1, *Document d'offre*.

Est-il nécessaire d'intégrer des états financiers au document d'offre?

L'émetteur n'est pas tenu de fournir des états financiers aux investisseurs relativement à un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage.

Cependant, l'émetteur peut choisir de mettre ses états financiers à leur disposition. Par exemple, bon nombre d'investisseurs se servent des états financiers pour évaluer et

comparer les occasions d'investissement, et ils pourraient être réticents à investir dans une entreprise qui ne fournit pas ce type d'information. De plus, si l'émetteur choisit de communiquer une mesure de la performance financière (comme le chiffre d'affaires et les charges), de la situation financière (comme la valeur du matériel et l'endettement) ou des flux de trésorerie dans le document d'offre, il doit mettre à la disposition des investisseurs ses états financiers pour le dernier exercice terminé. La mesure présentée dans le document d'offre doit correspondre à un montant figurant dans les états financiers ou faire l'objet d'un rapprochement avec un tel montant.

L'émetteur qui choisit de mettre ses états financiers à la disposition des investisseurs doit prendre les mesures suivantes :

- établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada;
- présenter son résultat opérationnel pour son dernier exercice terminé;
- inclure la mention prévue à la rubrique 3.5 de l'Annexe 45-110A1, *Document d'offre*.

Comme pour toute information communiquée aux investisseurs, les états financiers ne doivent pas présenter d'information fausse ou trompeuse.

L'émetteur peut afficher les états financiers sur son site Web pour en faciliter la consultation par les investisseurs. **Toutefois, s'il intègre ses états financiers dans son document d'offre ou y inclut un lien vers ceux-ci, il sera probablement tenu, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de les établir selon les principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public.**

D'autres obligations que celles prévues par la législation en valeurs mobilières pourraient s'appliquer. Par exemple, les lois régissant les sociétés dans certains territoires pourraient obliger les émetteurs à établir et à transmettre à leurs actionnaires des états financiers annuels audités. De plus, ces émetteurs pourraient être tenus de convoquer des assemblées annuelles des actionnaires et de présenter certains renseignements précis dans une circulaire de sollicitation de procurations. Pour vérifier l'application de ces obligations, les émetteurs peuvent se reporter au droit des sociétés applicable et consulter leurs conseillers juridiques.

Dois-je communiquer de l'information sur moi ou d'autres responsables de l'émetteur?

L'émetteur doit présenter dans le document d'offre certains renseignements sur le lieu de résidence, les fonctions principales, les compétences et la détention de titres de chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle.

Administrateur : une personne physique qui occupe un poste d'administrateur de l'émetteur ou une autre personne physique occupant des fonctions similaires.

Dirigeant : le chef de la direction, le président, un vice-président, le secrétaire général, le directeur général ou toute autre personne physique qui exerce les fonctions de dirigeant auprès de l'émetteur. Si l'émetteur est une société en commandite, il faut également fournir les renseignements sur les dirigeants du commandité.

Fondateur : une personne qui, agissant seule, en collaboration ou de concert avec une ou plusieurs personnes, prend l'initiative, directement ou indirectement, de fonder ou de constituer l'entreprise de l'émetteur ou de la réorganiser de manière importante et qui, au moment du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage, participe activement à l'activité de l'émetteur.

Personne participant au contrôle : toute personne qui, seule ou avec d'autres personnes agissant de concert, détient plus de 20 % des droits de vote est généralement considérée comme une personne participant au contrôle de l'émetteur.

L'émetteur doit-il fournir de l'information à l'investisseur après la campagne de financement participatif?

Même si la législation en valeurs mobilières du Canada n'oblige pas l'émetteur à fournir de l'information aux investisseurs, ceux-ci voudront néanmoins rester informés. L'émetteur devrait indiquer aux investisseurs dans le document d'offre s'il a l'intention de les tenir informés de ses activités et de leur investissement et comment il entend le faire. Il peut les informer par des bulletins, sur les médias sociaux, par courriel ou au moyen d'états financiers ou de documents similaires.

Que se passe-t-il si un investisseur change d'avis?

Les investisseurs ont le droit d'annuler leur investissement dans les 2 jours ouvrables suivant l'une ou l'autre des situations suivantes :

- la souscription de l'investisseur;
- la transmission, par le portail de financement, d'un avis de modification du document d'offre.

Pour exercer ce droit, appelé droit de résolution, l'investisseur doit en aviser le portail de financement au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable suivant la souscription ou l'avis de modification, selon le cas. Le portail de financement doit rembourser l'investisseur qui l'exerce, sans aucune déduction, dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu l'avis de résolution.

Qu'arrive-t-il si l'information contenue dans le document d'offre est inexacte ou le devient?

L'émetteur doit attester que le document d'offre ne contient aucune **information fausse ou trompeuse**.

Par « information fausse ou trompeuse », on entend l'une des situations suivantes :

- l'information qui est de nature à induire en erreur sur un fait important;
- l'omission d'un fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse dans le document d'offre compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite.

L'information figurant dans le document d'offre pourrait devoir être mise à jour au cours de la campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage. Si le document d'offre est devenu inexact et renferme une information fausse ou trompeuse en raison d'un changement dans les circonstances de l'émetteur, celui-ci doit prendre toutes les mesures suivantes :

- en aviser le portail de financement immédiatement;
- modifier le document d'offre et transmettre la nouvelle version au portail de financement dès que possible.

Le portail de financement doit afficher la nouvelle version du document d'offre sur son site Web et aviser rapidement les investisseurs de la modification. La transmission d'un document d'offre modifié permet à un investisseur de résoudre son investissement (se reporter à la rubrique « *Que se passe-t-il si un investisseur change d'avis?* » ci-dessus).

Il n'est pas nécessaire de tenir le document d'offre à jour une fois la campagne terminée.

Qu'arrive-t-il si un investisseur souscrit des titres alors que le document d'offre contient une information fausse ou trompeuse?

La législation en valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada confère aux investisseurs un **droit d'action en dommages-intérêts (habituellement limité au montant payé pour les titres)** ou un **droit de résolution (pour annuler la souscription)** si un document d'offre renferme une information fausse ou trompeuse. Ces poursuites peuvent être intentées contre l'émetteur et, dans plusieurs provinces et territoires, les administrateurs et les autres personnes qui ont signé le document d'offre.

L'investisseur peut se prévaloir de ce droit d'action, qu'il se soit fondé ou non sur cette information fausse ou trompeuse. Il peut toutefois exister différents moyens de défense,

notamment si l'investisseur avait connaissance de l'information fausse ou trompeuse au moment de la souscription des titres.

Conclusion d'une campagne de financement participatif d'une entreprise en démarrage

Une fois qu'il a recueilli le montant minimum, l'émetteur peut décider de procéder à la « clôture du placement » par l'émission des titres en faveur des investisseurs. Il doit toutefois attendre que le délai de résolution de 2 jours ait expiré pour chaque investisseur.

L'émetteur peut continuer à recueillir des fonds jusqu'à concurrence du montant maximum indiqué dans le document d'offre à condition de clore le placement au cours de la période de placement maximale de 90 jours. L'émetteur doit indiquer dans le document d'offre ce qu'il entend faire des fonds recueillis en excédent du montant minimum.

À la clôture du placement, le portail de financement verse les fonds recueillis à l'émetteur. Ce dernier devrait retenir la date de clôture du placement puisque certains documents doivent être déposés et transmis dans un délai prescrit suivant la clôture.

Un émetteur peut-il se prévaloir d'une autre dispense de prospectus pour atteindre le montant minimum?

Bien qu'un émetteur ne puisse pas faire plus d'une campagne de financement participatif d'entreprise en démarrage en même temps, il peut, pendant une campagne, recueillir des fonds sous le régime d'autres dispenses de prospectus. Par exemple, l'émetteur peut émettre des titres en faveur d'un investisseur qualifié. La législation en valeurs mobilières, dont le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, prévoit d'autres dispenses de prospectus, comme la dispense pour placement auprès d'investisseurs qualifiés. Les fonds ainsi recueillis peuvent servir à atteindre le montant minimum du placement s'ils sont mis à la disposition de l'émetteur sans condition. Dans un tel cas, l'émetteur n'a pas à modifier le document d'offre.

L'émetteur qui recueille des fonds sous le régime d'autres dispenses de prospectus doit se conformer aux conditions des dispenses pour financement participatif d'entreprise en démarrage et des autres dispenses. Il est recommandé à l'émetteur de demander conseil à un professionnel s'il a des questions en ce qui a trait à la conformité.

Après la clôture

Quels documents doivent être déposés auprès des autorités en valeurs mobilières?

Au plus tard 30 jours après la clôture du placement, l'émetteur doit déposer le document d'offre et la déclaration de placement avec dispense prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, auprès de l'autorité de chaque territoire où se trouvent les investisseurs. Par exemple, l'émetteur qui a recueilli des fonds au Québec et en Nouvelle-Écosse doit déposer ces documents auprès de l'Autorité des marchés financiers et de la Nova Scotia Securities Commission.

En outre, le document d'offre et la déclaration de placement avec dispense doivent être déposés auprès de l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur, même si aucun investisseur ne s'y trouve.

L'émetteur doit déposer tous les exemplaires du document d'offre, y compris les versions modifiées.

[Note aux intervenants du secteur : la présente rubrique présentera également des instructions pour aider les émetteurs à déposer le document d'offre et la déclaration de placement avec dispense.]

Envoi d'un avis de confirmation aux investisseurs

Dans un délai de 30 jours après la clôture du placement, l'émetteur doit transmettre un exemplaire du document d'offre et un avis de confirmation à chaque investisseur ayant souscrit des titres, qui comprend les renseignements suivants :

- la date de souscription et la date de clôture du placement;
- le nombre de titres souscrits et leur description;
- le prix payé par titre;
- le total des commissions, frais et autres sommes versés au portail de financement par l'émetteur à l'égard du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage.

Si le portail de financement est en mesure de transmettre ces renseignements aux investisseurs, l'émetteur peut lui en déléguer la responsabilité.

Pour information :

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec l'une des autorités en valeurs mobilières suivantes :

Colombie-Britannique	British Columbia Securities Commission Téléphone : 604 899-6854 ou 1 800 373-6393 Courriel : inquiries@bcsc.bc.ca Site Web : www.bcsc.bc.ca
Alberta	Alberta Securities Commission Téléphone : 403 355-4151 Courriel : inquiries@asc.ca Site Web : www.albertasecurities.com
Saskatchewan	Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Téléphone : 306 787-5645 Courriel : exemptions@gov.sk.ca Site Web : www.fcaa.gov.sk.ca
Manitoba	Commission des valeurs mobilières du Manitoba Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548 Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca Site Web : www.msc.gov.mb.ca
Ontario	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Sans frais : 1 877 785-1555 Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca Site Web : www.osc.ca
Québec	Autorité des marchés financiers Direction du financement des sociétés Sans frais au Québec : 1 877 525-0337 Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca Site Web : www.lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick	Commission des services financiers et des services aux consommateurs Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fcnb.ca Site Web : www.fcnb.ca

Nouvelle-Écosse	Nova Scotia Securities Commission Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499 Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca Site Web : www.nssc.novascotia.ca

Annexe 2

Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement

Introduction et objet

Le présent guide vise à accompagner les portails de financement qui offrent ou ont l'intention d'offrir un moyen d'effectuer des placements en vertu du *Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage* (le « Règlement 45-110 »). Le présent guide est destiné aussi bien aux portails de financement qui se prévalent de la dispense d'inscription prévue par le Règlement 45-110 (un « portail de financement dispensé ») qu'à ceux qui sont exploités par des courtiers inscrits.

Le présent guide décrit les éléments suivants :

- les obligations des portails de financement;
- le fonctionnement d'un placement par financement participatif en vertu du Règlement 45-110, dont un aperçu des responsabilités d'un émetteur que devrait connaître le portail de financement.

Qu'est-ce que le financement participatif en capital?

Le financement participatif en capital est le processus par lequel une entreprise recueille des fonds grâce à l'émission de titres (comme des parts) que peuvent souscrire de nombreuses personnes par l'entremise d'un portail de financement sur le Web. Ce type de financement participatif doit se conformer à la législation en valeurs mobilières des provinces et des territoires où l'entreprise et les souscripteurs éventuels sont situés.

Obligations légales du financement participatif en capital

Au Canada, les opérations sur titres sont assujetties à des obligations légales. Par exemple, une personne physique ou morale qui exploite un portail de financement permettant d'effectuer des placements par financement participatif en capital doit être inscrite dans chaque province ou territoire où elle exerce cette activité ou bénéficier d'une dispense de l'obligation d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières. De la même façon, l'entreprise qui souhaite recueillir des fonds en émettant des titres doit déposer un prospectus auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières de chaque province ou territoire (les « autorités ») où elle a l'intention

de vendre ses titres ou obtenir une dispense de prospectus en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Toutefois, ces obligations peuvent être coûteuses pour les entreprises et les émetteurs en démarrage. Les entreprises peuvent se prévaloir de plusieurs dispenses d'application de l'obligation de prospectus pour s'adonner au financement participatif en capital au Canada. Mais ces dispenses exigent de l'information plutôt exhaustive et/ou restreignent les types d'investisseurs aptes à investir. Les autorités en valeurs mobilières du Canada ont créé un régime simplifié permettant aux entreprises en démarrage et aux petites entreprises de recueillir de petites sommes auprès du public au moyen du financement participatif en capital sans avoir à déposer un prospectus ou à établir des états financiers.

Le Règlement 45-110 prévoit de nouvelles dispenses taillées sur mesure pour les entreprises et les émetteurs en démarrage afin de simplifier le financement participatif en capital et pour qu'il leur soit plus facile de recueillir des fonds par l'émission de titres. Le Règlement 45-110 permet les activités suivantes :

- les entreprises ou les émetteurs en démarrage peuvent recueillir des sommes relativement modestes auprès du public en plaçant des titres auprès de souscripteurs sans avoir à déposer un prospectus ou un document d'offre volumineux et, surtout, sans devoir établir des états financiers (la « dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage »);
- les portails de financement peuvent permettre le placement de ces titres sans devoir s'inscrire à titre de courtier (la « dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage ») tout en étant exploités par des courtiers inscrits.

En vertu du Règlement 45-110, tous les émetteurs qui comptent effectuer un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage doivent faire appel à un portail de financement.

Types de portails de financement visés par le Règlement 45-110

La présente rubrique décrit certaines des principales caractéristiques des portails de financement exploités par des courtiers inscrits et des portails de financement dispensés.

- **Portails de financement exploités par des courtiers inscrits** : Les courtiers inscrits doivent généralement s'acquitter de certaines obligations, notamment en matière de connaissance du client, de connaissance du produit et de détermination de la convenance d'une opération de souscription, d'achat ou de vente de titres au client avant d'accepter son ordre à cet effet. Les portails de financement exploités par des courtiers inscrits sont également visés par ces obligations. Ces portails peuvent permettre le placement de titres sous le régime de la dispense de prospectus pour

les entreprises en démarrage et d'autres dispenses de prospectus. De plus, un souscripteur peut majorer son placement s'il investit par l'entremise d'un tel portail.

- **Portails de financement dispensés** : Les portails de financement dispensés se prévalent de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage. Ils n'ont pas à s'inscrire s'ils respectent toutes les conditions de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage, dont le dépôt de certains documents auprès des autorités. Les obligations des portails de financement dispensés ne sont pas les mêmes que celles des courtiers inscrits. Par exemple, les portails de financement dispensés ne sont pas autorisés à donner des conseils; ils ne peuvent qu'offrir un moyen d'effectuer des placements visés par la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage.

Obligations relatives à l'exploitation des portails de financement dispensés

La personne physique ou morale qui exploite un portail de financement n'a pas à s'inscrire à titre de courtier si elle respecte toutes les conditions de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage. Les réponses aux questions qui suivent fournissent des détails sur bon nombre de ces conditions. La liste complète des conditions imposées aux portails de financement dispensés est présentée dans le Règlement 45-110.

Existe-t-il des restrictions concernant ceux qui peuvent exploiter un portail de financement dispensé?

Un portail de financement ne peut bénéficier de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage si le portail ou l'un de ses fondateurs[1], administrateurs, dirigeants ou personnes participant au contrôle[2] (les « principaux intéressés ») ou encore une entité dont lui ou ses principaux intéressés sont un principal intéressé a été visé par un jugement, une sanction ou une ordonnance similaire pour fraude, vol, abus de confiance, délit d'initié ou allégations de conduite similaire.

---

[1] La personne qui a fondé, constitué ou réorganisé de manière importante le portail de financement est généralement considérée comme un fondateur.

[2] La personne qui détient un nombre suffisant de droits de vote pour contrôler le portail de financement ou qui détient plus de 20 % des droits de vote du portail de financement est généralement considérée comme une personne participant au contrôle du portail de financement.

Le portail de financement ne doit pas être inscrit auprès des autorités. En outre, son siège doit être situé au Canada et la majorité de ses administrateurs doivent être résidents du Canada.

Que doit faire un portail de financement dispensé à l'égard d'un émetteur souhaitant faire appel au financement participatif?

Afficher l'information nécessaire sur son site Web. L'émetteur souhaitant recueillir des capitaux sous le régime de la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage doit fournir au portail de financement un document d'offre qui remplit les conditions de la dispense. Le portail de financement dispensé doit afficher le document d'offre de l'émetteur sur son site Web. L'affichage du document sur le site Web du portail de financement dispensé vise à satisfaire à toute obligation de transmission du document d'offre à un souscripteur éventuel en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Le portail de financement peut évaluer les émetteurs avant d'afficher leurs documents d'offre sur son site Web afin de protéger ses intérêts ou sa réputation.

Confirmer l'endroit où se trouve l'émetteur. Le portail de financement dispensé doit prendre des mesures raisonnables pour s'assurer que le siège de l'émetteur est situé au Canada. Par exemple, la lecture des documents constitutifs peut constituer une mesure raisonnable à cette fin.

Que doit faire un portail de financement dispensé à l'égard des souscripteurs?

Obtenir les reconnaissances nécessaires avant de permettre à un souscripteur d'accéder au site Web. Le portail de financement dispensé ne doit accorder l'accès à son site Web qu'au souscripteur qui aura d'abord reconnu que le portail *i)* n'est pas exploité par un courtier inscrit en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières et *ii)* ne prodigue aucun conseil sur la convenance ou la qualité du placement.

Pour de plus amples renseignements sur le mécanisme de reconnaissance, se reporter à la rubrique « Reconnaissance contextuelle » du présent guide.

S'abstenir de fournir des conseils et de faire des recommandations. Le portail de financement dispensé ne doit pas affirmer aux souscripteurs qu'un placement leur convient ni discuter de la qualité du placement.

Le portail de financement ne peut donc indiquer à un souscripteur que les titres offerts constituent un bon placement ni qu'il devrait effectuer un placement. Il doit s'abstenir d'indiquer ou de faire quoi que ce soit qui puisse laisser entendre à un souscripteur qu'il devrait souscrire des titres parce qu'ils correspondent pour une raison ou une autre à ses besoins ou à ses objectifs de placement.

Cependant, le portail de financement peut fournir de l'information factuelle sur les titres. Par exemple, il peut donner aux souscripteurs l'information présentée dans le document

d'offre concernant les caractéristiques des titres, les risques généraux liés à l'investissement, le fonctionnement du financement participatif d'une entreprise en démarrage et d'autres sujets d'ordre général et factuel.

Confirmer la qualité de souscripteur. Le portail de financement dispensé ne peut permettre la réalisation d'un placement qu'auprès d'un souscripteur qui réside dans une province ou un territoire où le portail remplit les conditions de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage, notamment la transmission de documents à l'autorité compétente (se reporter à la rubrique « Obligations de transmission des portails de financement dispensés » ci-après). Ainsi, le portail de financement dispensé devrait prendre des mesures raisonnables pour s'assurer que le souscripteur réside dans une province ou un territoire où le portail est autorisé à exercer ses activités. Parmi les mesures raisonnables peut figurer l'obligation, pour le souscripteur, de fournir son adresse au Canada, y compris la province ou le territoire de résidence, avant de lui permettre de souscrire des titres.

Obtenir la reconnaissance nécessaire des risques avant de recevoir les fonds. Avant d'accepter les fonds du souscripteur, le portail de financement dispensé doit s'assurer que le souscripteur confirme en ligne qu'il a lu et compris le document d'offre et la mise en garde affichée sur le portail de financement dispensé.

Quelles sont les obligations des portails de financement dispensés en matière de gestion des fonds?

Le portail de financement dispensé doit s'assurer que lui seul reçoit la somme versée par le souscripteur en règlement des titres. Le portail de financement dispensé doit détenir les actifs des souscripteurs séparément de ses biens, dans une fiducie à leur profit et, dans le cas des espèces, auprès d'une institution financière canadienne.

Quelle information sur lui-même le portail de financement dispensé doit-il communiquer sur son site Web?

Le portail de financement dispensé doit mettre en évidence l'information suivante sur son site Web :

- le nom complet, la municipalité et le territoire de résidence, l'adresse postale et électronique professionnelle ainsi que le numéro de téléphone professionnel de chacun de ses principaux intéressés;
- un énoncé indiquant qu'il se prévaut de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage;
- un énoncé indiquant qu'il détiendra les actifs des souscripteurs séparément de ses biens, dans une fiducie à leur profit et, dans le cas des espèces, auprès d'une institution financière canadienne;

- son mode de notification des souscripteurs s'il devient insolvable ou cesse ses activités et la façon dont il remettra aux souscripteurs les actifs qu'il détient et qui leur appartiennent.

Par exemple, il serait généralement acceptable d'afficher clairement l'information sur une page du site Web qui est facilement accessible (comme l'onglet principal d'un menu déroulant).

Quelles sont les autres obligations des portails de financement dispensés?

Ne permettre que la réalisation de placements pour le financement participatif des entreprises en démarrage en vertu du Règlement 45-110. Le portail de financement dispensé ne doit pas permettre la réalisation de placements de titres auprès de souscripteurs sous le régime d'une autre dispense de prospectus que la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage. Le portail de financement qui a l'intention de permettre d'effectuer des placements par financement participatif sous le régime d'une autre dispense de prospectus (comme la dispense pour placement auprès d'investisseurs qualifiés et la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre) doit faire une demande d'inscription à titre de courtier.

Ne percevoir aucune rémunération directement d'un souscripteur. Le portail de financement dispensé ne doit recevoir aucune commission ni autres frais du souscripteur.

Tenir des dossiers. Le portail de financement dispensé doit conserver ses dossiers, notamment ses procédures de conformité, à son siège pendant huit ans à compter de la date de leur établissement.

Obligations de transmission des portails de financement dispensés

Une liste de vérification de certaines obligations des portails de financement dispensés en matière de transmission et de délai figure à l'Annexe A du présent guide.

Quelles sont les étapes préalables au recours à la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage par un portail de financement?

Au moins 30 jours avant son intention de commencer à exercer ses activités sous le régime de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage, le portail de financement doit transmettre les documents suivants à l'autorité de chaque territoire du Canada où il compte solliciter des investisseurs :

1) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A3, *Renseignements sur le portail de financement* (le « formulaire de renseignements sur le portail de financement »);

2) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A4, *Renseignements personnels relatifs au portail* (le « formulaire de renseignements personnels ») rempli pour chaque principal intéressé du portail de financement;
3) les documents justificatifs pertinents (se reporter ci-après).

Les autorités examineront ces documents au cours du délai d'attente de 30 jours et pourraient aviser le portail de financement notamment de ce qui suit :

- les documents que le portail de financement a transmis sont incomplets;
- les politiques et les procédures de gestion des fonds dans le cadre d'un placement par financement participatif de l'entreprise en démarrage décrit dans le formulaire de renseignements du portail de financement et les documents justificatifs ne satisfont pas aux conditions de la dispense.

Le portail de financement ne satisfait pas aux conditions de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage s'il est ainsi avisé et ne peut donc pas exercer ses activités de portail de financement dispensé. Dans ce cas, il doit déposer des documents modifiés auprès des autorités et laisser écouler un délai de 30 jours à compter de la date de dépôt des documents modifiés avant d'entamer ses activités.

Quels sont les documents justificatifs requis?

Le formulaire de renseignements sur le portail de financement et le formulaire de renseignements personnels doivent être accompagnés des documents justificatifs suivants :

- les documents constitutifs, comme les statuts et le certificat de constitution ou la convention de société;
- un organigramme du portail de financement illustrant sa structure et sa propriété qui présente, au moins, toutes ses sociétés mères, tous les membres du même groupe que lui et toutes ses filiales, ainsi que la liste complète de ses porteurs de titres (dont le nombre et le type de titres détenus);
- les détails et les documents pertinents qui décrivent le processus et la procédure de gestion des fonds par le portail de financement dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage, y compris les renseignements suivants :
    - le nom de l'institution financière canadienne qu'utilisera le portail de financement, ainsi que le numéro du compte en fiducie désigné;
    - le nom des signataires du compte et leur rôle auprès du portail de financement;

  - une description de la manière dont les fonds seront détenus dans le compte séparément des biens du portail de financement;
  - une copie de la convention de fiducie relative au compte en fiducie que le portail de financement a ouvert auprès d'une institution financière canadienne ou les renseignements concernant la création du compte ou, si aucune convention de fiducie ni aucun compte en fiducie n'existe, une explication de cette absence;
  - la manière dont les fonds seront transférés *i)* des souscripteurs au compte, *ii)* du compte en fiducie du portail de financement à l'émetteur si la clôture du placement a lieu et *iii)* du compte en fiducie aux comptes bancaires des souscripteurs si la clôture du placement n'a pas lieu ou si le souscripteur a exercé son droit de résolution (pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique du présent guide intitulée « Quels sont les droits des souscripteurs avant la clôture du placement par financement participatif des entreprises en démarrage? »);
- les pièces jointes indiquant les détails pertinents demandés si la réponse à l'une ou l'autre des questions 11 à 14 du formulaire de renseignements sur le portail de financement ou des questions 11 à 18 d'un formulaire de renseignements personnels est « Oui ».

Le respect des obligations relatives au transfert des fonds des souscripteurs est essentiel à l'obtention de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage. Les autorités peuvent vérifier si le portail de financement respecte ces obligations et les autres conditions rattachées à la dispense pour financement participatif des entreprises en démarrage dans le cadre d'examens futurs de la conformité.

Quelles sont les modalités de transmission du formulaire de renseignements sur le portail de financement et des formulaires de renseignements personnels?

Le portail de financement doit transmettre les formulaires et les documents par courriel à l'autorité de chaque territoire où il compte permettre des placements par financement participatif d'entreprises en démarrage. Par exemple, un portail de financement dont le siège se situe en Saskatchewan et qui projette de solliciter des souscripteurs situés dans tous les territoires du Canada doit transmettre les formulaires et les documents décrits dans le présent guide à la Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan et à l'autorité de chacun des autres territoires du Canada.

Qu'y a-t-il à déposer après le début des activités d'un portail de financement dispensé?

Après le début de ses activités, le portail de financement dispensé doit prendre les mesures suivantes :

1) attester, dans les dix jours suivant la fin d'une année civile, qu'il dispose du fonds de roulement suffisant pour poursuivre ses activités pendant encore au moins 12 mois (se reporter à la rubrique « Attestation relative au fonds de roulement » ci-après);
2) transmettre, dans les 30 jours suivant un changement touchant l'information contenue dans le formulaire de renseignements sur le portail de financement ou les formulaires de renseignements personnels, le formulaire ou les formulaires mis à jour.

Attestation relative au fonds de roulement

Le portail de financement dispensé doit attester à l'autorité dans les documents suivants qu'il dispose du fonds de roulement suffisant pour poursuivre ses activités pendant les 12 prochains mois :

- dans le formulaire de renseignements sur le portail de financement dûment rempli;
- dans le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, *Attestation annuelle relative au fonds de roulement* (l'« attestation relative au fonds de roulement ») dûment rempli devant être transmis dans les dix jours suivant la fin d'une année civile.

Voici un exemple : un portail de financement dispensé transmet le formulaire de renseignements sur le portail de financement (accompagné d'une attestation relative au fonds de roulement) le 31 mai 2021. Il s'assure de remplir toutes les conditions de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage et commence à permettre d'effectuer des placements le 30 juin 2021.

- Il doit ensuite transmettre une attestation relative au fonds de roulement entre le 31 décembre 2021 et le 10 janvier 2022 afin de répondre aux exigences lui permettant de poursuivre ses activités de portail de financement dispensé après le 10 janvier 2022.
- S'il transmet son attestation relative au fonds de roulement le 4 janvier 2021, il devra transmettre sa prochaine attestation relative au fonds de roulement entre le 31 décembre 2021 et le 10 janvier 2022 afin de répondre aux exigences lui permettant de poursuivre ses activités de portail de financement dispensé après le 10 janvier 2022.

Le fonds de roulement d'un portail de financement correspond à ses actifs courants, moins ses passifs courants. Les expressions « actifs courants » et « passifs courants » sont définies dans les PCGR canadiens. Les actifs courants comprennent généralement des actifs comme la trésorerie, les créances d'exploitation, les stocks et d'autres actifs dont la valeur peut être réalisée ou qui peuvent être vendus ou utilisés durant l'exercice. Les passifs courants comprennent généralement les dettes d'exploitation, les salaires, les taxes et impôts et la partie de la dette qui vient à échéance durant l'exercice.

Parmi les bonnes pratiques en matière de respect de cette condition figurent les suivantes :

- conserver la documentation qui est produite périodiquement afin d'assurer une surveillance adéquate;
- établir, maintenir et appliquer un système de contrôles et de supervision suffisant pour assurer l'exactitude des documents, y compris les états financiers, servant d'appui à l'évaluation du fonds de roulement par le portail de financement.

Formulaire de renseignements sur le portail de financement ou formulaires de renseignements personnels mis à jour

Si, en raison d'un changement, l'information dans les formulaires et les documents transmis à une autorité n'est plus à jour, le portail de financement dispensé doit la mettre à jour en transmettant un nouveau formulaire ou document qui indique le changement. Les formulaires mis à jour doivent être transmis dans les 30 jours suivant le changement. Le portail de financement qui omet de les transmettre dans les délais prévus ne respecte pas les conditions de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage et ne peut s'en prévaloir.

Voici un exemple : en cas de changement au sein de la direction du portail de financement dispensé le 1er juillet 2021, il faut transmettre aux autorités un formulaire de renseignements sur le portail de financement à jour ainsi qu'un formulaire de renseignements personnels pour chaque nouveau dirigeant au plus tard le 31 juillet 2021.

Évaluation de la conformité des portails de financement

Le non-respect des conditions prévues par le Règlement 45-110 ou d'autres obligations prescrites par la législation en valeurs mobilières constitue une infraction grave qui pourrait empêcher le portail de financement de bénéficier de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage et exposer ses principaux intéressés à des sanctions. Les autorités peuvent examiner la conformité des portails de financement, y compris les portails de financement dispensés, pour s'assurer qu'ils respectent leurs

obligations. Les portails de financement qui se prévalent de cette dispense devraient se préparer à fournir des documents prouvant leur conformité aux conditions de la dispense.

Ils seront également assujettis à plusieurs autres législations que la législation en valeurs mobilières (comme la législation en matière de recyclage des produits de la criminalité et de protection des renseignements personnels). Nous invitons les portails de financement à consulter un avocat.

Portails de financement exploités par des courtiers inscrits

Les courtiers sur le marché dispensé et les courtiers en placement inscrits sont autorisés à exploiter des portails de financement destinés aux entreprises en démarrage, dans la mesure où ils respectent les conditions suivantes :

- ils doivent respecter leurs obligations d'inscription existantes en vertu de la législation en valeurs mobilières (notamment les obligations qu'ils ont envers les souscripteurs en matière de convenance au client, de connaissance du client et de connaissance du produit, ainsi que l'information à fournir sur tous les frais imposés aux souscripteurs conformément à l'obligation d'information sur la relation prévue par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*);
- ils doivent respecter les obligations prévues par le Règlement 45-110 pour les portails se prévalant de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage qui s'appliquent toujours aux courtiers inscrits (se reporter à la rubrique « Quelles sont les obligations prévues par le Règlement 45-110 qui s'appliquent aux portails de financement exploités par des courtiers inscrits et aux portails de financement dispensés? » ci-après);
- ils doivent confirmer aux émetteurs que le portail de financement est exploité par un courtier inscrit;
- ils doivent inviter quiconque accède au site Web du portail de financement à reconnaître que celui-ci est exploité par un courtier inscrit qui fournit des conseils sur la convenance des titres; se reporter à la rubrique « Reconnaissance contextuelle » du présent guide pour de plus amples renseignements sur le mécanisme de reconnaissance.

Un courtier sur le marché dispensé ou un courtier en placement qui souhaite exploiter un portail de financement des entreprises en démarrage doit déclarer les changements touchant ses activités au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, *Modification des renseignements concernant l'inscription* et doit mettre à jour l'information fournie

antérieurement au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, *Inscription d'une société* pour y indiquer l'exploitation d'un portail de financement des entreprises en démarrage.

Quelles sont les obligations prévues par le Règlement 45-110 qui s'appliquent aux portails de financement exploités par des courtiers inscrits et aux portails de financement dispensés?

Les courtiers inscrits qui exploitent des portails de financement doivent remplir les conditions énoncées à l'article 4 du Règlement 45-110 (qui s'appliquent également aux portails de financement dispensés), parmi lesquelles figurent les obligations suivantes :

- s'assurer que seul le portail de financement reçoit, par l'intermédiaire de sa plateforme, le paiement des titres par le souscripteur;
- prendre des mesures raisonnables pour s'assurer que le siège de l'émetteur est situé au Canada;
- afficher sur leur site Web les documents d'offre et les mises en garde des émetteurs;
- s'assurer, avant d'accepter une souscription, que le souscripteur a confirmé qu'il a lu et compris le document d'offre et la mise en garde affichés sur le portail de financement.

Existe-t-il des restrictions (comme des limites de placement) imposées aux placements par financement participatif des entreprises en démarrage effectués par l'entremise de courtiers inscrits?

Un placement effectué par l'entremise d'un portail de financement exploité par un courtier inscrit permet de majorer le placement du souscripteur. Habituellement, un souscripteur peut investir jusqu'à 2 500 $ sous le régime de la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage. Toutefois, il peut investir jusqu'à 5 000 $ si le courtier inscrit a déterminé que le placement convient au souscripteur.

Reconnaissance contextuelle

Sous le régime des dispenses pour financement participatif des entreprises en démarrage, les souscripteurs doivent reconnaître certains éléments d'information avant d'accéder à la plateforme d'un portail de financement (la « reconnaissance contextuelle »), cette plateforme pouvant comprendre son site Web ou son application mobile. Cette obligation ne fait pas de distinction quant au mode ou au point d'accès. Par conséquent, les portails de financement doivent concevoir leur plateforme de façon que les souscripteurs reconnaissent les éléments d'information obligatoires, qu'ils aient accédé à la plateforme depuis la page d'accueil ou depuis une autre page du site.

Le portail de financement doit également gérer le risque que les souscripteurs éventuels puissent visiter sa plateforme au moyen d'un ordinateur, d'une tablette électronique ou d'un autre appareil mobile partagé. Autrement dit, il se peut que différentes personnes d'un même ménage accèdent au site Web à divers moments par le même appareil. Ainsi, le portail de financement devrait envisager de concevoir sa plateforme de façon que la reconnaissance contextuelle s'affiche chaque fois que le souscripteur ouvre son navigateur Web ou l'application mobile.

Nous nous attendons à ce qu'il y ait affichage de la reconnaissance contextuelle dans les cas suivants :

La reconnaissance contextuelle devrait s'afficher à la première visite et à chaque visite subséquente de la plateforme du portail de financement. Ainsi, après l'ouverture du navigateur Web ou de l'application mobile, elle devrait s'afficher dans les cas suivants : a) si une personne accède à une page de la plateforme du portail de financement (page d'accueil ou autre); b) si la personne clique sur « Je le reconnais », ferme immédiatement son navigateur et retourne plus tard sur n'importe quelle page de la plateforme, de sorte que la même personne devra cliquer sur « Je le reconnais » pour pouvoir retourner sur la plateforme, même si elle vient juste d'y accéder.
La reconnaissance contextuelle devrait s'afficher, peu importe le point par lequel la personne accède à la plateforme (page d'accueil ou autre), comme dans les exemples suivants : a) une personne accède à la page d'accueil de la plateforme du portail de financement après avoir recherché le nom du portail et cliqué sur le lien qu'elle a trouvé et qui la mène vers la page d'accueil; b) une personne accède directement à la page du placement de l'émetteur sur le portail de financement par un lien externe qui la mène vers la page de l'émetteur sur la plateforme du portail.
Lorsque la personne clique sur « Je le reconnais » et accède à la plateforme du portail de financement, elle peut naviguer d'une page à l'autre du site Web sans que la reconnaissance contextuelle s'affiche de nouveau.

Fonctionnement du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage

Les émetteurs ont la responsabilité d'établir un document d'offre conforme à l'Annexe 45-110A1, *Document d'offre*. En particulier, le document d'offre doit indiquer le

montant minimum à réunir pour clore le placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage. Les émetteurs fournissent le document d'offre au portail de financement pour qu'il l'affiche en ligne. Les souscripteurs lisent le document d'offre pour décider s'il convient d'investir ou non.

Avant d'accepter un investissement, le portail de financement recueille des renseignements personnels sur le souscripteur, dont sa province ou son territoire de résidence. Il obtient également une confirmation que le souscripteur a lu et compris le document d'offre et les risques décrits conformément à l'Annexe 45-110A2, *Formulaire de reconnaissance de risque*.

L'émetteur ne peut procéder à la clôture d'un placement que s'il atteint le montant minimum indiqué dans son document d'offre et que le droit de chaque souscripteur de résoudre (c'est-à-dire annuler) sa souscription a expiré. À la clôture :

- l'émetteur place les actions ou les autres titres admissibles auprès des souscripteurs;
- le portail de financement verse les fonds à l'émetteur.

Au plus tard 15 jours après la clôture du placement, le portail de financement avise les souscripteurs que les fonds ont été versés à l'émetteur et fournit à celui-ci les renseignements suivants sur chaque souscripteur :

- nom complet;
- adresse;
- numéro de téléphone;
- adresse de courriel;
- nombre de titres souscrits;
- prix de souscription total.

L'émetteur se sert de ces renseignements pour déposer auprès des autorités, au plus tard 30 jours après la clôture du placement, la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense* (la « déclaration de placement avec dispense »). Pour communiquer à l'émetteur des renseignements sur les souscripteurs, les portails de financement peuvent recourir à la feuille de calcul figurant à l'Appendice 1 de la déclaration de placement avec dispense. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les obligations de dépôt des émetteurs, se reporter au *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises*.

De plus, au plus tard 30 jours après la clôture du placement, l'émetteur envoie à chaque souscripteur une confirmation indiquant l'information suivante :

- la date de souscription et la date de clôture;

- le nombre de titres souscrits et leur description;
- le prix payé par titre;
- le total des commissions, des frais et des autres sommes que l'émetteur a versés au portail de financement à l'égard du placement;
- des instructions sur la façon dont le souscripteur peut accéder au document d'offre.

Même s'il incombe à l'émetteur de fournir cette information aux souscripteurs, nous nous attendons à ce qu'il délègue cette responsabilité au portail de financement.

Si l'émetteur retire son placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage ou ne recueille pas le montant minimum dans les 90 jours suivant la date à laquelle le portail de financement affiche le document d'offre en ligne, la totalité des fonds doit être remboursée aux souscripteurs dans les 5 jours ouvrables, sans aucune déduction. Le portail de financement doit également envoyer à l'émetteur et à chaque souscripteur un avis confirmant que les fonds ont été remboursés.

Le portail de financement peut envoyer les avis aux souscripteurs et aux émetteurs par courriel.

À quelle occasion un document d'offre doit-il être modifié?

Du moment où il est mis en ligne jusqu'à la clôture du placement ou son retrait, l'émetteur doit modifier son document d'offre si l'information qu'il contient devient inexacte et présente une information fausse ou trompeuse. Cela pourrait notamment se produire s'il souhaite modifier le prix des titres ou les montants minimum ou maximum à recueillir. L'émetteur doit transmettre la version modifiée au portail de financement pour qu'il l'affiche sur son site Web. Le portail de financement doit aviser rapidement les souscripteurs de la modification.

Un portail de financement peut-il se servir de sa plateforme de placement par financement participatif des entreprises en démarrage pour lui-même ou permettre à des parties liées de s'en servir?

Un portail de financement ne peut agir dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage si un de ses principaux intéressés est aussi un principal intéressé du groupe de l'émetteur. Le groupe de l'émetteur comprend l'émetteur, tout membre du même groupe que lui et tout autre émetteur qui exploite une entreprise avec l'émetteur ou avec un membre du même groupe que lui ou dont l'entreprise a été fondée ou établie par la personne (physique ou morale) qui a fondé ou établi l'émetteur.

Quels sont les droits des souscripteurs avant la clôture du placement par financement participatif des entreprises en démarrage?

Les souscripteurs ont le droit de résoudre (c'est-à-dire annuler) leur investissement jusqu'à minuit, 2 jours ouvrables après les faits suivants :

- la souscription du souscripteur;
- la transmission, par le portail de financement, d'un avis de modification du document d'offre au souscripteur.

Voici un exemple : un portail de financement affiche un document d'offre le 1er juillet 2021 et un souscripteur effectue une souscription le 5 juillet 2021; le portail de financement avise ensuite le souscripteur que des modifications sont apportées au document d'offre le 14 juillet 2021 et le 28 juillet 2021. Le souscripteur a alors le droit de résoudre son investissement dans les délais suivants :

- jusqu'à minuit le 7 juillet 2021 (soit 2 jours ouvrables après la souscription);
- entre le 14 juillet 2021 et minuit le 16 juillet 2021 (soit 2 jours ouvrables après la première modification);
- entre le 28 juillet 2021 et minuit le 30 juillet 2021 (soit 2 jours ouvrables après la deuxième modification).

Le portail de financement doit donner aux souscripteurs la possibilité d'exercer ce droit. Le souscripteur exerce son droit en en avisant le portail de financement. Le portail de financement doit rembourser le souscripteur qui l'exerce, sans aucune déduction, dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu l'avis.

L'émetteur doit-il fournir des états financiers?

Sous le régime de la dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage, les émetteurs ne sont pas tenus de fournir aux souscripteurs des états financiers avec le document d'offre.

L'émetteur qui souhaite mettre ses états financiers à la disposition des souscripteurs peut afficher un hyperlien vers ceux-ci sur le portail de financement. Toutefois, l'hyperlien ne devrait figurer dans le document d'offre que si l'émetteur souhaite que les états financiers en fassent partie. Se reporter au *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les entreprises* pour de plus amples renseignements sur les obligations d'information possibles concernant l'intégration des états financiers dans le document d'offre de l'émetteur. Il faut retenir que si l'émetteur met ses états financiers à la disposition des souscripteurs, il doit les établir conformément aux PCGR canadiens.

Renseignements

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec l'une des autorités suivantes :

Colombie-Britannique	British Columbia Securities Commission Téléphone : 604 899-6854 ou 1 800 373-6393 Courriel : inquiries@bcsc.bca Site Web : www.bcsc.bc.ca
Alberta	Alberta Securities Commission Téléphone : 403 355-4151 Courriel : inquiries@asc.ca Site Web : www.albertasecurities.com
Saskatchewan	Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Téléphone : 306 787-5645 Courriel : exemptions@gov.sk.ca Site Web : www.fcaa.gov.sk.ca
Manitoba	Commission des valeurs mobilières du Manitoba Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548 Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca Site Web : http://www.mbsecurities.ca/
Ontario	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Sans frais : 1 877 785-1555 Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca Site Web : www.osc.ca
Québec	Autorité des marchés financiers Direction du financement des sociétés Sans frais au Québec : 1 877 525-0337 Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca Site Web : www.lautorite.qc.ca

Nouveau-Brunswick	Commission des services financiers et des services aux consommateurs Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fcnb.ca Site Web : www.fcnb.ca
Nouvelle -Écosse	Nova Scotia Securities Commission Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499 Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca Site Web : nssc.novascotia.ca

Les renseignements figurant dans le présent guide ne sont présentés qu'à titre informatif et ne constituent pas des conseils juridiques.

En cas de disparité entre les renseignements figurant dans le présent guide et les dispositions du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage*, le règlement et ses annexes prévalent.*

Publié le **.

Annexe A

Liste de vérification pour les portails de financement dispensés

Documents à transmettre aux autorités avant que le portail de financement puisse se prévaloir de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage :

☐ Le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A3, *Renseignements sur le portail de financement* (le « formulaire de renseignements sur le portail de financement ») dûment rempli, accompagné des documents suivants, signés et datés par la personne autorisée qui atteste le contenu de ce formulaire :

☐ Les documents constitutifs du portail de financement (rubrique 8 du formulaire de renseignements sur le portail de financement)

☐ Un organigramme du portail de financement illustrant sa structure et sa propriété (rubrique 9 du formulaire de renseignements sur le portail de financement)

☐ Des détails et les documents pertinents sur le processus et la procédure de gestion des fonds recueillis dans le cadre d'un placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage (rubrique 15 du formulaire de renseignements sur le portail de financement)

☐ Si la réponse à l'une ou l'autre des questions 11 à 14 du formulaire de renseignements sur le portail de financement est « Oui », en fournir les détails

☐ Le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A4, *Renseignements personnels relatifs au portail* (le « formulaire de renseignements personnels ») dûment rempli pour chaque principal intéressé du portail de financement, accompagné des documents suivants :

☐ Si la réponse à l'une ou l'autre des questions 11 à 18 d'un formulaire de renseignements personnels est « Oui », en fournir les détails; sauf dans le cas de celles portant sur la question 11, les pièces jointes doivent être signées et datées par la personne autorisée qui atteste le contenu de ce formulaire.

Date à laquelle le portail de financement a transmis aux autorités le formulaire de renseignements sur le portail de financement et les formulaires de renseignements personnels, accompagnés des pièces jointes requises : _____

Date à laquelle le portail de financement peut commencer ses activités s'il n'a pas été avisé par les autorités qu'il ne peut se prévaloir de la dispense d'inscription relative aux entreprises en démarrage (30 jours après la date à laquelle le portail de financement leur a transmis le formulaire de renseignements sur le portail de financement et les formulaires de renseignements personnels, accompagnés des pièces jointes requises) : _____

Documents à transmettre aux autorités après le début des activités d'un portail de financement dispensé :

☐ Le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, *Attestation annuelle relative au fonds de roulement* (l'« attestation relative au fonds de roulement ») dûment rempli dans les dix (10) jours suivant la fin de chaque année civile attestant que le portail de financement entend poursuivre ses activités.

Note : l'attestation relative au fonds de roulement oblige les portails de financement dispensés à attester qu'ils disposent du fonds de roulement suffisant pour poursuivre leurs activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Nous jugeons qu'un portail de financement dispensé a un fonds de roulement suffisant si ses actifs courants sont égaux ou supérieurs à ses passifs courants. Les expressions « actifs courants » et « passifs courants » sont définies dans les PCGR canadiens. Les actifs courants comprennent généralement des actifs comme la trésorerie, les créances d'exploitation, les stocks et d'autres actifs dont la valeur peut être réalisée ou qui peuvent être vendus ou utilisés durant l'exercice. Les passifs courants comprennent généralement les dettes d'exploitation, les salaires, les taxes et impôts et la partie de la dette qui vient à échéance durant l'exercice.

Parmi les bonnes pratiques en matière de respect de cette condition figurent les suivantes :

- **conserver la documentation qui est produite périodiquement afin d'assurer une surveillance adéquate;**
- **établir, maintenir et appliquer un système de contrôles et de supervision suffisant pour assurer l'exactitude des documents, y compris les états financiers, servant d'appui à l'évaluation du fonds de roulement par le portail de financement.**

- ☐ Un formulaire de renseignements sur le portail de financement ou des formulaires de renseignements personnels mis à jour si un changement a été apporté à l'information présentée antérieurement dans ces formulaires, dans les 30 jours suivant le changement.

RÈGLEMENT 45-110 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS ET D'INSCRIPTION POUR FINANCEMENT PARTICIPATIF DES ENTREPRISES EN DÉMARRAGE

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, art. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 5°, 6.1.2°, 6.2°, 8°, 11°, 14°, 20° et 34°)

CHAPITRE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« courtier en placement » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier en placement;

« courtier sur le marché dispensé » : une personne inscrite dans la catégorie de courtier sur le marché dispensé;

« filiale » : un émetteur qui est contrôlé directement ou indirectement par un autre émetteur et toute filiale de cette filiale;

« fondateur » : une personne qui remplit les conditions suivantes :

a) à l'égard d'un émetteur ou d'un portail de financement, agissant seule, en collaboration ou de concert avec une ou plusieurs autres personnes, elle prend l'initiative, directement ou indirectement, de fonder ou de constituer l'entreprise de l'émetteur ou du portail de financement, selon le cas, ou de la réorganiser de manière importante;

b) à l'égard d'un émetteur, au moment du placement ou de l'opération, elle participe activement à l'activité de celui-ci;

« groupe de l'émetteur » : à l'égard de l'émetteur, les émetteurs suivants :

a) l'émetteur;

b) tout membre du même groupe que l'émetteur;

c) tout autre émetteur qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) il exploite une entreprise avec l'émetteur ou un membre du même groupe que celui-ci;

ii) son entreprise a été fondée ou constituée par une personne ayant fondé ou constitué l'émetteur;

« membre du même groupe » : l'émetteur qui se trouve dans l'une des situations suivantes à l'égard d'un autre émetteur :

a) l'un est la filiale de l'autre;

b) chacun est contrôlé par la même personne;

« montant minimum à réunir » : à l'égard d'un placement par financement participatif, le montant minimum indiqué dans le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

« placement par financement participatif » : tout placement effectué sous le régime de la dispense de l'obligation de prospectus prévue par le présent règlement;

« portail de financement » : toute personne qui facilite ou se propose de faciliter un placement par financement participatif effectué au moyen d'une plateforme Web ou d'une application;

« principal intéressé » : à l'égard d'un portail de financement ou d'un émetteur, un fondateur, un administrateur, un dirigeant ou une personne participant au contrôle;

« titre admissible » : l'un des titres suivants :

a) une action ordinaire;

b) une action privilégiée non convertible;

c) un titre convertible en un titre visé au paragraphe *a* ou *b*;

d) un titre de créance non convertible lié à un taux d'intérêt fixe ou variable;

e) une part de société en commandite.

2) Pour l'application du présent règlement, une personne est considérée comme exerçant le contrôle d'une autre personne dans les cas suivants :

a) elle a la propriété véritable de titres de cette autre personne lui assurant un nombre de votes suffisant pour élire la majorité des administrateurs de celle-ci ou exerce directement ou indirectement une emprise sur de tels titres, à moins qu'elle ne les détienne qu'en garantie d'une obligation;

b) dans le cas d'une société de personnes autre qu'une société en commandite, elle détient plus de 50 % des parts sociales;

c) dans le cas d'une société en commandite, elle en est le commandité.

Règles particulières – Alberta, Colombie-Britannique, Ontario, Québec et Saskatchewan

2. 1) En Alberta, le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, visé par le présent règlement est désigné comme une notice d'offre en vertu de la législation en valeurs mobilières.

2) En Colombie-Britannique, le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, qui doit être mis à la disposition d'un souscripteur en vertu de la dispense de l'obligation de prospectus prévue par le présent règlement est un document d'information visé à l'article 132.1 du *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418).

3) En Ontario, l'émetteur qui place des titres sous le régime de la dispense prévue à l'article 5 est assimilé à un participant au marché en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O. 1990, chap. S.5).

4) En Saskatchewan, le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, visé par le présent règlement constitue une notice d'offre en vertu de la législation en valeurs mobilières.

5) Au Québec, les conditions suivantes s'appliquent :

a) les formulaires prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2, dûment remplis, mis à la disposition des souscripteurs conformément au présent règlement sont rédigés en français seulement ou en français et en anglais;

b) le portail de financement qui s'est prévalu de la dispense prévue à l'article 3 est un participant au marché déterminé par règlement pour l'application de l'article 151.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1);

c) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, et les documents mis à la disposition des souscripteurs conformément au présent règlement sont autorisés par l'Autorité des marchés financiers au lieu du prospectus.

CHAPITRE 2
DISPENSE DE L'OBLIGATION D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER

Dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier

3. 1) Tout portail de financement réunissant les conditions suivantes est dispensé de l'obligation d'inscription à titre de courtier :

a) il n'est inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

b) il ne fournit aucun conseil aux souscripteurs ni ne fait de recommandation ou de déclaration sur la convenance des titres admissibles ou la qualité de l'investissement;

c) il ne reçoit aucuns frais ni aucune commission ou autre paiement analogue des souscripteurs;

d) il ne facilite ou ne propose de faciliter que des placements par financement participatif;

e) au moins 30 jours avant la première date à laquelle il facilite un placement par financement participatif, il a transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières tous les documents suivants :

i) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A3, dûment rempli, qui se rapporte à lui et qui est attesté par l'une de ses personnes physiques autorisées;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A4, dûment rempli, pour chacun de ses principaux intéressés et qui renferme une attestation signée par ceux-ci;

f) son siège est situé au Canada;

g) il a mis en place des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour empêcher quiconque d'accéder à sa plateforme, à moins que la personne reconnaisse accéder à la plateforme d'un portail de financement qui présente les caractéristiques suivantes :

i) il n'est courtier inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

ii) il n'est pas ni ne sera autorisé à donner des conseils sur les éléments suivants :

A) la convenance d'un titre aux fins d'un investissement par la personne;

B) la qualité d'un investissement;

h) les éléments suivants figurent sur sa plateforme :

i) une déclaration indiquant qu'il n'est inscrit à aucun titre en vertu de la législation en valeurs mobilières dans tout territoire du Canada et qu'il se prévaut de la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier prévue par le présent règlement;

ii) une déclaration indiquant qu'il détiendra les actifs de chaque souscripteur de la façon suivante :

A) séparément de ses propres biens;

B) dans une fiducie au profit du souscripteur;

C) dans le cas des espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

iii) les politiques et les procédures qu'il suivra pour aviser chaque souscripteur advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités ainsi que la façon dont il remboursera les actifs à celui-ci;

i) il détient les actifs de chaque souscripteur de la façon suivante :

i) séparément de ses propres biens;

ii) dans une fiducie au profit du souscripteur;

iii) dans le cas des espèces, dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne;

j) il a mis en place des politiques et des procédures de gestion des fonds, dans le cadre d'un placement par financement participatif, qui fournissent l'assurance raisonnable qu'il se conformera aux conditions prévues au sous-paragraphe *i*;

k) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif que s'il reçoit du souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, le paiement pour le placement de chaque titre admissible;

l) au moment où l'émetteur lui transmet son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, et celui prévu à l'Annexe 45-110A2, il a mis en place des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour mettre ce document à la disposition de chaque souscripteur par sa plateforme;

m) il a mis en place des politiques et des procédures prévoyant qu'un souscripteur ne peut participer à un placement par financement participatif que s'il remplit d'abord le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

n) il a mis en place des politiques et des procédures pour aviser rapidement chaque souscripteur dans le cadre d'un placement par financement participatif de l'émetteur des éléments suivants :

i) toute modification apportée au formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

ii) le droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en lui transmettant l'avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

o) il a mis en place des politiques et des procédures prévoyant le remboursement de la totalité des fonds à chaque souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution conformément au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

p) si l'émetteur n'a pas obtenu le montant minimum à réunir au plus tard le 90^{e} jour après la première mise à la disposition du formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, sur sa plateforme, ou si l'émetteur l'avise du retrait du placement par financement participatif, il prend les mesures suivantes au plus tard 5 jours ouvrables après un tel événement :

i) il avise l'émetteur, et chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de celui-ci, que les fonds ont été remboursés ou sont en voie de l'être;

ii) il prend des mesures raisonnables pour rembourser ou faire rembourser la totalité des fonds à chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de l'émetteur;

q) si tout délai de 2 jours prévu au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5 a expiré, il prend les mesures suivantes :

i) il verse ou fait verser la totalité des fonds dus à l'émetteur à la clôture du placement;

ii) au plus tard 15 jours après la clôture du placement, il prend les mesures suivantes :

A) il avise chaque souscripteur du versement des fonds à l'émetteur;

B) il fournit à l'émetteur toute l'information nécessaire pour que celui-ci remplisse ses obligations en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 5;

r) ni lui ni l'un de ses principaux intéressés n'a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif, ou n'a conclu de règlement amiable avec une telle entité, au cours des 10 dernières années dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire;

s) ni lui ni l'un de ses principaux intéressés n'est ou n'a été un principal intéressé d'une entité qui fait ou a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction, d'une pénalité administrative ou d'un règlement amiable visé au sous-paragraphe *r*;

t) il a mis en place des politiques et des procédures pour aviser rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités;

u) il n'est pas insolvable.

2) Le portail de financement qui se prévaut de la dispense prévue au paragraphe 1 a les obligations suivantes :

a) il tient des dossiers à son siège pour consigner avec exactitude ses affaires financières et les opérations de ses clients et démontrer sa conformité au présent règlement, durant une période de 8 ans à compter de la date d'ouverture d'un dossier;

b) il avise l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque modification à l'information présentée antérieurement dans un document visé au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 par la transmission d'une modification au document au plus tard 30 jours après celle-ci;

c) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que la majorité de ses administrateurs résident au Canada;

d) il indique sur sa plateforme le nom complet, la municipalité et le territoire de résidence ainsi que l'adresse postale, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone professionnels de chacun de ses principaux intéressés;

e) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que le siège de l'émetteur est situé au Canada avant de permettre à celui-ci d'afficher un placement par financement participatif sur sa plateforme;

f) il ne permet à personne d'accéder à sa plateforme, à moins que la personne reconnaisse accéder à la plateforme d'un portail de financement qui présente les caractéristiques suivantes :

i) il n'est courtier inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire du Canada;

ii) il n'est pas ni ne sera autorisé à donner des conseils sur les éléments suivants :

A) la convenance d'un titre aux fins d'un investissement par la personne;

B) la qualité d'un investissement;

g) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que s'il a mis à la disposition de chaque souscripteur, par l'intermédiaire de sa plateforme, les formulaires applicables prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2;

h) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que si chaque souscripteur remplit le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

i) lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, il avise rapidement chaque souscripteur du placement par financement participatif de cet émetteur de ce qui suit :

i) la modification;

ii) le droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en lui transmettant l'avis visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

j) il rembourse tous les fonds au souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

k) il transmet à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A5, dûment rempli, dans les 10 jours suivant la fin de l'année civile;

l) advenant son insolvabilité ou l'abandon de ses activités, il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, ainsi que les souscripteurs pour lesquels il détient des actifs, du processus qu'il appliquera pour rembourser à ces derniers leurs actifs.

CHAPITRE 3
PORTAILS INSCRITS

4. 1) Le courtier en placement ou le courtier sur le marché dispensé qui exploite un portail de financement a les obligations suivantes :

a) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que s'il reçoit du souscripteur, par l'intermédiaire de la plateforme du portail de financement, le paiement pour le placement de chaque titre admissible;

b) il prend des mesures raisonnables pour confirmer que le siège de l'émetteur est situé au Canada avant de permettre à celui-ci d'afficher un placement par financement participatif sur la plateforme du portail de financement;

c) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que si le portail de financement a mis à la disposition de chaque souscripteur, par l'intermédiaire de sa propre plateforme, les formulaires applicables prévus à l'Annexe 45-110A1 et à l'Annexe 45-110A2;

d) il ne procède à la clôture d'un placement par financement participatif effectué sur sa plateforme que si chaque souscripteur remplit le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A2, et confirme avoir lu et comprendre le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur;

e) lorsqu'un émetteur lui indique avoir apporté une modification à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, il avise rapidement chaque souscripteur du placement par financement participatif de l'émetteur de ce qui suit :

i) la modification;

ii) le droit du souscripteur de résoudre toute convention de souscription de titres en transmettant au portail de financement un avis au plus tard à minuit le 2e jour ouvrable après la transmission par celui-ci de l'avis de modification;

f) il rembourse tous les fonds au souscripteur dans un délai de 5 jours ouvrables après avoir reçu de celui-ci un avis de résolution visé au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5;

g) si l'émetteur n'a pas obtenu le montant minimum à réunir au plus tard le 90e jour après la première mise à la disposition du formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, sur la plateforme du portail de financement, ou si l'émetteur avise le portail de financement du retrait du placement par financement participatif, il prend les mesures suivantes au plus tard 5 jours ouvrables après un tel événement :

i) il avise l'émetteur, et chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de celui-ci, que les fonds ont été remboursés ou sont en voie de l'être;

ii) il prend des mesures raisonnables pour rembourser ou faire rembourser la totalité des fonds à chaque souscripteur dans le cadre du placement par financement participatif de l'émetteur;

h) si tout délai de 2 jours prévu au sous-paragraphe *j* du paragraphe 1 de l'article 5 a expiré, il prend les mesures suivantes :

i) il verse ou fait verser la totalité des fonds dus à l'émetteur à la clôture du placement;

ii) au plus tard 15 jours après la clôture du placement, il prend les mesures suivantes :

A) il avise chaque souscripteur du versement des fonds à l'émetteur;

B) il fournit à l'émetteur toute l'information nécessaire pour que celui-ci remplisse ses obligations en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 5;

i) il ne permet à personne d'accéder à la plateforme du portail de financement, à moins que la personne reconnaisse accéder à une plateforme qui présente les caractéristiques suivantes :

i) elle est exploitée par un courtier en placement ou un courtier sur le marché dispensé, selon le cas;

ii) elle fournira des conseils sur la convenance des titres admissibles.

CHAPITRE 4
DISPENSE DE L'OBLIGATION DE PROSPECTUS EN FAVEUR DES ÉMETTEURS

Dispense de l'obligation de prospectus en faveur des émetteurs

5. 1) L'émetteur est dispensé de l'obligation de prospectus relativement à un placement par financement participatif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le placement et le paiement des titres sont facilités par un portail de financement qui réunit les conditions suivantes :

i) il se prévaut de la dispense prévue au paragraphe 1 de l'article 3;

ii) il est exploité par un courtier sur le marché dispensé ou un courtier en placement;

b) le souscripteur souscrit les titres pour son propre compte;

c) l'émetteur n'est émetteur assujetti dans aucun territoire du Canada ou l'équivalent dans aucun territoire étranger;

d) l'émetteur n'est pas un fonds d'investissement;

e) le siège de l'émetteur est situé au Canada;

f) le titre placé est un titre admissible émis par l'émetteur;

g) le produit brut total réuni par le groupe de l'émetteur conformément au présent article au cours de la période de 12 mois précédant la clôture du placement par financement participatif n'excède pas 1 000 000 $;

h) l'émetteur a rempli le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1 et l'a transmis au portail de financement;

i) le placement par financement participatif prend fin au plus tard le 90e jour après la date à laquelle le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur est mis à la disposition sur la plateforme du portail de financement;

j) l'émetteur inclut dans la convention de souscription des titres une modalité prévoyant que le souscripteur peut la résoudre en transmettant au portail de financement un avis de résolution au plus tard à minuit le 2e jour ouvrable après les suivants :

i) le jour de la conclusion de la convention par le souscripteur;

ii) le jour où le portail de financement avise le souscripteur d'une modification apportée à son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli;

k) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, de l'émetteur indique l'emploi qu'il compte faire des fonds réunis et le montant minimum à réunir pour clore le placement par financement participatif;

l) l'émetteur ne procède à la clôture du placement par financement participatif que s'il obtient le montant minimum à réunir indiqué dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, au moyen des souscriptions effectuées dans le cadre du placement par financement participatif ou de tout placement simultané réalisé sous le régime d'une ou de plusieurs autres dispenses de l'obligation de prospectus, à condition que les fonds soient inconditionnellement à sa disposition;

m) aucun membre du groupe de l'émetteur n'effectue de placement par financement participatif simultané pour le même objet que celui décrit dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli;

n) l'émetteur ne verse aucune commission, aucuns frais, ni aucun paiement analogue au groupe de l'émetteur ou à tout principal intéressé, salarié ou mandataire d'un membre de celui-ci à l'égard du placement par financement participatif;

o) aucun principal intéressé du groupe de l'émetteur n'est un principal intéressé du portail de financement;

p) l'émetteur ne place auprès d'aucun souscripteur des titres dont la valeur dépasse les montants suivants :

i) 2 500 $, sous réserve de la disposition *ii*;

ii) 5 000 $, si le souscripteur a obtenu d'un courtier inscrit des conseils indiquant que l'investissement lui convient;

q) l'émetteur ne compte pas utiliser le produit du placement par financement participatif pour investir dans une entreprise qui n'est pas précisée dans son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, pour fusionner avec elle ou l'acquérir, ou encore pour souscrire ou acquérir des titres d'un ou de plusieurs autres émetteurs.

2) L'émetteur qui se prévaut du paragraphe 1 a les obligations suivantes :

a) s'il apprend que son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli, est inexact, il prend rapidement les mesures suivantes :

i) il en avise le portail de financement;

ii) il modifie son formulaire de façon à le corriger;

iii) il transmet au portail de financement son formulaire modifié;

b) dans un délai de 30 jours suivant la clôture du placement par financement participatif, il transmet à chaque souscripteur les éléments suivants :

i) une confirmation indiquant l'information suivante :

A) la date de souscription et de clôture du placement par financement participatif;

B) le nombre de titres admissibles souscrits et leur description;

C) le prix par titre admissible payé par le souscripteur;

D) le total des commissions, frais et autres paiements analogues qu'il a versés au portail de financement à l'égard du placement par financement participatif;

ii) un exemplaire de son formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli.

Dépôt des documents relatifs au placement

6. L'émetteur qui place des titres en vertu du présent règlement dépose les documents suivants au plus tard le 30e jour suivant la clôture du placement par financement participatif :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 45-110A1, dûment rempli;

b) une déclaration de placement avec dispense établie conformément à l'Annexe 45-106A1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21).

CHAPITRE 5
DISPENSE

Dispense

7. 1) Sous réserve du paragraphe 2, l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta et Ontario, la dispense visée au paragraphe 1 est accordée en vertu de la loi indiquée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

CHAPITRE 6
ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

8. 1) Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le (*indiquer la date*).

ANNEXE 45-110A1
DOCUMENT D'OFFRE

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

1) *Fournir le présent document d'offre au portail de financement, qui doit l'afficher sur sa plateforme en ligne. Il ne doit contenir aucune information fausse ou trompeuse, c'est-à-dire de l'information de nature à induire en erreur sur un fait important ou l'omission de déclarer un fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Si l'information contenue dans le présent document d'offre devient inexacte ou renferme de l'information fausse ou trompeuse, il est obligatoire d'en aviser immédiatement le portail de financement, de le modifier et d'en transmettre une nouvelle version au portail de financement.*

2) *L'émetteur qui se prévaut de la dispense de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage doit déposer le présent document d'offre et toutes ses modifications dans les territoires où il a effectué un placement par financement participatif, ainsi que dans celui où se situe son siège.*

Le présent document d'offre doit être déposé au plus tard le 30e jour suivant la clôture du placement.

3) *Le présent document d'offre doit être rempli et attesté par une personne physique autorisée au nom de l'émetteur.*

4) *Rédiger le présent document d'offre de manière à ce qu'il soit facile à lire et à comprendre, dans un langage simple, clair et précis. Éviter les termes techniques.*

5) *Suivre autant que possible la forme prévue dans le présent formulaire. Présenter les rubriques dans l'ordre prévu ci-dessous. Les intitulés, la numérotation et l'information doivent tous apparaître tels qu'ils sont indiqués dans le présent formulaire, sans aucune modification.*

Rubrique 1 : RISQUES D'INVESTISSEMENT

1.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable n'a évalué, examiné ou approuvé la qualité de ces titres ni examiné le présent document d'offre. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Le présent placement comporte des risques.** ».

1.2. Si l'émetteur fait des déclarations prospectives, inclure la mention suivante en caractères gras :

« **Il est difficile d'analyser et de confirmer objectivement les prévisions et prédictions d'une entreprise en démarrage. Les déclarations prospectives ne constituent que l'opinion de l'émetteur et pourraient se révéler déraisonnables.** ».

Rubrique 2 : ÉMETTEUR

2.1. Fournir l'information suivante au sujet de l'émetteur :

a) nom complet figurant dans les statuts, la convention de société en commandite ou tout autre document constitutif, selon le cas;

b) adresse du siège;

c) numéro de téléphone;

d) adresse électronique;

e) URL du site Web.

Instructions : Le siège est généralement le lieu où les personnes qui dirigent l'émetteur, y compris le chef de la direction, ont leurs bureaux. Il peut se situer à la même adresse que l'établissement enregistré ou à une autre adresse, selon la structure juridique de l'émetteur. L'adresse du siège devrait être une adresse municipale et non une boîte postale.

2.2. Fournir les renseignements suivants sur la personne-ressource qui, chez l'émetteur, peut répondre aux questions des souscripteurs et de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable :

a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);

b) poste chez l'émetteur;

c) adresse professionnelle;

d) numéro de téléphone professionnel;

e) adresse électronique.

Rubrique 3 : ACTIVITÉ DE L'ÉMETTEUR

3.1. Décrire l'activité de l'émetteur, en fournissant des détails sur son secteur d'activité et son exploitation. Fournir suffisamment de détails pour permettre aux investisseurs de comprendre clairement ce que l'émetteur fait ou entend faire.

Instructions :

1) Tenir compte de ce qui suit :

- *L'émetteur est-il en train de mettre sur pied, de concevoir ou de développer un projet ou compte-t-il le faire? De vendre des produits fabriqués par des tiers ou d'offrir un service? Qu'est-ce qui caractérise l'activité de l'émetteur et la distingue de celle des concurrents du même secteur?*
- *Quels jalons l'émetteur a-t-il déjà atteints et souhaite atteindre au cours des 2 prochaines années? Il peut s'agir, par exemple, de terminer les essais, de trouver un fabricant, d'entreprendre une campagne de publicité, de se constituer des stocks. Quel est le calendrier proposé pour l'atteinte des divers jalons?*
- *Quels sont les principaux obstacles auxquels l'émetteur pense être confronté dans l'atteinte de ses jalons?*
- *Comment les fonds tirés du présent financement contribueront-ils au développement de l'activité de l'émetteur et à l'atteinte d'un ou de plusieurs jalons?*
- *L'émetteur a-t-il conclu des contrats qui sont importants à son activité?*
- *L'émetteur a-t-il commencé à exercer des activités d'exploitation?*
- *Comment l'émetteur envisage-t-il son activité dans 3, 5 ou 10 ans?*
- *Quels sont les plans et objectifs de l'émetteur pour l'avenir et comment entend-il les réaliser?*

- *Quelle expérience les gestionnaires de l'émetteur possèdent-ils en gestion d'entreprise ou dans ce secteur d'activité?*

- *L'émetteur possède-t-il des locaux d'entreprise à partir desquels il peut exercer son activité?*

- *Combien de salariés l'émetteur compte-t-il ou de combien en aurait-il besoin?*

2) Dans la description de son activité dans le présent document d'offre, l'émetteur ne peut faire référence à une mesure de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie que si les conditions suivantes sont remplies : i) il a publié des états financiers pour son dernier exercice; ii) la mesure mentionnée dans le document d'offre est un montant présenté dans les états financiers ou rapproché avec un montant qui y est présenté.

3.2. Décrire la structure juridique de l'émetteur et indiquer son territoire de constitution.

Instructions : Indiquer si l'émetteur est une société par actions, une société en commandite, une société en nom collectif ou autre. Préciser également la province, le territoire ou l'État où il est constitué.

3.3. Indiquer l'endroit où les souscripteurs peuvent obtenir les statuts, la convention de société en commandite, toute convention entre actionnaires ou tout document analogue de l'émetteur.

Instruction : L'accès à ces documents peut être offert en ligne aux investisseurs.

3.4. Choisir le ou les énoncés qui décrivent le mieux les activités d'exploitation de l'émetteur (cocher tous ceux qui s'appliquent) :

☐ il n'a jamais exercé d'activités d'exploitation;

☐ il est au stade de développement;

☐ il exerce actuellement des activités d'exploitation.

3.5. Indiquer si l'émetteur a des états financiers. Dans l'affirmative, inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Avis aux souscripteurs : si vous recevez les états financiers d'un émetteur effectuant un placement par financement participatif, vous devez savoir qu'ils n'ont pas été fournis aux autorités en valeurs mobilières ou aux agents responsables ni examinés par ces organismes. Ils ne font pas partie du présent document d'offre. Vous devriez également consulter un comptable ou un conseiller financier indépendant à propos de l'information qui y est présentée.** ».

Instructions :

1) Les états financiers publiés dans le cadre du placement par financement participatif d'une entreprise en démarrage doivent être établis conformément aux PCGR canadiens. Ils doivent présenter les résultats d'exploitation du dernier exercice de l'émetteur.

2) Tout rapport d'audit sur les états financiers délivré par un auditeur doit être inclus avec ceux-ci. Si les états financiers ne sont pas audités, l'émetteur doit les désigner comme tels.

3.6. Préciser le nombre et le type des titres de l'émetteur qui sont en circulation à la date du présent document d'offre. Si des titres autres que les titres admissibles offerts sont en circulation, les décrire.

Rubrique 4 : DIRECTION

4.1. Fournir dans le tableau suivant l'information demandée sur chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de l'émetteur :

Nom complet, municipalité de résidence et poste chez l'émetteur	Principale fonction exercée dans les 5 dernières années	Expertise, formation et expérience pertinente pour l'activité de l'émetteur	Nombre et type de titres de l'émetteur en sa propriété	Date de souscription des titres et prix payé	Pourcentage des titres de l'émetteur détenus en date du présent document d'offre

4.2. Indiquer le nom de la personne concernée, ainsi que des détails sur le moment, la nature et l'issue des procédures relatives à chaque personne visée à la rubrique 4.1 et à l'émetteur qui, selon le cas, s'est trouvé dans les situations suivantes :

a) il ou elle a plaidé coupable ou a été reconnu coupable :

i) d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. (1985), c. C-46) du Canada;

ii) d'une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

iii) d'un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

iv) d'une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger;

b) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou a conclu un règlement amiable avec une telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à ce qui suit :

i) sa participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières ou en assurance;

ii) une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire;

c) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une décision, d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un comité de discipline,

un ordre professionnel ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger au cours des 10 dernières années relativement à une faute professionnelle;

d) il ou elle fait ou a fait l'objet d'une procédure de mise en faillite ou d'insolvabilité;

e) il ou elle est administrateur, dirigeant, fondateur ou personne participant au contrôle d'une entité qui fait ou a fait l'objet d'une procédure visée au paragraphe *a*, *b*, *c* ou *d*.

Instructions : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), c. 1 (5e supp.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C., 2001 c. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.

Rubrique 5 : PLACEMENT PAR FINANCEMENT PARTICIPATIF

5.1. Indiquer le nom du portail de financement par lequel l'émetteur effectue le placement par financement participatif. Si l'émetteur a recours à un portail de financement qui est exploité par un courtier inscrit, il doit indiquer le nom de ce dernier.

Instruction : Le document d'offre ne doit être affiché que sur un seul portail de financement.

5.2. Indiquer tous les territoires (provinces et territoires du Canada) dans lesquels l'émetteur compte réunir des fonds et mettre le présent document d'offre à la disposition des souscripteurs.

☐ Alberta	☐ Nouvelle-Écosse	☐ Saskatchewan
☐ Colombie-Britannique	☐ Nunavut	☐ Terre-Neuve-et-Labrador
☐ Île-du-Prince-Édouard	☐ Ontario	☐ Territoires du Nord-Ouest
☐ Manitoba	☐ Québec	☐ Yukon
☐ Nouveau-Brunswick		

5.3. Fournir l'information suivante sur le placement par financement participatif :

a) la date à laquelle l'émetteur doit avoir obtenu le montant minimum à réunir pour la clôture du placement (au plus tard le 90e jour après la première mise à la disposition du présent document d'offre sur le portail de financement);

b) le cas échéant, la date et la description de toute modification apportée au présent document d'offre.

Instruction : Aucune modification apportée au document d'offre ne peut modifier la date visée au paragraphe a.

5.4. Indiquer le type de titres admissibles offerts.

☐ actions ordinaires;

☐ actions privilégiées non convertibles;

☐ titres convertibles en actions ordinaires;

☐ titres convertibles en actions privilégiées non convertibles;

☐ titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt fixe;

- ☐ titres de créance non convertibles liés à un taux d'intérêt variable;
- ☐ parts de société en commandite.

5.5. Les titres offerts sont assortis des droits, restrictions et conditions qui suivent :

- ☐ droits de vote;
- ☐ droits aux dividendes ou aux intérêts (décrire);
- ☐ droits en cas de dissolution;
- ☐ droits de conversion (décrire en quoi les titres sont convertibles);
- ☐ droits à l'égalité de traitement;
- ☐ droits de sortie conjointe;
- ☐ droits préférentiels de souscription;
- ☐ autres droits (décrire).

Instructions : Cette information se trouve normalement dans les documents constitutifs visés à la rubrique 3.3.

5.6. Résumer brièvement toute autre restriction ou condition importante rattachée aux titres admissibles offerts, comme le droit à l'égalité de traitement ou de sortie conjointe ou le droit préférentiel de souscription.

Instructions : Les restrictions et conditions à décrire ici figurent généralement dans les règlements intérieurs, les conventions entre actionnaires ou les conventions de société en commandite.

5.7. Fournir l'information suivante dans un tableau :

	Montant total ($)	Nombre total de titres pouvant être émis
Montant minimum à réunir		
Montant maximum à réunir		
Prix par titre		

5.8. Indiquer le montant minimum à investir par souscripteur. Si l'émetteur n'en a fixé aucun, l'indiquer.

5.9. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Note : Le montant minimum à réunir indiqué dans le présent document d'offre peut être obtenu à l'aide de fonds inconditionnellement mis à la disposition de [insérer le nom de l'émetteur] qui sont réunis sous le régime d'autres dispenses de prospectus.** ».

Rubrique 6 : EMPLOI DES FONDS

6.1. Fournir l'information suivante sur les fonds réunis précédemment par l'émetteur :

a) le montant des fonds réunis précédemment;

b) la façon dont l'émetteur les a réunis;

c) si les fonds ont été réunis par l'émission de titres, la dispense de prospectus dont l'émetteur s'est prévalu pour le faire;

d) la façon dont l'émetteur a employé ces fonds.

Si l'émetteur n'a pas réuni de fonds précédemment, l'indiquer.

6.2. Ventiler de façon détaillée dans le tableau suivant l'emploi prévu des fonds réunis dans le cadre du présent placement par financement participatif. Si une partie des fonds doit être versée directement ou indirectement à un fondateur, à un administrateur, à un dirigeant ou à une personne participant au contrôle de l'émetteur, indiquer dans une note accompagnant le tableau le nom de la personne, sa relation avec l'émetteur et le montant. Si l'émetteur appliquera plus de 10 % des fonds disponibles au remboursement d'une dette contractée au cours des 2 derniers exercices, indiquer les raisons de la dette.

Description de l'emploi prévu des fonds, par ordre de priorité	Selon le montant minimum à réunir	Selon le montant maximum à réunir

Rubrique 7 : PLACEMENTS PAR FINANCEMENT PARTICIPATIF EFFECTUÉS PRÉCÉDEMMENT

7.1. Pour chaque placement par financement participatif auquel le groupe de l'émetteur et chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de ce groupe ont participé au cours des 5 dernières années, fournir l'information suivante :

a) le nom complet de l'émetteur ayant effectué le placement;

b) le nom du portail de financement;

c) l'issue du placement, c'est-à-dire s'il a été clos avec succès, s'il a été retiré par l'émetteur ou s'il n'a pas été clos parce qu'il n'a pas atteint le montant minimum à réunir, de même que la date de l'événement.

Instruction : Fournir l'information sur tous les placements par financement participatif effectués précédemment auxquels le groupe de l'émetteur et chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle de ce groupe ont participé, même s'ils ont été effectués par un émetteur ne faisant pas partie de ce groupe.

Rubrique 8 : RÉMUNÉRATION VERSÉE AU PORTAIL DE FINANCEMENT

Décrire toute commission, tous frais ou toutes autres sommes que l'émetteur s'attend à verser au portail de financement pour effectuer le présent placement par financement participatif ainsi que le montant estimatif à verser. Si une commission est versée, indiquer le pourcentage du produit brut du placement qu'elle représentera, selon les montants minimum et maximum à réunir.

Rubrique 9 : FACTEURS DE RISQUE

9.1. Décrire, par ordre décroissant d'importance, les facteurs de risque importants pour l'émetteur qu'un investisseur raisonnable jugerait importants afin de décider de souscrire les titres offerts.

9.2. Si les titres placés sont assortis de caractéristiques de versement d'intérêts, de dividendes ou de distributions et que l'émetteur ne dispose pas des ressources

financières pour effectuer de tels versements (à l'exception de celles tirées de la souscription de titres), inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Pour le moment, nous ne disposons pas des ressources financières pour verser [les intérêts, les dividendes ou les distributions] aux investisseurs. Rien ne garantit que nous disposerons éventuellement de telles ressources pour le faire.** ».

Rubrique 10 : OBLIGATIONS D'INFORMATION

10.1. Décrire la nature de toute information que l'émetteur entend communiquer aux souscripteurs après la clôture du placement ainsi que la fréquence de communication, et expliquer la façon dont ils peuvent obtenir de cette information.

10.2. Indiquer si l'émetteur doit transmettre à ses porteurs de titres des états financiers annuels ou une circulaire de sollicitation de procurations, ou les deux, conformément à la législation sur les sociétés ou à ses documents constitutifs (par exemple, ses statuts ou ses règlements intérieurs).

10.3. Si, au terme de recherches diligentes, l'émetteur a connaissance d'une convention fiduciaire de vote entre certains de ses actionnaires, donner l'information suivante :

a) le nombre d'actionnaires qui sont parties à la convention;

b) le pourcentage d'actions comportant droit de vote visé par la convention;

c) le nom de la personne agissant à titre de fiduciaire;

d) le fait que le fiduciaire s'est vu accorder ou non des pouvoirs supplémentaires;

e) le fait que la convention a une durée limitée ou non.

Rubrique 11 : RESTRICTIONS À LA REVENTE

11.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Les titres que vous souscrivez font l'objet d'une restriction à la revente. Il est possible que vous ne puissiez jamais les revendre.** ».

Rubrique 12 : DROITS DU SOUSCRIPTEUR

12.1 Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Droits d'action pour information fausse ou trompeuse**

Si le présent document d'offre contient de l'information fausse ou trompeuse, vous avez un droit d'action contre [nom ou autre désignation de l'émetteur] :

***a)* pour demander d'annuler le contrat;**

***b)* en dommages-intérêts, et dans certains territoires, la loi prévoit un droit d'action contre autrui.**

Vous pouvez exercer ces droits d'action même si vous ne vous êtes pas fondé sur l'information fausse ou trompeuse. Toutefois, le défendeur pourra faire échec à votre demande par divers moyens, notamment en prouvant que vous connaissiez la nature fausse ou trompeuse de l'information au moment de la souscription des titres.

Si vous comptez vous prévaloir de vos droits d'action visés aux sous-paragraphes *a* et *b*, vous devez le faire dans des délais de prescription stricts.

Droit de résolution de deux jours

Vous pouvez résoudre votre convention de souscription de titres en faisant parvenir au portail de financement un avis au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après sa conclusion. Si une modification est apportée au présent document d'offre, vous pouvez résoudre votre convention en faisant parvenir un avis au portail de financement au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable après la réception de l'avis de modification. ».

Rubrique 13 : DATE ET ATTESTATION

13.1. Inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **La présente notice d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse.** ».

13.2. Apposer la signature de la personne physique autorisée attestant le présent document d'offre et indiquer la date de la signature, de même que le nom et le poste de cette personne.

13.3. Si le présent document d'offre est signé électroniquement, inscrire la mention suivante en caractères gras :

« **Je reconnais signer électroniquement le présent document d'offre et conviens qu'il s'agit de l'équivalent légal de ma signature manuscrite.** ».

ANNEXE 45-110A2
RECONNAISSANCE DE RISQUE

Nom de l'émetteur :

Type de titre admissible :

MISE EN GARDE!
AVIS AUX SOUSCRIPTEURS : cet investissement est risqué.
N'investissez que si vous pouvez assumer la perte de la totalité du montant payé.

	Oui	**Non**
1. Reconnaissance de risque		
Risque de pertes – Comprenez-vous que cet investissement est risqué et que vous pourriez perdre la totalité du montant payé?	☐	☐
Absence de revenu – Comprenez-vous que cet investissement pourrait ne vous rapporter aucun revenu, comme des dividendes ou des intérêts?	☐	☐
Risque de liquidité – Comprenez-vous que vous pourriez ne pas être en mesure de vendre cet investissement?	☐	☐
Manque d'information – Comprenez-vous que vous pourriez ne pas recevoir d'information continue sur l'émetteur ou sur l'investissement?	☐	☐
2. Absence d'approbation et de conseils *[Instructions : supprimer la mention d'absence de conseils si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit.]*		
Absence d'approbation – Comprenez-vous que cet investissement n'a pas été examiné ni approuvé par une autorité en valeurs mobilières?	☐	☐
Absence de conseils – Comprenez-vous que vous ne recevrez pas de conseils sur cet investissement? *[Instructions : supprimer cette mention si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit.]*	☐	☐
3. Droits limités		
Droits limités – Comprenez-vous que vous n'aurez pas les mêmes droits que si vous investissiez sous le régime d'un prospectus ou en bourse? Si vous souhaitez en savoir davantage, consultez un conseiller juridique.	☐	☐
4. Reconnaissance du souscripteur		
Risques d'investissement – Avez-vous lu le présent formulaire et comprenez-vous les risques associés à cet investissement?	☐	☐

	Oui	**Non**
Document d'offre – Un document d'offre relatif à cet investissement a-t-il été mis à votre disposition sur le portail de financement?	☐	☐
Le document d'offre contient de l'information importante sur cet investissement. Vous ne devriez pas faire cet investissement si vous n'avez pas lu le document d'offre ou ne comprenez pas son contenu. Vous devriez en conserver une copie pour vos dossiers. Avez-vous lu le document d'offre et comprenez-vous son contenu?	☐	☐
Prénom et nom :		
Signature électronique : en cliquant sur le bouton [Je confirme], je reconnais signer électroniquement le présent formulaire et conviens qu'il s'agit de l'équivalent légal de ma signature manuscrite. À aucun moment je n'alléguerai que ma signature électronique n'est pas juridiquement contraignante. La date de ma signature électronique est la même que celle de ma reconnaissance.		
5. Renseignements supplémentaires		
▪ **Vous disposez de 2 jours pour résoudre votre souscription en transmettant un avis au portail de financement à :** *[Instructions : fournir une adresse de courriel à laquelle les souscripteurs peuvent transmettre leur avis. Décrire les autres moyens mis à leur disposition pour résoudre leur souscription.]* ▪ **Si vous souhaitez en savoir davantage sur la réglementation locale des valeurs mobilières qui vous concerne, visitez le www.autorites-valeurs-mobilieres.ca. Les autorités en valeurs mobilières ne fournissent pas de conseils sur les investissements.** ▪ **Pour vérifier si le portail de financement est exploité par un courtier inscrit, visitez le www.sontilsinscrits.ca** *[Instructions : supprimer si le portail de financement n'est pas exploité par un courtier inscrit.]*		

ANNEXE 45-110A3
RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Remplir le présent formulaire et le transmettre avec toutes les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A4 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire où le portail de financement facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif.

On trouvera des instructions pour déposer le formulaire et d'autres renseignements sur les portails de financement dans le Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement *sur les sites Web des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en valeurs mobilières des territoires.*

RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT

1. Fournir les renseignements suivants sur le portail de financement :

    a) nom complet figurant dans les documents constitutifs;

    b) nom sous lequel le portail de financement sera exploité;

    c) URL du site Web;

    d) numéro de téléphone;

    e) adresse électronique;

    f) adresse du siège;

    g) territoire où est situé le siège (cocher).

☐ Alberta	☐ Nouveau-Brunswick	☐ Québec
☐ Colombie-Britannique		☐ Saskatchewan
☐ Île-du-Prince-Édouard	☐ Nouvelle-Écosse	☐ Terre-Neuve-et-Labrador
☐ Manitoba	☐ Nunavut	☐ Territoires du Nord-Ouest
	☐ Ontario	☐ Yukon

2. Fournir les renseignements suivants sur la personne-ressource chez le portail de financement :

    a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);

    b) adresse professionnelle;

    c) numéro de téléphone;

    d) adresse électronique.

3. Fournir les renseignements suivants sur chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle du portail de financement. Au besoin, utiliser une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire. Consulter le *Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement* sur les sites Web des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en

valeurs mobilières des territoires pour en savoir davantage sur la signification des expressions « fondateur », « administrateur », « dirigeant » et « personne participant au contrôle ».

a) nom complet (prénom(s) et nom de famille);

b) poste(s).

4. Indiquer chaque territoire dans lequel le portail de financement transmet le présent formulaire. Celui-ci doit le transmettre dans chaque territoire où il facilite ou compte faciliter des placements par financement participatif.

☐ Alberta	☐ Nouveau-Brunswick	☐ Québec
☐ Colombie-Britannique		☐ Saskatchewan
☐ Île-du-Prince-Édouard	☐ Nouvelle-Écosse	☐ Terre-Neuve-et-Labrador
☐ Manitoba	☐ Nunavut	☐ Territoires du Nord-Ouest
	☐ Ontario	☐ Yukon

5. Indiquer la date à laquelle le portail de financement compte commencer à faciliter des placements par financement participatif dans les territoires indiqués au point 4, ci-dessus.

6. Si le portail de financement se prévaut déjà du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*insérer la référence*) dans un territoire, indiquer le territoire et la date à laquelle le formulaire de renseignements sur le portail de financement a été transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

STRUCTURE JURIDIQUE ET DOCUMENTS CONSTITUTIFS

7. Décrire la structure juridique du portail de financement.

☐ Entreprise à propriétaire unique
☐ Société de personnes
☐ Société en commandite (donner le nom du commandité)
☐ Société par actions
☐ Autre (préciser).

8. Joindre les documents constitutifs du portail de financement, par exemple ses statuts et son certificat de constitution, toute modification, tout contrat de société ou acte de fiducie. S'il est une entreprise à propriétaire unique, fournir un exemplaire de la déclaration d'immatriculation. La pièce jointe doit être signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

9. Joindre un organigramme illustrant la structure et la propriété du portail de financement. Indiquer au moins chaque société mère, membre du même groupe et filiale. Indiquer également le nom de la personne, la catégorie, le type et le nombre de titres détenus ainsi que le pourcentage des droits de vote y afférents. La pièce jointe doit être signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

10. Fournir une description de ce qui suit :

a) les activités commerciales projetées du portail de financement;

b) la stratégie de commercialisation du portail de financement;

c) les émetteurs visés, notamment leurs secteurs d'activité;

d) les principaux risques relevés dans l'exploitation du portail de financement.

RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES

11. Le portail de financement a-t-il déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :

a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46) du Canada;

b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

d) une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger.

Oui ☐ Non ☐

Si la réponse est « oui », fournir des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenir compte de toutes les périodes.

Instructions : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), c. 1 (5e supp.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C., 2001 c. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.

12. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre le portail de financement relativement à une infraction criminelle?

Oui ☐ Non ☐

Si la réponse est « oui », fournir des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenir compte de toutes les périodes.

RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES

13. Le portail de financement a-t-il fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou a conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à sa participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

Oui ☐ Non ☐

Si la réponse est « oui », fournir des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenir compte de toutes les périodes.

14. Le portail de financement fait-il actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

Oui ☐ Non ☐

Si la réponse est « oui », fournir des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenir compte de toutes les périodes.

PROCÉDURE DE GESTION DES FONDS

15. Fournir des détails, et joindre les documents pertinents signés et datés par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, sur la procédure de gestion de tous les fonds détenus dans un compte en fiducie désigné auprès d'une institution financière canadienne relativement au placement par financement participatif, notamment :

a) le nom de l'institution financière canadienne qu'utilisera le portail de financement et le numéro de compte en fiducie désigné;

b) le nom des signataires du compte et leur rôle auprès du portail de financement;

c) des précisions sur la manière dont les fonds seront détenus dans le compte séparément des biens du portail de financement;

d) une copie de l'acte de fiducie ou des précisions sur l'ouverture de ce compte; si le portail de financement n'a pas d'acte de fiducie ou de compte, expliquer pourquoi;

e) des précisions sur la manière dont les fonds transiteront :

i. des souscripteurs au compte du portail de financement;

ii. du compte du portail de financement à l'émetteur dans le cas où le placement par financement participatif est clos;

iii. du compte du portail de financement aux souscripteurs dans le cas où le placement par financement participatif ne peut être clos ou que le souscripteur a exercé son droit de résolution.

COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS

Les renseignements à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré et utilisés par eux aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières.

En présentant le présent formulaire, le portail de financement :

- reconnaît que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire ou les renseignements du portail de financement;

- atteste que les personnes physiques visées par le présent formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements;

- consent à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable, sauf au Québec, affiche l'information suivante sur son site Web :

    i. le nom sous lequel le portail de financement sera exploité;

    ii. l'adresse du site Web du portail de financement;

    iii. le fait que le portail de financement se prévaut de la dispense d'inscription à titre de courtier.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières des territoires où le présent formulaire est transmis, aux coordonnées indiquées ci-après.

ATTESTATION

En signant le présent formulaire, le portail de financement :

- s'engage à se conformer à toutes les conditions applicables prévues par le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;

- atteste que sa plateforme est achevée et prête à visualiser dans un environnement d'essai et conçue pour être conforme aux conditions applicables prévues par le Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage;

- atteste qu'il dispose des ressources financières suffisantes pour poursuivre ses activités pendant au moins les 12 prochains mois;

- accorde à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire l'accès à ses dossiers relativement à l'exercice de ses activités et l'autorise à procéder à un examen de conformité.

Au nom du portail de financement, j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes.

Nom complet du portail de financement : _____

Signature de la personne physique autorisée : _____ Date : _____

Nom (en caractères d'imprimerie) de la personne physique autorisée : _____

Poste : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE

Coordonnées :

Alberta Alberta Securities Commission Suite 600, 250-5th Street SW Calgary (Alberta) T2P 0R4 Téléphone : 403 297-6454 Courriel : registration@asc.ca www.asc.ca	**Ontario** Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto (Ontario) M5H 3S8 Sans frais : 1 877 785-1555 Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.cs OSC Electronic Filing Portal https : //eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6
Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Téléphone : 604 899-6854 Sans frais au Canada : 1 800 373-6393 Courriel : portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca	**Québec** Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 4e étage C.P. 246, Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3 Téléphone : 514 395-0337 Sans frais au Québec : 1 877 525-0337 Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca
Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 500 - 400 St Mary Avenue Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Téléphone : 204 945-2548 Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548 Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca	**Saskatchewan** Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Téléphone : 306 787-5645 Courriel : registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca
Nouveau-Brunswick Commission des services financiers et des services aux consommateurs 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca	**Nouvelle-Écosse** Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3 Téléphone : 902 424-7768 Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499 Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca

ANNEXE 45-110A4
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS RELATIFS AU PORTAIL

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Remplir le présent formulaire et le transmettre avec toutes les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A3 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire où le portail de financement facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif.

Les renseignements fournis dans le présent formulaire devraient être propres à la personne physique qui l'atteste.

On trouvera des instructions pour déposer le formulaire et d'autres renseignements sur les portails de financement dans le Guide de financement participatif des entreprises en démarrage pour les portails de financement *sur les sites Web des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en valeurs mobilières des territoires.*

RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT

1. Fournir le nom complet du portail de financement tel qu'il figure dans les documents constitutifs.

2. Indiquer le nom sous lequel le portail de financement sera exploité.

3. Indiquer le(s) poste(s) que la personne physique occupe chez le portail de financement.

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

4. Nom complet :

Prénom	Autre(s) prénoms(s)	Nom de famille

5. Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms, par exemple un surnom ou un nom marital?

   Oui ☐ Non ☐

   Si vous avez répondu « oui », veuillez fournir des détails :

6. Numéro de téléphone et adresse électronique :

Numéro de téléphone résidentiel :	( )	Numéro de cellulaire :	
Numéro de téléphone professionnel :	( )	Adresse électronique :	

7. Indiquez toutes les adresses résidentielles des 5 dernières années en commençant par votre adresse résidentielle actuelle.

N° et rue, ville, province, territoire ou État, code postal et pays	De		À	
	MM	AAAA	MM	AAAA

8. Si vous n'êtes pas résident du Canada, vous devez disposer d'une adresse aux fins de signification au Canada et fournir les renseignements suivants :

Nom du mandataire aux fins de signification :	
Nom de la personne-ressource :	
Adresse aux fins de signification :	
Téléphone :	

9. Date et lieu de naissance :

Date de naissance			Lieu de naissance		
MM	JJ	AAAA	Ville	Province/territoire/État	Pays

10. Pays de citoyenneté : _____

11. Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit à quelque titre que ce soit auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable au Canada, ou de toute autre entité professionnelle ou réglementaire?

    Oui ☐ Non ☐

    Si vous avez répondu « oui », indiquez votre type de permis ou d'inscription, le nom de l'entité en question ainsi que la date de début et de fin, le cas échéant :

12. Avez-vous déjà fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

    a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

    b) omis de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

    c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

    Oui ☐ Non ☐

Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES

13. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :

    a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46) du Canada;

    b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;

    c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

    d) une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger.

    Oui ☐ Non ☐

    Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

    Instructions : Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), c. 1 (5^{e} supp.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C., 2001 c. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou de tout territoire étranger.

14. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction criminelle?

    Oui ☐ Non ☐

    Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

15. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance ou suspendue relativement à une infraction criminelle contre une entité dont vous étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle au moment où les faits reprochés ont eu lieu?

    Oui ☐ Non ☐

    Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

16. À votre connaissance, une entité a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle lorsque vous en étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle?

Oui ☐ Non ☐

Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES

17. Avez-vous ou une entité dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle a-t-elle fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants, ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à votre participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

    Oui ☐ Non ☐

    Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

18. Faites-vous ou une entité dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

    Oui ☐ Non ☐

    Si vous avez répondu « oui », fournissez des renseignements détaillés dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si elle est connue. Tenez compte de toutes les périodes.

COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré et utilisés par eux aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières.

En présentant le présent formulaire, vous consentez à ce que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire recueille, utilise et communique vos renseignements personnels et obtienne, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par les organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou les organismes d'autoréglementation ainsi que votre dossier de crédit et vos relevés d'emploi s'il ou elle en a besoin pour déterminer si les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets et si les conditions prévues par les dispenses d'inscription et de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage sont respectées. Les agents responsables, sauf au Québec, ou les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur vous à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire où le présent formulaire est transmis, aux coordonnées indiquées ci-après.

ATTESTATION

En présentant le présent formulaire :

- j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes;

- j'accepte d'être assujetti à la législation en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où je l'ai transmis, notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant à mes activités à titre de fondateur, d'administrateur, de dirigeant ou de personne participant au contrôle d'un portail de financement en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

Signature : _____ Date : _____

Nom (en caractères d'imprimerie) : _____

Poste : _____

COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE

Coordonnées :

Alberta Alberta Securities Commission Suite 600, 250-5th Street SW Calgary (Alberta) T2P 0R4 Téléphone : 403 297-6454 Courriel : registration@asc.ca www.asc.ca	**Nouvelle-Écosse** Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3 Téléphone : 902 424-7768 Sans frais en Nouvelle-Écosse : 1 855 424-2499 Courriel : nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca
Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Téléphone : 604 899-6854 Sans frais au Canada : 1 800 373-6393 Courriel : portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca	**Ontario** Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto (Ontario) M5H 3S8 Sans frais : 1 877 785-1555 Courriel : inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.cs OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6
Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 500 - 400 St Mary Avenue Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Téléphone : 204 945-2548 Sans frais au Manitoba : 1 800 655-2548 Courriel : exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca	**Québec** Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 4e étage C.P. 246, Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3 Téléphone : 514 395-0337 Sans frais au Québec : 1 877 525-0337 Courriel : financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick Commission des services financiers et des services aux consommateurs 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca	**Saskatchewan** Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Téléphone : 306 787-5645 Courriel : registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca

ANNEXE 45-110A5
ATTESTATION ANNUELLE RELATIVE AU FONDS DE ROULEMENT

Le portail de financement atteste qu'il dispose d'un fonds de roulement suffisant pour poursuivre ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Au nom du portail de financement, j'atteste que la déclaration faite aux présentes est véridique et complète.

Nom complet du portail de financement : _____

Signature du chef de la direction, du chef des finances ou de la personne exerçant une fonction analogue : _____ Date : _____

Nom (en caractères d'imprimerie) de la personne physique : _____

Poste : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 2°)

1. L'Annexe A du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est modifiée par l'insertion, dans la partie II intitulée « Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis) » et après le point 6 de la rubrique E intitulée « Placements sur le marché dispensé et information à fournir », de ce qui suit :

« 7.	Document d'offre à déposer ou à transmettre par l'émetteur en vertu du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*indiquer la référence*)	AB, SK, MB, QC, NB, Î.-P.-E., NS, NL, YT, T.N.-O., Nun

».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 3º, 11º et 14º)

1. L'Annexe D du Règlement 45-102 sur la revente de titres (chapitre V-1.1, r. 20) est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 2 précédant l'intitulé « **Dispositions transitoires et autres** », du suivant :

« **3.** Sauf au Manitoba, la dispense de l'obligation de prospectus prévue à l'article 5 [Dispense de l'obligation de prospectus en faveur des émetteurs] du Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (*indiquer la référence*). ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

Draft Regulations

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (5), (6.1.2), (6.2), (8), (11), (14) and (34), and s. 331.2)

Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions and concordant Regulations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions;*

- *Regulation to amend Regulation 13 101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR);*

- *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **May 27, 2020**, to the following:

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : (514) 864-8381
E-mail : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Gabriel Perras
Analyst
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, extension 4388
Toll-free: 1 877 525-0337
gabriel.perras@lautorite.qc.ca

February 27, 2020

CSA/ACVM Canadian Securities Administrators Autorités canadiennes en valeurs mobilières

CSA Notice of Consultation

Draft *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions*

February 27, 2020

Introduction

We, the Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**), are publishing the following for a 90-day comment period expiring on May 27, 2020:

- Draft *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* (the **Regulation**);
- Draft *Start-up Crowdfunding Guide for Businesses* (the **Guide for Businesses**);
- Draft *Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals* (the **Guide for Funding Portals**).

Collectively, the Guide for Businesses and the Guide for Funding Portals are referred to as the **Guides** in this Notice.

We are also proposing consequential amendments to *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* and *Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* (the **consequential amendments**).

We are issuing this Notice to solicit comments on the Regulation, the consequential amendments and the Guides. We welcome all comments on this publication and have also included specific questions in the Comments section.

This Notice is also available on the following websites of CSA jurisdictions:

www.lautorite.qc.ca
www.bcsc.bc.ca
www.albertasecurities.com
www.osc.gov.on.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.fcnb.ca
www.mbsecurities.ca

Background

Securities crowdfunding is an emerging way for businesses, particularly start-ups and early stage issuers, to raise capital. With securities crowdfunding, a business raises funds through the Internet by issuing securities (such as shares or debt instruments) to many people. This form of financing is intended to provide an alternative source of capital to non-reporting issuers at an earlier stage of development.

On May 14, 2015, the securities regulatory authorities of British Columbia, Saskatchewan, Manitoba, Québec, New Brunswick and Nova Scotia adopted substantially harmonized registration and prospectus exemptions that allow start-ups and early stage issuers to raise capital in these jurisdictions under a tailored framework for securities crowdfunding. On October 2, 2019, the securities regulatory authority of Alberta adopted a substantially harmonized registration and prospectus exemption (the securities regulatory authorities in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Québec, New Brunswick and Nova Scotia collectively being the **blanket order jurisdictions**). The blanket order jurisdictions implemented the registration and prospectus exemptions by way of local blanket orders, as amended from time to time[1] (the **start-up crowdfunding blanket orders**).

Since the adoption of the start-up crowdfunding blanket orders and as of December 31, 2019:

- 11 funding portals have relied on the registration exemption under the start-up crowdfunding blanket orders in order to establish platforms;
- 1 registered dealer has facilitated start-up crowdfunding distributions;
- A total of 70 distributions have been completed in reliance on the prospectus exemption under the start-up crowdfunding blanket orders by 62 different issuers;
- The aggregate proceeds of all distributions made under the start-up crowdfunding blanket orders is $3,470,754 ($4,709,919 including the amounts raised with other prospectus exemptions as part of the same crowdfunding offering);
- The average investment amount per investor for distributions made in reliance of the start-up crowdfunding blanket orders is $734**.**

In addition to the start-up crowdfunding blanket orders, two other securities crowdfunding regimes were adopted by CSA jurisdictions:

- *Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* (**Regulation 45-108**) came into force on January 25, 2016 in Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia. Alberta adopted Regulation 45-108 on February 22, 2017. To date, no funding portal has registered as a restricted dealer under Regulation 45-108 and there has been no use of the regime.
- Alberta Securities Commission Rule 45-517 *Prospectus Exemption for Start-up Businesses* (ASC Rule 45-517) came into force on July 19, 2016. ASC Rule 45-517 is similar to the start-up crowdfunding blanket orders but does not provide

[1] For example, please refer to Multilateral CSA Notice 45-317 *Amendments to Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* and Multilateral CSA Notice 45-319 *Amendments to Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions.*

an exemption from the registration requirement and does not require the use of a funding portal. As of December 31, 2019, there has been limited use of ASC Rule 45-517, with 6 distributions raising in aggregate $130,650.

In addition, a number of firms registered as exempt market dealers and restricted dealers have launched online funding portals that facilitate crowdfunding through existing prospectus exemptions such as the offering memorandum and accredited investor exemptions under *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-106**).

We have heard from market participants that a harmonized regulatory framework tailored for securities crowdfunding available across Canada would foster the use of securities crowdfunding as an alternative for start-ups and early stage issuers to raise capital.

Substance and Purpose of the Regulation

The CSA have proposed the Regulation to improve the harmonization of the regulatory framework for securities crowdfunding by start-ups and early stage issuers.

Although the Regulation shares key features with the start-up crowdfunding blanket orders, we have made targeted amendments to improve the effectiveness of crowdfunding as a capital raising tool for start-ups and early stage issuers, while maintaining adequate investor protection. In the blanket order jurisdictions, the Regulation will replace the start-up crowdfunding blanket orders.

A comparative chart of the key differences between the Regulation and the start-up crowdfunding blanket orders is provided in Annex A.

Summary of the Regulation

The Regulation provides:

- an exemption from the prospectus requirement (the **start-up crowdfunding prospectus exemption**) that allows a non-reporting issuer to distribute eligible securities through an online funding portal; and
- an exemption from the dealer registration requirement (the **start-up crowdfunding registration exemption**) for funding portals that facilitate online distributions by issuers relying on the start-up crowdfunding prospectus exemption.

Start-up crowdfunding prospectus exemption

The start-up crowdfunding prospectus exemption is available to issuers that meet a number of conditions, including:

- the distribution of, and payment for, the security is facilitated through a funding portal that is relying on the start-up crowdfunding registration exemption or operated by an exempt market dealer or investment dealer;

- the aggregate gross proceeds raised by the issuer group[2] during the 12-months before the closing of the start-up crowdfunding distribution does not exceed $1,000,000;

- each purchaser invests no more than $2,500 or, if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser, $5,000;

- the issuer prepares an offering document disclosing information about the business and the start-up crowdfunding distribution and makes it available to each purchaser through the funding portal's platform;

- the closing of the start-up crowdfunding distribution does not occur unless the issuer raises the minimum offering amount stated in the offering document within the 90-day period after the date the offering document is made available on the funding portal's platform; and

- the issuer provides the purchaser with a two-day contractual right to withdraw from an agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal.

The issuer is not required to provide financial statements to investors in connection with a start-up crowdfunding distribution. No continuous disclosure requirements are tied to the start-up crowdfunding prospectus exemption.

The prospectus exemption is not available if the issuer intends to use the proceeds of the distribution to invest in, merge with, amalgamate with, or acquire an unspecified business. Investors in issuers that propose raising capital for these purposes are better protected in regimes other than start-up crowdfunding, such as the TSX Venture Exchange capital pool company program.

Start-up crowdfunding registration exemption

The start-up crowdfunding registration exemption is available to funding portals that meet a number of conditions, including:

- at least 30 days prior to the first date the funding portal facilitates a start-up crowdfunding distribution in a jurisdiction, the funding portal delivers to the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority in each jurisdiction a completed Form 45-110F3 *Funding Portal Information* and, for each principal of the funding portal, a completed Form 45-110F4 *Portal Individual Information*;

- the funding portal or any of its principals must not be, or have been, the subject of certain proceedings in the last 10 years as specified in the Regulation, including

[2] The issuer group means, in respect of an issuer, any of the issuer, an affiliate of the issuer, an issuer that is engaged in a common enterprise with the issuer or with an affiliate of the issuer, and an issuer whose business is founded or organized by a person who founded or organized the issuer.

claims related to fraud, theft, breach of trust, illegal distributions, or allegations of similar conduct;

- the funding portal holds each purchaser's assets separate and apart from the funding portal's own property, in trust for the purchaser, and in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution;
- the funding portal provides the necessary disclosures (such as the issuer's offering document and any amendments) and obtains the necessary risk acknowledgement from purchasers under the Regulation in connection with a distribution of eligible securities;
- the funding portal is not registered under securities legislation; and
- the funding portal does not:
    - provide advice to a purchaser about the merits of the investment or otherwise recommend or represent that an eligible security is suitable, or
    - receive a commission, fee or other similar payment from a purchaser under a start-up crowdfunding distribution.

A funding portal cannot rely on the start-up crowdfunding registration exemption if it is insolvent. A funding portal relying on the start-up crowdfunding registration exemption must deliver to the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority in each jurisdiction a completed Form 45 110F5 *Annual Working Capital Certification* within 10 days of each calendar year-end. As part of its obligation to deliver a completed Form 45 110F5 *Annual Working Capital Certification*, the funding portal must certify that it has sufficient working capital to continue its operations for at least the next 12 months. If the funding portal becomes insolvent or discontinues operations, it must promptly notify the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return the assets to these purchasers.

Under the Regulation, a firm registered in the category of exempt market dealer or investment dealer may operate a funding portal that facilitates the distribution of securities under the start-up crowdfunding prospectus exemption provided that it meets the requirements set out in the Regulation.

Guide for Businesses and Guide for Funding Portals

The purpose of the Guides is to assist funding portals and issuers in understanding the requirements under the Regulation.

The Guide for Businesses provides information in a plain-language, Q&A format that issuers should consider when conducting a start-up crowdfunding distribution.

The Guide for Funding Portals provides information that businesses that intend to conduct funding portal activities should consider, including considerations applicable to

funding portals relying on the start-up crowdfunding registration exemption and those operated by registered dealers.

We expect the Guides to be published as a CSA staff notice with the final Regulation.

Extension of the Start-up Crowdfunding Blanket Orders

The start-up crowdfunding blanket orders are scheduled to expire on May 13, 2020. The blanket order jurisdictions are publishing an amendment to their local blanket order concurrently with this Notice so that the blanket orders will remain available until the Regulation is available, if adopted.

Local Matters

An annex is being published in each local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Publication

The Regulation, the consequential amendments and the Guides are published together with this Notice.

Comments

In addition to your comments on all aspects of the Regulation, the Guides and the consequential amendments, the CSA also seek specific feedback on the following questions:

1. We are considering repealing Regulation 45-108 because there has been no use of this regime. We also note that the adoption of the Regulation may reduce the need for market participants to rely on Regulation 45-108. Do you think Regulation 45-108 should be maintained? If so, please explain why.

2. We recognize the need to provide a balance in the Regulation between investor protection and streamlined, light-touch requirements for capital raising in the spirit of crowdfunding.

   The Regulation contemplates individual investment limits of $2,500 for each purchaser and $5,000 for each purchaser, if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser. We recognize there may be need for greater flexibility in capital raising and continue to consider whether to increase the individual investment limit to one or more of the following:

   a. $5,000 for each purchaser;

b. $10,000 for each purchaser, if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser; and

c. a number in between those currently in the Regulation, and those mentioned above.

What would be an appropriate individual investment limit? Please explain and identify the investor protections you think support that amount.

3. Additionally, the Regulation contemplates a limit on aggregate proceeds raised by the issuer group during the 12-month period of $1,000,000. We recognize there may be need for greater flexibility in capital raising and continue to consider whether to increase the offering limit to one of the following:

   a. $1,500,000; or

   b. a number in between $1,000,000 and $1,500,000.

   What would be an appropriate offering limit? Please explain and identify the investor protections you think support that amount.

4. Under the Regulation, issuers, and in some jurisdictions, the directors and executives signing the offering document will be subject to statutory liability if the offering document provided to the investor contains a misrepresentation. The purpose of statutory liability is to make recovery of damages easier for investors in the event of a misrepresentation in the offering document. We have heard that some issuers view statutory liability as potentially increasing the regulatory burden of using the start-up crowdfunding prospectus exemption. We also recognize that claims of misrepresentation by a purchaser may be unlikely given the low investment limits under the Regulation. Overall, we think that any added regulatory burden is balanced against the additional capital raising opportunities provided by the Regulation.

   Do you think that statutory liability for misrepresentation in the offering document will deter start-ups and early stage issuers from raising capital using the Regulation? Is any deterrent justified when it appears unlikely that claims for misrepresentations will be made?

5. The definition of “eligible securities” is limited to:

   - common shares,
   - non-convertible preference shares,
   - securities, such as warrants, subscription receipts and simple agreements for future equity (or SAFEs), convertible into common shares or non-convertible preference shares,
   - non-convertible debt securities linked to a fixed or floating interest rate, and

- units of a limited partnership.

The definition of “eligible security” was intended to reflect the type of securities a start-up or early stage issuers would likely be selling and to ensure that the exemption was not used to sell more complex securities, such as asset-backed securities and structured products. Are there other types of securities that it would be appropriate to include in the definition of “eligible security” (e.g. trust units, co-operatives member shares or other)? If so, what other type of securities and why?

Please provide your comments in writing by **May 27, 2020**.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period. In addition, all comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.albertasecurities.com, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.gov.on.ca. Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Thank you in advance for your comments.

Please address your comments to each of the following:

Alberta Securities Commission
Autorité des marchés financiers
British Columbia Securities Commission
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
Manitoba Securities Commission
Nova Scotia Securities Commission
Nunavut Securities Office
Ontario Securities Commission
Office of the Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador
Office of the Superintendent of Securities, Northwest Territories
Office of the Yukon Superintendent of Securities
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island

Please send your comments **only** to the following addresses. Your comments will be forwarded to the remaining jurisdictions:

M^e^ Philippe Lebel
Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax: 514 864-8381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West, 22nd Floor
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416 593-2318
comments@osc.gov.on.ca

Annexes

This notice contains the following annexes:

- Annex A – Key differences between the registration and prospectus exemptions under Draft *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* and the Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Blanket Orders
- Annex B – CSA Staff Notice 45-XXX *Guidance for using the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions*

Questions

Please refer your questions to any of:

Gabriel Perras
Analyst
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, extension 4388
Toll-free: 1 877 525-0337
gabriel.perras@lautorite.qc.ca

Elliott Mak
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604 899-6501
emak@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel, Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
Manager, Legal, Market Regulation
Alberta Securities Commission
493 355-9043
Navdeep.Gill@asc.ca

Denise Weeres
Director, New Economy
Alberta Securities Commission
403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Gillian Findlay
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 297-3302
gillian.findlay@asc.ca

Mikale White
Legal Counsel
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
The Manitoba Securities Commission
204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Sarah Hill
Legal Counsel
The Manitoba Securities Commission
204 945-0605
Sarah.Hill@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
Manager, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416 593-2323
Toll free: 1 877 785-1555
jmatear@osc.gov.on.ca

Faustina Otchere
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
416 596-4255
Toll free: 1 877 785-1555
fotchere@osc.gov.on.ca

Erin O'Donovan
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416 204-8973
Toll free: 1 877 785-1555
eodonovan@osc.gov.on.ca

Adrian Molder
Legal Counsel, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416 593-2389
Toll free: 1 877 785-1555
amolder@osc.gov.on.ca

Jason Alcorn
Senior Legal Counsel and Special Advisor to the Executive Director
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
506 643-7857
Toll free: 1 866 933-2222
jason.alcorn@fcnb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey
Legal Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7630
peter.lamey@novascotia.ca

Annex A

Key differences between the registration and prospectus exemptions under Draft *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* and the Start-up Crowdfunding Blanket Orders

Key theme	Start-up crowdfunding blanket orders	Regulation
Maximum aggregate proceeds that can be raised by the issuer group under the prospectus exemption	$250,000 per distribution, up to two times in a calendar year.	$1,000,000 during the 12 months before the closing of the offering.
Maximum investment amount per person per distribution under the prospectus exemption	• $1,500; or • in British Columbia, Alberta and Saskatchewan, $5,000, provided that the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser	• $2,500; or • $5,000, provided that the purchaser has obtained advice from a registered dealer that such investment is suitable for the purchaser
Confirmation by the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority before a funding portal starts to facilitate distributions	The funding portal cannot facilitate distributions until the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority confirms in writing receipt of: • a duly completed funding portal information form; • a duly completed individual information form for each principal of the funding portal; and • such other documents and information as may be requested by the regulator or the securities regulatory authority.	The funding portal must deliver the required forms at least 30 days before facilitating distributions. There is no requirement for the regulator's, except in Québec, or the securities regulatory authority's written confirmation. However, a funding portal may not rely on the start-up crowdfunding registration exemption if, within 30 days of receiving the funding portal information form, the regulator or the securities regulatory authority has notified the funding portal, it or any of its principals has been notified by the regulator or the securities regulatory authority that its process and procedure for handling of purchasers' funds does not satisfy the conditions of the Regulation.

Key theme	Start-up crowdfunding blanket orders	Regulation
Bad actor disqualification	Not applicable.	A funding portal cannot rely on the start-up crowdfunding registration exemption if it or any of its principals is or has been the subject of certain proceedings in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on various conduct such fraud, theft, breach of trust, or allegations of similar conduct.
Funding portals financial resources certification	Not applicable.	On an annual basis, the funding portal must certify that it has sufficient working capital to continue its operations for at least the next 12 months by delivering a completed funding portal information form or Form 45-110F5 *Annual Working Capital Certification.*
Liability in the event the offering document contains misrepresentations	There is no statutory liability under securities law. The blanket orders do not require the issuer to provide contractual rights to purchasers. Purchasers may have rights under common law or civil law.	The issuer is subject to statutory liability similar to the offering memorandum exemption under section 2.9 of Regulation 45-106.
Investment in an unspecified business	No restrictions.	The start-up crowdfunding prospectus exemption is not available to issuers who intend to use the proceeds of the distribution to invest in, merge with or acquire an unspecified business.
Report of exempt distribution form	Except in British Columbia, issuers must use Form 5 – *Start-up Crowdfunding – Report of distribution.* In British Columbia, issuers must use Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution.*	Issuers must use Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution.*
Expiry date	The orders were initially set to expire on May 13, 2020. The start-up crowdfunding blanket orders will be extended to remain available until the Regulation is available, if adopted.	The Regulation has no expiry date.

Appendix B

Canadian Securities Administrators | Autorités canadiennes en valeurs mobilières

CSA Staff Notice 45-XXX
Guidance for using the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions

XX, 202X

The Canadian Securities Administrators (**CSA**) have implemented *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* to provide a further option for start-ups and early stage businesses to raise capital using securities crowdfunding (the **prospectus exemption**).

Staff (**staff** or **we**) of the CSA have prepared this Staff Notice (this **Notice**) to assist issuers with raising capital using the prospectus exemption and businesses proposing to operate a funding portal to facilitate the use of the prospectus exemption.

This Notice includes the following documents:

- Appendix 1 – Draft Start-up Crowdfunding Guide for Businesses
- Appendix 2 – Draft Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Gabriel Perras
Analyst
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, extension 4388
Toll-free: 1 877 525-0337
gabriel.perras@lautorite.qc.ca

Elliott Mak
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604 899-6501
emak@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel, Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
604 899-6681
jleong@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
Manager, Legal, Market Regulation
Alberta Securities Commission
493 355-9043
Navdeep.Gill@asc.ca

Denise Weeres
Director, New Economy
Alberta Securities Commission
403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Gillian Findlay
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 297-3302
gillian.findlay@asc.ca

Mikale White
Legal Counsel
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
The Manitoba Securities Commission
204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Sarah Hill
Legal Counsel
The Manitoba Securities Commission
204 945-0605
Sarah.Hill@gov.mb.ca

Jo-Anne Matear
Manager, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416 593-2323
Toll free: 1 877 785-1555
jmatear@osc.gov.on.ca

Faustina Otchere
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
416 596-4255
Toll free: 1 877 785-1555
fotchere@osc.gov.on.ca

Erin O'Donovan
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416 204-8973
Toll free: 1 877 785-1555
eodonovan@osc.gov.on.ca

Adrian Molder
Legal Counsel, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416 593-2389
Toll free: 1 877 785-1555
amolder@osc.gov.on.ca

Jason Alcorn
Senior Legal Counsel and Special Advisor to the Executive Director
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
506 643-7857
Toll free: 1 866 933-2222
jason.alcorn@fcnb.ca

Abel Lazarus
Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-6859
abel.lazarus@novascotia.ca

Peter Lamey
Legal Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7630
peter.lamey@novascotia.ca

Appendix 1

Start-up Crowdfunding Guide for Businesses

Crowdfunding is a process through which an individual or a business can raise money from a large number of people, typically through the Internet. The objective is usually to raise sufficient funds in order to carry out a specific project. There are different types of crowdfunding, such as by donation, pre-selling of products or through selling shares or other securities. This guide discusses securities crowdfunding.

Securities crowdfunding

Securities crowdfunding involves a business raising money by issuing securities (such as shares) to many people through the Internet using a funding portal. This type of crowdfunding must comply with the securities laws of the provinces and territories where the business and potential investors are located.

Legal obligations

In Canada, trading of securities is subject to legal obligations. For example, a business seeking to raise capital by issuing securities must file a prospectus (a comprehensive disclosure document that includes financial statements) with the securities regulator of each of the provinces and territories where its business and its potential investors are located or have an exemption from the prospectus requirement under securities law.

These obligations can be costly for start-ups and early stage businesses. There are a number of exemptions from the prospectus requirement that businesses can use to conduct securities crowdfunding in Canada. However, these exemptions require a fairly comprehensive disclosure and/or limit the types of investors that can invest. Canadian securities regulators have created a streamlined system to allow start-ups and small businesses (**issuers**) to raise small amounts of money from the general public using securities crowdfunding, without filing a prospectus or preparing financial statements (start-up prospectus exemption).

Instead, the issuer prepares an abbreviated disclosure document that does not require financial statements.

Under securities law in Canada, a business that intends to operate a funding portal, e.g., creating a website that brings together buyers and sellers of securities, must typically be registered as a dealer with the securities regulator. However, if the funding portal restricts itself to certain activities, it is permitted to facilitate trades of those securities without having to register as a dealer (**start-up registration exemption**). In this guide,

we refer to the start-up prospectus exemption and the start-up registration exemption as the "**start-up crowdfunding exemptions**" or "**start-up crowdfunding**."

The purpose of this guide is to assist issuers intending to raise funds by relying on the start-up prospectus exemption. In this guide, "**regulator**" means the applicable provincial securities regulator or regulatory authority.

How Start-up Crowdfunding Works

In order to raise funds using the start-up prospectus exemption, issuers must prepare and post an offering document on a funding portal's crowdfunding website. Investors will then be able to read about the offering and decide whether to invest. Before investing, investors will have to confirm that they have read the offering document and understand that the investment is risky.

When should an issuer consider start-up crowdfunding?

Before launching a start-up crowdfunding campaign, the management of the issuer will want to:

- evaluate other sources of funding, such as a loan from a financial institution,
- assess whether they are willing to invest the time and effort needed to prepare and run a start-up crowdfunding campaign,
- determine the type and characteristics of securities that will be sold,
- determine the number of securities to be sold and at what price, and

- assess if they have the capabilities to manage a greater number of security holders.

If a start-up crowdfunding campaign that involves the sale of shares (or other equity) is successful, the founders of the issuer may have to give up part of the ownership of the issuer to investors. Investors may want to be informed about successes and failures of the issuer's business. Management of the issuer should assess whether they are willing to spend the time and effort to maintain contact with investors.

The start-up prospectus exemption is not available to reporting issuers (public companies). Reporting issuers are required to provide ongoing public disclosure of their business activities by filing financial statements and other documents required by securities laws. These types of issuers are considered to be more established than the start-up or early stage issuers that are permitted to use start-up crowdfunding.

In addition, the start-up prospectus exemption is not available to issuers that are raising money without a specific business objective, commonly known as "blind pools". If the proceeds of the distribution are intended to be used by the issuer to invest in, merge or amalgamate with or acquire a business that has not been described in the issuer's offering document, then the issuer will need to raise capital using methods other than the start-up prospectus exemption.

Where is start-up crowdfunding available?

The start-up prospectus exemption is available to issuers that have a head office in Canada.

If an issuer wants to raise funds using start-up crowdfunding in a particular province or territory, the funding portal must be permitted to operate in that particular province or territory (see "*Where can I find out more information on whether a funding portal is able to operate?*", below).

What is the maximum amount that can be raised? How often can an issuer raise money using start-up crowdfunding?

An issuer can raise up to $1,000,000 in the 12-month period before closing of the distribution. It may complete as many distributions per calendar year as fits their business objectives.

For instance, if an issuer has already raised $250,000 on June 1 and $300,000 on December 31 using the start-up crowdfunding exemption, it can still raise up to $450,000 at any point before May 31 of the following year under that exemption.

This maximum amount applies to the issuer, together with any of related issuers in its issuer group. The "**issuer group**" has a broad meaning. In addition to the issuer, it also includes any affiliates of the issuer (e.g. related companies) and any other issuer that is engaged in a common enterprise with the issuer or an affiliate, or whose business is founded or organized by the same person who founded or organized the issuer.

Does the issuer have to distribute common shares in a start-up crowdfunding offering?

The securities offered in a start-up crowdfunding offering must be among those permitted by the start-up prospectus exemption. An issuer can use start-up crowdfunding to distribute common shares, but it can also distribute non-convertible preference shares, non-convertible debt securities linked to a fixed or floating interest rate, or units of a limited partnership.

The issuer can also issue securities that convert into common shares or non-convertible preference shares. These securities may include certain types of warrants, options or simple agreements for future equity.

It is up to the issuer to decide what type of security helps it best achieve its growth and development goals.

Are there any time limitations for completing a crowdfunding offering?

The offering document must indicate a minimum dollar amount that has to be raised before the offering can close. The issuer has a maximum of 90 days to raise the minimum amount, starting on the day the issuer's offering document is first made available to investors through the funding portal's website.

Investors will send the funds for their investment to the funding portal. The funding portal will then hold the money in trust. Before releasing the funds to the issuer, the following must have occurred:

- the issuer has secured the minimum amount of the offering and has decided to complete the offering; and
- the time for exercise of all withdrawal rights have expired (see "What if an investor changes their mind?", below).

If the minimum amount is not reached, or the start-up crowdfunding campaign is withdrawn, the funding portal must return all the money to the investors.

Can an issuer or group of related issuers conduct more than one start-up crowdfunding at once?

No. An issuer group cannot have more than one start-up crowdfunding campaign running at the same time or on different funding portals for the same purpose. The issuer group must wait until the first campaign has ended before launching a second one.

What is the maximum amount an issuer can raise from each investor?

The maximum investment an issuer can accept from an investor is $2,500 per start-up crowdfunding distribution. However, this amount can be increased to $5,000 if the investor has obtained advice from a registered dealer that the investment is suitable for the investor.

The issuer may require a minimum amount per investor, but this amount cannot be over $2,500 if there is no registered dealer involved.

Launching a Start-up Crowdfunding Campaign

Once an issuer has determined that it will launch a start-up crowdfunding campaign, it will need to prepare an offering document and choose a funding portal to post its offering document. Issuers are required to prepare the offering document using Form 45-110F1 *Offering Document*.

What is a funding portal?

A funding portal is a website that brings buyers and sellers together by listing start-up crowdfunding campaigns on its website and facilitating the payment of the purchase price from the investor to the issuer. The funding portal has a number of responsibilities, including:

- posting the issuer's offering document;
- providing a risk warning form to potential investors;
- holding all investor funds in trust until the issuer is permitted to close the distribution; and
- returning funds to investors, without deduction, if the issuer does not reach its minimum funding target or if the issuer withdraws the start-up crowdfunding campaign.

Funding portals will generally charge issuers for hosting a start-up crowdfunding campaign on its website.

What types of funding portals are available?

There are two types of funding portals that may facilitate start-up crowdfunding in Canada:

- funding portals that are operated by registered dealers (e.g. investment dealers or exempt market dealers) that must provide advice to investors on whether the investment is suitable to the investor, and

- funding portals that are operated by persons relying on the start-up registration exemption and that are prohibited from providing suitability advice

An issuer has the choice of which type of funding portal to use for its start-up crowdfunding campaign.

A funding portal should be able to confirm to the issuer that it can provide certain services necessary for start-up crowdfunding, including that it will make the offering document and risk warnings available to the investor through its website.

Where can I find out information on whether a funding portal is able to operate?

The Canadian Securities Administrators maintain a list of funding portals currently permitted to operate in one or more jurisdictions of Canada. The issuer may check this list to determine whether the funding portal is authorized to operate in jurisdictions that it proposes to conduct start-up crowdfunding.

In addition, the issuer may want to evaluate other aspects of the funding portal's business, such as finding out about the individuals operating the funding portal, how it handles the funds collected from investors, and what fees it will charge the issuer for posting its start-up crowdfunding offering document.

What information needs to be in the offering document?

An issuer must include all the information required by Form 45-110F1 *Offering Document*. This form requires the issuer to disclose basic information about the business and the offering, how it will use the money and the relevant risks of the business or project. The issuer must disclose the minimum amount needed to be raised to accomplish the issuer's business goals. The issuer must provide enough detail in the offering document about the business for an investor to clearly understand what the issuer does or intends to do.

If the issuer raises funds in Québec, the offering document and the risk acknowledgement form must be made available to investors in Québec in French or in French and English.

For additional details on the offering document, including instructions on how to prepare this document, please refer to Form 45-110F1 *Offering Document*.

Do I need to include financial statements in the offering document?

The issuer is not required to provide financial statements to investors in connection with a start-up crowdfunding distribution.

However, the issuer can choose to make financial statements available to investors. For example, many investors use financial statements to assess and compare investment opportunities and may be reluctant to invest in a business that does not provide this type of information. In addition, if an issuer chooses to disclose a measure of financial performance (such as sales or expenses), financial position (such as amount of equipment or debt) or cash flow in the offering document, it must make financial statements available for the most recently completed financial year. The measure referred to in the offering document must be an amount presented in the financial statements or be reconciled to an amount presented in the financial statements.

If the issuer chooses to make financial statements available to investors, it must:

- prepare these financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles;
- present the issuer's results of operations for its most recently completed financial year; and
- include the statement provided in item 3.5 in Form 45-110F1 *Offering Document*.

As with any information provided to investors, the financial statements should not be misleading.

The issuer can post the financial statements on its website for the convenience of its investors. **However, if an issuer includes financial statements in its offering document or provides a link to the financial statements in the offering document, there will likely be an obligation under securities laws to prepare the financial statements using Canadian generally accepted accounting principles for publicly accountable enterprises.**

There may be other requirements outside securities laws. For example, corporate legislation in some jurisdictions may require issuers to prepare and disseminate audited annual financial statements to their shareholders. Further, such issuers may be required to hold annual meetings of shareholders and provide certain specified disclosure in an information circular. To ascertain whether these requirements apply, issuers can refer to applicable corporate law and consult their legal advisers.

Do I need to disclose information about myself or other principals of the issuer?

The issuer must include in the offering document certain details about the residency, principal occupation, expertise and securityholdings of each founder, director, officer and control person.

Director: An individual occupying the position of director with the issuer or another person acting in a similar capacity.

Officer: Includes the CEO, president, a vice-president, corporate secretary, general manager or any other individual who performs functions of officer for the issuer. If the issuer is a limited partnership, information should also be provided for the officers of the general partner.

Founder: A person who, acting along, in conjunction, or in concert with one or more persons, directly or indirectly, take the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer and at the time of the start-up crowdfunding distribution is actively involved in the business of the issuer.

Control person: A person that holds more than 20% of the voting rights, alone or with other persons acting in concert, is generally considered a control person of the issuer.

Does the issuer need to provide information to the investor following the crowdfunding campaign?

Canadian securities laws do not require that the issuer report to investors, but investors will want to be kept informed. The issuer should disclose to investors in the offering document whether and, if so, how it intends to keep investors informed about the business and their investment. Reporting can be through newsletters, social media sites, email, financial statements or similar documents.

What if an investor changes their mind?

Investors have the right to withdraw their investment within two business days following either:

- the investor's subscription; or
- the funding portal notifying the investor of an amendment to the issuer's offering document.

To exercise this right of withdrawal, an investor must deliver a notice to the funding portal not later than midnight on the 2nd business day after the investor's subscription or notification of the amendment, as applicable. The funding portal must return the funds

to an investor who exercises this right, without any deduction, within five business days after receiving notice of the withdrawal.

What if the information in the offering document is not, or is no longer, accurate?

The issuer must certify that the offering document does not contain a **misrepresentation**.

A misrepresentation means:

- a statement of material fact that is not true, or
- omitting a material fact that is required or necessary to be stated to prevent a statement in the offering document from being false or misleading in the circumstances in which it was made.

The information contained in the offering document may need to be updated during the start-up crowdfunding campaign. If the circumstances of the issuer have changed such that the offering document is no longer accurate and contains a misrepresentation, the issuer must:

- immediately advise the funding portal of this fact; and
- amend the offering document and send the new version to the funding portal as soon as practicable.

The funding portal is required to post the new version of the offering document on its website and promptly notify investors about the amendment. Providing an amended offering document gives an investor the opportunity to withdraw their investment (see "*What if an investor changes their mind?*" above).

The offering document does not need to be updated after the start-up crowdfunding campaign is over.

What if an investor purchases securities when the offering document contained a misrepresentation?

Securities laws in all provinces and territories of Canada provide investors with a **statutory right to sue for damages (typically limited to the amount paid for the securities)** or **rescission (to unwind or reverse the purchase)** in cases where an offering document contains a misrepresentation. These claims may be made against the issuer and in a number of provinces and territories, the directors and other persons that signed the offering document.

This statutory right to sue is available whether or not the investor relied on the misrepresentation. However, there may be various defenses available. In particular, a

defense may be available if the investor knew of the misrepresentation when he or she purchased the securities.

Completing a Start-up Crowdfunding Campaign

Once the minimum offering amount has been collected, the issuer may choose to "close the offering" by issuing the securities to investors. However, the issuer must wait until each investor's 2-day withdrawal period has expired.

An issuer can continue raising additional funds up to the maximum amount indicated in the offering document provided it closes the offering within the 90-day maximum offering period. The issuer must disclose in the offering document what it intends to do with any extra funds raised above the minimum amount.

At the closing of the offering, the funding portal will release the funds raised to the issuer. The issuer should make note of the date on which it closes the offering because certain filings and deliveries must be completed within a certain number of days of the closing.

Can an issuer use another prospectus exemption to meet the minimum amount?

Although an issuer cannot have more than one start-up crowdfunding campaign running at the same time, the issuer can raise funds using other prospectus exemptions during a start-up crowdfunding campaign. For example, the issuer may issue securities to an accredited investor. Other prospectus exemptions, such as the accredited investor exemption, are found in securities laws, including *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions*. The funds raised under other prospectus exemptions can be counted towards the minimum offering amount if those funds are unconditionally available to the issuer. This would not trigger the requirement for the issuer to amend the offering document.

If an issuer raises funds under other prospectus exemptions, it must comply with the conditions of both the start-up crowdfunding exemptions and the other exemption(s). An issuer should seek professional advice if it has any questions regarding compliance.

After the closing

What documents have to be filed with securities regulators?

The offering document and a Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* under *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* must be filed with the regulator in each jurisdiction where investors are located no later than 30 days after the closing of the distribution. For example, if the issuer has raised money in Québec and Nova Scotia, the offering document and report of exempt distribution must be filed with the Autorité des marchés financiers and the Nova Scotia Securities Commission.

In addition, the offering document and report of exempt distribution must be filed with the regulator of the jurisdiction where the issuer's head office is located, even if no investors were located in this jurisdiction.

When filing the offering document, the issuer must include all copies of the offering document including any amended versions.

[Note to industry: this section will also include instructions to assist issuers with filing the offering document and report of exempt distribution]

Confirmation notice to investors

Within 30 days after the closing of the offering, the issuer must send a copy of the offering document and a confirmation notice to each investor who purchased securities with the following information:

- the date of subscription and the closing date of the distribution;
- the quantity and description of securities purchased;
- the price paid per security;
- the total commission, fee and any other amounts paid by the issuer to the funding portal in respect of the start-up crowdfunding distribution.

The issuer may choose to have the funding portal send this information to investors if the funding portal platform has this capability.

For more information contact:

For more information, please contact the following:

Alberta	Alberta Securities Commission Telephone: 403 355-4151 E-mail: inquiries@asc.ca Website: www.albertasecurities.com
British Columbia	British Columbia Securities Commission Telephone: 604 899-6854 or 1 800 373-6393 Email: inquiries@bcsc.bc.ca Website: www.bcsc.bc.ca
Saskatchewan	Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Telephone: 306 787-5645 E-mail: exemptions@gov.sk.ca Website: www.fcaa.gov.sk.ca
Manitoba	The Manitoba Securities Commission Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 E-mail: exemptions.msc@gov.mb.ca Website: www.msc.gov.mb.ca
Ontario	Ontario Securities Commission Toll free: 1 877 785-1555 E-mail: inquiries@osc.gov.on.ca Website: www. osc.ca
Québec	Autorité des marchés financiers Direction du financement des sociétés Toll free in Québec: 1 877 525-0337 E-mail: financement-participatif@lautorite.qc.ca Website: www.lautorite.qc.ca
New Brunswick	Financial and Consumer Services Commission Toll free: 1 866 933-2222 E-mail: emf-md@fcnb.ca Website: www.fcnb.ca
Nova Scotia	Nova Scotia Securities Commission Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 E-mail: nssc.crowdfunding@novascotia.ca Website: www.nssc.novascotia.ca

Appendix 2

Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals

Introduction and purpose

The purpose of this guide is to assist funding portals that facilitate or intend to facilitate distributions under *Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions* (Regulation 45-110). This guide is intended both for funding portals that rely on the registration exemption in Regulation 45-110 (an exempt funding portal) and those operated by registered dealers.

This guide describes:

- the requirements that apply to funding portals, and
- how a crowdfunding distribution under Regulation 45-110 works, including an overview of the responsibilities of an issuer of which the funding portal should be aware.

What is securities crowdfunding?

Securities crowdfunding involves a business raising money by issuing securities (such as shares) to many people through the Internet using a funding portal. This type of crowdfunding must comply with the securities laws of the provinces and territories where the business and potential purchasers are located.

Legal obligations for securities crowdfunding

In Canada, trading of securities is subject to legal obligations. For example, a person that operates a funding portal to facilitate securities crowdfunding offerings must be registered in each province or territory where it is carrying on this business, or rely on an exemption from the registration requirement under securities laws. Similarly, a business seeking to raise capital by issuing securities must file a prospectus with the securities regulators, except in Québec, or regulatory authorities of each province or territory (the regulators) in which it intends to sell its securities, or have an exemption from the prospectus requirements under securities laws.

These obligations, however, can be costly for start-ups and early stage issuers. There are a number of exemptions from the prospectus requirement that businesses can use to conduct securities crowdfunding in Canada. However, these exemptions require fairly comprehensive disclosure and/or limit the types of investors that can invest. Canadian securities regulators have created a streamlined system to allow start-ups and small

businesses to raise small amounts of money from the general public using securities crowdfunding, without filing a prospectus or preparing financial statements.

Regulation 45-110 provides additional new exemptions tailored to start-up and early stage issuers to facilitate securities crowdfunding and make it easier for them to raise money by issuing securities. Regulation 45-110 allows:

- a start-up or early stage issuer to raise relatively small amounts of capital from the general public by distributing securities to purchasers without filing a prospectus or lengthy offering document and, significantly, without needing to prepare financial statements (the start-up prospectus exemption), and
- a funding portal to facilitate the distribution of those securities without having to register as a dealer (the start-up registration exemption), although a funding portal can be operated by a registered dealer.

Under Regulation 45-110, all issuers intending to conduct a start-up crowdfunding offering must use a funding portal.

Types of funding portals under Regulation 45-110

This section describes some of the key characteristics of funding portals operated by registered dealers, and exempt funding portals.

- **Funding portals operated by registered dealers**: Registered dealers generally are required to fulfil certain obligations including know-your-client, know-your-product, and, before accepting an order to buy or sell securities from a client, determining whether that purchase or sale is suitable for the client. Funding portals operated by registered dealers must also meet these obligations. Funding portals operated by registered dealers are allowed to facilitate distributions of securities under the start-up prospectus exemption, and other prospectus exemptions. In addition, a purchaser may make a larger investment in an offering conducted through a funding portal operated by a registered dealer.

- **Exempt funding portals**: Exempt funding portals rely on the start-up registration exemption. They are not required to register provided they meet the conditions of the start-up registration exemption, including the filing of certain documents with the regulators. The requirements on exempt funding portals are different from the obligations placed on registered dealers. For example, exempt funding portals are not allowed to provide advice and are only allowed to facilitate distributions that rely on the start-up prospectus exemption.

Operating requirements for exempt funding portals

A person operating a funding portal does not have to register as a dealer if they meet all conditions of the start-up registration exemption. The responses to the following questions further detail many of these conditions of the start-up registration exemption. You should refer to Regulation 45-110 for the complete list of the conditions that exempt funding portals must follow.

Are there any restrictions on who may operate an exempt funding portal?

A funding portal may not rely on the start-up registration exemption if it or any of its founders,[1] directors, officers or control persons[2] (principals), or any entity it or its principals has been the principal of has had a judgment, sanction or similar order imposed against it based on fraud, theft, breach of trust, insider trading, or allegations of similar conduct.

The funding portal must not be registered with the regulators. As well, it must have its head office in Canada and the majority of its directors must be Canadian residents.

What must an exempt funding portal do for an issuer seeking to conduct a crowdfunding raise?

Make the necessary disclosures available on its website. An issuer looking to raise capital using the start-up prospectus exemption must provide the funding portal an offering document that meets the conditions of the exemption. The exempt funding portal must post the issuer's offering document on its website. It is intended that posting the document on the exempt funding portal's website will satisfy any requirement to deliver the offering document to a purchaser that may apply under securities legislation.

A funding portal can carry out reviews of issuers before making their offering documents available on its website to protect the funding portal's own interests or reputation.

Confirm the issuer's location. The exempt funding portal must take reasonable measures to confirm that the head office of the issuer is in Canada. For instance, reviewing the

[1] A person who founded, organized or significantly reorganized the funding portal is generally considered to be a founder.

[2] A person who holds a sufficient number of voting rights to control the funding portal or who holds more than 20% of the voting rights of the funding portal is generally considered a control person of the funding portal.

incorporating or governing documents may be a reasonable step to confirm the issuer's head office.

What must an exempt funding portal do for purchasers?

Obtain the necessary acknowledgements before a purchaser can access the website. An exempt funding portal must not allow entry to its website until the purchaser acknowledges that they are entering the website of a funding portal that (i) is not operated by a registered dealer under Canadian securities legislation, and (ii) will not provide advice about the suitability or the merits of any investment.

For further information on the mechanics of the acknowledgement, please see the section in this guide entitled *Pop-up Acknowledgement*.

Not provide advice or recommendations. An exempt funding portal must not tell purchasers an investment is suitable for them or otherwise discuss the merits of an investment.

This means the funding portal cannot tell a purchaser that the securities offered are a good investment or that the purchaser should make an investment. The funding portal must refrain from saying or doing anything that might lead a purchaser to think that they should buy the securities because the securities somehow meet their investment needs or objectives.

However, the funding portal can give factual information about the securities. For example, it may tell purchasers the information set out in the offering document about the features of the securities, the risks generally of investing, how start-up crowdfunding works, and other items of a general, factual nature.

Confirm purchaser status. An exempt funding portal can only facilitate a distribution for a purchaser residing in a province or territory where the funding portal meets the conditions of the start-up registration exemption, including having delivered documents to the regulator in that jurisdiction (see *Delivery Requirements for Exempt Funding Portals* below). Accordingly, the exempt funding portal should take reasonable measures to ensure that the purchaser is a resident of a province or territory in which the exempt funding portal is permitted to operate. These reasonable measures may include requiring the purchaser to indicate its address in Canada, including the province or territory of residence before allowing a subscription for securities.

Obtain the necessary risk acknowledgement before receiving funds. Before taking a purchaser's subscription, an exempt funding portal must ensure that purchasers confirm online that they have read and understood the offering document and risk warning available on the exempt funding portal.

What requirements do exempt funding portals have for handling funds?

The exempt funding portal must ensure that a purchaser's payment for securities through its platform is received only by the exempt funding portal, and no one else. The exempt funding portal must hold purchasers' assets separate from the exempt funding portal's property, in trust for the purchaser and, in the case of cash, at a Canadian financial institution.

What must the exempt funding portal disclose about itself on its website?

The exempt funding portal must prominently display the following information on its website:

- the full legal name, municipality and jurisdiction of residence, business mailing and e-mail address, and business telephone number of each principal of the exempt funding portal,
- that the exempt funding portal is relying on the start-up registration exemption,
- that the exempt funding portal will hold purchasers' assets separate from the funding portal's property, in trust for the purchaser and, in the case of cash, at a Canadian financial institution, and
- the process the exempt funding portal will use to notify purchasers if it becomes insolvent or discontinues operations, and how the exempt funding portal will return the purchasers' assets it is holding to those purchasers.

For instance, clearly displaying this information on one page of the website that is easily accessible (such as a main tab in a drop-down menu) would generally be acceptable.

What other requirements do exempt funding portals have?

Only facilitate start-up crowdfunding distributions under Regulation 45-110. The exempt funding portal must not facilitate the distribution of securities to purchasers under prospectus exemptions other than the start-up prospectus exemption. A funding portal that intends to facilitate crowdfunding distributions under other prospectus exemptions (e.g. the accredited investor exemption and the offering memorandum exemption) would need to apply for registration as a dealer.

Not receive compensation directly from a purchaser. The exempt funding portal must not receive a commission or fee from a purchaser.

Maintain records. The exempt funding portal must keep its books and records, including its compliance procedures, at its head office for eight years from the date a record is created.

Delivery requirements for exempt funding portals

Attached as Appendix A to this guide is a checklist that includes some of the delivery and timing requirements for exempt funding portals.

What steps must occur before a funding portal can rely on the start-up registration exemption?

At least 30 days before it intends to start operating in reliance on the start-up registration exemption, the funding portal must deliver the following documents to the regulator of each jurisdiction of Canada in which it intends to solicit investors:

1) a completed Form 45-110F3 *Funding Portal Information* (funding portal information form),
2) completed Forms 45-110F4 *Portal Individual Information* (individual information form) for each principal of the funding portal, and
3) the applicable supporting documents (see below).

The regulators will review these documents during the 30-day waiting period and may notify the funding portal, for example, if:

- the documents the funding portal delivered are incomplete, or
- the policies and procedures for handling funds in relation to a start-up crowdfunding distribution described in the funding portal information form and supporting documents does not satisfy the conditions of the start-up exemption.

If the funding portal receives such notification, it has not satisfied the conditions of the start-up registration exemption and cannot operate as an exempt funding portal. If this occurs, the funding portal must file amended documents with the regulators and wait a 30 day period from the date the revised documents are filed before operating.

What supporting documents are required?

The funding portal information form and individual information form must include the following supporting documents:

- organizing documents such as articles and certificate of incorporation or partnership agreement,
- a chart showing the funding portal's structure and ownership that, at a minimum, includes all parents, affiliates and subsidiaries, as well as the full list of securityholders (including number and type of securities held) of the funding portal,

- details and relevant documents describing the funding portal's process and procedure for handling funds relating to a start-up crowdfunding offering, including:
    - the name of the Canadian financial institution the funding portal will use, together with the designated trust account number,
    - the name of the signatories on this account and their role with the funding portal,
    - a description of how the funds held in this account will be kept separate and apart from the funding portal's own property,
    - a copy of the trust agreement for the funding portal's trust account with a Canadian financial institution or details surrounding the establishment of this account, or, if there is no trust agreement or trust account, an explanation why,
    - how funds will flow from: (i) the purchaser**s** to the account; (ii) the funding portal's trust account to the issuer in the event that the offering closes; and (iii) the trust account back to the purchasers' bank accounts if the offering does not close, or the purchaser has exercised their right of withdrawal (for further information please see the section in this guide entitled *What rights do purchasers have before the start-up crowdfunding distribution closes?*), and
- attachments providing the relevant details sought if the answer to any of questions 11 to 14 of the funding portal information form or questions 11 to 18 of an individual information form is "Yes".

The requirements around the flow of purchaser funds are fundamental to the start-up registration exemption. The regulators may assess if the funding portal complies with these requirements, as well as the other conditions of the start-up crowdfunding exemption, in future compliance exams.

How do I deliver the funding portal information form and individual information forms?

The funding portal must deliver the forms and documents by e-mail to the regulator in each jurisdiction where the funding portal intends to facilitate start-up crowdfunding distributions. For example, a funding portal with a head office in Saskatchewan that intends to seek funds from purchasers in all jurisdictions of Canada must deliver the forms and documents described in this guide to the Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan and the regulators in all of the other jurisdictions of Canada.

Are there any required filings after an exempt funding portal has started operating?

After it has started operating, the exempt funding portal must:

1) certify, within ten days of a calendar year-end, that it has sufficient working capital to continue its operations for at least the next 12 months (See "Working Capital Certification" below), and
2) deliver, within 30 days of a change to any of the information in the funding portal information form or individual information forms, the updated funding portal information form and/or individual forms as applicable.

Working Capital Certification

An exempt funding portal is required to certify to the regulator that it has sufficient working capital to operate for the next 12 months:

- in the completed funding portal information form, and
- in the completed Form 45-110F5 *Annual Working Capital Certification* (working capital certification) that needs to be delivered within ten days of a calendar year-end.

For example: an exempt funding portal delivers the completed funding portal information form (which includes a form of the working capital certification) on May 31, 2021. The funding portal ensures that it complies with all the conditions of the start-up registration exemption and begins to facilitate distributions on June 30, 2021.

- The exempt funding portal must then deliver a working capital certification between December 31, 2021 and January 10, 2022, in order to meet the requirements to operate as an exempt funding portal after January 10, 2022.
- If the exempt funding portal delivers its working capital certification on January 4, 2021, it will need to deliver its next working capital certification between December 31, 2021 and January 10, 2022, in order to meet the requirements to operate as an exempt funding portal after January 10, 2022.

A funding portal's working capital is calculated based on current assets less current liabilities. The terms "current assets" and "current liabilities" are defined under Canadian GAAP. Current assets generally include assets such as cash, accounts receivable, inventory and other assets that can be realised, sold or consumed within a year. Current liabilities generally include accounts payable, wages, taxes, and the portion of debt to come due within a year.

Good practices for compliance with this condition include:

- Keeping documentation that is regularly maintained to ensure effective monitoring; and

- Establishing, maintaining and applying a system of controls and supervision sufficient to ensure the accuracy of the documents, including financial statements, used to support the funding portal's assessment of working capital.

Updated Funding Portal Information Form and/or Individual Information Forms

If a change occurs and the information in the forms and documents delivered to a regulator are no longer up-to-date, the exempt funding portal must update the information by delivering a new form or document setting out the change. These updated forms must be provided within thirty days of the change. Failure to deliver these updated forms on time means that the funding portal has not satisfied the conditions of the start-up registration exemption and cannot rely on the exemption.

For example: if management at an exempt funding portal changes on July 1, 2021, an updated funding portal information form, as well as an individual information form for each new officer, must be delivered to the regulators by July 31, 2021.

Assessing compliance for funding portals

Failure to comply with the conditions of Regulation 45-110 or other securities law requirements is a serious offence that could prevent the funding portal from being able to rely on the start-up registration exemption and expose the funding portal's principals to sanctions. The regulators may conduct compliance reviews on funding portals, including exempt funding portals, to ensure that they comply with the requirements. Funding portals relying on the start-up registration exemption should be prepared to provide documents supporting their compliance with the conditions of the start-up registration exemption.

Funding portals will also be subject to various other laws beyond securities law (e.g. anti-money laundering and privacy laws). We encourage funding portals to consult a lawyer for advice.

Funding portals operated by registered dealers

Registered exempt market dealers and investment dealers are allowed to operate start-up funding portals, provided that they:

- meet their existing registration obligations under securities legislation (including the know-your-client, know-your-product and suitability obligations owed to purchasers, and disclosure of all fees charged to purchasers in accordance with

relationship disclosure requirements under *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations*),

- meet the requirements in Regulation 45-110 for portals that rely on the start-up registration exemption that still apply to registered dealers (see the section entitled "What are the requirements in Regulation 45-110 that apply to funding portals operated by registered dealers, as well as to exempt funding portals?" below),
- confirm to issuers that the funding portal is being operated by a registered dealer, and
- prompt any person entering the funding portal's website to acknowledge that the funding portal is operated by a registered dealer that will provide suitability advice. For more information on the mechanics of this acknowledgement, please see the section of this guide entitled *Pop-Up Acknowledgement.*

An exempt market dealer or investment dealer that wants to operate a start-up funding portal is required to report changes in their business activities by completing and delivering Form 33-109F5 *Change of Registration Information* and updating information previously reported in Form 33-109F6 *Firm Registration* to include operating a start-up funding portal.

What are the requirements in Regulation 45-110 that apply to funding portals operated by registered dealers, as well as to exempt funding portals?

Registered dealers operating funding portals must meet the conditions set out in section 4 of Regulation 45-110 (which also apply to exempt funding portals). These include requirements to:

- ensure that a purchaser's payment for securities through the funding portal's platform is received only by the funding portal, and no one else,
- take reasonable measures to ensure the head office of the issuer is in Canada,
- make available the issuers' offering documents and risk warnings on its website, and
- ensure, before it takes an purchaser's subscription, that the purchaser has confirmed they have read and understood the offering document and risk warning available on the funding portal.

Are there different restrictions (e.g. investment limits) placed on start-up crowdfunding distributions facilitated by registered dealers?

An offering conducted through a funding portal operated by a registered dealer is permitted to facilitate a larger investment. Typically, a purchaser may invest up to $2,500 under the start-up prospectus exemption. However, purchasers can purchase up to $5,000 if the registered dealer has determined that the investment is suitable for the purchaser.

"Pop-up" Acknowledgement

The start-up crowdfunding exemptions require purchasers to acknowledge certain information before entering the platform of a funding portal (pop-up acknowledgement). A platform may include the funding platform's website or app. This requirement does not distinguish between where or how the purchaser enters the funding portal's platform. As a result, funding portals must design their platform so that purchasers acknowledge the required information regardless of whether those purchasers enter the platform through the funding portal's home page or through another page.

The funding portal should also manage the risk that potential purchasers are visiting the funding portal's platform using a shared computer, tablet, or other mobile device. In other words, multiple people in a household may be entering the funding portal's website at different times using the same device. As a result, the funding portal should consider designing their platform so that the pop-up acknowledgement reappears each time the purchaser's internet browser or app is closed and re-opened.

We expect the pop-up acknowledgement to appear in the following circumstances:

The pop-up acknowledgement should appear upon the first and every subsequent time a person enters a funding portal's platform. This means that after opening their internet browser or app: (a) If a person lands on any page of a funding portal's platform (home page or other page) the pop-up acknowledgment should appear. (b) If the person clicks "I acknowledge" and then immediately closes out of their browser, when the person goes back to any page on a funding portal's platform, the pop-up acknowledgment should appear. The result is that the same person will have to click on "I acknowledge" to go back into the funding portal's platform regardless of the fact that they had just been to that platform.
The pop-up acknowledgement should appear regardless of a person's entry point to the platform (home page or other page). For example: (c) If a person were to search the name of the funding portal and finds a link to the funding portal's platform, the link would take the person to the funding portal's home page and a pop-up acknowledgement would appear. (d) If a person were to browse directly to the funding portal's issuer-offering page from an external link, the link would take the person to issuer's page on the funding portal's platform and a pop-up acknowledgement would appear.

Once a person clicks "I acknowledge" and enters the funding portal's platform, they can navigate from page to page within the website without the re-appearance of the pop-up acknowledgement.

How does a start-up crowdfunding distribution work?

Issuers are responsible for preparing an offering document that complies with Form 45-110F1 *Offering Document*. In particular, the offering document must indicate the minimum amount necessary to close a start-up crowdfunding distribution. Issuers provide the offering document to the funding portal to post online. Purchasers read the offering document and decide whether or not to invest.

Before accepting an investment, the funding portal collects personal information on the purchaser, including the province or territory where the purchaser resides. The funding portal also obtains confirmation that the purchaser has read and understood the offering document and the risks described in Form 45-110F2 *Risk Acknowledgement Form*.

An issuer cannot close a distribution unless it has raised the minimum amount set out in its offering document and each purchaser's right to withdraw has expired. At the closing:

- the issuer distributes shares or other eligible securities to purchasers, and
- the funding portal releases funds to the issuer.

No later than 15 days following the closing of the distribution, the funding portal notifies purchasers that the funds have been released to the issuer, and provides the issuer with the following information on each purchaser:

- full name,
- address,
- telephone number,
- e-mail address,
- number of securities purchased, and
- total purchase price.

Using this information, no later than 30 days following the closing of the distribution, the issuer files Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* (the report of exempt distribution) with the regulators. When providing purchaser information to the issuer, funding portals may use the spreadsheet of Schedule 1 of the report of exempt distribution. Please refer to the *Start-up Crowdfunding Guide for Businesses* for more information on the issuer's filing requirements.

As well, no later than 30 days following the closing of the distribution, the issuer sends a confirmation to each purchaser that includes:

- the date of the purchaser's subscription and the closing date,
- the number of securities purchased and a description of the securities purchased,
- the price per security paid,
- the total commission, fee and any other amounts paid by the issuer to the funding portal in respect of the distribution, and
- instructions on how the purchaser can access the offering document.

While the obligation is on the issuer to provide this information to purchasers, we expect that the issuer will arrange for the funding portal to provide this information on its behalf.

If the issuer withdraws its start-up crowdfunding offering or does not raise the minimum amount within 90 days after the funding portal posts the offering document online, all the funds must be returned to purchasers within five business days. No deductions are permitted. The funding portal must also send a notice to the issuer and each purchaser confirming that the funds have been returned to purchasers.

The funding portal may send notices to purchasers and issuers by e-mail.

When must an offering document be amended?

From the time it is posted online until the closing or withdrawal of the offering, an issuer must amend its offering document if the information it contains is no longer accurate and contains a misrepresentation. This could be the case if, for example, an issuer wants to change the price of the securities or the minimum or maximum offering amount. The issuer must send the amended version to the funding portal for posting on the funding portal's website. The funding portal must promptly notify purchasers about the amendment.

Can a funding portal facilitate a start-up crowdfunding distribution for itself or for related parties?

A funding portal cannot act in a start-up crowdfunding distribution if one of its principals is also a principal of the issuer group. The issuer group means the issuer, an affiliate of the issuer, and any other issuer that is engaged in a common enterprise with the issuer or an affiliate, or whose business is founded or organized by the same person or company who founded or organized the issuer.

What rights do purchasers have before the start-up crowdfunding distribution closes?

Purchasers have the right to withdraw their investment up to midnight, two business days following:

- the purchaser's subscription, and
- any notice the funding portal sends to the purchaser of an amendment to the offering document.

For example: a funding portal posts an offering document on July 1, 2021 and a purchaser subscribes on July 5, 2021. The funding portal then notifies the purchaser of amendments to the offering documents on July 14, 2021 and July 28, 2021. The purchaser then has the right to withdraw its investment during the following time periods:

- up to midnight, July 7, 2021 (two business days from subscription),
- between July 14, 2021 and midnight, July 16, 2021 (two business days from the first amendment), and
- between July 28, 2021 and midnight, July 30, 2021 (two business days from the second amendment).

The funding portal must give purchasers the opportunity to exercise this right. The purchaser exercises the right of withdrawal by notifying the funding portal. The funding portal must return the funds to a purchaser who exercises this right, without any deduction, within five business days after the notice.

Does an issuer have to provide financial statements?

Under the start-up prospectus exemption, issuers are not required to provide financial statements to purchasers with the offering document.

If an issuer wants to make its financial statements available to purchasers, it can place a hyperlink on the funding portal leading to the financial statements. However, the hyperlink should not appear in the offering document unless the issuer wants the financial statements to form part of it. Please refer to the *Start-Up Crowdfunding Guide for Businesses* for more information on potential reporting requirements relating to making financial statements a part of the issuer's offering document. It should be noted that if an issuer makes its financial statements available to purchasers, those financial statements have to be prepared in accordance with Canadian GAAP.

For more information

For more information, please contact the following:

British Columbia	British Columbia Securities Commission Telephone: 604 899-6854 or 1 800 373-6393 Email: inquiries@bcsc.bca Website: www.bcsc.bc.ca
Alberta	Alberta Securities Commission Telephone: 403 355-4151 E-mail: inquiries@asc.ca Website: www.albertasecurities.com
Saskatchewan	Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Telephone: 306 787-5645 E-mail: exemptions@gov.sk.ca Website: www.fcaa.gov.sk.ca
Manitoba	The Manitoba Securities Commission Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 E-mail: exemptions.msc@gov.mb.ca Website: http://www.mbsecurities.ca/
Ontario	Ontario Securities Commission Toll free: 1 877 785-1555 E-mail : inquiries@osc.gov.on.ca Website: www.osc.ca
Québec	Autorité des marchés financiers Direction du financement des sociétés Toll free in Québec: 1 877 525-0337 E-mail: financement-participatif@lautorite.qc.ca Website: www.lautorite.qc.ca
New Brunswick	Financial and Consumer Services Commission Toll free: 1 866 933-2222 E-mail: emf-md@fcnb.ca Website: www.fcnb.ca

Nova Scotia	Nova Scotia Securities Commission Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 E-mail: nssc.crowdfunding@novascotia.ca Website: nssc.novascotia.ca

The information in this Guide is for educational purposes only and does not constitute legal advice.

If any information in this Guide is inconsistent with Regulation 45-110 Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions, please follow the regulation and the related forms.

Published **.

Appendix A

Checklist for Exempt Funding Portals

Documents required to be delivered to the regulators before a funding portal can rely on the start-up registration exemption:

☐ A completed Form 45-110F3 *Funding Portal Information* (portal information form), with the following documents attached, signed and dated by the authorized individual certifying the portal information form:

☐ The funding portal's organizing documents (Item 8 of the portal information form)

☐ A chart showing the funding portal's structure and ownership (Item 9 of the portal information form)

☐ Details and the relevant documents on the process and procedure for handling all funds relating to a start-up crowdfunding offering (Item 15 of the portal information form)

☐ If any of the answers to questions 11 to 14 of the portal information form is "Yes", complete details pertaining to such matters

☐ Completed Forms 45-110F4 *Portal Individual Information* (individual information form) for each principal of the funding portal, with the following documents attached to each individual information form:

☐ If any of the answers to questions 11 to 18 of an individual information form is "Yes", complete details pertaining to such matters; except for attachments pertaining to question 11, these attachments must be signed and dated by the authorized individual certifying the individual information form.

Date the funding portal has delivered a completed portal information form and individual information forms, with necessary attachments, to the regulators:

_____

Date the funding portal may begin operations if it has not received a notification from the regulator that it is not allowed to rely on the start-up registration exemption (30 days from the date the funding portal delivered the completed portal information

form and individual information forms, with necessary attachments, to the regulators): _____

Documents required to be delivered to the regulators after an exempt funding portal has started operations:

☐ A completed Form 45-110F5 *Annual Working Capital Certification* (working capital certification) within ten (10) days of each calendar year-end that the funding portal intends to continue operating.

Note: the working capital certification requires exempt funding portals to certify they have sufficient working capital to operate for at least the next 12 months.

We consider an exempt funding portal to have sufficient working capital if its current assets are equal or greater than its current liabilities. The terms "current assets" and "current liabilities" are defined under Canadian GAAP. Current assets generally include assets such as cash, accounts receivable, inventory and other assets that can be realised, sold or consumed within a year. Current liabilities generally include accounts payable, wages, taxes, and the portion of debt to come due within a year.

Good practices for compliance with this condition include:

- **Keeping documentation that is regularly maintained to ensure effective monitoring; and**
- **Establishing, maintaining and applying a system of controls and supervision sufficient to ensure the accuracy of the documents, including financial statements, used to support the funding portal's assessment of working capital.**

☐ Updated portal information forms or individual information forms if there is a change to any of the information previously provided in these forms, within 30 days of the change.

REGULATION 45-110 RESPECTING START-UP CROWDFUNDING REGISTRATION AND PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (5), (6.1.2), (6.2), (8), (11), (14), (20) and (34))

PART 1
DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions

1. (1) In this Regulation

"affiliate" means, in respect of an issuer, another issuer if

(a) one of the issuers is the subsidiary of the other, or

(b) each of the issuers is controlled by the same person;

"crowdfunding distribution" means a distribution under the exemption from the prospectus requirement in this Regulation;

"eligible security" means any of the following:

(a) a common share;

(b) a non-convertible preference share;

(c) a security convertible into a security referred to in paragraph (a) or (b);

(d) a non-convertible debt security linked to a fixed or floating interest rate;

(e) a unit of a limited partnership;

"exempt market dealer" means a person registered in the category of exempt market dealer;

"founder" means a person who,

(a) in respect of an issuer or a funding portal, acting alone, in conjunction, or in concert with one or more persons, directly or indirectly, takes the initiative in founding, organizing or substantially reorganizing the business of the issuer or funding portal, as applicable, and

(b) in respect of an issuer, at the time of the distribution or trade, is actively involved in the business of the issuer;

"funding portal" means a person that facilitates or proposes to facilitate a crowdfunding distribution through a web-based or application-based platform;

"investment dealer" means a person registered in the category of investment dealer;

"issuer group" means, in respect of an issuer, any of the following:

(a) the issuer;

(b) an affiliate of the issuer;

(c) any other issuer if either of the following conditions is satisfied:

(i) it is engaged in a common enterprise with the issuer or with an affiliate of the issuer;

(ii) its business is founded or organized by a person who founded or organized the issuer;

"minimum offering amount" means, with respect to a crowdfunding distribution, the minimum amount disclosed in an issuer's completed Form 45-110F1;

"principal" means, with respect to a funding portal or an issuer, a founder, director, officer or control person;

"subsidiary" means an issuer that is controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary.

(2) For the purpose of this Regulation, a person (first person) is considered to control another person (second person) if

(a) the first person beneficially owns or directly or indirectly exercises control or direction over securities of the second person carrying votes which, if exercised, would entitle the first person to elect a majority of the directors of the second person, unless that first person holds the voting securities only to secure an obligation,

(b) the second person is a partnership, other than a limited partnership, and the first person holds more than 50% of the interests of the partnership, or

(c) the second person is a limited partnership and the general partner of the limited partnership is the first person.

Special Rules – Alberta, British Columbia, Ontario, Québec and Saskatchewan

2. (1) In Alberta, a completed Form 45-110F1 relied on under this Regulation is designated to be an offering memorandum under securities legislation.

(2) In British Columbia, a completed Form 45-110F1 required to be made available to a purchaser under the exemption from the prospectus requirement in this Regulation is a prescribed disclosure document for purposes of section 132.1 of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418).

(3) In Ontario, an issuer that distributes securities in reliance on the exemption in section 5 is prescribed as a market participant under the Securities Act (R.S.O. 1990, c. S.5).

(4) In Saskatchewan, a completed Form 45-110F1 relied on under this Regulation is an offering memorandum under securities legislation.

(5) In Québec,

(a) a completed Form 45-110F1 and a completed Form 45-110F2 made available to purchasers in accordance with this Regulation must be drawn up in French only or in French and English;

(b) a funding portal that has relied on the exemption in section 3 is a market participant determined by regulation for the purpose of section 151.1.1 of the Securities Act (chapter V-1.1); and

(c) a completed Form 45-110F1 and materials that are made available to purchasers in accordance with this Regulation are documents authorized by the Autorité des marchés financiers for use in lieu of a prospectus.

PART 2
EXEMPTION FROM THE DEALER REGISTRATION REQUIREMENT

Exemption from dealer registration requirement

3. (1) A funding portal is exempt from the dealer registration requirement if the following apply:

(a) the funding portal is not registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada;

(b) the funding portal does not advise a purchaser about the merits of an investment or recommend or represent that an eligible security is a suitable investment for the purchaser;

(c) the funding portal does not receive a commission, fee or other similar payment from a purchaser;

(d) the funding portal only facilitates or proposes to facilitate crowdfunding distributions;

(e) at least 30 days before the first date the funding portal facilitates a crowdfunding distribution, the funding portal delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority all of the following documents:

(i) a completed Form 45-110F3 for the funding portal certified by an authorized individual of the funding portal;

(ii) a completed Form 45-110F4 for each principal of the funding portal that contains a certification signed by that principal;

(f) the funding portal has its head office in Canada;

(g) the funding portal has policies and procedures reasonably designed to prevent a person from accessing its platform unless the person acknowledges that the person is accessing a platform of a funding portal that:

(i) is not a registered dealer under securities legislation in any jurisdiction of Canada, and

(ii) will not, and is not authorized to, provide advice about

(A) the suitability of any security for investment by the person, or

(B) the merits of any investment;

(h) the following is disclosed on the funding portal's platform:

(i) a statement that the funding portal is not registered in any capacity under securities legislation in any jurisdiction of Canada and is relying on the exemption in this Regulation from the dealer registration requirement;

(ii) a statement that the funding portal will hold each purchaser's assets

(A) separate and apart from the funding portal's own property,

(B) in trust for the purchaser, and

(C) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution; and

(iii) the policies and procedures that the funding portal will follow for notifying each purchaser if the funding portal becomes insolvent or discontinues operations, and how the funding portal will return the assets to the purchaser;

(i) the funding portal holds each purchaser's assets

(i) separate and apart from the funding portal's own property,

(ii) in trust for the purchaser, and

(iii) in the case of cash, in a designated trust account at a Canadian financial institution;

(j) the funding portal has policies and procedures for handling funds, in relation to a crowdfunding distribution, sufficient to provide reasonable assurance that the funding portal will comply with the conditions at paragraph 3(1)(i);

(k) the funding portal does not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal receives, through the funding portal's platform, payment for the distribution of each eligible security from the purchaser of such security;

(l) when an issuer provides the funding portal with its completed Form 45-110F1 and a Form 45-110F2, the funding portal has policies and procedures reasonably designed to make these documents available to each purchaser through its platform;

(m) the funding portal has policies and procedures to prevent a purchaser from subscribing to a crowdfunding distribution unless the purchaser first completes the Form 45-110F2 and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1*;*

(n) the funding portal has policies and procedures for promptly notifying each purchaser of an issuer's crowdfunding distribution of

(i) any amendment to that issuer's completed Form 45-110F1, and

(ii) the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j);

(o) the funding portal has policies and procedures to return all funds to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from the purchaser;

(p) if an issuer has not raised the minimum offering amount by the 90th day after the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available on the funding portal's platform, or if an issuer notifies the funding portal that it is withdrawing its crowdfunding distribution, then no later than 5 business days after such occurrence, the funding portal

(i) notifies the issuer, and each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, that funds have been returned or are in the process of being returned, and

(ii) takes reasonable steps to return, or cause to be returned, all funds to each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution;

(q) if each 2-day period in paragraph 5(1)(j) has elapsed, then the funding portal

(i) releases, or causes to be released, all funds due to the issuer at the closing of the distribution, and

(ii) no later than 15 days after the closing of the distribution

(A) notifies each purchaser that the funds have been released to the issuer, and

(B) provides the issuer with all information required to comply with the issuer's obligations in paragraph 5(2)(b);

(r) neither the funding portal, nor any of its principals, is or has been the subject of an order, judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct;

(s) neither the funding portal, nor any of its principals, is or has been a principal of an entity that is or has been subject to an order, judgment, decree, sanction, administrative penalty or a settlement agreement described in paragraph 3(1)(r);

(t) the funding portal has policies and procedures to promptly notify the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return the assets to these purchasers, in the event that the funding portal becomes insolvent or discontinues operations; and

(u) the funding portal is not insolvent.

(2) A funding portal relying on the exemption in subsection 3(1) must:

(a) maintain, for a period of 8 years from the date a record is created, books and records at its head office that accurately record its financial affairs and client transactions, and demonstrate the extent of the funding portal's compliance with this Regulation;

(b) notify the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority of each change to the information previously submitted in a document referred to in paragraph 3(1)(e) by delivering an amendment to the document no later than 30 days after the change;

(c) take reasonable steps to confirm that the majority of the directors of the funding portal ordinarily reside in Canada;

(d) disclose on its platform, for each principal of the funding portal, the full legal name, municipality and jurisdiction of residence, business mailing and email address and business telephone number of each principal of the funding portal;

(e) take reasonable steps to confirm that the head office of an issuer is in Canada before allowing that issuer to post a crowdfunding distribution on the funding portal's platform;

(f) not allow a person to access the funding portal's platform unless the person acknowledges that the person is accessing a platform of a funding portal that:

(i) is not a registered dealer under securities legislation in any jurisdiction of Canada, and

(ii) will not, and is not authorized to, provide advice about

(A) the suitability of any security for investment by the person, or

(B) the merits of any investment;

(g) not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal has made the applicable Form 45-110F1 and Form 45-110F2 available to each purchaser through the funding portal's platform;

(h) not close a crowdfunding distribution on its platform unless each purchaser completes the Form 45-110F2 and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1;

(i) upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly notify each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution of

(i) the amendment; and

(ii) the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal under paragraph 5(1)(j);

(j) return all funds to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from that purchaser;

(k) deliver to the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority a completed Form 45-110F5 within 10 days of the calendar year-end; and

(l) upon becoming insolvent or discontinuing operations, promptly notify the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority, and any purchasers for which it holds assets, of the process the funding portal will use to return the assets to these purchasers.

PART 3
REGISTERED PORTALS

4. (1) If an investment dealer or exempt market dealer operates a funding portal, the dealer must:

(a) not close a crowdfunding distribution on its platform unless the dealer receives, through the funding portal's platform, payment for the distribution of each eligible security from the purchaser of such security;

(b) take reasonable steps to confirm that the head office of an issuer is in Canada before allowing that issuer to post a crowdfunding distribution on the funding portal's platform;

(c) not close a crowdfunding distribution on its platform unless the funding portal has made the applicable Form 45-110F1 and Form 45-110F2 available to each purchaser through the funding portal's platform;

(d) not close a crowdfunding distribution on its platform unless each purchaser completes the Form 45-110F2 and confirms that the purchaser has read and understands the issuer's completed Form 45-110F1;

(e) upon receiving notice from an issuer that the issuer has amended its completed Form 45-110F1, promptly notify each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution of

(i) the amendment, and

(ii) the purchaser's right to withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice to the funding portal not later than midnight on the 2nd business day after the funding portal provides notice of the amendment;

(f) return all funds to a purchaser within 5 business days of receiving a withdrawal notification under paragraph 5(1)(j) from that purchaser;

(g) upon an issuer not raising the minimum offering amount by the 90th day after the issuer's completed Form 45-110F1 is first made available on the funding portal's platform, or an issuer notifying the funding portal that it is withdrawing its crowdfunding distribution, no later than 5 business days after such occurrence

(i) notify the issuer, and each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution, that funds have been returned or are in the process of being returned, and

(ii) take reasonable steps to return, or cause to be returned, all funds to each purchaser of that issuer's crowdfunding distribution;

(h) after each 2-day period in paragraph 5(1)(j) has elapsed

(i) release, or cause to be released, all funds due to the issuer at the closing of the distribution, and

(ii) no later than 15 days after the closing of the distribution

(A) notify each purchaser that the funds have been released to the issuer, and

(B) provide the issuer with all information required to comply with the issuer's obligations in paragraph 5(2)(b); and

(i) not allow a person to access the funding portal's platform, unless the person has acknowledged that the person is accessing a platform that

(i) is operated by an investment dealer or an exempt market dealer, as applicable, and

(ii) will provide advice about the suitability of the eligible security.

PART 4
EXEMPTION FROM PROSPECTUS REQUIREMENT FOR ISSUERS

Exemption from prospectus requirement for issuers

5. (1) An issuer is exempt from the prospectus requirement in respect of a crowdfunding distribution if the following apply:

(a) the distribution of and payment for the security is facilitated through a funding portal that is

(i) relying on the exemption set out in subsection 3(1), or

(ii) operated by an exempt market dealer or investment dealer;

(b) the purchaser purchases the security as principal;

(c) the issuer is not a reporting issuer in any jurisdiction of Canada or the equivalent in any foreign jurisdiction;

(d) the issuer is not an investment fund;

(e) the issuer has its head office in Canada;

(f) the security distributed is an eligible security of the issuer's own issue;

(g) the aggregate gross proceeds raised by the issuer group in reliance on this section during the 12-month period before the closing of the crowdfunding distribution does not exceed $1 000 000;

(h) the issuer has completed a Form 45-110F1 and provided it to the funding portal;

(i) the crowdfunding distribution ends no later than the 90th day after the date the issuer's completed Form 45-110F1 is made available on the funding portal's platform;

(j) the issuer includes in the subscription agreement a term that the purchaser may withdraw from the agreement to purchase the security by delivering a notice of withdrawal to the funding portal not later than midnight on the 2nd business day after:

(i) the day on which the purchaser enters into the agreement, and

(ii) the day on which the funding portal notifies the purchaser of an amendment to the issuer's completed Form 45-110F1;

(k) the issuer's completed Form 45-110F1 discloses how the issuer intends to use the funds raised and the minimum offering amount required to close the crowdfunding distribution;

(l) the issuer does not close the crowdfunding distribution until the issuer has raised the minimum offering amount stated in the issuer's completed Form 45-110F1 either through subscriptions to the crowdfunding distribution or any concurrent distribution under one or more other exemptions from the prospectus requirement provided the funds are unconditionally available to the issuer;

(m) no concurrent crowdfunding distribution is made by any member of the issuer group for the same purposes as described in the issuer's completed Form 45-110F1;

(n) no commission, fee or similar payment is paid by the issuer to the issuer group, or any principal, employee or agent of a member of the issuer group with respect to the crowdfunding distribution;

(o) no principal of the issuer group is a principal of the funding portal;

(p) the issuer does not distribute to any one purchaser securities valued at more than

(i) subject to subparagraph (ii), $2 500 or

(ii) if the purchaser has obtained advice from a registered dealer that the investment is suitable for the purchaser, $5 000; and

(q) the issuer does not intend to use the proceeds of the crowdfunding distribution to invest in, merge with, amalgamate with or acquire a business, or to purchase securities of one or more other issuers, that is not identified in the issuer's completed Form 45-110F1.

(2) An issuer relying on subsection 5(1) must

(a) if the issuer becomes aware that its completed Form 45-110F1 is not accurate, promptly

(i) advise the funding portal that the issuer's Form 45-110F1 is not accurate,

(ii) amend the Form 45-110F1 so that it is no longer inaccurate, and

(iii) provide the amended Form 45-110F1 to the funding portal;

(b) within 30 days after the closing of the crowdfunding distribution, deliver to each purchaser

(i) a confirmation setting out the following:

(A) the date of subscription and the closing of the crowdfunding distribution;

(B) the quantity and description of the eligible security purchased;

(C) the price per eligible security paid by the purchaser;

(D) the total commissions, fees and any similar payments paid by the issuer to the funding portal in respect of the crowdfunding distribution; and

(ii) a copy of the issuer's completed Form 45-110F1.

Filing of distribution materials

6. An issuer that distributes a security under this Regulation must file both of the following documents no later than the 30th day after the closing of the crowdfunding distribution:

(a) the completed Form 45-110F1;

(b) a report of exempt distribution in accordance with Form 45-106F1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21).

PART 5
EXEMPTION

Exemption

7. (1) Subject to subsection (2), the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.

(3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

PART 6
COMING INTO FORCE

Coming into force

8. (1) This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

(2) In Saskatchewan, despite subsection (1), if these regulations are filed with the Registrar of Regulations after (*insert date*), these regulations come into force on the day on which they are filed with the Registrar of Regulations.

FORM 45-110F1
OFFERING DOCUMENT

GENERAL INSTRUCTIONS

(1) This offering document is to be provided to your funding portal, which must make it available on its online platform. This offering document must not contain a misrepresentation. A misrepresentation means an untrue statement of material fact or an omission to state a material fact that is required to be stated, or necessary to prevent a statement that is made from being false or misleading in the circumstances in which it was made. If the information contained in this offering document is no longer accurate and contains a misrepresentation, you must immediately notify the funding portal, amend the offering document and provide the new version to the funding portal.

(2) An issuer relying on the start-up crowdfunding prospectus exemption must file this offering document, and all amendments to it, in the jurisdictions where the issuer has made a crowdfunding distribution, as well as in the province or territory where the issuer's head office is located.

The offering document is required to be filed no later than the 30th day after the closing of the distribution.

(3) This offering document must be completed and certified by an authorized individual on behalf of the issuer.

(4) Draft this offering document so that it is easy to read and understand. Be concise and use clear, plain language. Avoid technical terms.

(5) Conform as closely as possible to the format set out in this form. Address the items in the order set out below. No variation of headings, numbering or information set out in the form is allowed and all are to be displayed as shown.

Item 1: RISKS OF INVESTING

1.1 Include the following statement, in bold type:

"**No securities regulatory authority or regulator has assessed, reviewed or approved the merits of these securities or reviewed this offering document. Any representation to the contrary is an offence. This is a risky investment.**".

1.2 Include the following statement, in bold type, if the issuer provides forward-looking statements:

"**The forecasts and predictions of an early-stage business are difficult to objectively analyze or confirm. Forward-looking statements represent the opinion of the issuer only and may not prove to be reasonable.**".

Item 2: THE ISSUER

2.1 Provide the following information for the issuer:

(a) Full legal name as it appears in the issuer's articles of incorporation, limited partnership agreement or other organizing documents, as the case may be,

(b) Head office address,

(c) Telephone,

(d) Email address, and

(e) Website URL.

Instructions: The head office is generally where the people managing the issuer, including the CEO, maintain their offices. This may be the same as, or different from, the registered office address, depending on the legal structure of the issuer. The address of the head office should be a physical address and not a post office (P.O.) box.

2.2 Provide the following information for a contact person of the issuer who is able to answer questions from purchasers and the securities regulatory authority or regulator:

(a) Full legal name (first name, middle name and last name),

(b) Position held with the issuer,

(c) Business address,

(d) Business telephone, and

(e) Email address.

Item 3: ISSUER'S BUSINESS

3.1 Describe the issuer's business. Provide details about the issuer's industry and operations. Provide enough details for an investor to clearly understand what the issuer does or intends to do.

Instructions:

(1) Consider the following:

- *Does or will the issuer build, design or develop something? Sell something produced by others? Provide a service? What makes the issuer's business special and different from other competitors in the industry?*
- *What milestones has the issuer already reached and hopes to achieve in the next couple years? E.g., Complete testing? Find a manufacturer? Commence a marketing campaign? Buy inventory? What is the proposed timeline for achieving each of the milestones?*
- *What are the major hurdles that the issuer expects to face in achieving its milestones?*
- *How are the funds raised from this financing expected to help the issuer advance its business and achieve one or more of the milestones?*
- *Has the issuer entered any contracts that are important to its business?*
- *Has the issuer conducted any operations yet?*
- *Where does the issuer see its business in 3, 5 and 10 years?*
- *What are the issuer's future plans and hopes for its business and how does it plan to get there?*
- *What is the issuer's management experience in running a business or in the same industry?*
- *Does the issuer have business premises from which it can operate its business?*

- *How many employees does the issuer have? Need?*

(2) An issuer describing its business must not refer to a measure of financial performance, financial position or cash flow in the offering document unless (i) the issuer has made financial statements available for the most recently completed financial year, and (ii) the measure referred to in the offering document is an amount presented in the financial statements or is reconciled to an amount presented in the financial statements.

3.2 Describe the legal structure of the issuer and indicate the jurisdiction where the issuer is incorporated or organized.

Instructions: Indicate whether the issuer is a corporation, a limited partnership, a general partnership or other. Also, indicate the province, territory or state where the issuer is incorporated or organized.

3.3 Indicate where the issuer's articles of incorporation, limited partnership agreement, shareholder agreement or similar document are available for purchasers to review.

Instruction: You may provide online access to these documents for investors.

3.4 Indicate which statement(s) best describe the issuer's operations (select all that apply):

☐ Has never conducted operations,

☐ Is in the development stage,

☐ Is currently conducting operations,

3.5 Indicate whether the issuer has financial statements available. If yes, include the following statement, in bold type:

"**Information for purchasers: If you receive financial statements from an issuer conducting a crowdfunding distribution, you should know that those financial statements have not been provided to or reviewed by a securities regulatory authority or regulator. They are not part of this offering document. You should also consider seeking advice of an accountant or an independent financial adviser about the information in the financial statements.**".

Instructions:

(1) Any financial statements made available in connection with the start-up crowdfunding distribution must be prepared in accordance with Canadian GAAP. These financial statements must present the issuer's results of operations for its most recently completed financial year.

(2) If an auditor has issued an auditor's report on the financial statements, they must be included with the financial statements. If the financial statements were not audited, the issuer must label the financial statements as unaudited.

3.6 Describe the number and type of securities of the issuer outstanding as at the date of the offering document. If there are securities outstanding other than the eligible securities being offered, please describe those securities.

Item 4: MANAGEMENT

4.1 Provide the information in the following table for each founder, director, officer and control person of the issuer:

Full legal name, municipality of residence and position at issuer	Principal occupation for the last 5 years	Expertise, education, and experience that is relevant to the issuer's business	Number and type of securities of the issuer owned	Date securities were acquired and price paid for the securities	Percentage of the issuer's securities held as of the date of this offering document

4.2 Provide the name of the person involved and details on the time, nature and the outcome of the proceedings for each of the persons listed in item 4.1 and the issuer who, as the case may be:

(a) has ever, pled guilty to or been found guilty of:

(i) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C., 1985, c. C-46) of Canada,

(ii) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,

(iii) a misdemeanour or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or

(iv) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction,

(b) is or has been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to:

(i) the person's involvement in any securities, insurance or banking activity, or

(ii) a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct,

(c) is or has been the subject of an order, judgment, decree, sanction or administrative penalty imposed by a discipline committee, professional order or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to any professional misconduct,

(d) is or has ever been the subject of a bankruptcy or insolvency proceeding,

(e) is a director, officer, founder or control person of an entity that is or has been subject to a proceeding described in paragraphs (a), (b), (c) or (d) above.

Instructions: A quasi-criminal offence includes offences under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Suppl.)), the Immigration and Refugee Protection Act (R.S.C., 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.

Item 5: CROWDFUNDING DISTRIBUTION

5.1 Provide the name of the funding portal the issuer is using to conduct its crowdfunding distribution. If the issuer is using a funding portal that is operated by a registered dealer, it must also provide the name of the registered dealer.

Instruction: The offering document can only be posted on one funding portal.

5.2 Indicate all the jurisdictions (Canadian provinces and territories) where the issuer intends to raise funds and make this offering document available.

☐ Alberta	☐ Newfoundland and Labrador	☐ Ontario
☐ British Columbia		☐ Prince Edward Island
☐ Manitoba	☐ Northwest Territories	☐ Québec
☐ New Brunswick	☐ Nova Scotia	☐ Saskatchewan
	☐ Nunavut	☐ Yukon

5.3 Provide the following information with respect to the crowdfunding distribution:

(a) the date before which the issuer must have raised the minimum offering amount for the closing of the distribution (no later than 90 days after the date this offering document is first made available on the funding portal); and

(b) the date(s) and description of any amendment(s) made to this offering document, if any.

Instruction: An amendment to the offering document cannot modify the date in (a).

5.4 Indicate the type of eligible securities offered.

☐ Common shares

☐ Non-convertible preference shares

☐ Securities convertible into common shares

☐ Securities convertible into non-convertible preference shares

☐ Non-convertible debt linked to a fixed interest rate

☐ Non-convertible debt linked to a floating interest rate

☐ Limited partnership units

5.5 The securities offered have the following rights, restrictions and conditions:

☐ Voting rights

☐ Dividends or interests (describe any right to receive dividends or interest)

☐ Rights on dissolution

☐ Conversion rights (describe what each security is convertible into)

☐ Tag-along rights

☐ Drag-along rights

☐ Pre-emptive rights

☐ Other (describe the rights).

Instructions: This information is usually found in the organizing documents referred to in item 3.3.

5.6 Provide a brief summary of any other material restrictions or conditions that attach to the eligible securities being offered, such as tag-along, drag along or pre-emptive rights.

Instructions: The restrictions and conditions to be described here are generally found in by-laws, shareholder's agreements or limited partnership agreements.

5.7 In a table, provide the following information:

	Total amount ($)	Total number of securities issuable
Minimum offering amount		
Maximum offering amount		
Price per security		

5.8 Indicate the minimum investment amount per purchaser, or if the issuer has not set a minimum investment amount, state that.

5.9 Include the following statement, in bold type:

"**Note: The minimum offering amount stated in this offering document may be satisfied with funds that are unconditionally available to [insert name of issuer] that are raised using other prospectus exemptions.**".

Item 6: USE OF FUNDS

6.1 Provide the following information on the funds previously raised by the issuer:

(a) The amount of funds previously raised;

(b) How the issuer raised those funds;

(c) If the funds were raised by issuing securities, the prospectus exemption that the issuer relied on to issue those securities; and

(d) How the issuer used those funds.

If the issuer has not previously raised funds, state this fact.

6.2 Using the following table, provide a detailed breakdown of how the issuer will use the funds from this crowdfunding distribution. If any of the funds will be paid directly or indirectly to a founder, director, officer or control person of the issuer, disclose in a note to the table the name of the person, the relationship to the issuer and the amount. If more than 10% of the available funds will be used by the issuer to pay debt and the issuer incurred the debt within the 2 preceding financial years, describe why the debt was incurred.

Description of intended use of funds listed in order of priority	Assuming minimum offering amount	Assuming maximum offering amount

Item 7: PREVIOUS CROWDFUNDING DISTRIBUTIONS

7.1 For each crowdfunding distribution in which the issuer group and each founder, director, officer and control person of the issuer group have been involved in the past 5 years, provide the information below:

(a) the full legal name of the issuer that made the distribution,

(b) the name of the funding portal, and

(c) whether the distribution successfully closed, was withdrawn by the issuer or did not close because the minimum offering amount was not reached and the date on which any of these occurred.

Instruction: Provide the information for all previous crowdfunding distributions involving the issuer group and each founder, director, officer and control person of the issuer group, even if the previous crowdfunding distribution was made by an issuer that is not part of the issuer group.

Item 8: COMPENSATION PAID TO FUNDING PORTAL

Provide a description of each commission, fee and any other amounts expected to be paid by the issuer to the funding portal for this crowdfunding distribution and the estimated amount to be paid. If a commission is being paid, indicate the percentage that the commission will represent of the gross proceeds of the offering assuming both the minimum and maximum offering amount.

Item 9: RISK FACTORS

9.1 Describe in order of importance, starting with the most important, the risk factors material to the issuer that a reasonable investor would consider important in deciding whether to buy the issuer's securities.

9.2 If the securities being distributed are to pay interest, dividends or distributions and the issuer does not have the financial resources to make such payments, (other than from the sale of securities) state in bold type:

"**We do not currently have the financial resources to pay [interest, dividends or distributions] to investors. There is no assurance that we will ever have the financial resources to do so.**".

Item 10: REPORTING OBLIGATIONS

10.1 Describe the nature and frequency of any disclosure of information the issuer intends to provide to purchasers after the closing of the distribution and explain how purchasers can access this information.

10.2 If the issuer is required by corporate legislation, its constating documents (e.g., articles of incorporation or by-laws) or otherwise to provide either or both of annual financial statements or an information circular/proxy statements to its security holders, state that fact.

10.3 If the issuer is aware, after making due inquiries, of any existing voting trust agreement among certain shareholders of the issuer, provide the information below:

(a) the number of shareholders party to the agreement,

(b) the percentage of voting shares of the issuer subject to the agreement,

(c) the name of the person acting as a trustee,

(d) whether the trustee has been granted any additional powers, and

(e) whether the agreement is limited to a specified period of time.

Item 11: RESALE RESTRICTIONS

11.1 Include the following statement, in bold type:

"**The securities you are purchasing are subject to a resale restriction. You may never be able to resell the securities.**".

Item 12: PURCHASERS' RIGHTS

12.1 Include the following statement, in bold type:

"**Rights of Action in the Event of a Misrepresentation**

If there is a misrepresentation in this offering document, you have a right to sue:

(a) [name of issuer or other term used to refer to issuer] to cancel your agreement to buy these securities, or

(b) for damages against [name of issuer or other term used to refer to issuer] and may, in certain jurisdictions, have the statutory right to sue other persons.

This right to sue is available to you whether or not you relied on the misrepresentation. However, there are various defenses available to the persons that you have a right to sue. In particular, they have a defense if you knew of the misrepresentation when you purchased the securities.

If you intend to rely on the rights described in (a) or (b) above, you must do so within strict time limitations.

Two-day cancellation right

You can cancel your agreement to purchase these securities. To do so, you must send a notice to the funding portal not later than midnight on the second business day after you enter into the agreement. If there is an amendment to this offering document, you can cancel your agreement to purchase these securities by sending a notice to the funding portal not later than midnight on the second business day after the funding portal provides you notice of the amendment.".

Item 13: DATE AND CERTIFICATE

13.1 Include the following statement, in bold type:

"**This offering memorandum does not contain a misrepresentation.**".

13.2 Provide the signature, date of the signature, name and position of the authorized individual certifying this offering document.

13.3 If this offering document is signed electronically, include the following statement, in bold type:

"**I acknowledge that I am signing this offering document electronically and agree that this is the legal equivalent of my handwritten signature.**".

FORM 45-110F2
RISK ACKNOWLEDGEMENT

Issuer Name:

Type of Eligible Security offered:

WARNING!
BUYER BEWARE: This investment is risky.
Don't invest unless you can afford to lose all the money you pay for this investment.

	Yes	No
1. Risk acknowledgment		
Risk of loss – Do you understand that this is a risky investment and that you may lose all the money you pay for this investment?	☐	☐
No income – Do you understand that you may not earn any income, such as dividends or interest, on this investment?	☐	☐
Liquidity risk – Do you understand that you may never be able to sell this investment?	☐	☐
Lack of information – Do you understand that you may not be provided with any ongoing information about the issuer and/or this investment?	☐	☐
2. No approval and no advice *[Instructions: Delete "no advice" if the funding portal is operated by a registered dealer.]*		
No approval – Do you understand that this investment has not been reviewed or approved in any way by a securities regulator?	☐	☐
No advice – Do you understand that you will not receive advice about your investment? *[Instructions: Delete if the funding portal is operated by a registered dealer.]*	☐	☐
3. Limited legal rights		
Limited legal rights – Do you understand that you will not have the same rights as if you purchased under a prospectus or through a stock exchange? If you want to know more, you may need to seek professional legal advice.	☐	☐
4. Purchaser's acknowledgement		
Investment risks – Have you read this form and do you understand the risks of making this investment?	☐	☐

	Yes	No
Offering document – Has an offering document relating to this investment been made available to you on the funding portal?	☐	☐
The offering document contains important information about this investment. If you have not read the offering document or if you do not understand the information in it, you should not invest. You should retain a copy of the offering document for your records. Have you read and do you understand the information in the offering document?	☐	☐
First and last name:		
Electronic signature: By clicking the [I confirm] button, I acknowledge that I am signing this form electronically and agree that this is the legal equivalent of my handwritten signature. I will not at any time in the future claim that my electronic signature is not legally binding. The date of my electronic signature is the same as my acknowledgement.		
5. Additional information		
▪ **You have 2 days to cancel your purchase by sending a notice to the funding portal at:** *[Instructions: Provide email address where purchasers can send their notice. Describe any other manner for purchasers to cancel their purchase.]* ▪ **If you want more information about your local securities regulation, go to www.securities-administrators.ca. Securities regulators do not provide advice on investment.** ▪ **To check if the funding portal is operated by a registered dealer, go to www.aretheyregistered.ca** *[Instructions: Delete if the funding portal is not operated by a registered dealer.]*		

FORM 45-110F3
FUNDING PORTAL INFORMATION

GENERAL INSTRUCTIONS:

Complete and deliver this form with any attachments and all corresponding Forms 45-110F4 to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each of the jurisdictions where the funding portal facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution.

For information on how to submit the form and other information relevant to funding portals, please refer to the Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals available on the website of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the jurisdictions.

FUNDING PORTAL INFORMATION

1. Provide the following information regarding the funding portal:

   (a) Full legal name of the funding portal as it appears on the funding portal's organizing documents;

   (b) Name that the funding portal will be operating under;

   (c) Website URL;

   (d) Telephone;

   (e) E-mail address;

   (f) Head office address;

   (g) Jurisdiction where the head office is located (check).

☐ Alberta	☐ Newfoundland and Labrador	☐ Ontario
☐ British Columbia		☐ Prince Edward Island
☐ Manitoba	☐ Northwest Territories	☐ Québec
☐ New Brunswick	☐ Nova Scotia	☐ Saskatchewan
	☐ Nunavut	☐ Yukon

2. Provide the following information regarding the contact person for the funding portal:

   (a) Full legal name (first name, middle name and last name);

   (b) Business address;

   (c) Telephone;

   (d) E-mail address.

3. Provide the following information regarding each founder, director, officer and control person of the funding portal. If necessary, use an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form. Please refer to the *Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals* available on the website of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the jurisdictions for the meaning of "founder", "director", "officer" and "control person".

(a) Full legal name (first name, middle name and last name);
(b) Position(s) held.

4. Indicate each jurisdiction where the funding portal is delivering this form. The funding portal must deliver this form in each jurisdiction where it facilitates or intends to facilitate crowdfunding distributions.

☐ Alberta	☐ Newfoundland and Labrador	☐ Ontario
☐ British Columbia		☐ Prince Edward Island
☐ Manitoba	☐ Northwest Territories	☐ Québec
☐ New Brunswick	☐ Nova Scotia	☐ Saskatchewan
	☐ Nunavut	☐ Yukon

5. Provide the date the funding portal expects to begin to facilitate crowdfunding distributions in the jurisdictions named in item 4 above.

6. If the funding portal is already relying on Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*) in any jurisdiction, provide the name(s) of the jurisdiction(s) and the date the Funding Portal Information Form was delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

LEGAL STRUCTURE AND CONSTATING DOCUMENTS

7. Indicate the legal structure of the funding portal.

☐ Sole proprietorship
☐ Partnership
☐ Limited partnership (Provide the name of the general partner)
☐ Corporation
☐ Other (Specify)

8. Attach the funding portal's organizing documents, for example, the funding portal's articles and certificate of incorporation, any articles of amendments, partnership agreement or declaration of trust. If the funding portal is a sole proprietorship, provide a copy of the registration of trade name. The attachment must be signed and dated by the authorized individual certifying this form.

9. Attach a chart showing the funding portal's structure and ownership. At a minimum, include all parents, affiliates and subsidiaries. Include the name of the person, and class, type, amount and voting percentage of ownership of the firm's securities. The attachment must be signed and dated by the authorized individual certifying this form.

BUSINESS ACTIVITIES

10. Provide a description of following:

(a) the proposed business activities of the funding portal;
(b) the marketing strategy of the funding portal;
(c) the target issuers, including their sectors;

(d) the key risks you identify in operating your funding portal.

CRIMINAL DISCLOSURE

11. Has the funding portal ever been found guilty, pleaded no contest to, or been granted an absolute or conditional discharge from:

(a) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C., 1985, c. C-46) (Canada),

(b) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,

(c) a misdemeanour or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or

(d) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction.

Yes ☐ No ☐

If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

Instructions: A quasi-criminal offence includes offences under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Suppl.)), the Immigration and Refugee Protection Act (R.S.C., 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.

12. Are there any outstanding or stayed charges against the funding portal alleging a criminal offence that was committed?

Yes ☐ No ☐

If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

CIVIL DISCLOSURE

13. Has the funding portal been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or has entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct in Canada or a foreign jurisdiction related to its involvement in any type of securities, derivatives, insurance or banking activity.

Yes ☐ No ☐

If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

14. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar misconduct against the funding portal?

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

PROCESS AND PROCEDURE FOR HANDLING OF FUNDS

15. Provide details and attach in an attachment that is signed and dated by the authorized individual certifying this form the relevant documents on the process and procedure for handling all funds in relation to the crowdfunding distribution in a designated trust account at a Canadian financial institution, including:

    (a) the name of the Canadian financial institution the funding portal will use with the designated trust account number;

    (b) the names of the signatories on this account and their role with the funding portal;

    (c) details of how the funds held in this account will be separate and apart from the funding portal's own property;

    (d) a copy of the trust agreement, or details surrounding the establishment of this account. If the funding portal does not have a trust agreement or an account, please explain;

    (e) details regarding how funds will flow:

        i. from purchasers to the funding portal's account;

        ii. from the funding portal's account to the issuer in the event that the crowdfunding distribution closes; and

        iii. from the funding portal's account back to the purchasers in the event that the crowdfunding distribution does not close or the purchaser has exercised their right of withdrawal.

COLLECTION AND USE OF INFORMATION

The information required under this form is collected, used and disclosed by the securities regulatory authority or, where applicable, regulator of the jurisdictions under the authority granted in securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

By submitting this form, the funding portal:

- acknowledges that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may collect personal information about the individuals referred to in this form or information about the funding portal,

- confirms that the individuals referred to in this form have been notified that their personal information is disclosed on this form, the legal reason for doing so, how it will be used and who to contact for more information, and

- consents to the posting on the website of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of:
  i. the name that the funding portal will be operating under,
  ii. the website address for the funding portal, and
  iii. the funding portal's reliance on a dealer registration exemption.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in any jurisdiction in which this form is delivered. Contact information is listed at the end of this form.

CERTIFICATION

By signing this form, the funding portal:

- undertakes to comply with all of the applicable conditions set out in Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions;

- certifies that its platform is complete, ready for viewing in a test environment and designed to comply with the applicable conditions set out in Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions;

- certifies that it has sufficient financial resources to continue its operations for at least the next 12 months; and

- acknowledges that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of a jurisdiction may access the books and records relating to the carrying on of its activities and may conduct a compliance review.

On behalf of the funding portal, I certify that the statements made in this form including any attachments are true and complete.

Full legal name of funding portal: _____

Signature of authorized individual: _____ Date: _____

Print name of authorized individual: _____

Position held: _____

Telephone: _____

E-mail: _____

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM

Contact information:

Alberta The Alberta Securities Commission Suite 600, 250-5th Street SW Calgary, Alberta T2P 0R4 Telephone: 403 297-6454 E-mail: registration@asc.ca www.asc.ca	**Nova Scotia** Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax, Nova Scotia B3J 1P3 Telephone: 902 424-7768 Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 E-mail: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca
British Columbia British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Telephone: 604 899-6854 Toll free in Canada: 1 800 373-6393 E-mail: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca	**Ontario** Ontario Securities Commission 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto, Ontario M5H 3S8 Toll free: 1 877 785-1555 E-mail: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.ca OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6
Manitoba The Manitoba Securities Commission 500 - 400 St Mary Avenue Winnipeg, Manitoba R3C 4K5 Telephone: 204 945-2548 Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 E-mail: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca	**Québec** Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 4th floor P.O. Box 246, Tour de la Bourse Montréal, Québec H4Z 1G3 Telephone: 514 395-0337 Toll free in Québec: 1 877 525-0337 E-mail: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca
New Brunswick Financial and Consumer Services Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Toll free: 1 866 933-2222 E-mail: emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca	**Saskatchewan** Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan S4P 4H2 Telephone: 306 787-5645 E-mail: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca

FORM 45-110F4
PORTAL INDIVIDUAL INFORMATION

GENERAL INSTRUCTIONS:

Complete and deliver this form with any attachments and the corresponding Form 45-110F3 to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each jurisdiction where the funding portal facilitates or intends to facilitate a crowdfunding distribution.

The information provided on this form should be specific to the individual certifying this form.

For information on how to submit the form and other relevant information, please refer to the Start-up Crowdfunding Guide for Funding Portals *available on the website of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the jurisdictions.*

FUNDING PORTAL INFORMATION

1. Provide the full legal name of the funding portal as it appears on the funding portal's organizing documents.

2. Provide the name that the funding portal will be operating under.

3. Indicate the position(s) you hold with the funding portal.

INDIVIDUAL INFORMATION

4. Full legal name:

First name Middle name(s) Last name

5. Are you currently, or have you ever been, known by any name(s) other than your full legal name stated above, for example nicknames or names due to marriage?

   Yes ☐ No ☐

   If yes, provide details.

6. Telephone and e-mail address:

Residential:	( )	Mobile:	
Business:	( )	E-mail:	

7. Provide all residential addresses for the past 5 years starting with your current residential address.

Number, street, city, province, territory or state, country and postal/ZIP code	From		To	
	MM	YYYY	MM	YYYY

8. If you are not a resident of Canada, you must have one address for service of process in Canada and provide the following information:

Name of agent for service:	
Name of contact person:	
Address for service:	
Telephone:	

9. Date and place of birth:

Date of birth			Place of birth		
MM	DD	YYYY	City	Province/Territory/State	Country

10. Country of citizenship: _____

11. Are you currently or have you ever been registered or licensed in any capacity with any Canadian securities regulatory authority or regulator, or with any other professional or regulatory entity?

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide your licence / registration type, name of the entity, and the start date and ending date, if applicable:

12. Have you ever been dismissed for cause by an employer from a position following allegations that you:
    (a) violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct;
    (b) failed to appropriately supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct; or
    (c) committed fraud or the wrongful taking of property, including theft?

    Yes ☐ No ☐

If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

CRIMINAL DISCLOSURE

13. Have you ever been found guilty, pleaded no contest to, or been granted an absolute or conditional discharge from:

    (a) a summary conviction or indictable offence under the Criminal Code (R.S.C., 1985, c. C-46) (Canada),

    (b) a quasi-criminal offence in any jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction,

    (c) a misdemeanour or felony under the criminal legislation of the United States of America, or any state or territory therein, or

    (d) an offence under the criminal legislation of any other foreign jurisdiction.

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

    Instructions: A quasi-criminal offence includes offences under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Suppl.)), the Immigration and Refugee Protection Act (R.S.C., 2001, c. 27) or the tax, immigration, drugs, firearms, money laundering or securities legislation of any province or territory of Canada or foreign jurisdiction.

14. Are there any outstanding or stayed charges against you alleging a criminal offence that was committed?

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

15. To the best of your knowledge, are there any outstanding or stayed charges against any entity of which you were, at the time the criminal offence was alleged to have taken place, a founder, director, officer or control person?

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

16. To the best of your knowledge, has any entity, when you were a founder, director, officer or control person, ever been found guilty, pleaded no contest to or been granted an absolute or conditional discharge from a criminal offence that was committed?

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

CIVIL DISCLOSURE

17. Have you or an entity of which you are or were a founder, director, officer or control person been the subject of an order (cease trade or otherwise), judgment, decree, sanction, or administrative penalty imposed by, or entered into a settlement agreement with, a government agency, administrative agency, self-regulatory organization, civil court, or administrative court of Canada or a foreign jurisdiction in the last 10 years related to a claim based in whole or in part on fraud, theft, deceit, misrepresentation, conspiracy, breach of trust, breach of fiduciary duty, insider trading, unregistered trading, illegal distributions, failure to disclose material facts or changes, or allegations of similar conduct in Canada or a foreign jurisdiction related to your involvement in any type of securities, derivatives, insurance or banking activity.

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

18. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar misconduct against you or an entity of which you are or were a founder, director, officer or control person?

    Yes ☐ No ☐

    If yes, provide complete details in an attachment signed and dated by the authorized individual certifying this form, including the circumstances, relevant dates, names of the parties involved and final disposition, if known. Consider all time periods.

COLLECTION AND USE OF PERSONAL INFORMATION

The personal information required under this form is collected, used and disclosed by the securities regulatory authority or, where applicable, regulator of the jurisdictions under the authority granted in securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

By submitting this form, you consent to the collection, use and disclosure of this personal information by the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of each jurisdiction and any police records, records from other government or non-governmental regulators or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may need to determine the completeness of the information submitted in this form and compliance with the

conditions of the start-up crowdfunding registration and prospectus exemptions. The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about you.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of any jurisdiction in which this form is delivered. Contact information is listed at the end of this form.

CERTIFICATION

By submitting this form, I:

- certify that the statements made in this form including any attachments are true and complete, and
- agree to be subject to the securities legislation of each jurisdiction of Canada where I have submitted this form. This includes the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to my activities as a founder, director, officer or control person of a funding portal under applicable securities legislation.

Signature: _____ Date: _____

Print name: _____

Position held: _____

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM

Contact information:

Alberta The Alberta Securities Commission Suite 600, 250-5th Street SW Calgary, Alberta T2P 0R4 Telephone: 403 297-6454 E-mail: registration@asc.ca www.asc.ca	**Nova Scotia** Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax, Nova Scotia B3J 1P3 Telephone: 902 424-7768 Toll free in Nova Scotia: 1 855 424-2499 E-mail: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca
British Columbia British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Telephone: 604 899-6854 Toll free in Canada: 1 800 373-6393 E-mail: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca	**Ontario** Ontario Securities Commission 20 Queen Street West, 22nd Floor Toronto, Ontario M5H 3S8 Toll free: 1 877 785-1555 E-mail: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.ca OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e-filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6-d86d-419d-9c11-f1febe403cb6
Manitoba The Manitoba Securities Commission 500 - 400 St Mary Avenue Winnipeg, Manitoba R3C 4K5 Telephone: 204 45-2548 Toll free in Manitoba: 1 800 655-2548 E-mail: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca	**Québec** Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 4th floor P.O. Box 246, Tour de la Bourse Montréal, Québec H4Z 1G3 Telephone: 514 395-0337 Toll free in Québec: 1 877 525-0337 E-mail: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca
New Brunswick Financial and Consumer Services Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Toll free: 1 866 933-2222 E-mail: emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca	**Saskatchewan** Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan S4P 4H2 Telephone: 306 787-5645 E-mail: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca

FORM 45-110F5
ANNUAL WORKING CAPITAL CERTIFICATION

The funding portal certifies that it has sufficient working capital to continue its operations for at least the next 12 months.

On behalf of the funding portal, I certify that the statement made in this form is true and complete.

Full legal name of funding portal: _____

Signature of the chief executive officer, chief financial officer or functional equivalent: _____ Date: _____

Print name of individual: _____

Position held: _____

Telephone: _____

E-mail: _____

IT IS AN OFFENCE TO MAKE A MISREPRESENTATION IN THIS FORM

REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is amended by adding, in section II entitled "Other Issuers (Reporting/Non-reporting)" and after section 6 of item E entitled "Exempt Market Offerings and Disclosure", the following:

"7.	Offering document required to be filed or delivered by an issuer under Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*)	Alta, Sask, Man, Que, NB, PEI, NS, Nfld, YK, NWT, NU

".

2. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (3), (11) and (14))

1. Appendix D of Regulation 45-102 respecting Resale of Securities (chapter V-1.1, r. 20) is amended by adding, after paragraph 2 preceding the title "**Transitional and Other Provisions**", the following paragraph:

"**3.** Except in Manitoba, the exemption from the prospectus requirement in section 5 [Exemption from Prospectus Requirement for Issuers] of Regulation 45-110 respecting Start-up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (*insert reference*).".

2. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

6.2.2 Publication

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 $ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 $ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CATEGORIE MANDAT PRIVE D'ACTIONS AMERICAINES MACKENZIE	20200003196-1	2020-02-25	300,00 $

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
DAVIDSTEA INC.	20200003195-1	2020-02-25	800,00 $
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	20200003193-1	2020-02-25	200,00 $
KURE TECHNOLOGIES, INC.	20200003192-1	2020-02-25	400,00 $
ZENITH CAPITAL CORP.	20200003194-1	2020-02-25	600,00 $

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

> **271.14.**
>
> Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 $ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 $.
>
> **271.15.**
>
> Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BEAUBIEN, CHRISTINE	FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	20200002910-1	2020-02-20	100,00 $
BEAUCHAMP, MARIE-LINE	GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	20200002906-1	2020-02-20	600,00 $
BENZACAR, MARC	GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	20200002907-1	2020-02-20	600,00 $
BOOMROD, AHMED S.	GDI SERVICES AUX IMMEUBLES INC.	20200002921-1	2020-02-20	4 500,00 $
BRADING, JASON	GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	20200002908-1	2020-02-20	500,00 $
COHEN, MITCHELL STEVEN	FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	20200002911-1	2020-02-20	100,00 $
DUFRESNE, CLAUDE	LES METAUX NIOBAY INC.	20200002913-1	2020-02-20	300,00 $
FEDOSIEWICH, MARK BRIAN	SOCIETE D'EXPLORATION MINIERE VIOR INC.	20200002914-1	2020-02-20	100,00 $
FEOLA, MICHAEL	PERLITE CANADA INC.	20200003049-1	2020-02-20	5 000,00 $
GEORGE, ZACHARY R.	FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	20200002912-1	2020-02-20	100,00 $
GOLDCORP INC.	CORPORATION METAUX PRECIEUX DU QUEBEC	20200002916-1	2020-02-20	5 000,00 $
PATRY, LEO	EXPLORATION TYPHON INC.	20200002917-1	2020-02-20	300,00 $

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
PLOURDE, SEBASTIEN	INTEMA SOLUTIONS INC.	20200002918-1	2020-02-20	100,00 $
RANCOURT, ANDRE	PRODUITS NATURELS MONDIAS INC.	20200002919-1	2020-02-20	1 400,00 $
RAO, PRABHU KRUTHYVEMTI	XEBEC ADSORPTION INC.	20200002915-1	2020-02-20	100,00 $
		20200002920-1	2020-02-20	300,00 $
		20200002922-1	2020-02-20	5 000,00 $
SELIGMAN, ARTHUR	NAMEX VENTURES INC.	20200002923-1	2020-02-20	2 800,00 $
ST-ONGE, RENEE	GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	20200002909-1	2020-02-20	500,00 $

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé

Aucune information

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé

Aucune information

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Choice Properties Real Estate Investment Trust	21 février 2020	Ontario
Fonds alternatif nord-américain Portland	25 février 2020	Ontario
Fonds d'occasions de crédit Lysander-Canso Fonds d'actions acheteur-vendeur tous pays Lysander-Triasima	25 février 2020	Ontario

[1] Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Capital régional et coopératif Desjardins	21 février 2020	Québec
Goodfood Market Corp.	20 février 2020	Québec - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
		- Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador
Baylin Technologies Inc.	20 février 2020	Ontario
FNB d'actions canadiennes concentré Bristol Gate FNB d'actions américaines concentré Bristol Gate	24 février 2020	Ontario
Fonds d'arbitrage Accelerate Fonds de rendement marché neutre Accelerate Fonds alternatif de répartition multistratégies Accelerate	24 février 2020	Alberta
Great Canadian Gaming Corporation	25 février 2020	Ontario
Le FNB des secteurs de la santé et des sciences de la vie Middlefield Le FNB INDEXPLUS FPI Middlefield Le FNB des secteurs de la santé et du bien-être Middlefield Le FNB de dividendes des secteurs clés américains Middlefield	24 février 2020	Alberta
Probity Mining 2020 Short Duration Flow-Through Limited Partnership Catégorie nationale Probity Mining 2020 Short Duration Flow-Through Limited Partnership Catégorie Colombie-Britannique Probity Mining 2020 Short Duration Flow-Through Limited Partnership Catégorie Québec	20 février 2020	Colombie-Britannique

[1] Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	**Date du visa**	**Autorité principale[1]**
Fonds Clic objectif 2020 IA Clarington	24 février 2020	Québec - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du nord-Ouest - Yukon - Nunavut
AGF Asian Growth Class AGF Emerging Markets Balanced Fund AGF Global Bond Fund AGF Income Focus Fund AGF Tactical Income Fund	24 février 2020	Ontario
Caldwell U.S. Dividend Advantage Fund Caldwell Canadian Value Momentum Fund	21 février 2020	Ontario
Catégorie Énergie Plus NCM Catégorie Sociétés à petite capitalisation NCM	19 février 2020	Alberta
Fonds ciblé canadien Portland Fonds équilibré canadien Portland Fonds bancaire mondial Portland Fonds avantage Portland Fonds valeur Portland Fonds 15 sur 15 Portland Fonds de dividendes mondial Portland	19 février 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Fonds équilibré amélioré Ninepoint Catégorie d'actions améliorées Ninepoint Catégorie d'actions américaines améliorées Ninepoint	24 février 2020	Ontario
GFL Environmental Inc.	25 février 2020	Ontario
GFL Environmental Inc.	25 février 2020	Ontario

[1] Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Aucune information.

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Fédération des caisses Desjardins du Québec

Vu la demande présentée par la Fédération des caisses Desjardins du Québec (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 23 janvier 2020 (la « demande »);

Vu l'article 12 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu l'article 115 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir l'accord de l'Autorité pour le placement à l'extérieur du Québec d'un montant maximal de 7 000 000 000 € en billets subordonnés et en billets non subordonnés dans le cadre d'un programme global de billets à moyen terme, le tout conformément aux informations déposées auprès de l'Autorité (le « placement »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité donne son accord pour le placement.

Fait le 17 février 2020.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Projet SEDAR n° 3009793

Décision n°: 2020-FS-0021

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1er octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Antrim Balanced Mortgage Fund Ltd.	2019-01-03 au 2019-01-10	29 431 783 $
Les Entreprises Bold Capital	2018-10-29	20 000 $
Exploration Dios inc.	2018-12-28	625 300 $
Bridging Mid-Market Debt Fund LP	2019-01-02	8 029 020 $
Bridging Mid-Market Debt RSP Fund	2019-01-02	4 204 070 $
Capcium inc.	2019-01-01	1 933 000 $
Centurion Apartment Real Estate Investment Trust	2019-01-02	21 213 234 $
GCA E.R. S.E.C.	2018-12-26	50 000 $
Habitations Meridiem Beloeil inc.	2018-12-26	50 000$
LYF Food Technologies Inc.	2019-01-07	150 000 $
Flow Water Inc.	2019-01-07 au 2019-01-15	3 940 000 $
Kensington Private Equity Fund	2019-01-07	5 817 306 $
The Ledger Group Inc.	2019-01-08	21 428 926 $
Capital Solstar inc.	2018-10-19	1 064 000 $
InvestX Series 29 Limited Partnership	2018-10-30	2 615 262 $
W&T Offshore, Inc.	2018-10-18	2 611 400 $
Cervantes Capital Corp.	2018-10-29 au 2018-11-02	776 435 $
Canaccord Genuity Growth Inc.	2018-11-01	33 942 322 $
The Greybrook Oshawa IV Trust	2018-10-30	7 353 000 $
Alliance Growers Corp.	2018-04-25	404 000 $
The Very Good Butchers Inc.	2018-11-05	245 000 $
BendaRx Corp.	2019-01-18	66 300 $
enGene inc.	2019-01-18	2 230 668 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Entreprise Agro Tech 1 inc.	2019-01-18	288 200 $
Goldstar Minerals inc.	2019-01-21	140 000 $
Granite Creek Copper Ltd.	2019-01-18	1 473 077 $
Hamilton Health Sciences Corporation	2019-01-17	200 000 000 $
Société d'épargne des Autochtones du Canada	2019-01-22 au 2019-01-30	234 000 $
Societe Minière Empire inc	2019-01-29	130 000 $
Pinnacle Absolute Return Trust	2019-01-02	404 086 $
Transmission CVTCORP inc.	2017-09-18	7 200 000 $
Transmission CVTCORP inc.	2019-10-18	14 300 000 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-02 au 2019-01-04	1 046 900 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-04 au 2019-01-07	2 364 800 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-08 au 2019-01-11	4 264 265 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-11 au 2019-01-15	717 850 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-14 au 2019-01-18	631 100 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-21 au 2019-01-23	1 583 780 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2019-01-22 au 2019-01-25	1 540 158 $
Savary Gold Corp.	2018-12-31	2 000 000 $
Pyrogenèse Canada inc.	2019-01-04	56 492 $
Exploration Typhon inc.	2018-12-28	141 500 $
Voleo, Inc.	2018-12-31	207 173 $
Voleo, Inc.	2019-04-24	263 900 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Secure Capital MIC Inc.	2019-01-03 au 2019-01-11	440 610 $
Secure Capital MIC Inc.	2019-02-01 au 2019-02-08	920 907 $
Romspen Mortgage Investment Fund	2019-01-02	30 013 460 $
Romspen Mortgage Investment Fund	2019-03-01	56 771 490 $
Peak Positioning Technologies inc.	2018-12-19	260 000 $
NationWide II Self Storage and Auto Wash Trust	2019-01-04	1 337 806 $
NationWide II Self Storage and Auto Wash Trust	2019-02-15	766 480 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-02 au 2019-01-04	1 055 024 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-08 au 2019-01-11	1 141 815 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-10 au 2019-01-16	231 750 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-14 au 2019-01-18	572 600 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-14 au 2019-01-21	5 338 300 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-22 au 2019-01-25	2 921 490 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-23 au 2019-01-28	11 344 863 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-29 au 2019-01-31	19 005 455 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-30 au 2019-02-01	1 309 300 $
Trez Capital Yield Trust	2019-01-30	120 000 $
Trez Capital Prime Trust	2019-01-07	3 101 449 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Trez Capital Prime Trust	2019-01-15 au 2019-01-21	1 600 815 $
Trez Capital Prime Trust	2019-01-22 au 2019-01-28	5 688 829 $
Trez Capital Prime Trust	2019-01-28 au 2019-01-31	1 612 830 $
Toachi Mining Inc.	2019-01-04	1 150 000 $
Toachi Mining Inc.	2019-01-23	1 500 000 $
P&P Ventures Inc.	2019-01-04	1 000 000 $
Trez Capital Yield Trust US	2019-01-22 au 2019-01-23	93 606 $
Métaux Genius inc.	2019-01-11	18 005 $
Imagination Park Entertainment Inc.	2018-11-05	3 028 718 $
Impak Finance inc.	2018-11-07	575 000 $
Espresso Fund V LP	2018-11-01	5 585 000 $
Ashbridge Transformational Secondaries Fund I (Cayman), LP	2017-03-31	53 240 000 $
LifePoint Health, Inc./ Legacy LifePoint Health, Inc.	2018-11-16	263 080 000 $
XTM Inc.	2018-11-30	706 000 $
OurCrowd (Investment in Syqe Medical) LP	2018-11-28	43 404 $
Fonds de placements privés à revenu fixe plus à long terme Sun Life	2018-11-30	15 000 000 $
Hadley Mining Inc.	2017-11-01	9 276 675 $
Fonds de placements privés à revenu fixe plus Sun Life	2019-09-30	40 000 000 $
Fonds de placements privés à revenu fixe plus Sun Life	2019-10-31	64 000 000 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Fonds de placements privés à revenu fixe plus Sun Life	2019-11-30	41 000 000 $
Fonds de placements prives à revenu fixe plus Gestion SLC	2019-12-31	47 892 000 $
Fonds de placements prives à revenu fixe plus Gestion SLC	2020-01-31	34 860 000 $
The Veritas Capital Fund VII, L.P.	2019-08-16	697 515 000 $
PJX Resources Inc.	2018-12-17	1 366 535 $
Qwest Productivity Media Income Trust	2018-12-21	4 101 077 $
White MetalResources Corp.	2018-12-31	180 000 $
Sokoman Iron Corp.	2018-12-27 au 2018-12-31	1 157 000 $
Pavilion Flow-Through L.P. (2018) 1	2018-12-31	2 264 200 $
Compagnie Crédit Ford du Canada	2019-01-09	545 000 000 $
Compagnie Crédit Ford du Canada	2019-03-21	540 000 000 $
Compagnie Crédit Ford du Canada	2019-11-13	542 175 000 $
Barksdale Capital Corp.	2019-01-18	3 500 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-08	2 000 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-09	2 644 200 $
Banque Royale du Canada	2019-01-09	1 983 150 $
Banque Royale du Canada	2019-01-16	10 625 700 $
Banque Royale du Canada	2019-01-16	6 904 858 $
Banque Royale du Canada	2019-01-16	1 000 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-16	10 500 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-16	127 317 500 $
Banque Royale du Canada	2019-01-22	20 010 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-24	1 500 000 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Banque Royale du Canada	2019-01-31	4 100 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-31	4 200 000 $
Banque Royale du Canada	2019-01-31	4 200 000 $
Banque Royale du Canada	2019-02-07	2 657 000 $
Banque Royale du Canada	2019-02-11	1 500 000 $
Banque Royale du Canada	2019-02-28	27 500 000 $
Banque Royale du Canada	2019-02-28	27 500 000 $
NanoXplore inc.	2019-01-11	30 988 240 $
Banque de Montréal	2019-01-18	15 000 000 $
Corporation Aurifère Monarques	2019-01-08	600 000 $
Aura Health Inc.	2019-01-10	1 724 100 $
Aura Health Inc.	2019-02-27	1 919 930 $
ICM Property Partners Trust	2019-01-09	1 616 774 $
ICM Property Partners Trust	2019-02-28	1 603 850 $
Connor, Clark & Lunn Institutional Infrastructure Fund	2019-01-15	21 764 130 $
Connor, Clark & Lunn Institutional Infrastructure Fund	2019-05-09	9 574 240 $
Connor, Clark & Lunn Institutional Infrastructure Fund	2019-09-06	53 857 406 $
The Very Good Butchers Inc.	2019-01-11	249 000 $
The Very Good Butchers Inc.	2019-07-31	1 852 300 $
Precipitate Gold Corp.	2019-01-15	875 000 $
Algonquin Power Co.	2019-01-29	299 856 000 $
Ontario Teachers' Cadillac Fairview Properties Trust	2019-02-01	255 352 500 $
Integrated Private Debt Fund VI LP	2019-02-28	843 000 000 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Société Financière Daimler Canada Inc.	2019-03-13	299 946 000 $
Société Financière Daimler Canada Inc.	2019-08-21	399 968 000 $
CAE inc.	2019-03-13	600 135 384 $
CAE inc.	2019-03-27	67 070 000 $
Toyota Credit Canada Inc.	2019-03-27	599 964 000 $
John Deere Financial Inc.	2019-03-29	349 951 000 $
John Deere Financial Inc.	2019-06-17	349 954 000 $
John Deere Financial Inc.	2019-10-16	299 847 000 $
John Deere Financial Inc.	2020-01-14	399 908 000 $
Bruce Power L.P.	2019-03-25	406 963 370 $
CVC Credit Partners European Direct Lending Feeder Fund II (E) SCSp,	2019-03-07	85 978 800 $
Romspen Mortgage Investment Fund	2019-04-01	88 822 340 $
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2019-04-03	499 870 000 $
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2019-10-17	898 758 000 $
Panther BF Aggregator 2 LP	2019-04-01	449 196 050 $
Reliance LP	2019-04-08	348 866 000 $
Alectra Inc.	2019-04-10	200 000 000 $
BP LP	2019-04-15	660 000 000 $
Savaria Corporation	2019-04-24	67 500 000 $
Clairvest Equity Partners VI Limited Partnership	2019-04-24	254 003 750 $
Société de Recettes illimitées	2019-05-01	250 000 000 $
Starlight Canadian Residential Growth Fund	2019-04-29	449 231 609 $

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Lightspeed POS Inc.

Le 19 février 2020

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières
du Québec et de l'Ontario (les « territoires »)

Et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de Lightspeed POS Inc. (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui accordant une dispense en vertu de la partie 13 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, RLRQ, c. V-1.1, r. 24 (le « Règlement 51-102 ») de l'obligation prévue à la partie 8 du Règlement 51-102 de déposer une déclaration d'acquisition d'entreprise (une « DAE ») dans le cadre de son acquisition de Gastrofix GmbH (l'« entreprise acquise ») le 7 janvier 2020 (la « dispense souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

a) l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le déposant a donné avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 4.7(1) du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*, RLRQ, c. V-1.1, r. 1 (le « Règlement 11-102 ») dans tous les territoires du Canada, sauf l'Ontario;

c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le Règlement 11-102 et le Règlement 51-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. Le siège du déposant est situé au Québec.

2. Le déposant est un émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada et il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire du Canada.

3. Les actions à droit de vote subalterne du déposant sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole « LSPD ». Le déposant compte également des actions à droit de vote multiple en circulation, qui sont toutes détenues par DHIDasilva Holdings Inc., entité contrôlée par le chef de la direction du déposant.

4. Le 7 janvier 2020, la Société a annoncé avoir fait l'acquisition de l'entreprise acquise (l'« acquisition ») pour un prix d'achat total de 100,6 millions de dollars américains, réglé au moyen d'un paiement en espèces d'environ 56 millions de dollars américains (déduction faite d'une dette de 4,423 millions de dollars américains prise en charge dans le cadre de l'acquisition) et de l'émission de 1 437 930 actions à droit de vote subalterne d'une valeur de 30,99 $ de dollars américains par action (selon le prix au comptant des actions à la clôture), sous réserve des rajustements du prix d'achat usuels postérieurs à la clôture. Compte tenu de toute la contrepartie éventuellement payable aux vendeurs de l'entreprise acquise au dépassement de certains objectifs de rendement par l'entreprise acquise jusqu'en janvier 2022 (en une combinaison d'espèces et d'émissions supplémentaires d'actions à droit de vote subalterne), la valeur globale du prix d'achat de l'acquisition pourrait atteindre un maximum d'environ 123 millions de dollars américains.

5. En vertu de la partie 8 du Règlement 51-102, le déposant est tenu de déposer une DAE pour toute « acquisition significative » réalisée et cette DAE doit contenir certains états financiers de l'entreprise acquise.

6. L'acquisition ne constitue pas une « acquisition significative » selon le « critère de l'actif » puisque les actifs consolidés de l'entreprise acquise au 31 décembre 2019 représentaient environ 1,99 % des actifs consolidés du déposant au 31 mars 2019.

7. L'acquisition ne constitue pas une « acquisition significative » selon le « critère du résultat » puisque le « résultat visé » de l'entreprise acquise au 31 décembre 2019 représentait environ 1,58 % du « résultat visé » du déposant au 31 mars 2019.

8. L'acquisition constitue une « acquisition significative » selon le « critère des investissements » puisque la contrepartie totale qu'il est proposé de verser pour l'entreprise acquise représente environ 48,10 % des actifs consolidés du déposant au 31 mars 2019. Par conséquent, en tant qu'« acquisition significative », l'acquisition nécessite le dépôt d'une DAE selon le « critère des investissements » énoncé à l'alinéa 8.3(2)b) du Règlement 51-102.

9. L'acquisition représente également une « acquisition significative » selon le « critère des investissements » optionnel prévu au paragraphe 8.3(4) ou dans le cadre de l'application des dispositions prévues au paragraphe 8.3(3) du Règlement 51-102.

10. Pour réaliser son analyse quantitative du « critère de l'actif », du « critère des investissements » et du « critère du résultat », le déposant a utilisé ses états financiers et ceux de l'entreprise acquise. Les états financiers du déposant ont été préparés conformément aux Normes

internationales d'information financière (IFRS), tandis que ceux de l'entreprise acquise ont été préparés conformément aux PCGR allemands et ont par la suite été convertis selon les IFRS après l'acquisition.

11. Le déposant ne croit pas (et ne croyait pas au moment où il a conclu la convention visant l'acquisition) que l'acquisition est significative pour lui d'un point de vue commercial, pratique ou financier.

12. Le déposant a fourni à l'autorité principale des mesures financières et opérationnelles supplémentaires qui constituent toutes, de manière générale, des paramètres importants pour le déposant et l'industrie dans laquelle il exerce ses activités et qui démontrent davantage que l'acquisition n'est pas significative pour le déposant. Ces mesures financières et opérationnelles supplémentaires comprennent notamment les revenus. Les résultats obtenus selon ces mesures sont, de façon générale, compatibles avec les résultats obtenus selon le « critère de l'actif » et le « critère du résultat ».

13. L'application du « critère des investissements » à l'acquisition produit un résultat anormal et exagère la significativité de l'acquisition de manière disproportionnée par rapport à sa significativité pour le déposant, d'un point de vue objectif, comparativement aux résultats du « critère de l'actif » et du « critère du résultat ».

14. Le déposant estime que le « critère de l'actif », le « critère du résultat » et les mesures financières et opérationnelles supplémentaires fournies par le déposant sont plus représentatifs de la significativité de l'acquisition pour le déposant d'un point de vue commercial, pratique et financier.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée.

Lucie J. Roy
Directrice principale du financement des sociétés

Décision n°: 2020-FS-0022

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2020-01-31
BANQUE DE MONTREAL	2020-01-31
BANQUE DE NOUVELLE-ECOSSE (LA)	2020-01-31
BANQUE ROYALE DU CANADA	2020-01-31
BLOCKCHAINK2 CORP.	2019-12-31
BRITISH COLUMBIA FERRY SERVICES INC.	2019-12-31
CATEGORIE AMERICAINE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE AURIFERE STRATEGIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE CROISSANCE AMERICAINE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE CROISSANCE MONDIALE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE CROISSANCE MONDIALE POWER PGD (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE D'ENERGIE STRATEGIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE D'OBLIGATIONS A RENDEMENT TOTAL DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE D'OBLIGATIONS AVANTAGE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE DIVIDENDES AVANTAGE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE RENDEMENT A PRIME DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE RENDEMENT D'ACTIONS PRIVILEGIEES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE RENDEMENT SPECIALISE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE RENDEMENT STRATEGIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES PGD (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES STRATEGIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE REVENU DE DIVIDENDES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE DE STRATEGIES D'OBLIGATIONS DE SOCIETES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE EQUILIBREE AMERICAINE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MARCHE MONETAIRE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MONDIAL DE DIVIDENDES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MONDIALE D'INFRASTRUCTURES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MONDIALE DE DECOUVERTE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MONDIALE DE REPARTITION D'ACTIF DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MONDIALE EQUILIBREE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE MONDIALE NAVIGATEUR POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
CATEGORIE SECTEURS AMERICAINS DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE VALEUR CANADIENNE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE VALEUR EQUILIBREE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
CATEGORIE VALEUR EQUILIBREE PGD (#2884)	2019-12-31
CONSOLIDATED HCI HOLDINGS CORPORATION	2019-12-31
DIAGNOS INC.	2019-12-31
FIDUCIE DE CAPITAL BANQUE SCOTIA	2020-01-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2020-01-31
FONDS A RENDEMENT ABSOLU DE TITRES DE CREANCE II DYNAMIQUE (#43230)	2019-12-31
FONDS AMERICAIN DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS CANADIEN DE DIVIDENDES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS CROISSANCE AMERICAINE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS CROISSANCE CANADIENNE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS CROISSANCE MONDIALE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS ASIE-PACIFIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS EUROPEENNES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS INTERNATIONALES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS A RENDEMENT TOTAL DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACHATS PERIODIQUES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS AMERICAINES PRODUCTIVES DE REVENU DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS BLUE CHIP DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS MONDIALES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS MONDIALES PRODUCTIVES DE REVENU DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'ACTIONS PRODUCTIVES DE REVENUS DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS A COURT TERME DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS A HAUT RENDEMENT DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS AVANTAGE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE DIVIDENDES AMERICAINS AVANTAGE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE DIVIDENDES AVANTAGE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
FONDS DE DIVIDENDES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE METAUX PRECIEUX DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE PERFORMANCE ALPHA II DYNAMIQUE (#43230)	2019-12-31
FONDS DE PETITES ENTREPRISES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE PETITES SOCIETES POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE RENDEMENT A PRIME DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE RENDEMENT A PRIME PLUS DYNAMIQUE (#43230)	2019-12-31
FONDS DE RENDEMENT SPECIALISE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE RENDEMENT STRATEGIQUE AMERICAIN DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE RENDEMENT STRATEGIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE RENDEMENT STRATEGIQUE MONDIAL DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE REVENU DE DIVIDENDES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE REVENU ENERGETIQUE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE REVENU IMMOBILIER ET INFRASTRUCTURE II DYNAMIQUE (#43230)	2019-12-31
FONDS DE REVENU MENSUEL AMERICAIN DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE SERVICES FINANCIERS DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE STRATEGIES D'OBLIGATIONS DE SOCIETES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
FONDS DE TITRES DE CREANCE DIVERSIFIES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DE TITRES DE QUALITE A TAUX VARIABLE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DIVERSIFIE D'ACTIF REEL DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS DU MARCHE MONETAIRE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS EQUILIBRE BLUE CHIP DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS EQUILIBRE POWER DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS IMMOBILIER MONDIAL DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS MONDIAL D'INFRASTRUCTURES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS MONDIAL EQUILIBRE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS MONDIAL TOUT-TERRAIN DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS MONDIALE DE DECOUVERTE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
FONDS MONDIALE DE DIVIDENDES DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS MONDIALE DE RÉPARTITION D'ACTIF DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS VALEUR DU CANADA DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
FONDS VALEUR EQUILIBRE DYNAMIQUE (#2884)	2019-12-31
GENCAN CAPITAL INC.	2019-12-31
LEGEND POWER SYSTEMS INC.	2019-12-31
MANDAT PRIVE CATEGORIE D'OBLIGATIONS A PRIME DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE CATEGORIE DE GESTION DES RISQUES SPECIALISES DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE CATEGORIE DE RENDEMENT PRUDENT DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE D'OBLIGATIONS A PRIME DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE DE DIVIDENDES INTERNATIONAUX DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE DE DIVIDENDES NORD- AMERICAINS DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE DE RENDEMENT PRUDENT DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE DE REPARTITION D'ACTIF DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVE TACTIQUE D'OBLIGATIONS DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVEE CATEGORIE D'ACTIONS AMERICAINES DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVEE CATEGORIE D'ACTIONS CANADIENNES DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVEE CATEGORIE D'ACTIONS MONDIALES DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDAT PRIVEE CATEGORIE DE RENDEMENT MONDIAL DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDATS PRIVE ACTIF D'OBLIGATIONS DE BASE DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDATS PRIVE DE RENDEMENT MONDIAL DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MANDATS PRIVE DE STRATEGIES ACTIVES DE CREDIT DYNAMIQUE (#30890)	2019-12-31
MASON GRAPHITE INC.	2019-12-31
NAMEX VENTURES INC.	2019-12-31
PEZM GOLD INC.	2019-12-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
PORTEFEUILLE ACTIONS DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CATEGORIE ACTIONS DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CATEGORIE CROISSANCE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CATEGORIE CROISSANCE EQUILIBREE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CATEGORIE DE CROISSANCE EQUILIBREE MARQUIS (#15863)	2019-12-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
PORTEFEUILLE CATEGORIE EQUILIBREE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CATEGORIE EQUILIBREE MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CATEGORIE PRUDENTE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CROISSANCE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE CROISSANCE EQUILIBREE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE D'ACTIONS CANADIENNES INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE D'ACTIONS INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE D'ACTIONS MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE D'ACTIONS MONDIALES INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE D'OBLIGATIONS INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE EQUILIBREE INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE EQUILIBREE MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU EQUILIBRE MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE DEFENSIF DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBRE INSTITUTIONNEL MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBRE MARQUIS (#15863)	2019-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBREE DYNAMIQUEULTRA (#2884)	2019-12-31
PORTEFEUILLE REVENU EQUILIBRE DYNAMIQUE ULTRA (#2884)	2019-12-31
PROTECH HOME MEDICAL CORP.	2019-12-31
REX OPPORTUNITY CORP.	2019-12-31
TRANSPORT SCOLAIRE SOGESCO INC.	2019-12-31
VERSABANK	2020-01-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
AIMIA INC.	2019-12-31
ALAMOS GOLD INC.	2019-12-31
ALTUS GROUP LIMITED	2019-12-31
AMERICAN EXPRESS COMPANY	2019-12-31
AMERIGO RESOURCES LTD.	2019-12-31
ARGONAUT GOLD INC.	2019-12-31
BANK OF AMERICA CORPORATION	2019-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
BANQUE HSBC CANADA	2019-12-31
CANADIAN BANC CORP.	2019-11-30
CANADIAN LIFE COMPANIES SPLIT CORP.	2019-11-30
CANFOR CORPORATION	2019-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2019-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2019-12-31
CARGOJET INC.	2019-12-31
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES – CIBLE DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES – DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES - CIBLEE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS MONDIALES - CONCENTRE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS NORD- AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY BATISSEURS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY BATISSEURS - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CANADA PLUS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CHINE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CROISSANCE INTERNATIONALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CROISSANCE ET VALEUR MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CROISSANCE ET VALEUR MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS AMERIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS AMERIQUE - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS INTERNATIONALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS INTERNATIONALES-DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DIVIDENDES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DIVIDENDES MONDIAUX (#5486)	2019-11-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
CATEGORIE FIDELITY DIVIDENDES PLUS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EQUILIBRE CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ETOILE D'ASIE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ETOILE DU NORD (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ETOILE NORD - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EUROPE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EVENEMENTS OPPORTUNS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EVENEMENTS OPPORTUNS - DEVISES NEUTRES	2019-11-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	Date du document
(#5486)	
CATEGORIE FIDELITY EXPANSION CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EXTREME-ORIENT (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY FRONTIERE NORD (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY GRANDE CAPITALISATION CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY GRANDE CAPITALISATION MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY GRANDE CAPITALISATION MONDIALE - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY IMMOBILIER MONDIAL (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY INNOVATIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY INNOVATIONS MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY JAPON (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY MARCHES EMERGENTS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY OBLIGATIONS DE SOCIETES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY OCCASIONS CANADO-AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY OCCASIONS CANADO-AMERICAINES DEV. NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PETITE CAPITALISATION AMERIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PETITE CAPITALISATION AMERIQUE DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PETITE CAPITALISATION MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY POTENTIEL CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PRODUITS DE CONSOMMATION MONDIAUX (#5486)	2019-11-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	Date du document
CATEGORIE FIDELITY REPARTITION D'ACTIFS CANADIENS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY RESSOURCES NATURELLES MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY REVENU A COURT TERME CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY REVENU MENSUEL (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY SERVICES FINANCIERS MONDIAUX (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY SITUATIONS SPECIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY SOINS DE LA SANTE MONDIAUX (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY TELECOMMUNICATIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY TOUTES CAPITALISATIONS AMERIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY TOUTES CAPITALISATION AMERIQUE DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VALEUR INTRINSÈQUE MONDIALE-DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VALEUR INTRINSEQUE MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VISION STRATEGIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VISION STRATEGIQUE- DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
CATEGORIE MANDAT PRIVE FIDELITY REVENU FIXE-PLUS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY CROISSANCE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY CROISSANCE MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY EQUILIBRE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY EQUILIBRE MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY REVENU (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY REVENU MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CCL INDUSTRIES INC.	2019-12-31
CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE LIMITEE	2019-12-31
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2019-12-31
COMPAGNIES LOBLAW LIMITEE (LES)	2019-12-28
DESLAURIERS (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2019-10-31
DIRTT ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LTD.	2019-12-31
DIVIDEND SELECT 15 CORP.	2019-11-30
DIVIDEND 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
DIVIDEND 15 SPLIT CORP. II	2019-11-30
DOMTAR CORPORATION	2019-12-31
DONNELLEY FINANCIAL SOLUTIONS, INC.	2019-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
DREAM UNLIMITED CORP.	2019-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2019-12-31
ECHELON FINANCIAL HOLDINGS INC.	2019-12-31
ECN CAPITAL CORP.	2019-12-31
ELDORADO GOLD CORPORATION	2019-12-31
ELEMENT FLEET MANAGEMENT CORP.	2019-12-31
ENDEAVOUR SILVER CORP.	2019-12-31
ENERFLEX LTD.	2019-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2019-12-31
EQUITABLE GROUP INC.	2019-12-31
ERMITAGE DU LAC (PROJET IMMOBILIER)	2019-10-31
EURO RESSOURCES S.A.	2019-12-31
EUROPEAN RESIDENTIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-12-31
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2019-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2019-12-31
FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
FIRSTSERVICE CORPORATION	2019-12-31
FONDS ALTERNATIF D'ACTIONS CANADIENNES CC&L (#42663)	2019-12-31
FONDS ALTERNATIF D'ACTIONS MONDIALES CC&L (#42663)	2019-12-31
FONDS ALTERNATIF DE REVENU CC&L (#42663)	2019-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER D'IMMEUBLES RESIDENTIELS CANADIENS	2019-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2019-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2019-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
FONDS DE REVENU NORANDA	2019-12-31
FRESHII INC.	2019-12-29
GALAXY RESOURCES LIMITED	2019-12-31
GEORGE WESTON LIMITEE	2019-12-31
GIBSON ENERGY INC.	2019-12-31
GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	2019-11-30
GROUPE WSP GLOBAL INC.	2019-12-31
GUERRERO VENTURES INC.	2019-12-31
HARVEST OPERATIONS CORP.	2019-12-31
HOME CAPITAL GROUP INC.	2019-12-31
HUDBAY MINERALS INC.	2019-12-31
INTER PIPELINE LTD.	2019-12-31
JAMIESON WELLNESS INC.	2019-12-31
JOHANNSEN (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2019-10-31
JOSEMARIA RESOURCES INC.	2019-12-31
KANDAHAR (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2019-10-31
KEYERA CORP.	2019-12-31
KINAXIS INC.	2019-12-31
LODGE DE LA MONTAGNE (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2019-10-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2019-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2019-12-31
M SPLIT CORP.	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS CANADIENNES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS CANADIENNES - CONCENTRE (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS INTERNATIONALES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS INTERNATIONALES DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE - REVENU (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE - REVENU DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY REPARTITION DE L'ACTIF (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY REPARTITION DE L'ACTIF-DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY VALEUR CONCENTREE (#5486)	2019-11-30
MARATHON OIL CORPORATION	2019-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
MATTEL, INC.	2019-12-31
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2019-12-31
MEUBLES LEON LTEE	2019-12-31
MIRATI THERAPEUTICS, INC.	2019-12-31
MORGUARD CORPORATION	2019-12-31
NEW COMMERCE SPLIT FUND	2019-11-30
NEWMONT GOLDCORP CORPORATION	2019-12-31
NORTH AMERICAN FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
NORTHLAND POWER INC.	2019-12-31
NORTHVIEW APARTMENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-12-31
NOVANTA INC.	2019-12-31
NUVO PHARMACEUTICALS INC.	2019-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2019-12-31
OVINTIV INC.	2019-12-31
PASON SYSTEMS INC.	2019-12-31
PLAZA RETAIL REIT	2019-12-31
PRIME DIVIDEND CORP.	2019-11-30
RESSOURCES TECK LIMITEE	2019-12-31
RESTAURANT BRANDS INTERNATIONAL INC.	2019-12-31
ROYAL TREMBLANT (PROJET IMMOBILIER) LE	2019-10-31
SECURE ENERGY SERVICES INC.	2019-12-31
SERVICES FINANCIERS CATERPILLAR LIMITEE (LES)	2019-12-31
SHERRITT INTERNATIONAL CORPORATION	2019-12-31
SLATE RETAIL REIT	2019-12-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2019-12-31
SOCIETE DE FINANCEMENT GE CAPITAL CANADA	2019-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2019-12-31
SOMMET DES NEIGES-PHASE I (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2019-10-31
SOMMET DES NEIGES-PHASE II (PROJET IMMOBILIER) (LE)	2019-10-31
SSR MINING INC.	2019-12-31
STANTEC INC.	2019-12-31
SUPERIOR PLUS CORP.	2019-12-31
SUPREMEX INC.	2019-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2019-12-31
TDB SPLIT CORP.	2019-11-30
TERAGO INC.	2019-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2019-11-30
TORSTAR CORPORATION	2019-12-31
TOUR DES VOYAGEURS (PROJET IMMOBILIER) (LA)	2019-10-31
TOUR DES VOYAGEURS - PHASE II (PROJET IMMOBILIER) (LA)	2019-10-31
TREVALI MINING CORPORATION	2019-12-31
TRICON CAPITAL GROUP INC.	2019-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
US FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
VALERO ENERGY CORPORATION	2019-12-31
VETEMENTS DE SPORT GILDAN INC. (LES)	2019-12-29
VISTA GOLD CORP.	2019-12-31
5N PLUS INC.	2019-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
AIMIA INC.	2019-12-31
ALAMOS GOLD INC.	2019-12-31
ALTUS GROUP LIMITED	2019-12-31
AMERICAN EXPRESS COMPANY	2019-12-31
AMERIGO RESOURCES LTD.	2019-12-31
ARGONAUT GOLD INC.	2019-12-31
BANK OF AMERICA CORPORATION	2019-12-31
BANQUE HSBC CANADA	2019-12-31
CANADIAN BANC CORP.	2019-11-30
CANADIAN LIFE COMPANIES SPLIT CORP.	2019-11-30
CANFOR CORPORATION	2019-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2019-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2019-12-31
CARGOJET INC.	2019-12-31
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES – CIBLE DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES – DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES - CIBLEE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS MONDIALES - CONCENTRE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ACTIONS NORD- AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY BATISSEURS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY BATISSEURS - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CANADA PLUS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CHINE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CROISSANCE INTERNATIONALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CROISSANCE ET VALEUR MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY CROISSANCE ET VALEUR MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS AMERIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS AMERIQUE - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS INTERNATIONALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS INTERNATIONALES-DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CATEGORIE FIDELITY DISCIPLINE ACTIONS MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DIVIDENDES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY DIVIDENDES MONDIAUX (#5486)	2019-11-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CATEGORIE FIDELITY DIVIDENDES PLUS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EQUILIBRE CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ETOILE D'ASIE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ETOILE DU NORD (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY ETOILE NORD - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EUROPE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EVENEMENTS OPPORTUNS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EVENEMENTS OPPORTUNS - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EXPANSION CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY EXTREME-ORIENT (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY FRONTIERE NORD (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY GRANDE CAPITALISATION CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY GRANDE CAPITALISATION MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY GRANDE CAPITALISATION MONDIALE - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY IMMOBILIER MONDIAL (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY INNOVATIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY INNOVATIONS MONDIALES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY JAPON (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY MARCHES EMERGENTS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY OBLIGATIONS DE SOCIETES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY OCCASIONS CANADO-AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY OCCASIONS CANADO-AMERICAINES DEV. NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PETITE CAPITALISATION AMERIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PETITE CAPITALISATION AMERIQUE DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PETITE CAPITALISATION MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY POTENTIEL CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY PRODUITS DE CONSOMMATION MONDIAUX (#5486)	2019-11-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CATEGORIE FIDELITY REPARTITION D'ACTIFS CANADIENS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY RESSOURCES NATURELLES MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY REVENU A COURT TERME CANADA (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY REVENU MENSUEL (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY SERVICES FINANCIERS MONDIAUX (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY SITUATIONS SPECIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY SOINS DE LA SANTE MONDIAUX (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY TELECOMMUNICATIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY TOUTES CAPITALISATIONS AMERIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY TOUTES CAPITALISATION AMERIQUE DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VALEUR INTRINSÈQUE MONDIALE-DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VALEUR INTRINSEQUE MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VISION STRATEGIQUE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE FIDELITY VISION STRATEGIQUE- DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE MANDAT PRIVE FIDELITY REVENU FIXE-PLUS (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY CROISSANCE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY CROISSANCE MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY EQUILIBRE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY EQUILIBRE MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY REVENU (#5486)	2019-11-30
CATEGORIE PORTEFEUILLE FIDELITY REVENU MONDIALE (#5486)	2019-11-30
CCL INDUSTRIES INC.	2019-12-31
CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE LIMITEE	2019-12-31
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2019-12-31
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2019-12-31
COMPAGNIES LOBLAW LIMITEE (LES)	2019-12-28
DIRTT ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LTD.	2019-12-31
DIVIDEND SELECT 15 CORP.	2019-11-30
DIVIDEND 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
DIVIDEND 15 SPLIT CORP. II	2019-11-30
DOMTAR CORPORATION	2019-12-31
DONNELLEY FINANCIAL SOLUTIONS, INC.	2019-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
DREAM UNLIMITED CORP.	2019-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2019-12-31
ECHELON FINANCIAL HOLDINGS INC.	2019-12-31
ECN CAPITAL CORP.	2019-12-31
ELDORADO GOLD CORPORATION	2019-12-31
ELEMENT FLEET MANAGEMENT CORP.	2019-12-31
ENDEAVOUR SILVER CORP.	2019-12-31
ENERFLEX LTD.	2019-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2019-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
EQUITABLE GROUP INC.	2019-12-31
EURO RESSOURCES S.A.	2019-12-31
EUROPEAN RESIDENTIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-12-31
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2019-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2019-12-31
FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
FIRSTSERVICE CORPORATION	2019-12-31
FONDS ALTERNATIF D'ACTIONS CANADIENNES CC&L (#42663)	2019-12-31
FONDS ALTERNATIF D'ACTIONS MONDIALES CC&L (#42663)	2019-12-31
FONDS ALTERNATIF DE REVENU CC&L (#42663)	2019-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER D'IMMEUBLES RESIDENTIELS CANADIENS	2019-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2019-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2019-12-31
FONDS DE REVENU NORANDA	2019-12-31
FRESHII INC.	2019-12-29
GEORGE WESTON LIMITEE	2019-12-31
GIBSON ENERGY INC.	2019-12-31
GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	2019-11-30
GROUPE WSP GLOBAL INC.	2019-12-31
GUERRERO VENTURES INC.	2019-12-31
HARVEST OPERATIONS CORP.	2019-12-31
HOME CAPITAL GROUP INC.	2019-12-31
HUDBAY MINERALS INC.	2019-12-31
INTER PIPELINE LTD.	2019-12-31
JAMIESON WELLNESS INC.	2019-12-31
JOSEMARIA RESOURCES INC.	2019-12-31
KEYERA CORP.	2019-12-31
KINAXIS INC.	2019-12-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2019-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2019-12-31
M SPLIT CORP.	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS AMERICAINES - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS CANADIENNES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS CANADIENNES - CONCENTRE (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS INTERNATIONALES (#5486)	2019-11-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS INTERNATIONALES DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS MONDIALES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY ACTIONS MONDIALES - DEVISES NEUTRES	2019-11-30

RAPPORTS ANNUELS	
	Date du document
(#5486)	
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE - DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE - REVENU (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY EQUILIBRE - REVENU DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY REPARTITION DE L'ACTIF (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY REPARTITION DE L'ACTIF-DEVISES NEUTRES (#5486)	2019-11-30
MANDAT PRIVE FIDELITY VALEUR CONCENTREE (#5486)	2019-11-30
MARATHON OIL CORPORATION	2019-12-31
MATTEL, INC.	2019-12-31
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2019-12-31
MEUBLES LEON LTEE	2019-12-31
MIRATI THERAPEUTICS, INC.	2019-12-31
MORGUARD CORPORATION	2019-12-31
NEW COMMERCE SPLIT FUND	2019-11-30
NEWMONT GOLDCORP CORPORATION	2019-12-31
NORTH AMERICAN FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
NORTHLAND POWER INC.	2019-12-31
NORTHVIEW APARTMENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-12-31
NOVANTA INC.	2019-12-31
NUVO PHARMACEUTICALS INC.	2019-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2019-12-31
OVINTIV INC.	2019-12-31
PASON SYSTEMS INC.	2019-12-31
PLAZA RETAIL REIT	2019-12-31
PRIME DIVIDEND CORP.	2019-11-30
RESSOURCES TECK LIMITEE	2019-12-31
RESTAURANT BRANDS INTERNATIONAL INC.	2019-12-31
SECURE ENERGY SERVICES INC.	2019-12-31
SHERRITT INTERNATIONAL CORPORATION	2019-12-31
SLATE RETAIL REIT	2019-12-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2019-12-31
SOCIETE DE FINANCEMENT GE CAPITAL CANADA	2019-12-31
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2019-12-31
SSR MINING INC.	2019-12-31
STANTEC INC.	2019-12-31
SUPERIOR PLUS CORP.	2019-12-31
SUPREMEX INC.	2019-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2019-12-31
TDB SPLIT CORP.	2019-11-30
TERAGO INC.	2019-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2019-11-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
TORSTAR CORPORATION	2019-12-31
TREVALI MINING CORPORATION	2019-12-31
TRICON CAPITAL GROUP INC.	2019-12-31
US FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
VALERO ENERGY CORPORATION	2019-12-31
VETEMENTS DE SPORT GILDAN INC. (LES)	2019-12-29
VISTA GOLD CORP.	2019-12-31
5N PLUS INC.	2019-12-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
BANQUE CANADIENNE DE L'OUEST	
IMPERIAL MINING GROUP LTD.	
MEUBLES LEON LTEE	
RESSOURCES MELKIOR INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
AIMIA INC.	2019-12-31
AMERICAN EXPRESS COMPANY	2019-12-31
BANK OF AMERICA CORPORATION	2019-12-31
CANADIAN BANC CORP.	2019-11-30
CANADIAN LIFE COMPANIES SPLIT CORP.	2019-11-30
CANFOR CORPORATION	2019-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2019-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2019-12-31
CAPITAL REGIONAL ET COOPERATIF DESJARDINS	2019-12-31
CARGOJET INC.	2019-12-31
CCL INDUSTRIES INC.	2019-12-31
CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE LIMITEE	2019-12-31
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2019-12-31
COMPAGNIES LOBLAW LIMITEE (LES)	2019-12-28
DIRTT ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LTD.	2019-12-31
DIVIDEND SELECT 15 CORP.	2019-11-30
DIVIDEND 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
DIVIDEND 15 SPLIT CORP. II	2019-11-30
DOMTAR CORPORATION	2019-12-31
DONNELLEY FINANCIAL SOLUTIONS, INC.	2019-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2019-12-31
ENDO INTERNATIONAL PLC	2019-12-31
ENERFLEX LTD.	2019-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2019-12-31
EQUITABLE GROUP INC.	2019-12-31
EURO RESSOURCES S.A.	2019-12-31

NOTICE ANNUELLE	
	Date du document
FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
FIRSTSERVICE CORPORATION	2019-12-31
GEORGE WESTON LIMITEE	2019-12-31
GIBSON ENERGY INC.	2019-12-31
GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.	2019-11-30
GROUPE WSP GLOBAL INC.	2019-12-31
JOSEMARIA RESOURCES INC.	2019-12-31
KEYERA CORP.	2019-12-31
M SPLIT CORP.	2019-11-30
MARATHON OIL CORPORATION	2019-12-31
MATTEL, INC.	2019-12-31
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2019-12-31
MEUBLES LEON LTEE	2019-12-31
MIRATI THERAPEUTICS, INC.	2019-12-31
MORGUARD CORPORATION	2019-12-31
NEW COMMERCE SPLIT FUND	2019-11-30
NEWMONT GOLDCORP CORPORATION	2019-12-31
NORTH AMERICAN FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
NORTHLAND POWER INC.	2019-12-31
NOVANTA INC.	2019-12-31
NUVO PHARMACEUTICALS INC.	2019-12-31
OVINTIV INC.	2019-12-31
PRIME DIVIDEND CORP.	2019-11-30
RESSOURCES TECK LIMITEE	2019-12-31
RESTAURANT BRANDS INTERNATIONAL INC.	2019-12-31
SECURE ENERGY SERVICES INC.	2019-12-31

NOTICE ANNUELLE	
	Date du document
SERVICES FINANCIERS CATERPILLAR LIMITEE (LES)	2019-12-31
SLATE RETAIL REIT	2019-12-31
SOCIETE DE FINANCEMENT GE CAPITAL CANADA	2019-12-31
STANTEC INC.	2019-12-31
TDB SPLIT CORP.	2019-11-30
TERAGO INC.	2019-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2019-11-30
TRICON CAPITAL GROUP INC.	2019-12-31
US FINANCIAL 15 SPLIT CORP.	2019-11-30
VALERO ENERGY CORPORATION	2019-12-31
VETEMENTS DE SPORT GILDAN INC. (LES)	2019-12-29
VISTA GOLD CORP.	2019-12-31
5N PLUS INC.	2019-12-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI

1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres
2 : Filiale de l'émetteur assujetti
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (*Loi sur les valeurs mobilières* du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié

NATURE DE L'OPÉRATION

Généralités

00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat
35 : Dividende en actions
36 : Conversion ou échange
37 : Division ou regroupement d'actions
38 : Rachat – annulation
40 : Vente à découvert
45 : Contrepartie d'un bien
46 : Contrepartie de services
47 : Acquisition ou aliénation par don
48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs

Dérivés émis par l'émetteur

50 : Attribution d'options
51 : Levée d'options
52 : Expiration d'options
53 : Attribution de bons de souscription
54 : Exercice de bons de souscription
55 : Expiration de bons de souscription
56 : Attribution de droits de souscription
57 : Exercice de droits de souscription
58 : Expiration de droits de souscription
59 : Exercice au comptant

Dérivés émis par un tiers

70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers

Divers

90 : Changements relatifs à la propriété
97 : Autres
99 : Correction d'information

NATURE DE L'EMPRISE

D : Propriété directe
I : Propriété indirecte
C : Contrôle

AUTRES MENTIONS

O : Opération originale
M : Première modification
M' : Deuxième modification
M" : Troisième modification, etc.
R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
37 Capital Inc.								
Actions ordinaires								
Kalpakian, Bedo H	3							
Kalpakian Bros of BC	PI	O	2019-12-31	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 020)		BC
Kalpakian, Jacob H	4							
30 Rock Management Inc.	PI	O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(132 000)	0.0500	BC
Abitibi Royalties Inc.								
Actions ordinaires								
Ball, Ian	4, 5	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	19.5000	QC
Absolute Software Corporation								
Actions ordinaires								
maxwell, sean	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 896		BC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 896)	10.2500	BC
Meanchoff, Matthew	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	2 500	6.9000	BC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 935)	10.3100	BC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 310)	10.3000	BC
Monahan, Gregory Rush	4	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	12 500	9.1600	BC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	10.2400	BC
Ramsden, Leigh Palmer	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	1 875	9.1600	BC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 875)	10.2700	BC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	2 125	6.9000	BC
Ryan, Daniel	4	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	6 250	9.1600	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 474)	10.4500	BC
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	6 250	6.9000	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 124)	10.4500	BC
Visca, Salvatore Anthony	4	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	6 250	9.1600	BC
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	25 000	6.8900	BC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 250)	10.3800	BC
Droits Restricted Share Unit								
maxwell, sean	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 896)		BC
Options								
Grace, Mark	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	3 750	10.3500	BC
		O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	99	10.4400	BC
Meanchoff, Matthew	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	6.9000	BC
		O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	9.1600	BC
Monahan, Gregory Rush	4	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	9.1600	BC
		O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	9.1600	BC
Ramsden, Leigh Palmer	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(1 875)	9.1600	BC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(2 125)	6.9000	BC
Ryan, Daniel	4	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	9.1600	BC
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	6.9000	BC
Visca, Salvatore Anthony	4	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	9.1600	BC
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	6.8900	BC
Accord Financial Corp.								
Actions ordinaires								
Accord Financial Corp.	1	O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	9.4913	ON
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 800)		ON
Aimia Inc.								
Actions ordinaires								
Frischer, Charles Lawrence	4	O	2020-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lehmann, Michael Ryan	4	O	2020-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Family Trust no. 1	PI	O	2020-02-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Family Trust no. 2	PI	O	2020-02-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Family Trust no. 3	PI	O	2020-02-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Family Trust no. 4	PI	O	2020-02-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Spouse's individual account	PI	O	2020-02-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Rosenkrantz, David Aubrey	4	O	2020-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Teramo, Jordan Gregg	4	O	2020-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Air Canada								
Class A Variable Voting Shares								
Kazzaz, Amos	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	681	38.4135	QC
Strauss, Timothy Edward	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	500	38.2201	QC
Class B Voting Shares								
Air Canada	1	O	2020-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	45.1259	QC
		O	2020-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	46.7879	QC
		O	2020-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	46.7717	QC
		O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	47.1807	QC
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	46.6228	QC
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	44.8386	QC
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	45.0589	QC
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	45.1209	QC
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	42.8038	QC
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		QC
Galardo, Mark	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	49.6812	QC
Guillemette, Lucie	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	900	37.0561	QC
Landry, Craig	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	826	36.9705	QC
Luelo, Catherine	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 237	37.0872	QC
Meloul-Wechsler, Arielle	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	687	37.6924	QC
Nasr, Mark Youssef	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	335	38.2456	QC
O'Connor, Kevin Patrick Cornelius	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	483	38.2585	QC
Pugliese, Ferio	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 049	38.4574	QC
Read, Robert Alan	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	737	38.1926	QC
Rovinescu, Calin	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 398	37.2071	QC
Shapiro, David	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	698	37.4244	QC
Smith-Valade, Renee	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	813	37.8737	QC
Steer, Richard A.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	651	36.9846	QC
TURNER, Jon	5	O	2018-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	94	49.6812	QC
Yiu, Andrew Ka Hoi	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43	49.5549	QC
Share Units (Long-Term Incentive Plan)								
Elfassy, Samuel	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 526)	46.3500	QC
Galardo, Mark	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 286)	46.3500	QC
Guillemette, Lucie	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(12 143)	46.3500	QC
Hadrovic, Carolyn	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 900)	46.3500	QC
Houle, Pierre	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 880)	46.3500	QC
Isford, Chris	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 729)	46.3500	QC
Kazzaz, Amos	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(6 429)	46.3500	QC
Landry, Craig	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 821)	46.3500	QC
Luelo, Catherine	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 829)	46.3500	QC
Meloul-Wechsler, Arielle	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 518)	46.3500	QC
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(1 000)	46.3500	QC
Nasr, Mark Youssef	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 429)	46.3500	QC
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(1 000)	46.3500	QC
O'Connor, Kevin Patrick Cornelius	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(1 836)	46.3500	QC
Read, Robert Alan	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 158)	46.3500	QC
Rousseau, Michael Stewart	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(20 714)	46.3500	QC
Rovinescu, Calin	4, 5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(69 643)	46.3500	QC
Shapiro, David	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(8 829)	46.3500	QC
Smith-Valade, Renee	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 323)	46.3500	QC
Steer, Richard A.	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(5 679)	46.3500	QC
Strauss, Timothy Edward	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 464)	46.3500	QC
Yiu, Andrew Ka Hoi	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 857)	46.3500	QC
Alamos Gold Inc.								
Actions ordinaires Class A								
Barwell, Christine	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	433	8.2200	ON
Bostwick, Christopher John	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	562	8.2200	ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	616	6.1500USD	ON
Cormier, John Andrew	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	509	8.2200	ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	8	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	547	8.2200	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	286	8.2200	ON
MacPhail, Peter	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	798	8.2200	ON
McCluskey, John	4, 5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 292	8.2200	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	418	8.2200	ON
PAULSE, ADRIAN	5	O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Porter, James	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	798	8.2200	ON
Webster, Colin	5	O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322	8.2200	ON
Droits Deferred Share Units								
Prichard, John Robert Stobo	4	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	440		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Droits Restricted Share Units								
PAULSE, ADRIAN	5	O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Alcanna Inc. (formerly Liquor Stores N.A. Ltd.)								
Actions ordinaires								
Gordey, David Nathan	5	O	2019-03-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 419	5.4000	AB
RRSP	PI	O	2019-03-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 811	5.4000	AB
TFSA	PI	O	2012-03-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-03-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	2 633	5.4000	AB
Hewson, Matthew	7	O	2016-03-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-03-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	499	5.4000	AB
Yaworski, James	5							
RRSP	PI	O	2019-03-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	10 209	5.4000	AB
Alimentation Couche-Tard Inc.								
Actions à droit de vote subalterne Catégorie B								
D'Amours, Jacques	4	O	2020-02-13	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(4 500)	43.8500	QC
		O	2020-02-13	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(11 500)	43.8500	QC
		O	2020-02-14	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(2 800)	44.0600	QC
		O	2020-02-14	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(4 500)	44.0600	QC
Hannasch, Brian Patrick	4, 5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	178 242	3.0933	QC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(167 000)	45.9527	QC
		O	2020-02-10	D	97 - Autre	(11 242)	45.9527	QC
Options								
Hannasch, Brian Patrick	4, 5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(178 242)	3.0933	QC
Unité d'action différée								
Bernier, Jean	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	11	45.4700	QC
Bourque, Nathalie	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Boyko, Éric	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
D'Amours, Jacques	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Fortin, Richard	4, 7, 6, 5	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Kau, Mélanie	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Lamothe, Marie Josee	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Leroux, Monique F.	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Plourde, Réal	4, 7, 6, 5	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Rabinowicz, Daniel	5	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	11	45.4700	QC
Têtu, Louis	4	O	2020-02-12	D	46 - Contrepartie de services	22	45.4700	QC
Allied Properties Real Estate Investment Trust								
Options								
Ahmad, Luqman Muhammad	5	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Burns, Thomas Gerard	5	O	2020-02-05	D	50 - Attribution d'options	65 217		ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(85 470)	40.6000	ON
Clark, Hugh Fletcher	5	O	2020-02-05	D	50 - Attribution d'options	18 116		ON
Emory, Michael R.	4, 5	O	2020-02-05	D	50 - Attribution d'options	161 031		ON
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(154 672)	31.5600	ON
Low, Sean Timothy	5	O	2020-02-05	D	50 - Attribution d'options	5 535		ON
Riches, Douglas	5	O	2020-02-05	D	50 - Attribution d'options	4 026		ON
Williams, Cecilia Catalina	5	O	2020-02-05	D	50 - Attribution d'options	36 232		ON
Parts								
Ahmad, Luqman Muhammad	5	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Burns, Thomas Gerard	5	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 365		ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	85 470	40.6000	ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(85 470)	58.3357	ON
Clark, Hugh Fletcher	5	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 046		ON
Connor, Gerald R.	4	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 182		ON
Cormack, Lois	4	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 909		ON
Cunningham, Gordon R.	4	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 364		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emory, Michael R.	4, 5	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 185		ON
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	154 672	31.5600	ON
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(154 672)	57.8390	ON
Family Members	PI	O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	125	59.4000	ON
Griffiths, James Clark	4	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	955		ON
Low, Sean Timothy	5	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	625		ON
Nelligan, Margaret	4	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	955		ON
Riches, Douglas	5	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	455		ON
Sharpe, Leonard Peter	4	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	955		ON
Williams, Cecilia Catalina	5	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 092		ON
AltaGas Ltd.								
Actions ordinaires								
Bushfield, Corine Renae Knight	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 040	18.1300	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	308	17.7000	AB
Edgeworth, Allan Leslie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322	18.8100	AB
Grant, Bradley, Bertram	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 108	18.1800	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	264	17.6600	AB
Harbilas, James	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	535	19.4100	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	18.0800	AB
Knoll, Phillip R.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	191	17.4100	AB
Toone, Randy Warren	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 408	18.1800	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	115	17.6100	AB
		O	2019-01-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 260)	13.8500	AB
Droits Deferred Share Unit (DSU)								
Calvert, Victoria Anne	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	638		AB
Cornhill, David Wallace	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 435		AB
Edgeworth, Allan Leslie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	597		AB
Gilbert, Daryl Harvey	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32		AB
Hodgins, Robert Bruce	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	731		AB
Johnston, Cynthia	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138		AB
KARKKAINEN, PENTTI OLAVI	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	154		AB
Knoll, Phillip R.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 580		AB
McCallister, Terry Dwight	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	191		AB
Droits Performance Units (PU)								
Bushfield, Corine Renae Knight	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 575		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Crawford, Randall Loy	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 184		AB
Dalena, Fredrick Kaye	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 033		AB
Grant, Bradley, Bertram	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 776		AB
Harbilas, James	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	774		AB
Toone, Randy Warren	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 755		AB
Droits Restricted Units (RU)								
Calvert, Victoria Anne	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	309		AB
Cornhill, David Wallace	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 970		AB
Edgeworth, Allan Leslie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	309		AB
Gilbert, Daryl Harvey	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	309		AB
Harbilas, James	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	516		AB
Hodgins, Robert Bruce	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	309		AB
Johnston, Cynthia	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149		AB
KARKKAINEN, PENTTI OLAVI	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149		AB
Knoll, Phillip R.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	948		AB
McCallister, Terry Dwight	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149		AB
Altius Minerals Corporation								
Actions ordinaires								
Gaumond, André	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	10.4200	NF
9163-9971 Québec inc.	PI	M	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	10.4200	NF
Americas Gold and Silver Corporation								
Options								
Axell, Stefan	5	O	2020-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Appili Therapeutics Inc.								
Actions ordinaires Class A Common Shares								
The K2 Principal Fund L.P.	3	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
Bons de souscription								
Bloom, Brian Matthew	4, 6							
Bloom Burton Securities Inc.	PI	O	2020-02-20	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	256 545		NS
Burton, Jolyon	6							
Bloom Burton Securities Inc.	PI	O	2020-02-20	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	256 545		NS
The K2 Principal Fund L.P.	3	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
Arbutus Biopharma Corporation								
Options								
Collier, William Hugh	4	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	367 087		BC
Hastings, David Cummins	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	100 000		BC
Howard, Elizabeth Ann	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	79 500		BC
McElhaugh, Michael John	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	200 000		BC
PICCHIO, GASTON RAFAEL	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	150 000		BC
Sofia, Michael Joseph	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	250 000		BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Venker, Eric	4	O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Arianne Phosphate Inc.								
Actions ordinaires								
Bouchard, Dominique	4	O	2020-02-13	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.2500	QC
Gagnon, Marco	4	O	2020-02-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	0.2500	QC
		M	2020-02-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	80 000	0.2500	QC
Bons de souscription								
Bouchard, Dominique	4	O	2020-02-13	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000		QC
Gagnon, Marco	4	O	2020-02-13	D	53 - Attribution de bons de souscription	40 000	0.4000	QC
		O	2020-02-13	D	53 - Attribution de bons de souscription	40 000	0.4000	QC
		M	2020-02-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	40 000	0.4000	QC
Aritzia Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Bensadoun, Aldo	4							
The Bensadoun Family Foundation	PI	O	2020-02-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)		BC
		O	2020-02-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)		BC
		O	2020-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 800)	25.5600	BC
Artis Real Estate Investment Trust								
Deferred Units								
Albo, Ida	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	60	12.1700	MB
Jack, Bruce William James	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	166	12.1700	MB
Martens, Armin	4, 5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 306	12.1700	MB
Thielmann, Victor	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	37	12.1700	MB
Townsend, Kenneth	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	37	12.1700	MB
Warkentin, Edward	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	37	12.1700	MB
Zucker, Lauren	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	72	12.1700	MB
Restricted Units								
Green, James	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	322	12.1700	MB
Martens, Armin	4, 5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 067	12.1700	MB
Martens, Philip	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	40	12.1700	MB
Riley, Kimberly	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	35	12.1700	MB
Sherlock, Stephen Francis Patrick	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	44	12.1700	MB
ATW Tech Inc. (formerly AtmanCo Inc.)								
Actions ordinaires								
Groupe Gestion G5 Inc.	3	O	2020-02-11	D	36 - Conversion ou échange	20 000 000		QC
Imbeau, André	3							
Groupe Gestion G5 Inc.	PI	O	2020-02-11	I	36 - Conversion ou échange	20 000 000		QC
Débentures convertibles								
Groupe Gestion G5 Inc.	3	O	2020-02-11	D	36 - Conversion ou échange	($ 2 000 000.00)		QC
Imbeau, André	3							
Groupe Gestion G5 Inc.	PI	O	2020-02-11	I	36 - Conversion ou échange	($ 2 000 000.00)		QC
Aurinia Pharmaceuticals Inc.								
Options								
Dickerson, Bradley	5	O	2020-01-28	D	50 - Attribution d'options	39 100	24.2200	BC
Aurora Cannabis Inc.								
Actions ordinaires								
Dobler, Stephen	4							
1771472 Alberta Ltd.	PI	O	2020-02-18	I	97 - Autre	(7 300 000)		AB
Friedmann, Lance	4	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Jerome, Andre	5	O	2019-12-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(49 000)	2.6220	AB
Morris, Shane H.D.	5	O	2019-11-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires Restricted Share Units								
Karasiuk, Darren Anthony	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
Droits								
Friedmann, Lance	4	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Morris, Shane H.D.	5	O	2019-11-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 537		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
Droits Restricted Share Units								
Jerome, Andre	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 404		AB
		M	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 404		AB
Page, Jonathan	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
Singer, Michael	4	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	250 000		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 861		AB
		M	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 722		AB
SWAINSON, Jillian	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
Options								
Friedmann, Lance	4	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Ibbott, William Glen	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	250 000		AB
Jerome, Andre	5	O	2020-02-10	D	50 - Attribution d'options	105 224		AB
Morris, Shane H.D.	5	O	2019-11-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-10	D	50 - Attribution d'options	96 456		AB
Singer, Michael	4	O	2020-02-10	D	50 - Attribution d'options	282 692		AB
Restricted Share Units								
Vleeming, Darryl Andrew	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
Restricted Stock Units								
Cleiren, Allan John	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
Wilson, Debra	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
AutoCanada Inc.								
Billets								
Antony, Paul	4							
MAP Investco Inc.	PI	O	2018-05-04	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-11	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	$ 1 092 500.00		AB
Borys, Michael	5	O	2019-08-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	$ 250 000.00		AB
Hong, Peter	5	O	2018-08-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	$ 250 000.00		AB
James, Barry Lee	4	O	2014-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	$ 100 000.00		AB
Avivagen Inc.								
Bons de souscription								
Anthony, G.F. Kym	4	O	2017-04-04	D	55 - Expiration de bons de souscription	(71 429)		ON
RRSP	PI	O	2019-12-16	I	55 - Expiration de bons de souscription	(83 333)		ON
Boland, Christopher John	5	O	2019-12-16	D	55 - Expiration de bons de souscription	(10 000)		ON
Droits Stock Appreciation Rights								
Anthony, G.F. Kym	4	O	2019-05-20	D	58 - Expiration de droits de souscription	(60 000)		ON
Options								
Anthony, G.F. Kym	4	O	2019-05-20	D	52 - Expiration d'options	(60 000)		ON
Boland, Christopher John	5	O	2019-05-20	D	52 - Expiration d'options	(30 000)		ON
Burton, Graham William	4, 5	O	2019-05-20	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		ON
Hankinson, David Curtis	4, 5	O	2019-05-20	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Badger Daylighting Ltd.								
Deferred Shares								
Roane, Glen Dawson	4	O	2020-02-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	751		AB
Banque de Montréal								
Actions ordinaires								
White, William Darryl	7, 5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113	100.6400	QC
		O	2020-02-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	102.4700	QC
Deferred Share Units								
Babiak, Jan	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	743	100.9200	QC
Brochu, Sophie	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	533	100.9200	QC
Broderick, Craig Wyeth	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	582	100.9200	QC
Eichenbaum, Martin Stewart	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	619	100.9200	QC
Farmer, Ron	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	731	100.9200	QC
Harquail, David	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	533	100.9200	QC
Huber, Linda Susan	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	619	100.9200	QC
Mitchelmore, Lorraine	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	619	100.9200	QC
Orsino, Philip	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	570	100.9200	QC
Prichard, John Robert Stobo	4, 7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 053	100.9200	QC
RICHER LA FLÈCHE, ERIC	4	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	533	100.9200	QC
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA								
Actions ordinaires								
Boychuk, Michael T.	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	31	44.2910	QC
The Boychuk Family Trust	PI	O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	28	44.2910	QC
Lavigne, A. Michel	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	461	44.2910	QC
Banque Nationale du Canada								
Actions ordinaires								
Achard, Stéphane	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147	63.6200	QC
Bachand, Raymond	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	19	73.6500	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	155	73.5200	QC
Bertrand, Maryse	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	39	73.6500	QC
Blanchet, Lucie	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	238	63.3300	QC
Boivin, Pierre	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	28	73.6500	QC
Bonnell, William	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	207	63.7600	QC
Gagnon, Martin	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 164	63.4800	QC
Généreux, Nathalie	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	69.5500	QC
Hébert, Brigitte	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	645	63.5200	QC
Houde, Jean	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	43	73.6500	QC
Knuepp, Marc	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	63.3500	QC
Lavigne, Martin	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	407	63.1700	QC
René, Sébastien	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	216	64.0500	QC
Saputo, Lino Anthony	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	38	73.6500	QC
Savoie, Andrée	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	11	73.6500	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Thabet, Pierre	4	O	2020-02-10	D	35 - Dividende en actions	46	73.6500	QC
Thériault, Martin	2	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	205	63.6300	QC
Vachon, Louis	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 684	63.4800	QC
Unités d'actions assujetties à des restrictions (UAR) /(RSU)								
Achard, Stéphane	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	21		QC
Davis, Brian A.	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	464		QC
Ferreira, Laurent	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	857		QC
Girouard, Denis	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	622		QC
Lavigne, Martin	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	64		QC
René, Sébastien	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	7		QC
Thériault, Martin	2	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	5		QC
Unités d'actions assujetties à un critère de performance								
Achard, Stéphane	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	210		QC
Blanchet, Lucie	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	286		QC
Bonnell, William	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	307		QC
Davis, Brian A.	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	43		QC
Fagnoule, Dominique	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	252		QC
Ferreira, Laurent	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	306		QC
Gagnon, Martin	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	500		QC
Généreux, Nathalie	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	89		QC
Girouard, Denis	7	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	452		QC
Hébert, Brigitte	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	241		QC
Knuepp, Marc	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	38		QC
Lavigne, Martin	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	59		QC
Parent, Ghislain	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	337		QC
Thériault, Martin	2	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	11		QC
Vachon, Louis	4, 5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	1 579		QC
Unités d'actions différées (UAD) / (DSU)								
Bachand, Raymond	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	101		QC
Bertrand, Maryse	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	190		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	525		QC
Blanchet, Lucie	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	25		QC
Blouin, Pierre J.	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	78		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	525		QC
Boivin, Pierre	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	136		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	559		QC
Bonnell, William	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	236		QC
Curadeau-Grou, Patricia	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	11		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	474		QC
Denham, Gillian H. (Jill)	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	50		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		QC
Fagnoule, Dominique	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	120		QC
Gagnon, Martin	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	164		QC
Généreux, Nathalie	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	34		QC
Hébert, Brigitte	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	225		QC
Houde, Jean	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	65		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	329		QC
Kinsley, Karen	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	92		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		QC
Knuepp, Marc	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	49		QC
Lavigne, Martin	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	146		QC
McKillican, Rebecca	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	45		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	474		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Paré, Robert	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	34		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	474		QC
Parent, Ghislain	5	O	2020-02-01	D	35 - Dividende en actions	360		QC
Saputo, Lino Anthony	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	159		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	610		QC
Savoie, Andrée	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	102		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	525		QC
Thabet, Pierre	4	O	2020-02-03	D	35 - Dividende en actions	177		QC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	610		QC
Banque Royale du Canada								
Actions ordinaires								
Gottschling, Helena	5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	692	52.5950	QC
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(692)	108.2700	QC
McKay, David Ian	4, 5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	7 516	52.5950	QC
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 516)	108.0340	QC
Droits Deferred Share Units								
guzman, douglas antony	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 261	108.2240	QC
Hepworth, Graeme Ashley	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	38	108.2240	QC
McKay, David Ian	4, 5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	177	108.2240	QC
Neldner, Derek Arthur	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	130	108.2240	QC
Ross, Bruce Washington	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	169	108.2240	QC
Droits Performance Deferred Share Units								
Bolger, Rod	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	548	108.2240	QC
Dobbins, Michael	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	281	108.2240	QC
Gottschling, Helena	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	187	108.2240	QC
guzman, douglas antony	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 106	108.2240	QC
Hepworth, Graeme Ashley	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	286	108.2240	QC
McKay, David Ian	4, 5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 038	108.2240	QC
McLaughlin, Neil	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	551	108.2240	QC
Ross, Bruce Washington	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	639	108.2240	QC
Droits RBC Capital Markets Unit Awards								
Neldner, Derek Arthur	5	O	2019-11-22	D	59 - Exercice au comptant	(147)	106.0580	QC
		M	2019-11-22	D	59 - Exercice au comptant	(306)	106.0580	QC
		O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	709	108.2240	QC
Droits RBC Share Units								
Dobbins, Michael	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	20	108.2240	QC
Gottschling, Helena	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	22	108.2240	QC
Options								
Gottschling, Helena	5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(692)	52.5950	QC
McKay, David Ian	4, 5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(7 516)	52.5950	QC
Baytex Energy Corp.								
Actions ordinaires								
Curran, Trudy Marie	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 485	1.4100	AB
LaFehr, Edward David	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4500	AB
Lovett, Michael Scott	5							
GWL RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25 933	2.0100	AB
BCE Inc.								
Actions ordinaires								
Bibic, Mirko	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 783	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 783)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 065	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 065)	64.0700	QC
Cole, Michael	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 783	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 783)	64.0700	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 065	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 065)	64.0700	QC
Gillies, Claire	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 041	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	552	64.0700	QC
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 634	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 634)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 046	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 046)	64.0700	QC
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	81 807	47.9000	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(81 807)	64.9400	QC
Jamal, Rizwan	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 452	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 452)	64.0700	QC
Kirby, Blaik	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 627	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 627)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 452	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 452)	64.0700	QC
Lalande, Michel	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 550	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	821	64.0700	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 371)	65.0000	QC
ESP	PI	O	2020-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(260)	64.9300	QC
le Duc, Bernard	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 783	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 065	64.0700	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 848)	64.9200	QC
LeBlanc, Glen	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 034	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 034)	64.0700	QC
Lennox, Randal	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 482	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 482)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 846	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 846)	64.0700	QC
Little, Thomas (Tom)	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 246	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 246)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 311	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 311)	64.0700	QC
Malcolmson, Robert	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 542	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	818	64.0700	QC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 360)	64.7000	QC
Moses, Karine	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	775	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(775)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	410	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(410)	64.0700	QC
Oosterman, Wade	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 567	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 567)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 130	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 130)	64.0700	QC
Watson, John	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 940	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 940)	64.0700	QC
		O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 679	64.0700	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 679)	64.0700	QC
Droits Restricted Deferred Share Units								
Jamal, Rizwan	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 958)	64.0700	QC
LeBlanc, Glen	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 446)	64.0700	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Options								
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(81 807)	47.9000	QC
Performance-based Restricted Share Units								
Bibic, Mirko	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 597)	64.0700	QC
Cole, Michael	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 597)	64.0700	QC
Gillies, Claire	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 188)	64.0700	QC
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 708)	64.0700	QC
Jamal, Rizwan	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 278)	64.0700	QC
Kirby, Blaik	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 278)	64.0700	QC
Lalande, Michel	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 760)	64.0700	QC
le Duc, Bernard	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 597)	64.0700	QC
LeBlanc, Glen	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 597)	64.0700	QC
Lennox, Randal	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 973)	64.0700	QC
Little, Thomas (Tom)	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 125)	64.0700	QC
Malcolmson, Robert	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 760)	64.0700	QC
Moses, Karine	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(880)	64.0700	QC
Oosterman, Wade	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 193)	64.0700	QC
Watson, John	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 917)	64.0700	QC
Restricted Share Units								
Bibic, Mirko	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 446)	64.0700	QC
Cole, Michael	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 446)	64.0700	QC
Gillies, Claire	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 241)	64.0700	QC
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 429)	64.0700	QC
Kirby, Blaik	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 958)	64.0700	QC
Lalande, Michel	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 320)	64.0700	QC
le Duc, Bernard	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 446)	64.0700	QC
Lennox, Randal	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 494)	64.0700	QC
Little, Thomas (Tom)	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 442)	64.0700	QC
Malcolmson, Robert	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 320)	64.0700	QC
Moses, Karine	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 660)	64.0700	QC
Oosterman, Wade	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 893)	64.0700	QC
Watson, John	7	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 936)	64.0700	QC
Share Units								
Jamal, Rizwan	7	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 958	64.0700	QC
		M	2020-02-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 958	64.3300	QC
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 548	64.8700	QC
LeBlanc, Glen	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 446	64.0700	QC
		M	2020-02-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 446	64.3300	QC
Lennox, Randal	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 261	64.8700	QC
Birchcliff Energy Ltd.								
Actions ordinaires								
Bosman, Myles	5							
BMO Nesbitt Burns - Spousal RRSP	PI	O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 200	1.6100	AB
Carlsen, Christopher Andrew	5							
Scotia McLeod - Cash Account	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 800	1.6900	AB
Scotia McLeod - Cash Account - Joint	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	1.7000	AB
		O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.5500	AB
Gerlach, Debra	4							
TD Greenline Investment Account	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.7000	AB
Humphreys, David	5							
RBC Dominion Securities - TFSA - DH	PI	O	2020-02-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 200	1.7400	AB
RBC Dominion Securities RRSP Account - DH	PI	O	2020-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 350	1.7200	AB
Surbey, James William	4							
BMO Nesbitt Burns	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	1.7000	AB
		O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6900	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6700	AB
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6000	AB
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.6100	AB
		O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.5700	AB
Tonken, Aaron Jeffery	4, 5							
BMO Nesbitt Burns Inc. - Cash	PI	O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.7100	AB
Actions privilégiées Series A Preferred Shares								
Geremia, Bruno P.	5							
CIBC Investor Services	PI	O	2020-02-19	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(100)	23.8100	AB
CIBC Investors' Edge - RRSP	PI	O	2020-02-19	I	90 - Changements relatifs à la propriété	100	23.8100	AB
Bonavista Energy Corporation								
Actions ordinaires								
Armoyan, Sime	3							
G2S2 Capital Inc.	PI	O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 251 300	0.4550	AB
Brown, Ian Stephen	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	422		AB
Carey, David	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	66		AB
Clarke Inc.	3	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 201 300)	0.4550	AB
Quinpool Holdings Partnership	PI	O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.4550	AB
Jang, Theresa	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	66		AB
MacPhail, Keith A.J.	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	720		AB
Phillips, Robert	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	617		AB
Poelzer, Ronald J.M.	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	686		AB
Bonterra Energy Corp.								
Options								
Curtis, Brad Allen	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
Fink, George Frederick	4, 5, 3	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
Jarock, Randy M.	4	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
		M	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
Neumann, Adrian	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
Reuter, Dan-Mihai	4, 3	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000		AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000		AB
Thompson, Robb Douglas	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.1400	AB
Tourigny, Rodger	4	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
Walsh, Aidan Murphy	4	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 000	3.1400	AB
Boralex inc.								
Actions ordinaires								
Arsenault, Marie-Josée	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	306	23.1862	QC
Cusson, Julie	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	23.4036	QC
Boston Pizza Royalties Income Fund								
Class 2 GP Units								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Boston Pizza Canada Holdings Partnership	3	O	2020-02-12	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1		BC
		O	2020-02-12	D	99 - Correction d'information	(1)		BC
Boston Pizza International Inc.	3	O	2020-02-12	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1		BC
		O	2020-02-12	D	99 - Correction d'information	(1)		BC
Treliving, Walter James	6							
Boston Pizza Canada Holdings Partnership	PI	O	2020-02-12	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1		BC
		O	2020-02-12	I	99 - Correction d'information	(1)		BC
Class B Partnership Units								
Boston Pizza Canada Holdings Partnership	3	O	2020-02-12	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1		BC
		O	2020-02-12	D	99 - Correction d'information	(1)		BC
Boston Pizza International Inc.	3	O	2020-02-12	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1		BC
		O	2020-02-12	D	99 - Correction d'information	(1)		BC
Treliving, Walter James	6							
Boston Pizza Canada Holdings Partnership	PI	O	2020-02-12	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1		BC
		O	2020-02-12	I	99 - Correction d'information	(1)		BC
Parts								
Boston Pizza Royalties Income Fund	1	O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	16 900	14.4292	BC
		O	2018-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(98 300)		BC
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	16 900	14.3875	BC
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	16 900	14.3585	BC
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	16 900	14.2111	BC
Brompton Oil Split Corp.								
Class A Shares								
Caranci, Mark A.	4, 5							
Eastglen Consulting Corp.	PI	O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	1.1100	ON
		O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.1300	ON
Brookfield Asset Management Inc.								
Actions ordinaires Class A Limited Voting								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	19 291	67.9830USD	ON
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(19 291)		ON
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	14 175	90.0845	ON
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(14 175)		ON
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	18 462	67.5330USD	ON
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(18 462)		ON
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	13 600	89.5175	ON
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(13 600)		ON
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	19 291	67.9375USD	ON
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(19 291)		ON
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	14 175	89.9142	ON
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(14 175)		ON
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	19 291	67.8656USD	ON
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(19 291)		ON
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	14 175	89.9808	ON
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(14 175)		ON
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	19 291	67.9176USD	ON
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	(19 291)		ON
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	13 900	89.7550	ON
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	(13 900)		ON
Flatt, J. Bruce	4, 5	O	2020-02-21	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 282 646)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Partners/Partners Holdings/Partners Value Investment/BAM Holdings Corps/Partners FC/Global Partners FC Fdn/Flatt RRSP	PI	O	2003-03-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	926 716		ON
		O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(750 000)		ON
		O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(750 000)		ON
		O	2020-02-24	I	46 - Contrepartie de services	695 000	67.8193USD	ON
Partners/Partners Value Investment/BAM Holdings Corps	PI	O	2020-02-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(32 521 449)		ON
Goodman, Nicholas Howard	5	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
BAM HOLDINGS CORP.	PI	O	2020-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Lawson, Brian	6, 5							
The Brian and Joannah Lawson Family Foundation	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	90.0400	ON
Madon, Cyrus	5	O	2020-02-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	741 372	68.0030USD	ON
BAM Holdings Corp.	PI	O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(600 000)		ON
		O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(600 000)		ON
Marks, Howard Stanley	4							
HOWARD AND NANCY MARKS REVOCABLE TRUST	PI	O	2020-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
THE JANE HAIT 2011 IRREVOCABLE TRUST	PI	O	2020-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
THE NEPTUNE 2011 IRREVOCABLE TRUST	PI	O	2020-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Pollock, Sam JB	6, 5	O	2020-02-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	741 372	68.0030USD	ON
BAM Holdings Corp.	PI	O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(600 000)		ON
		O	2020-02-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(600 000)		ON
Deferred Share Units								
Madon, Cyrus	5	O	2020-02-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 681	67.8193USD	ON
Pollock, Sam JB	6, 5	O	2020-02-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 681	67.8193USD	ON
Options								
Goodman, Nicholas Howard	5	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Restricted Shares								
Goodman, Nicholas Howard	5	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Brookfield Property Partners L.P.								
Deferred Units (Global)								
Clark, Richard	4, 7	O	2020-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137 532		ON
Brookfield Renewable Partners L.P.								
Options								
Di Cesare, Walter	7	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(1 720)		ON
Unit Appreciation Rights of BPUSHA								
DEEDY, THOMAS EDWARD	7	O	2020-02-25	D	59 - Exercice au comptant	(5 445)	54.3300USD	ON
BRP Inc.								
Actions à droit de vote multiple								
Bombardier, J.R. André	4, 6							
Computershare Trust Company of Canada in trust for 4338618 Canada Inc.	PI	O	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	(734 438)		QC
		M	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	(244 813)		QC
Bombardier, Janine	6							
Computershare Trust Company of Canada in trust for 4338618 Canada Inc.	PI	O	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	(734 438)		QC
		M	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	(244 813)		QC
		M'	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	(244 812)		QC
Actions à droit de vote subalterne								
Bombardier, J.R. André	4, 6							
Computershare Trust Company of Canada in trust for 4338618 Canada Inc.	PI	O	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	734 438		QC
		M	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	244 813		QC
		O	2019-07-22	I	38 - Rachat ou annulation	(734 438)	47.3000	QC
		M	2019-07-22	I	38 - Rachat ou annulation	(244 813)	47.3000	QC
Bombardier, Janine	6							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Computershare Trust Company of Canada in trust for 4338618 Canada Inc.	PI	O	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	734 438		QC
		M	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	244 813		QC
		M'	2019-07-22	I	36 - Conversion ou échange	244 812		QC
		O	2019-07-22	I	38 - Rachat ou annulation	(734 438)	47.3000	QC
		M	2019-07-22	I	38 - Rachat ou annulation	(244 813)	47.3000	QC
		M'	2019-07-22	I	38 - Rachat ou annulation	(244 812)	47.3000	QC
BSR Real Estate Investment Trust								
Class B Units of LLC								
Brazeal, Franklin Blake	5							
BSR 2016 LTIP INC.	PI	O	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Koehn, Susan Rosenbaum	5							
BSR 2016 LTIP INC.	PI	O	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M'	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Oberste, Daniel Martin	5							
BSR 2016 LTIP INC.	PI	O	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-10-10	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(21 336)		ON
Daniel M. Oberste and Rachael B. Oberste, Trustees of The Lions Den Trust u.a.d. March 31, 2015	PI	O	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-10-10	C	90 - Changements relatifs à la propriété	21 336		ON
Ray, Scott Allen	5							
BSR 2016 LTIP INC.	PI	O	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-05-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
CAE Inc.								
Actions ordinaires								
Gagnon, Hélène Violaine	5	O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	21 650	22.1700	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	41.3400	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 750)	41.2500	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	41.2600	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	41.2400	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	41.2300	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	41.2200	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	41.1900	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	41.1800	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	41.2133	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	41.2100	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17)	41.2000	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	41.1422	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	41.1400	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(83)	41.1300	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	41.1200	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	41.1000	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 120)	41.0900	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(280)	41.0992	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	40.9421	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	40.9400	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	40.8800	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	40.9000	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	40.8900	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	40.8500	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	40.8200	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	40.8435	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(899)	40.8300	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	40.8100	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	40.8253	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	40.9100	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	40.8979	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(401)	40.8701	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	40.8400	QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	40.8600	QC
Options Employee Stock Option Plan								
Gagnon, Hélène Violaine	5	O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(21 650)	22.1700	QC
Probert, Todd	5	O	2020-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	63 200	40.2400	QC
Restricted Share Units-time vested								
Probert, Todd	5	O	2020-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 500	40.2400	QC
Calian Group Ltd.								
Actions ordinaires								
Basler, Raymond Gregory	4	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	114	42.5900	ON
Gauthier, Jacqueline	5	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 070	42.5900	ON
Park, Young	4	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113	42.5900	ON
Poirier, Jo-Anne Cecile	4	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	114	42.5900	ON
Vickers, Richard Allan	4	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113	42.5900	ON
weber, george brian	4	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	114	42.5900	ON
Canaccord Genuity Group Inc.								
Actions ordinaires								
Viles, Andrew Foster	5							
HSBC InvestDirect	PI	O	2019-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2019-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Canada Goose Holdings Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Orr, Spencer	5	O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	43 370	0.0190	ON
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(43 370)	40.8372	ON
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.0190	ON
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 133)	42.5079	ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	12 660	0.0190	ON
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 660)	43.1040	ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	13 041	0.0190	ON
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 041)	42.5107	ON
		O	2020-02-13	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.0190	ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	42.0699	ON
Options								
Orr, Spencer	5	O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(43 370)	0.0190	ON
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.0190	ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(12 660)	0.0190	ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(13 041)	0.0190	ON
		O	2020-02-13	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.0190	ON
Canadian Western Bank								
Actions ordinaires								
MacLellan, Joseph Daryl	5	O	2020-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
1951584 Ontario	PI	O	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Bella Vista Capital	PI	O	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
MacLellan Family Trust	PI	O	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Actions privilégiées Series 7								
MacLellan, Joseph Daryl	5							
Bella Vista Capital	PI	O	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Droits Performance Share Units								
MacLellan, Joseph Daryl	5	O	2020-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Droits Restricted Share Units								
MacLellan, Joseph Daryl	5	O	2020-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Options								
MacLellan, Joseph Daryl	5	O	2020-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Cannara Biotech Inc. (formerly, Dunbar Capital Corp.)								
Actions ordinaires								
Krivorot, Zohar	4, 5							
Javaa Private Equity Inc.	PI	O	2020-02-19	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	8 161 626	0.0911	BC
Laxer, Barnett	5							
Radical Design Ltd.	PI	O	2019-08-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-19	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	13 721 711	0.0911	BC
Stern, Derek Elan	4							
Olymbec Investments Inc	PI	O	2020-02-19	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	43 909 472	0.0911	BC
Canoe EIT Income Fund								
Parts de fiducie								
Chernoff, M. Bruce	4, 3							
Alpine Capital Corp.	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76 346	10.3800	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(76 346)	10.5800	AB
Chernoff Charitable Foundation	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 496	10.7800	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(461)	10.5800	AB
Kai Commercial Trust	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	369	10.3800	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(369)	10.5800	AB
RESP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	807	10.7800	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(107)	10.5800	AB
RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 405	10.3800	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 405)	10.5800	AB
Canuc Resources Corporation								
Actions ordinaires								
Berlet, Christopher James	4	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 000	0.0600	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	103 000	0.0650	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 000	0.0850	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0900	ON
Capital Power Corporation								
Performance Share Units								
Chisholm, Burness Kathryn	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(7 033)	33.8200	AB
DeNeve, Bryan	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(10 879)	33.8200	AB
Pylypiuk, Jacquelyn Marie	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(1 282)	33.8200	AB
TRUFYN, DARCY	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(10 793)	33.8200	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Vaasjo, Brian Tellef	4, 5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(30 096)	33.8200	AB
Zimmerman, Mark A.P.	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(8 864)	33.8200	AB
Restricted Share Units								
Pylypiuk, Jacquelyn Marie	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(2 564)	33.8200	AB
Capstone Mining Corp.								
Deferred Share Units								
Brack, George Leslie	8	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	214 286		BC
Gallagher, Robert	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	144 643		BC
Meredith, Peter	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	144 643		BC
Peniuk, Dale Canfield	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	144 643	0.7000	BC
Zimmer, Richard Norman	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	144 643		BC
Options								
Annett, Jerrold	5	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	221 204		BC
Brack, George Leslie	8	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	160 876		BC
Gallagher, Robert	4	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	108 591		BC
Garcia, Albert	7	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	302 970		BC
Howe, Jason Paul	5	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	394 145		BC
King, Wendy	7	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	366 555		BC
Mercer, Bradley	5	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	405 406		BC
Meredith, Peter	4	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	108 591		BC
Peniuk, Dale Canfield	4	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	108 591	0.7000	BC
Pylot, Darren Murvin	4, 5	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	1 478 041		BC
Randhawa, Raman	5	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	425 676		BC
Wickersham, Michael	7	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	219 392		BC
Zimmer, Richard Norman	4	O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	108 591		BC
Performance Share Units								
Annett, Jerrold	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	196 429		BC
Garcia, Albert	7	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	269 038		BC
Howe, Jason Paul	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	350 000		BC
King, Wendy	7	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	325 500		BC
Mercer, Bradley	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	360 000		BC
Pylot, Darren Murvin	4, 5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 312 500		BC
Randhawa, Raman	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	378 000		BC
Restricted Share Units								
Annett, Jerrold	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	98 215		BC
Garcia, Albert	7	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	134 519		BC
Howe, Jason Paul	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	175 000		BC
King, Wendy	7	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	162 750		BC
Mercer, Bradley	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	180 000		BC
Pylot, Darren Murvin	4, 5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	656 250		BC
Randhawa, Raman	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	189 000		BC
Wickersham, Michael	7	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	292 230		BC
Caribbean Utilities Company, Ltd.								
Performance Share Units								
Hew, J.F. Richard	4, 5	O	2020-02-13	D	97 - Autre	(5 553)		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	8 135		ON
Lawrence, Letitia	5	O	2020-02-13	D	97 - Autre	(3 123)		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	2 501		ON
Tibbetts, Sacha Nikolai	5	O	2020-02-13	D	97 - Autre	(2 662)		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	2 354		ON
Watler, David	5	O	2020-02-13	D	97 - Autre	(3 123)		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	2 501		ON
CCL Industries Inc.								
Actions sans droit de vote Class B								
Galifi, Vincent Joseph	4	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	45.0830	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Cenovus Energy Inc.								
Actions ordinaires								
Reid, Alan Craig	5	O	2020-02-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(502)	11.9500	AB
TFSA	PI	O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	260	11.4300	AB
		O	2020-02-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	502	11.9500	AB
Deferred Share Units								
MacPhail, Keith A.J.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	514	12.3800	AB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	516	12.3800	AB
Centerra Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Pressler, Sheryl	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	735	10.2000	ON
Droits Restricted Share Units								
Pressler, Sheryl	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(735)	10.2000	ON
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(2 205)	10.2000	ON
Ceres Global Ag Corp.								
Actions ordinaires								
Day, Robert William	5	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	2.8700USD	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	851	4.1532	ON
Goldman, Glen Marshall	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 280	4.1688	ON
Peterson Blomquist, Sarah Lynn Geneva	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	888	4.0224	ON
Cerro Grande Mining Corporation								
Débentures convertibles								
Hernandez, Mario	4, 5, 3	O	2003-02-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	$ 33 965.00		ON
Minera Chanar Blanco Limitada	PI	O	2020-02-20	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	$ 603 657.00		ON
Thomson, David Robert Stanley	4, 5, 3							
Minera Auromin Ltd.	PI	O	2020-02-20	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	$ 3 149 356.00		ON
Cervus Equipment Corporation								
Actions ordinaires								
Cosby, Stella	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 437	8.7400	AB
Lowther, Adam Colby	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 521	8.7400	AB
Mylrea, Devin Patrick	5	O	2018-12-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 647	8.7400	AB
Actions ordinaires Deferred Shares								
Cosby, Stella	5	O	2020-02-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 209		AB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 209		AB
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 437)	8.7400	AB
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(11 861)	8.7400	AB
Lowther, Adam Colby	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	976		AB
		O	2020-02-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	377		AB
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 521)	8.7400	AB
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 661)	8.7400	AB
		M	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 660)	8.7400	AB
Mylrea, Devin Patrick	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	96		AB
		O	2020-02-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	44		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 523		AB
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 647)	8.7400	AB
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(1 539)	8.7400	AB
CGI inc.								
Actions à droit de vote subalterne Classe A								
Baticle, Jean-Michel	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	5 200	63.2300	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	101.7300	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	101.8150	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	101.8300	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	101.8350	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	101.7733	QC
Groupe CGI inc.	1	O	2020-02-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		QC
		O	2020-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(150 000)		QC
		O	2020-02-17	D	38 - Rachat ou annulation	6 008 905	99.8500	QC
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	92 553	101.8603	QC
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(6 008 905)		QC
Options								
Baticle, Jean-Michel	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(5 200)	63.2300	QC
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée								
Droits PSU								
Brooks, John Kenneth	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(2 233)	472.8700USD	AB
Clements, James Dominic Luther	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 156)	624.4700	AB
Creel, Keith E.	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(22 974)	472.8700USD	AB
Ellis, Jeffrey	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 989)	624.4700	AB
Foran, Mike	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(825)	624.4700	AB
Gray, Ian Robert Raymond	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(480)	624.4700	AB
MacDonald, Stanley Scott	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 992)	624.4700	AB
Meyer, Justin Dale	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 225)	617.5700	AB
Pitz, Laird Joseph	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(2 055)	472.8700USD	AB
Redd, Mark Ashley	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 915)	472.8700USD	AB
Redeker, Michael	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 565)	624.4700	AB
Rolstad, Chad	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(694)	472.8700USD	AB
Squires, Gregory Richard	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(369)	624.4700	AB
Velani, Nadeem	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(4 022)	624.4700	AB
WAHBA, JONATHAN SHERIF	5	O	2020-02-07	D	59 - Exercice au comptant	(1 074)	624.4700	AB
Choice Properties Real Estate Investment Trust								
Options								
Williams, David Evan	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(10 797)		ON
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(1 936)		ON
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(10 854)		ON
Parts de fiducie								
Wasti, Rashid	7							
Spouse	PI	O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	15.0800	ON
Williams, David Evan	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	10 797	14.2100	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 797)	15.1000	ON
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	1 936	13.9300	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 936)	15.0649	ON
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	10 854	11.9200	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 854)	14.8952	ON
Chorus Aviation Inc.								
Class A Variable Voting Shares								
McQueen, Rory	7	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 665	7.7600	NS
Class B Voting Shares								
Lopes, Dennis Michael Laranjeira	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 050	7.7600	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Mountenay, Cameron Lawrence	7	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 954	7.7600	NS
Osborne, Gary James	7	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 573	7.7600	NS
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	950	6.9400	NS
Peddle, James Bruce	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	33 537	7.7600	NS
RANDELL, Joseph D.	4, 5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	71 136	7.7600	NS
RIDOLFI, Steven	7	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	62 373	7.7600	NS
Droits (Ongoing Long-Term Incentive Plan)								
Clark, Laurel Ann	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 518	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(133)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(6 475)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(5 516)	7.7400	NS
Copp, Colin	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	59 593	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(459)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(22 269)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(18 970)	7.7400	NS
Corri, David Colm	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 684	7.7400	NS
Cotie, Daniel Tyrone	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 348	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(207)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(10 064)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(8 573)	7.7400	NS
Cousineau, Cory	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 585	7.7400	NS
deGooyer, Jan Randolph	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 885	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(120)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(5 824)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 961)	7.7400	NS
Gorman, Raymond	4, 7, 5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 126	7.7400	NS
Kelly, Christopher Les	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 496	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(85)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 111)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 502)	7.7400	NS
King, Marnie Theresa	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 005	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(70)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 373)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 928)	7.7400	NS
Kumpic, Carl	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 543	7.7400	NS
Ligi, Fabio	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 707	7.7400	NS
Linthwaite, Steven	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 209	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(206)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(9 891)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(8 587)	7.7400	NS
Lopes, Dennis Michael Laranjeira	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	49 742	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(360)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(17 337)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 050)	7.7600	NS
Mahajan, Prashant	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 796	7.7400	NS
MAHODY, Jolene	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 494	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(529)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 695)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(21 888)	7.7400	NS
McQueen, Rory	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 185	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(74)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(2 999)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 665)	7.7600	NS
Megann, Nathalie Jeannine	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 122	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(113)	7.7400	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(5 482)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 669)	7.7400	NS
Mohan, Anil	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 961	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(113)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(5 482)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 669)	7.7400	NS
Mountenay, Cameron Lawrence	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 004	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(143)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(6 859)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 954)	7.7600	NS
Murphy, James	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 520	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(91)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 425)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 769)	7.7400	NS
Newhook, Kirk Jon Charles	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 226	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(123)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(5 995)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(5 107)	7.7400	NS
Osborne, Gary James	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 873	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(207)	7.7400	NS
		M	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(207)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(10 064)	7.7400	NS
		M	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(10 064)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(8 573)	7.7400	NS
		M	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(8 573)	7.7600	NS
		M'	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 573)	7.7600	NS
Palmer, Robert Gordon	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 574	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(134)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(6 453)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(5 602)	7.7400	NS
Peddle, James Bruce	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 123	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(373)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(33 537)	7.7600	NS
Purcell, Colleen Elizabeth	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 005	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(72)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 507)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 988)	7.7400	NS
RANDELL, Joseph D.	4, 5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	137 726	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 720)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(83 508)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(71 136)	7.7600	NS
Rebin, Nowlan Kal Dayne	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 209	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(206)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(206)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(9 891)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(8 587)	7.7400	NS
RIDOLFI, Steven	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 296	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(694)	7.7600	NS
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(62 373)	7.7600	NS
Slevin, Una	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 126	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(43)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 547)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 320)	7.7400	NS
TAPSON, Scott	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 800	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(277)	7.7400	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(13 425)	7.7400	NS
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(11 436)	7.7400	NS
Tonks, Sara Katharine	7	O	2020-01-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 585	7.7400	NS
Warner, Grant William	7	O	2018-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 973	7.7400	NS
CI Financial Corp.								
Actions ordinaires								
Chang-Addorisio, Brigette Elizabeth	4							
2184627 Ontario Inc	PI	O	2019-06-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	21.2870	ON
		M	2019-06-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	21.2870	ON
		O	2019-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	21.5600	ON
Holland, William Thomas	4	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(105 000)	25.2066	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(192 600)	25.1337	ON
		O	2020-02-24	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(45 100)	24.5100	ON
		O	2020-02-24	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(45 100)	24.5100	ON
Options								
Blair, Lorraine P.	7, 5	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
		M	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
Jamieson, Douglas J.R.	5	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(40 000)		ON
		M	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(40 000)		ON
Murray, Sheila A.	4	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
		M	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
POSTER, DAVID	7	O	2019-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
		M	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
Ratnavel, Roy	7	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(15 000)		ON
		M	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(15 000)		ON
Urbanky, Darie	5	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		ON
		M	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		ON
Cipher Pharmaceuticals Inc.								
Actions ordinaires								
Godin, Christian	4	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 026	0.8600	ON
Wolkin, Harold Morton	4	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 224	0.8600	ON
Cogeco Communications Inc.								
Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote								
Noiseux, Luc	5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	82	108.1400	QC
		O	2020-02-18	D	35 - Dividende en actions	1	108.1400	QC
		O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(80)	107.2600	QC
Cogeco Inc								
Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote								
Noiseux, Luc	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	94.2700	QC
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	94.2600	QC
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	94.2000	QC
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.								
Actions à droit de vote subalterne								
Curtin, John	4	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	5 000	33.8700	ON
Hemming, Robert	7	O	2015-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	52.7000	ON
		M	2015-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	52.7000	ON
Mayer, Christian	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	22 500	33.8700USD	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	120.5000	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	120.0033	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 800)	118.3500	ON
Sutherland, Lewis Frederick	4	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	88.6967USD	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 850	88.7857USD	ON
MCWAIN PARTNERS LLC	PI	O	2015-06-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	88.6967USD	ON
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 850	88.7857USD	ON
Options								
Curtin, John	4	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	33.8700USD	ON
Mayer, Christian	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(22 500)	33.8700USD	ON
		O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	10 000	87.5400USD	ON
Strusievici, Mihai	5	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Wolf, Andrea	5	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada								
Actions ordinaires								
Cairns, James Barry	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 713	124.1400	QC
DRYSDALE, Janet	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 416	124.1400	QC
Finn, Sean	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 302	124.1400	QC
Houle, Ghislain	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 181	124.1400	QC
MacDonald, Douglas Allan	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 889	124.1400	QC
Reardon, Donald K	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 093	93.6400USD	QC
Ruest, Jean-Jacques	4	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 816	124.1400	QC
		O	2020-02-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 208	119.7640	QC
Ryhorchuk, Doug	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 447	124.1400	QC
Deffered Share Units/Unités d'actions différées								
Ruest, Jean-Jacques	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	3 069	119.3450	QC
Directors Deferred Share Units								
Bruder, Shauneen Elizabeth	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	179	119.3840	QC
CARTY, DONALD	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	370	90.4200USD	QC
Giffin, Gordon D.	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	938	90.4900USD	QC
Godin, Julie	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	179	119.3840	QC
Holiday, Edith E.	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	674	90.5500USD	QC
Kempston Darkes, V. Maureen	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	1 011	119.3500	QC
Losier, Denis	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	2 240	119.3800	QC
Lynch, Kevin Gordon	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	462	119.4000	QC
Pace, Robert	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	2 319	119.3700	QC
Phillips, Robert L.	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	348	119.3100	QC
Stein, Laura	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	446	90.5700USD	QC
Performance Share Units/Unités d'actions de performance								
Cairns, James Barry	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 164)		QC
DRYSDALE, Janet	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 400)		QC
Finn, Sean	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 305)		QC
Houle, Ghislain	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 539)		QC
MacDonald, Douglas Allan	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 658)		QC
Reardon, Donald K	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 782)		QC
Ruest, Jean-Jacques	4	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 249)		QC
Ryhorchuk, Doug	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 091)		QC
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée								
Actions ordinaires								
Exxon Mobil Corporation	3							
Roytor & Co.	PI	O	2020-02-11	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.2900	AB
		O	2020-02-12	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.9600	AB
		O	2020-02-13	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.7700	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-14	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.8000	AB
		O	2020-02-18	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.7100	AB
		O	2020-02-19	I	38 - Rachat ou annulation	(108 545)	32.1300	AB
		O	2020-02-20	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	32.1600	AB
		O	2020-02-21	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.5700	AB
		O	2020-02-24	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	31.2100	AB
Condor Petroleum Inc.								
Actions ordinaires								
Disbrow, Robert	3							
Registered Accounts	PI	O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.6900	AB
		O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	0.6977	AB
Conic Metals Corp.								
Actions ordinaires								
Cochrane, Justin	5	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2625	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 500	0.2543	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.2525	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.2450	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	0.2400	ON
Milewski, Anthony	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	170 000	0.2762	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	160 000	0.2500	ON
Williams, Philip	4	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000		ON
Constellation Software Inc.								
Actions ordinaires								
Leonard, Mark Henri	4, 5							
Industrial Alliance	PI	O	2020-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(100)	1460.7700	ON
		O	2020-02-24	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(100)	1333.1600	ON
Corporation Aurifère Monarques								
Actions ordinaires								
Séguin, Mathieu	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1800	QC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 000	0.1868	QC
Corporation Cott								
Actions ordinaires								
Ausher, Jason	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 594	15.8200USD	ON
Fowden, Jeremy Stephen Gary	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	174 724	15.8200USD	ON
Harrington, Thomas	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 740	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	70 567	15.8200USD	ON
Kitching, Steven	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 821	15.8200USD	ON
Poe, Marni Morgan	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 740	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 232	15.8200USD	ON
Wells, Jay	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 740	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 331	15.8200USD	ON
Performance Share Units								
Ausher, Jason	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 797)	15.8200	ON
		M	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 797)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(2 070)		ON
Fowden, Jeremy Stephen Gary	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(87 362)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(56 868)		ON
Harrington, Thomas	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 370)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 080)		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(35 284)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(15 196)		ON
Kitching, Steven	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 911)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 694)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Poe, Marni Morgan	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 370)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 080)		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 116)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 208)		ON
Wells, Jay	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 370)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 080)		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 666)	15.8200USD	ON
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(7 805)		ON
Corporation Financière Power								
Actions ordinaires								
Beaudoin, Pierre	6	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(18 570)		QC
de Seze, Amaury-Daniel	5							
Régime d'achat d'actions	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(12 039)		QC
Desmarais Family Residuary Trust	3							
Power Corporation of Canada	PI	O	2013-10-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	238 693 580		QC
Desmarais, André	4, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(43 200)		QC
Graham, Anthony R.	4							
ARG Holdings Inc.	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(25 000)		QC
Jackson, John David Allan	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 500)		QC
McArthur, Susan J.	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 610)		QC
RRSP	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(870)		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(400 000)		QC
Insider is trustee for minor daughter Jacqueline Orr	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200)		QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 000)		QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7							
Share Purchase Plan	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(17 336)		QC
Szathmary, Emoke Jolan Erzsebet	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 000)		QC
Deferred Share Units								
Bibeau, Marc A.	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(60 900)		QC
Desmarais, André	4, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(105 327)		QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(74 321)		QC
Doer, Gary Albert	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(14 235)		QC
Frère, Gérald	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(63 101)		QC
Généreux, Claude	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 552)		QC
Graham, Anthony R.	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique	(76 207)		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'achat, regroupement ou acquisition			
Jackson, John David Allan	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(16 624)		QC
McArthur, Susan J.	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 927)		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(71 659)		QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(31 890)		QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(11 232)		QC
Szathmary, Emoke Jolan Erzsebet	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(48 062)		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(18 944)		QC
Vanaselja, Siim A.	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 473)		QC
Equity Forward Contract								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2020-02-19	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	34.5000	QC
Options								
de Seze, Amaury-Daniel	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(252 136)		QC
Desmarais, André	4, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 347 292)		QC
Desmarais, Olivier	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(159 958)		QC
Desmarais, Paul III	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(148 512)		QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 347 292)		QC
Généreux, Claude	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(578 650)		QC
Lemay, Stéphane	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(95 886)		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 746 839)		QC
Pan, Richard	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(50 019)		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(394 679)		QC
Performance Deferred Share Units								
Généreux, Claude	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(86 748)		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(266 860)		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(26 061)		QC
Performance Share Units								
de Seze, Amaury-Daniel	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 007)		QC
Desmarais, Olivier	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 422)		QC
Desmarais, Paul III	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(7 633)		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Lemay, Stéphane	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(11 361)		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(230 529)		QC
PFC Deferred Share Units								
Bibeau, Marc A.	4	O	2009-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	63 945		QC
Desmarais, André	4, 5	O	1993-08-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	110 593		QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 6, 5	O	1986-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	78 037		QC
Doer, Gary Albert	4	O	2016-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	14 946		QC
Frère, Gérald	4	O	1990-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	66 256		QC
Généreux, Claude	5	O	2015-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 679		QC
Graham, Anthony R.	4	O	2001-05-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	80 017		QC
Jackson, John David Allan	4	O	2013-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	17 455		QC
McArthur, Susan J.	4	O	2018-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 223		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2001-10-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	75 241		QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2000-02-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	33 484		QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7	O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	11 793		QC
Szathmary, Emoke Jolan Erzsebet	4	O	1999-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	50 465		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2012-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	19 891		QC
Vanaselja, Siim A.	4	O	2018-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	9 946		QC
PFC Performance Deferred Share Units								
Généreux, Claude	5	O	2015-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	91 085		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2001-10-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	280 203		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2012-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	27 364		QC
PFC Performance Share Units								
de Seze, Amaury-Daniel	5	O	2001-05-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	9 457		QC
Desmarais, Olivier	7	O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 643		QC
Desmarais, Paul III	7	O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	8 014		QC
Lemay, Stéphane	5	O	2012-08-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	11 929		QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2001-10-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	242 055		QC
Swap sur actions - Position acheteur PFC 11								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2020-02-18	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	34.5500	QC
Swap sur actions - Position acheteur PFC 2016-03								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2020-02-18	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	34.5500	QC
Swap sur actions - Position acheteur PFC 2017-03								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2020-02-18	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	34.5500	QC
Swap sur actions - Position acheteur PFC 2018-03								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2020-02-18	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	34.5500	QC
Swap sur actions - Position acheteur PFC12 (2019-04)								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2020-02-18	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	34.5500	QC
Corporation Métaux Précieux du Québec								
Options								
Caron, Mario	4	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.2800	QC
		M	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	75 000		QC
Champigny, Normand	4, 5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.2800	QC
Hick, John Walter Wallen	4	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	75 000		QC
Laurin, Nathalie	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.2800	QC
Lavallée, Jean-Sébastien	4, 5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.2800	QC
Main, Charles	4	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	75 000		QC
Meilleur, Jean-Francois	4, 5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	120 000		QC
		M	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	120 000		QC
Corporation Pétrolière Perisson								
Actions ordinaires								
Brad, Perry	4, 5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1100	AB
Corporation TC Énergie								
Actions ordinaires								
Bennett, Terry J.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	14 518	47.0900	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 518)	75.0759	AB
Bertovic, Jasmin	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	5 543	56.5800	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 043)	75.8100	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	75.8000	AB
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	4 241	48.4400	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 241)	75.6700	AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	5 000	56.5800	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	75.9298	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	5 000	56.8900	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	75.4829	AB
Chapman III, Stanley G.	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	50 259	56.9000	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 259)	76.0636	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	49 749	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(49 749)	75.9930	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 735	56.9059USD	AB
DAVIS, MARY CATHARINE	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	1 565	56.5800	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 565)	75.0118	AB
Eckert, James	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	7 100	56.9000	AB
		M	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	7 100	56.9000	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	76.0400	AB
		M	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	76.0400	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	76.0200	AB
		M	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	76.0200	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 800)	75.9700	AB
		M	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 800)	75.9700	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	5 639	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 639)	75.9013	AB
Foster, Christopher T.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	3 621	56.9000	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 621)	75.9677	AB
Gateman, Richard N.	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	10 000	49.0300	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	76.0466	AB
Gibbon, Joshua	7	O	2018-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	5 939	56.8900	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	4 406	56.9000	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 345)	75.2444	AB
Hanrahan, Wendy	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	92 054	56.5800	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(92 054)	75.8269	AB
Hartl, Gloria L.	5							
RRSP	PI	O	2019-02-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	560	75.1889	AB
Hunter, Joel E.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	15 349	56.5800	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 017)	76.0479	AB
Jacobucci, Robert C.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	6 681	62.1400	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 681)	75.9670	AB
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	3 979	56.8900	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 979)	75.7304	AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	4 437	56.9000	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 437)	76.0638	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	3 979	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 979)	75.9417	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	3 340	62.1400	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 340)	75.2868	AB
Johnson, Nancy Angenita	5	O	2018-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	3 328	56.9000	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 836)	75.9677	AB
Johnston, Christine R.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	14 244	49.0300	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 244)	75.9800	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Jones, Robert E.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	20 761	47.0900	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 679)	75.0300	AB
Lord, Bryce A.	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	6 598	49.0300	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	9 302	56.5800	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	6 000	48.4400	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 900)	74.6377	AB
Mahan, Russell	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	6 201	56.9000	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 361)	76.1544	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	5 476	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 710)	75.9144	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	3 434	62.1400	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 117)	74.6357	AB
Marchand, Donald R.	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	144 864	56.5800	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(144 864)	74.4487	AB
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	177 469	48.4400	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(177 469)	74.6546	AB
Masud, Jawad	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	3 001	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	3 328	56.9000	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 329)	75.9174	AB
McWilliams, John J.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	4 651	56.5800	AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	8 476	62.1400	AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	4 633	56.8900	AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	5 334	56.9000	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 094)	75.9043	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	4 238	62.1400	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	4 632	56.8900	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 870)	74.9256	AB
Miller, Paul E.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	16 292	49.0300	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 292)	74.4500	AB
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	95 736	56.5800	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(95 736)	74.4500	AB
Moneta, David B.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	5 920	56.5800	AB
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 920)	76.1197	AB
Moran, Charles	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	2 655	62.1400	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	4 868	56.8900	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	7 049	56.9000	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 572)	75.1928	AB
Moran, Millie S.	7	O	2016-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	4 185	62.1400	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	8 497	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	5 290	56.9000	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 972)	76.3221	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	2 092	62.1400	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 092)	75.1236	AB
Pfeiffer, David	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	6 360	56.8900	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	6 922	56.9000	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 282)	75.9389	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	165	75.8900	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	5 779	62.1400	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 779)	75.2866	AB
Pierce, Jennifer	7	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 448	75.6700	AB
Prior, Richard	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	10 363	48.4400	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 363)	74.4125	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	730	74.4190	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	75.2100	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Spouse's Account	PI	O	2015-06-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	261	57.1466USD	AB
Steeves, Terri	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	6 164	62.1400	AB
		M	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	6 164	62.1400	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 607)	75.9305	AB
		M	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 607)	75.9305	AB
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	3 687	56.8900	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 150)	75.9353	AB
Tarvydas, Robert	7	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	10 762	56.5800	AB
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 762)	75.1937	AB
White, Jay J.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	5 286	62.1400	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 286)	74.9571	AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	6 027	56.9000	AB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 027)	75.9443	AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	4 246	56.8900	AB
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 246)	74.6365	AB
Wilson, Stephanie	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	7 613	62.1400	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 613)	74.9523	AB
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	4 414	56.8900	AB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 414)	74.9662	AB
Executive Share Units								
Bennett, Terry J.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 279		AB
Bertovic, Jasmin	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 314		AB
Breen, Chris P.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 723		AB
Brett, Sean M.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 112		AB
Brown, Nathaniel A.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 977		AB
Chapman III, Stanley G.	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 464		AB
DAVIS, MARY CATHARINE	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 337		AB
Diakow, David A.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 189		AB
Eckert, James	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 854		AB
Favel, Penny	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 997		AB
Foster, Christopher T.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 602		AB
Gateman, Richard N.	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 763		AB
Gibbon, Joshua	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 391		AB
Girling, Russell	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	98 737		AB
Hanrahan, Wendy	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 575		AB
Hartl, Gloria L.	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 248		AB
Hebert, Dennis	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 827		AB
Hendy, Ralph Ian	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 487		AB
Hunter, Joel E.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 995		AB
Jacobucci, Robert C.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 189		AB
Jalbert, Andrea E	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 444		AB
Johnson, Nancy Angenita	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 391		AB
Johnston, Christine R.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 337		AB
Jones, Robert E.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 740		AB
Keys, Patrick M.	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 184		AB
Kirby, Sonya	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 252		AB
Lord, Bryce A.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 099		AB
Mahan, Russell	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 366		AB
Marchand, Donald R.	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 286		AB
Masud, Jawad	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 391		AB
McWilliams, John J.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 895		AB
Menuz, G. Glenn	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 890		AB
Miller, Paul E.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 575		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Moneta, David B.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 444		AB
Moran, Charles	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 827		AB
Moran, Millie S.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 872		AB
Parks, James M.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 498		AB
Pfeiffer, David	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 975		AB
Poirier, Francois Lionel	5	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 575		AB
Prior, Richard	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 783		AB
Robinson, Tracy	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 685		AB
Steeves, Terri	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 099		AB
Straatmann, Wendy	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 990		AB
Stuart, Samantha	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 828		AB
Sunderji, Fareen	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 248		AB
White, Jay J.	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 272		AB
Wilson, Stephanie	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 375		AB
Yeomans, Mark	7	O	2019-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 465		AB
Options Granted Feb 19 2020 @ $75.06 CDN Exp: Feb 19 2027								
Avery, Joseph	7	O	2019-05-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	6 420	75.0600	AB
Bennett, Terry J.	7	O	2010-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 759	75.0600	AB
Bertovic, Jasmin	7	O	2011-07-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	11 616	75.0600	AB
Breen, Chris P.	7	O	2014-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 132	75.0600	AB
Brett, Sean M.	7	O	2010-07-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	13 971	75.0600	AB
Brown, Nathaniel A.	7	O	2018-02-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 241	75.0600	AB
Carlsen, Hejdi A.	7	O	2019-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	6 905	75.0600	AB
Chapman III, Stanley G.	5	O	2016-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	122 689	75.0600	AB
DAVIS, MARY CATHARINE	7	O	2010-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	12 149	75.0600	AB
Diakow, David A.	7	O	2012-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 115	75.0600	AB
Eckert, James	7	O	2016-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	14 845	75.0600	AB
Engel, Kevin B.	7	O	2019-08-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 309	75.0600	AB
Favel, Penny	7	O	2017-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 922	75.0600	AB
Foster, Christopher T.	7	O	2018-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 738	75.0600	AB
Gateman, Richard N.	5	O	2003-06-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	11 200	75.0600	AB
Gibbon, Joshua	7	O	2018-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	10 379	75.0600	AB
Girling, Russell	5	O	2003-06-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	437 358	75.0600	AB
Grant, Greg	7	O	2019-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	24 203	75.0600	AB
Hadzic, Amir	7	O	2019-11-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	13 439	75.0600	AB
Hanrahan, Wendy	5	O	2003-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	72 039	75.0600	AB
Hartl, Gloria L.	5	O	2019-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 441	75.0600	AB
Hebert, Dennis	5	O	2017-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	13 971	75.0600	AB
Hendy, Ralph Ian	7	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 681	75.0600	AB
Hunter, Joel E.	7	O	2010-07-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	22 779	75.0600	AB
Jacobucci, Robert C.	7	O	2013-02-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 491	75.0600	AB
Jalbert, Andrea E	5	O	2013-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	10 892	75.0600	AB
Johnson, Nancy Angenita	5	O	2018-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 745	75.0600	AB
Johnston, Christine R.	7	O	2009-09-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	12 908	75.0600	AB
Jones, Robert E.	7	O	2006-06-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	18 508	75.0600	AB
Kass, Leslie	5	O	2019-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	54 100	75.0600	AB
Keys, Patrick M.	5	O	2006-06-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	62 642	75.0600	AB
Kirby, Sonya	7	O	2017-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	10 630	75.0600	AB
Lord, Bryce A.	7	O	2013-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 431	75.0600	AB
Mahan, Russell	7	O	2016-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	13 922	75.0600	AB
Marchand, Donald R.	5	O	2003-06-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	116 401	75.0600	AB
Marselle, Victoria C.	7	O	2019-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 292	75.0600	AB
Masud, Jawad	7	O	2018-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	10 440	75.0600	AB
McWilliams, John J.	7	O	2009-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	11 426	75.0600	AB
Menuz, G. Glenn	5	O	2003-06-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	11 579	75.0600	AB
Moneta, David B.	7	O	2006-06-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	10 251	75.0600	AB
Moran, Charles	7	O	2016-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	15 352	75.0600	AB
Moran, Millie S.	7	O	2016-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	11 333	75.0600	AB
Muwanga, Roland	7	O	2019-05-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 375	75.0600	AB
Newton, Lauri	7	O	2019-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 263	75.0600	AB
Parks, James M.	7	O	2019-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	6 003	75.0600	AB
Pfeiffer, David	7	O	2016-09-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	15 186	75.0600	AB
Pierce, Jennifer	7	O	2019-04-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	17 938	75.0600	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Poirier, Francois Lionel	5	O	2014-04-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	145 786	75.0600	AB
Prior, Richard	7	O	2015-06-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	19 190	75.0600	AB
Robinson, Tracy	7	O	2014-09-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	92 540	75.0600	AB
Steeves, Terri	7	O	2015-06-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	9 396	75.0600	AB
Straatmann, Wendy	7	O	2018-08-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 480	75.0600	AB
Stuart, Samantha	7	O	2018-01-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 557	75.0600	AB
Sunderji, Fareen	7	O	2019-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 754	75.0600	AB
Tally, Troy	7	O	2019-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	8 231	75.0600	AB
Tarvydas, Robert	7	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	7 432	75.0600	AB
West, Wendy N.	7	O	2019-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	6 976	75.0600	AB
White, Jay J.	7	O	2014-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	13 150	75.0600	AB
Wirzba, Bevin Mark	7	O	2019-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	45 083	75.0600	AB
Yeomans, Mark	7	O	2013-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	10 313	75.0600	AB
Options Granted Feb 19, 2015 @ $56.58 CDN (expire Feb 19, 2022)								
Bertovic, Jasmin	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(5 543)		AB
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		AB
DAVIS, MARY CATHARINE	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(1 565)		AB
Hanrahan, Wendy	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(92 054)		AB
Hunter, Joel E.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(15 349)		AB
Lord, Bryce A.	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(9 302)		AB
Marchand, Donald R.	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(144 864)		AB
McWilliams, John J.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(4 651)		AB
Miller, Paul E.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(95 736)		AB
Moneta, David B.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(5 920)		AB
Tarvydas, Robert	7	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(10 762)		AB
Options Granted Feb 20 2019 @ $56.90 CDN Exp: Feb 20 2026								
Chapman III, Stanley G.	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(50 259)		AB
Eckert, James	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(7 100)		AB
		M	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(7 100)		AB
Foster, Christopher T.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(3 621)		AB
Gibbon, Joshua	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(4 406)		AB
Jacobucci, Robert C.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(4 437)		AB
Johnson, Nancy Angenita	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(3 328)		AB
Mahan, Russell	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(6 201)		AB
Masud, Jawad	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(3 328)		AB
McWilliams, John J.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(5 334)		AB
Moran, Charles	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(7 049)		AB
Moran, Millie S.	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(5 290)		AB
Pfeiffer, David	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(6 922)		AB
White, Jay J.	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(6 027)		AB
Options Granted Feb. 25, 2014 @ $49.03 CDN Expiry Feb. 25, 2021								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Gateman, Richard N.	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(10 000)		AB
Johnston, Christine R.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(14 244)		AB
Lord, Bryce A.	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(6 598)		AB
Miller, Paul E.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(16 292)		AB
Options Granted February 15, 2013 @ $47.09 CDN								
Bennett, Terry J.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(14 518)		AB
Jones, Robert E.	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(20 761)		AB
Options Granted February 22, 2017 @ $62.14 (expire Feb 22, 2024)								
Jacobucci, Robert C.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(6 681)		AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(3 340)		AB
Mahan, Russell	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(3 434)		AB
McWilliams, John J.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(8 476)		AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(4 238)		AB
Moran, Charles	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(2 655)		AB
Moran, Millie S.	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(4 185)		AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(2 092)		AB
Pfeiffer, David	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(5 779)		AB
Steeves, Terri	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(6 164)		AB
		M	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(6 164)		AB
White, Jay J.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(5 286)		AB
Wilson, Stephanie	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(7 613)		AB
Options Granted March 22, 2016 @ $48.44 CDN (expire March 22, 2023)								
Bertovic, Jasmin	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(4 241)		AB
Lord, Bryce A.	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(6 000)		AB
Marchand, Donald R.	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(177 469)		AB
Prior, Richard	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(10 363)		AB
Options Options Granted Feb 21 2018 @ $56.89 CDN Exp: Feb 21 2025								
Bertovic, Jasmin	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		AB
Chapman III, Stanley G.	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(49 749)		AB
Eckert, James	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(5 639)		AB
Gibbon, Joshua	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(5 939)		AB
Jacobucci, Robert C.	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(3 979)		AB
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(3 979)		AB
Mahan, Russell	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(5 476)		AB
Masud, Jawad	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(3 001)		AB
McWilliams, John J.	7	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(4 633)		AB
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(4 632)		AB
Moran, Charles	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(4 868)		AB
Moran, Millie S.	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(8 497)		AB
Pfeiffer, David	7	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(6 360)		AB
Steeves, Terri	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(3 687)		AB
White, Jay J.	7	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(4 246)		AB
Wilson, Stephanie	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(4 414)		AB
Corridor Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Hachey, Lisette France	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	75 000	0.5200	NS
		O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.4000	NS
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	1.2500	NS
Options								
Hachey, Lisette France	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	0.5200	NS
		O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.4000	NS
CT Real Estate Investment Trust								
Parts								
Boivin, Pierre	6	O	2016-12-31	D	35 - Dividende en actions	116	14.4800	ON
		O	2017-12-31	D	35 - Dividende en actions	505	14.1600	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2018-12-31	D	35 - Dividende en actions	622	12.6300	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	628	13.7800	ON
		M	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	628	13.7800	ON
		M'	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	628	13.7800	ON
Deans Knight Income Corporation								
Actions ordinaires								
Cameron, Dillon	5	O	2020-01-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	600	0.0250	BC
Diagnos Inc.								
Actions ordinaires								
Coffin, Tristram	3	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	410 000	0.1800	QC
9071-8776 Quebec Inc.	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-14	I	36 - Conversion ou échange	2 222 222	0.1800	QC
Micheline Cloutier	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Billets à ordre 0 intérêt / interest								
Coffin, Tristram	3							
9071-8776 Quebec Inc.	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-14	I	38 - Rachat ou annulation	($ 400 000.00)		QC
Bons de souscription								
Coffin, Tristram	3							
9071-8776 Quebec Inc.	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Ditem Explorations Inc.								
Options								
Davies, Raymond	4	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		QC
Diversified Royalty Corp.								
Actions ordinaires								
Gutmanis, Greg	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	254		BC
		O	2020-02-11	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 225)	3.3500	BC
Gutmanis RESP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	924		BC
		O	2020-02-11	C	90 - Changements relatifs à la propriété	2 225	3.3500	BC
Spousal TFSA	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	976		BC
Dream Industrial Real Estate Investment Trust								
Deferred Trust Units								
Cooper, Michael	4, 7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000	14.2200	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 589		ON
Hughes, Robert Michael Lockwood	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 000	14.2200	ON
Jiang, Jay Zhijiang	6	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	14.2200	ON
KNOWLTON, JOHN MICHAEL ARTHUR	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	835		ON
Mulroney, Benedict Martin Paul	4	O	2019-10-16	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 529)		ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 003		ON
Pauls, Brian Daniel	4, 5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	14.2200	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 443		ON
Quan, Lenis Wen-Juan	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000	14.2200	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 491		ON
Sannikov, Alexander	5	O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000	14.2200	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Schiff, Vicky Lee	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	615		ON
Segal, Leerom	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 857		ON
Sera, Maria Vincenza	4, 7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 350		ON
TRAVERSY, ROBERT BRUCE	6	O	2012-10-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000	14.2200	ON
Wiseman, Sheldon	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 233		ON
Parts								
Mulroney, Benedict Martin Paul	4	O	2019-10-16	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 529		ON
		O	2019-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 529)	13.3700	ON
TRAVERSY, ROBERT BRUCE	5	O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
RRSP	PI	O	2020-02-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Dream Office Real Estate Investment Trust								
Droits deferred trust units								
Cooper, Michael	4, 7, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	35.6200	ON
Hughes, Robert Michael Lockwood	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000	35.6200	ON
Jiang, Jay Zhijiang	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 000	35.6200	ON
Wadley, Gordon	5	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 000	35.6200	ON
Parts de fiducie Series A								
Wadley, Gordon	5	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Dundee Precious Metals Inc.								
Actions ordinaires								
Garkov, Iliya	5	O	2014-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	42 300	2.9700	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(42 300)	5.6200	ON
RAE, DAVID	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	100 000	2.9700	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	5.8000	ON
Stark-Anderson, Kelly Elizabeth	5	O	2019-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-25	D	51 - Exercice d'options	8 858	2.4100	ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 858)	6.2600	ON
Walsh, Anthony P.	3	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	9 000	2.9700	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	6.2000	ON
Options								
Garkov, Iliya	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(42 300)		ON
RAE, DAVID	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	2.9700	ON
Stark-Anderson, Kelly Elizabeth	5	O	2020-02-25	D	51 - Exercice d'options	(8 858)	2.4100	ON
Walsh, Anthony P.	3	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(9 000)	2.9700	ON
Dundee, Technologies Durables Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Howlett, Brian	4, 5	O	2020-01-23	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(117 800)		QC
Options								
Howlett, Brian	4, 5	O	2020-01-23	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 660 000)		QC
E Split Corp.								
Actions ordinaires Class A								
Lauzon, Robert	7	O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	16.6600	AB
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	16.8970	AB
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	16.8000	AB
East Africa Metals Inc.								
Actions ordinaires								
Tucker, Jacqueline Mae	5							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
569728 BC Ltd.	PI	O	2019-05-31	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
East Coast Investment Grade Income Fund								
Parts								
Arrow Capital Management Inc.	7							
Arrow Global Advantage Alternative Class	PI	O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.0900	ON
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 600	9.0500	ON
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 900	9.0500	ON
Arrow Global Growth Fund	PI	O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.0900	ON
		O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	9.0900	ON
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	9.0500	ON
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	9.0500	ON
Ecolomondo Corporation (formerly Cortina Capital Corp.)								
Options								
Anthony, Tennyson	4	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.3000	QC
Denis, Alain	4	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.3000	QC
		M	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.3000	QC
Gauthier, Brigitte	4, 5	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.3000	QC
Girard, Mario	4	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.3000	QC
Labbé, Jean-François	5	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.3000	QC
Prinsky, Donald	4, 5	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.3000	QC
Sorella, Elio	4, 7, 6, 5, 3	O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.3000	QC
Eldorado Gold Corporation								
Actions ordinaires								
Allaway, Cara Lea	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	57	8.9503	BC
Aram, Karen Christine	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135	8.9503	BC
Burns, George Raymond	4, 5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	701	8.9503	BC
CHO, JASON	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	141	8.9503	BC
Skayman, Paul James	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	379	8.9503	BC
Yee, Philip Chow	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	141	8.9503	BC
Performance Share Units								
Bickford, David Alan	5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(8 219)		BC
Burns, George Raymond	4, 5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(33 475)		BC
CHO, JASON	5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(7 231)		BC
Lewis, Peter Dubois	5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(6 057)		BC
Silva, Lincoln	5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(4 651)		BC
Skayman, Paul James	5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(10 914)		BC
Stanca, Nicolae	5	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(4 512)		BC
Emera Incorporated								
Actions ordinaires								
Hanf, Robert John Scott	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	3 800	46.1900	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	4 425	45.1600	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	5 025	39.9300	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 250)	59.7622	NS
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	4 300	46.3900	NS
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 300)	60.8393	NS
Muldoon, Daniel	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	13 500	42.7100	NS
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 500)	60.0000	NS
Steele, Judy Ann	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	12 500	46.1900	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	9 900	45.1600	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	4 500	39.9300	NS
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 900)	59.8276	NS
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	4 375	46.3900	NS
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 375)	60.0389	NS
DSU								
Balfour, Scott Carlyle	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 454	54.6200	NS
Blunden, Gregory	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 050	54.6200	NS
Hutt, Karen	7	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 960	54.6200	NS
Janega, Richard	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 195	54.6200	NS
Muldoon, Daniel	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 520	54.6200	NS
O'Connor, Wayne David	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 237	54.6200	NS
Roberts, R. Michael	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 164	54.6200	NS
Shell, Ryan	7	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 532	54.6200	NS
Sidebottom, Mark	7	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	839	54.6200	NS
Tower, Nancy Gail	5	O	2020-02-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 627	54.6200	NS
Options								
Balfour, Scott Carlyle	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	208 300	60.0300	NS
Bennett, Robert Ross	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	32 700	60.0300	NS
Blunden, Gregory	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	42 000	60.0300	NS
		M	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	42 000	60.0300	NS
Hanf, Robert John Scott	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(3 800)	46.1900	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(4 425)	45.1600	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(5 025)	39.9300	NS
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(4 300)	46.3900	NS
Hutt, Karen	7	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	20 400	60.0300	NS
Janega, Richard	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	26 800	60.0300	NS
Marchand, Bruce	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	34 000	60.0300	NS
Muldoon, Daniel	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(13 500)	42.7100	NS
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	24 000	60.0300	NS
O'Connor, Wayne David	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	16 700	60.0300	NS
Roberts, R. Michael	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	17 500	60.0300	NS
Shell, Ryan	7	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	12 300	60.0300	NS
Steele, Judy Ann	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(12 500)	46.1900	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(9 900)	45.1600	NS
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(4 500)	39.9300	NS
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(4 375)	46.3900	NS
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	15 400	60.0300	NS
Tower, Nancy Gail	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	39 100	60.0300	NS
Performance Share Units								
Balfour, Scott Carlyle	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 771	54.6200	NS
		O	2020-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(22 914)	54.6200	NS
Bennett, Robert Ross	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 435	54.6200	NS
Blunden, Gregory	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 227	54.6200	NS
Hutt, Karen	7	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 474	54.6200	NS
		O	2020-02-26	D	59 - Exercice au comptant	(4 134)	54.6200	NS
Janega, Richard	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 893	54.6200	NS
Marchand, Bruce	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 470	54.6200	NS
Muldoon, Daniel	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 264	60.0300	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		M	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 264	54.6200	NS
O'Connor, Wayne David	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 662	54.6200	NS
Roberts, R. Michael	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 842	54.6200	NS
Shell, Ryan	7	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 051	54.6200	NS
Sidebottom, Mark	7	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 242	54.6200	NS
Steele, Judy Ann	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 387	54.6200	NS
Tower, Nancy Gail	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 582	60.0300	NS
		M	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 582	54.6200	NS
RSU								
Balfour, Scott Carlyle	5	O	2012-04-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 889	54.6200	NS
Bennett, Robert Ross	5	O	2007-09-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 721	54.6200	NS
Blunden, Gregory	5	O	2016-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 614	54.6200	NS
Hutt, Karen	7	O	2016-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 233	54.6200	NS
Janega, Richard	5	O	2018-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 949	54.6200	NS
Marchand, Bruce	5	O	2012-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 735	54.6200	NS
Muldoon, Daniel	5	O	2014-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 627	54.6200	NS
O'Connor, Wayne David	5	O	2012-10-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 827	54.6200	NS
Roberts, R. Michael	5	O	2014-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 921	54.6200	NS
Shell, Ryan	7	O	2016-11-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 029	54.6200	NS
Sidebottom, Mark	7	O	2016-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 242	56.6200	NS
		M	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 242	54.6200	NS
Steele, Judy Ann	5	O	2019-10-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 695	54.6200	NS
Tower, Nancy Gail	5	O	2005-07-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 287	54.6200	NS
Emerald Health Therapeutics, Inc.								
Droits Restricted Share Units								
Bandali, Riaz	5	O	2019-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 757	0.2900	BC
Hepburn, Jennifer	5	O	2020-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 303	0.2900	BC
Options								
Bandali, Riaz	5	O	2020-02-06	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.2900	BC
Hepburn, Jennifer	5	O	2020-01-02	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.3200	BC
		O	2020-02-06	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.2900	BC
		M	2020-02-06	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.2900	BC
Enbridge Inc.								
Actions ordinaires								
Cunningham, Susan Margaret	4	O	2019-09-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	288	44.6200	AB
		O	2019-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	255	50.2000	AB
England, James Herbert	4	O	2019-09-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 370	44.6200	AB
		O	2019-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	1 215	50.2000	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
Goff, Gregory James	4	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Williams, Catherine L.	4	O	2019-09-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	769	44.6200	AB
		O	2019-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	682	50.2000	AB
Yardley, William Turner	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 954		AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(2 258)		AB
Droits - Deferred Share Units (DSUs)								
Carter, Pamela Lynn	4	O	2019-03-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	645		AB
		M	2019-03-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	660		AB
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	699		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	106		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	621		AB
Coutu, Marcel R.	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	398		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 923		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	383		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 706		AB
Cunningham, Susan Margaret	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	961		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	853		AB
Ebel, Gregory Lorne	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	300		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 924		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	295		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 706		AB
England, James Herbert	4	O	2018-12-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	582		AB
		M	2018-12-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	600		AB
		O	2019-06-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	682		AB
		M	2019-06-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	662		AB
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 218		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	738		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 095		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	654		AB
Fischer, Charles Wayne	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	634		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 017		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	579		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	902		AB
Goff, Gregory James	4	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Kempston Darkes, V. Maureen	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	664		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 998		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	621		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 771		AB
Madden, Teresa Smith	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	961		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	853		AB
Tutcher, Dan Curtis	4	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 695		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 706		AB
Williams, Catherine L.	4	O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	748		AB
		O	2019-09-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	673		AB
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	674		AB
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	597		AB
Droits - Spectra LTIP Grant (Feb 2017)								
Yardley, William Turner	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 954)		AB
Energy Fuels Inc.								
Actions ordinaires								
Bovaird, James Birks	4	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.8600	ON
Chalmers, Mark Stephen	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 058	1.4200USD	ON
Eshleman, Benjamin	4	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.4150USD	ON
Goranson, William Paul	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 332	1.4200USD	ON
Hansen, Bruce Douglas	4	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.4000USD	ON
Kirkwood, Robert William	4	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.3900USD	ON
Moore, Curtis	5	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750	1.3950USD	ON
Morrison, Alexander	4	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4000USD	ON
Tarnowski, Matthew John	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4200USD	ON
Enerplus Corporation								
Actions ordinaires								
Hutchings, Wade Don	5	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Jenson Labrie, Jodine Julene	5	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	6.0900	AB
Actions ordinaires (Performance Share Unit Plan ("PSU"))								
Hutchings, Wade Don	5	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Actions ordinaires (Restricted Share Unit Plan ("RSU"))								
Hutchings, Wade Don	5	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Ensign Energy Services Inc.								
Droits Performance Share Units - 2017 Grant								
Edwards, Norman Murray	4, 5, 3	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 857		AB
Droits Performance Share Units - 2018 Grant								
Edwards, Norman Murray	4, 5, 3	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 215		AB
Droits Performance Share Units - 2019 Grant								
Edwards, Norman Murray	4, 5, 3	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 932		AB
Erdene Resource Development Corporation								
Actions ordinaires								
Akerley, Peter	4, 5	O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.2950	NS
Jenkins, Robert	5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.3000	NS
Essential Energy Services Ltd.								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
NEWMAN, JEFFREY BURT	5							
RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43 343		AB
PERASALO, KAREN DENISE	5							
RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37 896		AB
		M	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37 896		AB
Droits DSU								
Amundson, Garnet K.	4, 5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	225 000		AB
Heck, Eldon	5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 000		AB
NEWMAN, JEFFREY BURT	5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 000		AB
PERASALO, KAREN DENISE	5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 000		AB
		O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 000		AB
		M	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 000		AB
Droits RSU								
Amundson, Garnet K.	4, 5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	788 000		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(60 277)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(100 000)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(120 000)		AB
		O	2019-03-15	D	59 - Exercice au comptant	(60 277)		AB
Heck, Eldon	5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	330 000		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(103 333)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		O	2019-03-15	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		O	2019-07-05	D	59 - Exercice au comptant	(96 154)		AB
NEWMAN, JEFFREY BURT	5	O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	330 000		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(25 115)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(63 333)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		O	2019-03-15	D	59 - Exercice au comptant	(25 115)		AB
PERASALO, KAREN DENISE	5	O	2017-01-20	D	59 - Exercice au comptant	(10 793)		AB
		M	2017-01-20	D	59 - Exercice au comptant	(32 559)		AB
		M'	2017-01-20	D	59 - Exercice au comptant	(32 559)		AB
		O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	330 000		AB
		O	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	330 000		AB
		M	2019-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	330 000		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		M	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(53 333)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(53 333)		AB
		M	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(53 333)		AB
		M	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(53 333)		AB
		M'	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(53 333)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		O	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		M	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		M	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		M'	2019-01-18	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)		AB
		O	2019-03-15	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		O	2019-03-15	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB
		M	2019-03-15	D	59 - Exercice au comptant	(21 767)		AB

European Focused Dividend Fund

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Parts de fiducie								
European Focused Dividend Fund	1	O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.0029	AB
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	7.8214	AB
exactEarth Ltd.								
Droits DSU								
Matheson, Joseph Lee Grant	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 682		ON
		M	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 692		ON
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 588		ON
Panadero, Miguel Angel Panduro	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 588		ON
Primo, Miguel Angel Garcia	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 588		ON
Rein, Harvey	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 603		ON
Exco Technologies Limited								
Actions ordinaires								
Kirk, Darren Michael	5							
Darren Kirk RRSP	PI	O	2015-11-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	7.8100	ON
Exploration Azimut inc.								
Actions ordinaires								
LIM, MONIROTH	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.6600	QC
Lulin, Jean-Marc	4, 5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.6600	QC
Salley, Louis Paul	4	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	70 000	0.6600	QC
Options								
LIM, MONIROTH	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.6600	QC
Lulin, Jean-Marc	4, 5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.6600	QC
Salley, Louis Paul	4	O	2019-04-13	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(70 000)		QC
Exploration Dios Inc.								
Actions ordinaires								
Girard, Marie-José	4, 5	O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0800	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 500	0.0750	QC
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0750	QC
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0850	QC
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.0800	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.0800	QC
Exploration Midland Inc.								
Options								
Archer, Paul	4	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	45 000		QC
Branchaud, René	4, 5	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	45 000		QC
Carrière, Germain	4	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	55 000		QC
Janson, Jean-Pierre	4	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	70 000		QC
MARTIN, INGRID	5	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	45 000	0.7200	QC
		M	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	45 000	0.7200	QC
Masson, Mario	5	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	55 000		QC
Roger, Gino	4, 5	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	85 000		QC
Valliant, Robert Irwin	4	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	45 000		QC
Exploration Minière MacDonald Ltée								
Options								
Adair, Stuart Adair	4	O	2019-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	850 000	0.0800	ON
Dubreuil, Patrice Simon	4	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	600 000		ON
Fitzmaurice, Fiona	5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	540 000		ON
Tanas, Kevin Michael	4	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	600 000		ON
Yarie, Quentin	4, 5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	1 050 000		ON
Exploration MPV inc.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Kopas, Ron	3	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1100	QC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	63 000	0.1400	QC
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.1400	QC
Exploration Puma Inc.								
Actions ordinaires								
Robillard, Marcel	4, 5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.0800	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.0750	QC
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0650	QC
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0650	QC
Exro Technologies Inc.								
Actions ordinaires								
Meekison, William John	5	O	2020-02-14	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	14 300	0.3500	BC
Extendicare Inc.								
Actions ordinaires								
Sarauer, Leslie Jan	5	O	2020-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Fairfax Financial Holdings Limited								
Actions à droit de vote subalterne								
McLean, Christine N.	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15	599.9900	ON
Templeton, Lauren Cortney	4	O	2018-04-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	81	671.0000	ON
		O	2019-04-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	81	631.0400	ON
Actions privilégiées Series C								
Bradstreet, F. Brian	7							
CIBC Wood Gundy	PI	O	2003-06-05	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	18.6400	ON
The Bradstreet Family Foundation	PI	O	2003-06-05	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 400	18.9000	ON
		O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 400	18.8510	ON
Restricted Stock Units								
Templeton, Lauren Cortney	4	O	2019-04-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	81		ON
		M	2019-04-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(81)	671.0000	ON
		M'	2019-04-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(81)	631.0400	ON
		O	2018-04-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(81)	671.0000	ON
Fairfax India Holdings Corporation								
Actions à droit de vote subalterne								
Templeton, Lauren Cortney	4	O	2018-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	621	12.5500USD	ON
Handly C. Templeton	PI	O	2018-02-20	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-02-20	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Restricted Stock Units								
Templeton, Lauren Cortney	4	O	2019-08-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(621)	12.5500USD	ON
Fiducie dactifs durables non traditionnels Dream								
Deferred Trust Units								
Alimchandani, Pauline	7	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 000	7.9100	ON
Brand, Lindsay Mara	6	O	2018-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 000	7.9100	ON
Cooper, Michael	7, 5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	7.9100	ON
Hughes, Robert Michael Lockwood	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 000	7.9100	ON
Parts								
Brand, Lindsay Mara	6	O	2018-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Fiducie de placement immobilier Fronsac								
Unités								
Laframboise, Guy	4							
Gestion Laframboise inc.	PI	O	2020-02-13	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	192 000	0.6200	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Marquier, Katia	4	O	2020-02-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	66 000	0.6200	QC
Trudeau, Michel Claude	4	O	2020-02-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	191 000	0.6200	QC
Zakuta, Michael Aaron	4	O	2020-02-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	191 000	0.6200	QC
Financière Sun Life inc.								
Actions ordinaires								
Coyles, Stephanie	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	66.1200	ON
Gupta, Ashok	4	O	2020-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	65.2500	ON
Saunders, Mark	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	13 073	40.1600	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 073)	65.8180	ON
Strain, Kevin	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	25 465	39.2700	ON
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	25 628	39.0200	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 465)	65.4280	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 628)	65.4280	ON
Options								
Saunders, Mark	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(13 073)	40.1600	ON
Strain, Kevin	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(25 465)	39.2700	ON
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(25 628)	39.0200	ON
Parts Sun Shares								
Brown, Randolph	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 910	48.7300	ON
Connor, Dean	4, 5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 217	48.7300	ON
Dougherty, Linda	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 271	48.7300	ON
Fishbein, Daniel	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 946	48.7300	ON
Freyne, Colm Joseph	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 378	48.7300	ON
Grepin, Leo	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 838	48.7300	ON
Kennedy, Melissa Jane	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 973	48.7300	ON
Morrissey, Kevin	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 119	48.7300	ON
Pagano, Helena Janina	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 514	48.7300	ON
Peacher, Stephen	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 401	48.7300	ON
Saunders, Mark	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 257	48.7300	ON
Strain, Kevin	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 365	48.7300	ON
Finning International Inc.								
Actions ordinaires								
Avril, Vicki	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	16.1991USD	BC
Primrose, David Francis Neil	5	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	21.4000	BC
First Capital Real Estate Investment Trust								
Deferred Trust Units								
Abramsky, Leonard	4	O	2019-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 741		ON
Douglas, Paul Campbell	4	O	2019-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 851		ON
Hagan, Jon Nairn	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 836		ON
King, Anna Lisa	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 715		ON
Mawani, Al	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 589		ON
McDonell, Bernard J.	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 933		ON
Stephen, Andrea	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 926		ON
Parts de fiducie								
Brekken, Kay	7, 5	O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 509	21.8400	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Douglas, Paul Campbell	4	O	2019-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	21.7900	ON
Francella, Carmine	5	O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 778	21.8400	ON
McDougald, Maryanne	7, 5	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 200)	21.9200	ON
		O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 469	21.8400	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	21.5000	ON
Paul, Adam Elliot	4, 7, 5	O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	18 439	21.8400	ON
Robins, Jordan	7, 5	O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 668	21.8400	ON
Segal, Dori	4	O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	14 626	21.8400	ON
Shpigel, Jodi	7, 5	O	2020-02-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 468	21.8400	ON
Performance Trust Units								
Brekken, Kay	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 067		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(16 826)	21.8400	ON
Francella, Carmine	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	811		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(6 169)	21.8400	ON
Harnick, Alison Gail	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	357		ON
McDougald, Maryanne	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	889		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(8 412)	21.8400	ON
Paul, Adam Elliot	4, 7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 574		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(59 826)	21.8400	ON
Robins, Jordan	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 168		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(18 676)	21.8400	ON
Shpigel, Jodi	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 000		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(8 412)	21.8400	ON
Restricted Trust Units								
Segal, Dori	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 844		ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(28 044)	21.8400	ON
First Majestic Silver Corp.								
Actions ordinaires								
Anthony, Todd Olson	5	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	12.5800	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	12.4700	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	12.2800	BC
Options								
Mallory, William James	5	O	2020-02-17	D	52 - Expiration d'options	(3 119)	126.0100	BC
Fonds d'actifs réels mondiaux Middlefield								
Parts de fiducie								
Middlefield Global Real Asset Fund	1	O	2020-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	9.8240	AB
		O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	9.7809	AB
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	9.7935	AB
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	9.8086	AB
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	9.8382	AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	9.8400	AB
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.8986	AB
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.8043	AB
Fonds de placement immobilier Cominar								
Parts différées								
Beaubien, Christine	4	O	2019-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	368	12.4500	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-07-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	483	12.6000	QC
		O	2019-08-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	369	12.4100	QC
		O	2019-09-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	488	12.4700	QC
		O	2019-10-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	346	13.2300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	629	14.4400	QC
George, Zachary R.	4	O	2019-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	489	12.4500	QC
		O	2019-07-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	483	12.6000	QC
		O	2019-08-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	369	12.4100	QC
		O	2019-09-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	849	12.4700	QC
		O	2019-10-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	346	13.2300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	629	14.4400	QC
Fonds de placement immobilier Crombie								
Parts de fiducie Special Voting								
Empire Company Limited	3							
ECL Developments Limited	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 388	15.8936	NS
		O	2020-02-11	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 593 750	16.0000	NS
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD								
Parts								
Ridgewood Capital Asset Management	3							
Managed Accounts	PI	O	2020-02-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 216	16.5000	ON
		O	2020-02-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 319	16.5000	ON
		O	2020-02-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(419)	16.5000	ON
		O	2020-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	16.5000	ON
		O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	454	16.6800	ON
		O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(454)	16.6800	ON
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 578	16.6800	ON
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 578)	16.6800	ON
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	98	16.5100	ON
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	16.5100	ON
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(139)	16.5100	ON
Simpson, John H.	5	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 578)	16.6800	ON
Fonds mondial de dividendes des secteurs de l'immobilier et du commerce électronique								
Parts de fiducie								
Global Real Estate & E-Commerce Dividend Fund	1	O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.2731	AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.1518	AB
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	11.7800	AB
Fortis Inc.								
Actions ordinaires								
Duke, Nora	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	40 516	30.7300	NF
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 516)	58.5504	NF
Roberts, Jamie	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	3 117	37.3000	NF
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	3 099	42.3600	NF
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	2 962	41.2700	NF
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	3 403	47.5700	NF
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 581)	58.4524	NF
Options								
Duke, Nora	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(40 516)		NF
Roberts, Jamie	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(3 117)		NF
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(3 099)		NF
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(2 962)		NF
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(3 403)		NF
Performance Share Unit								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 617	53.9706	NF
Duke, Nora	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 756	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(17 311)	53.9700	NF
Francis, Trina Michelle	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	644	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(829)	53.9700	NF
Gosse, Karen J.	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 533	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(1 853)	53.9700	NF
Hinsley, Ronald	5	O	2019-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	353	53.9706	NF
Hutchens, David Gerard	7	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	41 699	53.9706	NF
McCarthy, Karen	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 037	53.9706	NF
O'Dea, Regan	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 112	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(869)	53.9700	NF
Perry, Barry	4, 5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	51 555	53.9706	NF
		M	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	51 556	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(97 071)	53.9700	NF
Perry, Jocelyn	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 044	53.9706	NF
Reid, James	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 756	53.9706	NF
Roberts, Jamie	7	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 497	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(3 115)	53.9700	NF
Smith, Gary Joseph	7	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 173	53.9706	NF
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(4 752)	53.9700	NF
Performance Share Units (CH)								
Laurito, James P.	5	O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 770	53.9706	NF
Performance Share Units (ITC)								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(637)	54.2112	NF
Apsey, Linda	7	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(43 393)		NF
Hinsley, Ronald	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(4 544)		NF
Holloway, Gretchen	7	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(13 616)		NF
Jipping, Jon	7	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(22 415)		NF
Restricted Share Units (2020 RSU Plan)								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2017-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	872	53.9706	NF
Apsey, Linda	7	O	2016-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 367	53.9706	NF
Duke, Nora	5	O	2003-03-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 377	53.9706	NF
Gosse, Karen J.	5	O	2015-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	766	53.9706	NF
Hinsley, Ronald	5	O	2019-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 159	53.9706	NF
Holloway, Gretchen	7	O	2016-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 585	53.9706	NF
Hutchens, David Gerard	7	O	2017-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 899	53.9706	NF
Jipping, Jon	7	O	2016-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 225	53.9706	NF
Laurito, James P.	5	O	2015-06-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 256	53.9706	NF
McCarthy, Karen	5	O	2019-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	518	53.9706	NF
O'Dea, Regan	5	O	2014-01-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	555	53.9706	NF
Perry, Barry	4, 5	O	2003-03-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 777	53.9706	NF

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Perry, Jocelyn	5	O	2018-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 522	53.9706	NF
Reid, James	5	O	2018-03-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 377	53.9706	NF
Roberts, Jamie	7	O	2009-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 248	53.9706	NF
Smith, Gary Joseph	7	O	2005-09-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 086	53.9706	NF
FPI Granite Inc.								
Deferred Share Units								
Aghar, Peter	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	27	72.9800	ON
Daal, Remco	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	25	72.9800	ON
Grodner, Fern Phyllis	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	5	72.9800	ON
Marshall, Kelly John	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	35	72.9800	ON
Mawani, Al	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	30	72.9800	ON
Miller, Gerald	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	38	72.9800	ON
Murray, Sheila A.	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	9	72.9800	ON
Warren, Edna Jennifer	4	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	16	72.9800	ON
Performance Share Units								
Gorrie, Kevan Stuart	4, 5	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	85	72.9800	ON
KUMER, LORNE	5	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	22	72.9800	ON
Neto, Teresa	5	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	15	72.9800	ON
Restricted Share Units								
Gorrie, Kevan Stuart	4, 5	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	158	72.9800	ON
KUMER, LORNE	5	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	79	72.9800	ON
Neto, Teresa	5	O	2020-02-14	D	35 - Dividende en actions	32	72.9800	ON
Freehold Royalties Ltd.								
Deferred Share Units								
BUGEAUD, GARY RONALD JOSEPH	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	205	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	300	7.2000	AB
HARRISON, PETER T	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	172	7.2000	AB
Kay, J. Douglas	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	168	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	259	7.2000	AB
Korpach, Arthur Neil	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	283	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	386	7.2000	AB
MacKenzie, Susan Mary	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	229	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	326	7.2000	AB
Romanow, Marvin F.	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	286	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	423	7.2000	AB
Walsh, Aidan Murphy	4	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	254	7.8400	AB
		O	2020-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	354	7.2000	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
Freshii Inc.								
Restricted Share Units								
Hughes, Paul Robert	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 273)		ON
Frontera Energy Corporation								
Actions ordinaires								
Catalyst Capital Group Inc.	3							
Catalyst Fund IV Parallel Limited Partnership	PI	O	2018-12-10	C	99 - Correction d'information	114 337		ON
		O	2020-02-20	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 996 977)	8.5260	ON
Catalyst Fund Limited Partnership IV	PI	O	2018-12-10	C	99 - Correction d'information	218 931		ON
		O	2020-02-20	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(5 738 547)	8.5260	ON
Catalyst Fund Limited Partnership V	PI	O	2018-12-10	C	99 - Correction d'information	(218 931)		ON
		O	2018-12-10	C	99 - Correction d'information	(114 337)		ON
		O	2020-01-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473 684		ON
		M	2020-01-21	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473 684		ON
		M'	2020-01-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473 684		ON
		O	2020-02-20	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 738 547	8.5260	ON
		O	2020-02-20	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 996 977	8.5260	ON
Genworth MI Canada Inc.								
Actions ordinaires								
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	7	59.3300	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	1	59.3300	ON
Spitali, Jim	5	O	2020-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	446	59.1900	ON
		M	2020-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	833	59.1900	ON
		O	2020-02-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(387)	59.1500	ON
		M	2020-02-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(387)	59.1500	ON
Sweeney, Craig	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	144	59.3300	ON
Deferred Share Units								
Bolger, Andrea Elaine	7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	189	59.3300	ON
Giffen, Sharon	4	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	123	59.3300	ON
Horn, Sidney M.	4	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	1 738	59.3300	ON
Kelly, Brian Michael	4, 7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	782	59.3300	ON
Parkinson, Neil Reginald	4	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	162	59.3300	ON
Walker, John Logan	4	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	763	59.3300	ON
Executive DSU								
Hewat, Mary-Jo	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	41	59.3300	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	896	59.3300	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	243	59.3300	ON
Performance Share Unit								
Hewat, Mary-Jo	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	268	59.3300	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	1 361	59.3300	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	314	59.3300	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	539	59.3300	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	324	59.3300	ON
Piroli, Robert John	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	52	59.3300	ON
Spitali, Jim	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	136	59.3300	ON
Sweeney, Craig	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	271	59.3300	ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	86	59.3300	ON
Restricted Share Units								
Ferguson, Natalie	7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	25	59.3300	ON
Hewat, Mary-Jo	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	93	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51)	59.3300	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Kubisheski, Mark	7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	42	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24)	59.3300	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	680	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(234)	59.3300	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	157	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(60)	59.3300	ON
Maguire, Elise	7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	48	59.3300	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	269	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(98)	59.3300	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	162	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(63)	59.3300	ON
Piroli, Robert John	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	93	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(41)	59.3300	ON
Spitali, Jim	5	O	2020-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(446)	59.1500	ON
		M	2020-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(833)	59.1500	ON
		O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	98	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(32)	59.3300	ON
Sweeney, Craig	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	135	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51)	59.3300	ON
Todorovic, Zorica	5	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	103	59.3300	ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2020-02-11	D	35 - Dividende en actions	86	59.3300	ON
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(34)	59.3300	ON
George Weston Limitee								
Actions ordinaires								
Bourdeau, Jocyanne C.	7							
Loblaw ESOP (GWL shares)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8		ON
Currie, Gordon Andrew McDonald	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	123		ON
Loblaw ESOP (GWL Shares)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7		ON
Davis, Sarah Ruth	7							
Loblaw ESOP (GWL shares)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19		ON
Dufresne, Richard	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	504		ON
Loblaw ESOP (GWL shares)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		ON
Myers, Darren	7							
Loblaw ESOP (GWL shares)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
Senecal, Garry	7							
Loblaw ESOP (GWL shares)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8		ON
Getchell Gold Corp.								
Bons de souscription								
Goodman, Stephen	4, 5	O	2019-12-20	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000		ON
Glen Eagle Resources Inc.								
Actions ordinaires								
belisle, daniel	5	O	2020-02-13	D	90 - Changements relatifs à la propriété	233 333		QC
BF Capital Croissance Inc.	PI	O	2020-02-13	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(233 333)		QC
Options								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Ponce, Iris Zavala	7	O	2020-02-13	D	50 - Attribution d'options	325 000		QC
Global Innovation Dividend Fund								
Parts de fiducie								
Global Innovation Dividend Fund	1	O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	11.5663	AB
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	11.6800	AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	11.6657	AB
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	11.6810	AB
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	11.1478	AB
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
Actions ordinaires								
Appel, Jason	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 547	71.3600	ON
TFSA - J. Appel	PI	O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	73.5000	ON
TFSA - M. Appel	PI	O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	73.5000	ON
Cooper, David Thomas	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 387	71.3600	ON
Fiederer, Andrea	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 783	71.3600	ON
goeasy Ltd	1	O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	70.9300	ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	8 900	68.9486	ON
Ingram, David	4, 5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	49 886	71.3600	ON
2593606 ONTARIO INC.	PI	O	2020-02-18	I	51 - Exercice d'options	46 782	18.8100	ON
Mullins, Jason	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 738	71.3600	ON
Pennell, Shane	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 264	71.3600	ON
Poole, Steven Donald	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 462	71.3600	ON
Options								
Ingram, David	4, 5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(46 782)	18.8100	ON
Restricted Share Unit								
Appel, Jason	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 547)	71.3600	ON
Cooper, David Thomas	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 387)	71.3600	ON
Fiederer, Andrea	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 783)	71.3600	ON
Ingram, David	4, 5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(49 886)	71.3600	ON
Mullins, Jason	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 738)	71.3600	ON
Pennell, Shane	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 264)	71.3600	ON
Poole, Steven Donald	5	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 462)	71.3600	ON
Gold Standard Ventures Corp.								
Droits Subscription Rights Restricted Share Units								
Threlkeld, William Earl II	4	O	2020-01-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	73 810		BC
Golden Star Resources Ltd.								
Actions ordinaires								
LA MANCHA HOLDING S.A.R.L.	3							
La Mancha Star Investments S.àr.l.	PI	O	2020-02-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 400	2.8900USD	ON
		O	2020-02-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 800	2.9512USD	ON
		O	2020-02-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	2.9619USD	ON
		O	2020-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 339	2.9586USD	ON
		O	2020-02-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 100	2.9571USD	ON
		O	2020-02-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 100	3.0865USD	ON
		O	2020-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 500	2.9741	ON
		O	2020-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 902	2.9174USD	ON
		O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 700	2.9795USD	ON
		O	2020-02-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54 600	3.0869USD	ON
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	62 500	3.0068USD	ON
Deferred Share Units								
Nasr, Karim Michel	4	O	2020-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 715		ON
Droits Performance Share Units (PSUs)								
Crew, Graham John	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	179 787		ON
Spora, Peter Anthony	5	O	2019-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Wray, Andrew Michael	4, 5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	372 265		ON
Droits Restricted Share Units								
Varris, Philipa Ann	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Droits Share Appreciation Rights								
Varris, Philipa Ann	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Options								
Varris, Philipa Ann	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Gran Tierra Energy Inc.								
Droits Performance Stock Units								
Ellson, Ryan Paul	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(235 800)		AB
Evans, Jim Randall	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(139 500)		AB
Guidry, Gary Stephen	4, 5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(325 600)		AB
Mah, Glen	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(139 500)		AB
Trimble, Rodger Derrick	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(139 500)		AB
WEST, LAWRENCE	5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(139 500)		AB
Great-West Lifeco Inc.								
Actions ordinaires								
Fedorchuk, Bradley John	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	2 900	27.1341	MB
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	34.2200	MB
MacNicholas, Garry	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	20 200	27.1341	MB
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 563)	34.4788	MB
Actions ordinaires Plan Common Shares								
Fedorchuk, Bradley John	5	O	2019-09-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 300)	31.1900	MB
Harney, David Martin	7	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			MB
Deferred Share Units								
Bolotin, Andra Sloane	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 428	31.6333USD	MB
Executive Performance Share Units								
Baumhauer, Magnus	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	31.6333EUR	MB
Bolotin, Andra Sloane	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 640	31.6333USD	MB
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	138	33.2140USD	MB
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(8 949)	33.2140USD	MB
Brown, Douglas A.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 158	31.6333GBP	MB
Harney, David Martin	7	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			MB
Lodge, Simon Jeremy Michael	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	430	31.6333GBP	MB
Murphy, Edmund Francis	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 558	31.6333USD	MB
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	307	33.2140USD	MB
		O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(19 886)	33.2140USD	MB
Options Common Share - Stock Options								
Fedorchuk, Bradley John	5	O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(2 900)	27.1341	MB
Harney, David Martin	7	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			MB
MacNicholas, Garry	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(20 200)	27.1341	MB
		M	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(20 200)	27.1341	MB
Groupe Alithya inc.								
Actions ordinaires Class A Subordinate Voting Shares								
Ades-Landy, Dana	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.7000	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	3.6800	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	3.6833	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	3.6853	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Groupe Santé Devonian Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Aspri Pharma Canada Inc.	3	O	2020-02-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	291 393	0.1730	QC
Bons de souscription								
Aspri Pharma Canada Inc.	3	O	2020-02-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	291 393		QC
Groupe Stingray Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Boyko, Éric	4, 5, 3							
Boyko Investments Limited Partnership	PI	O	2015-05-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	5.9980	QC
Groupe TMX Limitee								
Droits Performance Share Units								
Fortin, Luc	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 695	117.5100	ON
Graden, Cheryl	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	984	117.5100	ON
Hukezalie, Mary Lou	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	984	117.5100	ON
McIver, Shaun	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	940	117.5100	ON
McKenzie, John	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 907	117.5100	ON
Rajarathinam, Jayakumar	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 830	117.5100	ON
Droits Restricted Share Units								
Fortin, Luc	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 271	117.5100	ON
Graden, Cheryl	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589	117.5100	ON
Hukezalie, Mary Lou	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	738	117.5100	ON
McIver, Shaun	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	705	117.5100	ON
McKenzie, John	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 812	117.5100	ON
Rajarathinam, Jayakumar	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 372	117.5100	ON
Options								
Fortin, Luc	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	14 477	117.5100	ON
Graden, Cheryl	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	8 401	117.5100	ON
Hukezalie, Mary Lou	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	8 401	117.5100	ON
McIver, Shaun	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	8 031	117.5100	ON
McKenzie, John	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	16 286	117.5100	ON
Rajarathinam, Jayakumar	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	15 625	117.5100	ON
HANWEI ENERGY SERVICES CORP.								
Options								
Clay, Malcolm Frank	4	O	2020-02-20	D	52 - Expiration d'options	200 000	0.1000	BC
Kwan, Graham Richard	4, 5	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(350 000)	0.1000	BC
LANG, FULAI	4, 5, 3	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(200 000)	0.1000	BC
MAI, XIN RAN	5	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.1000	BC
Paine, William George	4	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(200 000)	0.1000	BC
Yan, Joanne	6	O	2020-02-19	D	52 - Expiration d'options	(200 000)	0.1000	BC
Héroux-Devtek Inc.								
Actions ordinaires								
Arsenault, Stephane	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 277	17.4100	QC
Brassard, Martin	4, 5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 960	17.4100	QC
Gravel, Jean	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 763	17.4200	QC
Labbé, Gilles	4, 6, 5, 3	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 159	17.4200	QC
Hudbay Minerals Inc.								
Actions ordinaires								
GMT Capital Corp	3							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2020-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(78 700)	2.9100USD	ON
Bay Resource Partners LP	PI	O	2020-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(91 300)	2.9100USD	ON
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2020-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(130 000)	2.9100USD	ON
Thomas Claugus	PI	O	2020-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 800)	2.9100USD	ON
Lang, Stephen A.	4	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	2.6025	ON
		M	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	2.6025USD	ON
Waterton Global Resource Management, Inc.	3							
Waterton Mining Parallel Fund Offshore Master, LP	PI	O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 000	2.8542USD	ON
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	327 113	2.7159USD	ON
Waterton Precious Metals Fund II Cayman, LP	PI	O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 000	2.8542USD	ON
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	327 113	2.7159USD	ON
Hydro One Limited								
Actions ordinaires								
Bowness, Brad Mitchell	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 680	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	97 - Autre	(5 727)	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(588)	28.9400	ON
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(1 657)	28.9200	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 952)	29.1400	ON
Bradley, Darlene Ann	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 337	28.6400	ON
		M	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 337	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	97 - Autre	(3 937)	28.6400	ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(4 535)	28.8000	ON
Fitzsimmons, Jason Kells	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 990	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	97 - Autre	(3 207)	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(2 600)	28.8500	ON
Lopez, Christopher Felix	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 157	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	97 - Autre	(6 796)	28.6400	ON
Millitz-Lee, Saylor	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 237	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	97 - Autre	(3 339)	28.6400	ON
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(1 500)	28.8400	ON
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(969)	28.8800	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(2 898)	29.1000	ON
Sheffield, William H.	4							
Judy Sheffield	PI	O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	99	28.8900	ON
Droits (PSU)								
Bowness, Brad Mitchell	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	349	24.2300	ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 680)	28.6400	ON
Bradley, Darlene Ann	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 337)	28.6400	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	241	24.2300	ON
Fitzsimmons, Jason Kells	5	O	2018-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	519	20.1275	ON
		M	2018-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	286	20.1275	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	524	23.2200	ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 990)	28.6400	ON
Lopez, Christopher Felix	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	524	23.2200	ON
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	625	23.2200	ON
		O	2020-02-13	D	59 - Exercice au comptant	(14 157)	28.6400	ON
		M	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 157)	28.6400	ON
Millitz-Lee, Saylor	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	287	24.2300	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 237)	28.6400	ON
iA Société financière inc.								
Actions ordinaires								
Laflamme, Renée	5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	6 000	26.0300	QC
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	67.8610	QC
Stickney, Michael Lee	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	2 000	2000.0000	QC
		M	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.4800	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	70.1100	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.4800	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	70.7335	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.4800	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	70.0092	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.4800	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	69.6500	QC
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.4800	QC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	70.5000	QC
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.4800	QC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	70.1860	QC
Options								
Laflamme, Renée	5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	26.0300	QC
Stickney, Michael Lee	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	38.4800	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	38.4800	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	38.4800	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	38.4800	QC
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	38.4800	QC
		O	2020-02-21	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	38.4800	QC
unites d'actions differees (uda)-Defered Share Units (DSU)								
Boulet, Jean-François	5	O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	434	75.2800	QC
Laflamme, Renée	5	O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 149	75.2800	QC
Miron, Pierre	5	O	2019-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 668	75.2800	QC
Potvin, Jacques	5	O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 077	75.2800	QC
Ricard, Denis	5	O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 321	75.2800	QC
Sham, Lilia M.	5	O	2019-05-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 320	75.2800	QC
unites d'actions liees au rendement/Performance Share Unit								
Laflamme, Renée	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(1 785)	93.5000	QC
Mustos, Carl Andrew	7, 5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(2 677)	52.9000	QC
O'Brien, Sean Albert	5	O	2020-02-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 097	72.9400	QC
		M	2020-02-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 645	72.9400	QC
Ricard, Denis	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(2 724)	93.5000	QC
Stickney, Michael Lee	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(2 082)	93.5000	QC
IMAX Corporation								
Actions ordinaires								
DELANEY, KEVIN M.	5	O	2020-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
IMAX Corporation	1	O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	117 474		ON
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	121 046		ON
Innergex énergie renouvelable Inc.								
Unités d'actions différées (UAD)/Deferred Shares Units (DSU)								
Francisci, Nathalie	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	660		QC
Gagnon, Richard	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	660		QC
McGuinty, Dalton	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	66		QC
Mercier, Monique	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 928		QC
Sananikone, Ouma	4	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 704		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Intact Corporation financière								
Actions ordinaires								
Beaulieu, Martin	5	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	151.3613	ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	151.2116	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	151.5066	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	152.7375	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	152.3756	ON
Tullis, Mark Alan	5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	153.3950	ON
Inter Pipeline Ltd.								
Actions ordinaires								
Dusevic Oliva, Anita Elizabeth	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	658		AB
Kousinioris, Spilios Harry	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 007		AB
Perron, Bernard	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 183		AB
Roberge, Jeremy Allan	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138		AB
Robertson, William David	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 399		AB
Sangster, Brant G.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	821		AB
Droits Performance Share Units								
Arsenych, Stephen James	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 226)		AB
Bayle, Christian	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	71 659		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(33 634)		AB
Chappell, David Michael	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 653		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 245)		AB
Dusevic Oliva, Anita Elizabeth	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 765		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 865)		AB
Heagy, Brent	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 394		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 799)		AB
Kousinioris, Spilios Harry	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 757		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 762)		AB
Madro, James Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 676		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 349)		AB
Marchant, Jeffrey David	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 676		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 918)		AB
Neufeld, Cory Wade	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 317		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 210)		AB
Perron, Bernard	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 676		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 762)		AB
Roberge, Jeremy Allan	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 398		AB
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 037)		AB
Droits Restricted Share Units								
Arsenych, Stephen James	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 197		AB
Bayle, Christian	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	71 659		AB
Cella, Peter Louis	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Chappell, David Michael	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 653		AB
Dill, Julie Ann	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Dusevic Oliva, Anita Elizabeth	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 765		AB
Heagy, Brent	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 394		AB
Keinick, Duane	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Korpach, Arthur Neil	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Kousinioris, Spilios Harry	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 757		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Love, Alison Taylor	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Madro, James Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 676		AB
Marchant, Jeffrey David	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 676		AB
McKenzie, Margaret Anne	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Neufeld, Cory Wade	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 317		AB
Perron, Bernard	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 676		AB
Roberge, Jeremy Allan	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 398		AB
Robertson, William David	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Sangster, Brant G.	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 599		AB
Shaw, Richard A.	4	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 838	22.3280	AB
Interfor Corporation								
Actions ordinaires								
FILLINGER, IAN	4, 5	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 945	15.5395	BC
LUXMOORE, SIMON BRUCE	5	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Droits Performance Share Units								
LUXMOORE, SIMON BRUCE	5	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Droits SARs								
LUXMOORE, SIMON BRUCE	5	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Options								
LUXMOORE, SIMON BRUCE	5	O	2020-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Inventronics Limited								
Actions ordinaires								
MONETTE, SERGE	3							
RETROMOBILE INC	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	0.2500	MB
Invesque Inc. (formerly, Mainstreet Health Investments Inc.)								
Actions ordinaires								
Magnetar Financial, LLC	3							
Magnetar Constellation Fund II, Ltd	PI	O	2020-02-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 560	6.2717USD	ON
Magnetar Constellation Master Fund V Ltd	PI	O	2020-02-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 089	6.2717USD	ON
Magnetar Constellation Master Fund, Ltd	PI	O	2020-02-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	32 302	6.2717USD	ON
Magnetar SC Fund Ltd	PI	O	2020-02-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	18 072	6.2717USD	ON
Magnetar Structured Credit Fund, LP	PI	O	2020-02-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	13 123	6.2717USD	ON
Magnetar Xing He Master Fund Ltd	PI	O	2020-02-15	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	18 364	6.2717USD	ON
Josemaria Resources Inc.								
Options								
Wodzicki, Wojtek Alexander	4, 5	O	2020-02-23	D	52 - Expiration d'options	(350 000)	0.9000	BC
Journey Energy Inc.								
Actions ordinaires								
Boklaschuk, Brett	1	O	2019-01-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 362	1.9500	AB
		O	2019-02-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 289	2.0600	AB
		O	2019-02-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 155	1.9600	AB
		O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 013	2.2400	AB
		O	2019-05-08	D	35 - Dividende en actions	873	2.6000	AB
		M	2019-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	873	2.6000	AB
		O	2019-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	850	2.6700	AB
		O	2019-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	907	2.5000	AB
		O	2019-08-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 014	2.2400	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-09-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 009	2.2500	AB
		O	2019-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 040	2.1800	AB
		O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 222	1.7400	AB
		O	2019-12-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 249	1.7000	AB
Gilewicz, Gerald	5	O	2019-01-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 548	1.9500	AB
		O	2019-02-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 466	2.0600	AB
		O	2019-02-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 313	1.9600	AB
		O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 151	2.2400	AB
		O	2019-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	992	2.6000	AB
		O	2019-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	966	2.6700	AB
		O	2019-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 031	2.5000	AB
		O	2019-08-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 153	2.2400	AB
		O	2019-09-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 147	2.2500	AB
		O	2019-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 182	2.1800	AB
		O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 389	1.7400	AB
		O	2019-12-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 420	1.7000	AB
Moore, Terry John	5	O	2019-01-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	591	1.9500	AB
		O	2019-02-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	540	2.0600	AB
		O	2019-02-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	501	1.9600	AB
		O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	440	2.2400	AB
		O	2019-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	379	2.6000	AB
		O	2019-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	369	2.6700	AB
		O	2019-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394	2.5000	AB
		O	2019-08-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	440	2.2400	AB
		O	2019-09-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	438	2.2500	AB
		O	2019-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	451	2.1800	AB
		O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	530	1.7400	AB
		O	2019-12-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	542	1.7000	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
RRSP	PI	O	2019-01-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	886	1.9500	AB
		O	2019-02-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	839	2.0600	AB
		O	2019-02-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	752	1.9600	AB
		O	2019-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	659	2.2400	AB
		O	2019-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	568	2.6000	AB
		O	2019-06-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	553	2.6700	AB
		O	2019-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	590	2.5000	AB
		O	2019-08-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	660	2.2400	AB
		O	2019-09-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	657	2.2500	AB
		O	2019-10-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	667	2.1800	AB
		M	2019-10-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	677	2.1800	AB
		O	2019-12-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	795	1.7400	AB
		O	2019-12-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	813	1.7000	AB
Polini, Anthony Victor	5							
RRSP	PI	O	2019-01-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 352	1.9500	AB
		O	2019-02-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 280	2.0600	AB
		O	2019-02-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 147	1.9600	AB
		O	2019-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 006	2.2400	AB
		O	2019-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	867	2.6000	AB
		O	2019-06-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	844	2.6700	AB
		O	2019-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	901	2.5000	AB
		O	2019-08-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 007	2.2400	AB
		O	2019-09-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 002	2.2500	AB
		O	2019-10-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 032	2.1800	AB
		O	2019-12-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 213	1.7400	AB
		O	2019-12-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 240	1.7000	AB
Verge, Alexander G.	4, 5	O	2019-01-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 606	1.9500	AB
		O	2019-02-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	1 520	2.0600	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		O	2019-02-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 362	1.9600	AB
		O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 194	2.2400	AB
		O	2019-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 029	2.6000	AB
		O	2019-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 002	2.6700	AB
		O	2019-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 070	2.5000	AB
		O	2019-08-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 196	2.2400	AB
		O	2019-09-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 190	2.2500	AB
		O	2019-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 226	2.1800	AB
		O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 441	1.7400	AB
		O	2019-12-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 473	1.7000	AB
Just Energy Group Inc.								
Actions ordinaires								
Andani, Amir	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 594		ON
BROWN, JAMES	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 404		ON
DAVIDS, JONAH	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 453		ON
Killam Apartment Real Estate Investment Trust								
Droits Restricted Units								
Alexander, Nancy Dianne	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 178	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 356	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(958)	22.1100	NS
Buckle-McIntosh, Ruth Mary	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 044	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 088	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 604)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 700)	22.1100	NS
Cleveland, Erin Nicole	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 579	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 158	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 136)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 394)	22.1100	NS
Crowell, Pamela Florence	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 161	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 322	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 482)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 959)	22.1100	NS
Curtis, Carrie T	5	O	2020-01-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 165	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 330	20.6000	NS
Fraser, Philip	4	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 991	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 982	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 711)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(39 148)	22.1100	NS
Jackson, Jeremy Winston	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 088	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 176	20.6000	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 634)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 263)	22.1100	NS
Jessop, Brain J	5	O	2020-01-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 977	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 288	20.6000	NS
McCarville, Colleen	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 942	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 884	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 362)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 220)	22.1100	NS
McLean, Mike	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 941	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 882	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 543)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 830)	22.1100	NS
Noseworthy, Dale	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 642	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 284	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 723)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 439)	22.1100	NS
Richardson, Robert	4	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 810	20.6000	NS
		M	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 620	20.6000	NS
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 513)	22.1100	NS
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 934)	22.1100	NS
Parts de fiducie								
Alexander, Nancy Dianne	5							
BMO	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	479	22.1100	NS
Buckle-McIntosh, Ruth Mary	5							
Cannacord (Cash Acct)	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	5 302	22.1100	NS
Cleveland, Erin Nicole	5							
CIBC RRSP	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 903	22.1100	NS
Crowell, Pamela Florence	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 241	22.1100	NS
Fraser, Philip	4							
CIBC (Investment)	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	21 947	22.1100	NS
Jackson, Jeremy Winston	5							
RRSP (JJ)	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	3 817	22.1100	NS
Landry, Aldea	4							
RRSP	PI	O	2017-10-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 400	20.3170	NS
		O	2019-03-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 450	18.1300	NS
McCarville, Colleen	5							
iTrade account	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	3 181	22.1100	NS
McLean, Mike	5							
CIBC	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	4 390	22.1100	NS
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 503)	22.5351	NS
Noseworthy, Dale	5							
Dale (Non-RRSP)	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	5 853	22.1100	NS
Richardson, Robert	4							
CIBC	PI	O	2020-02-20	I	57 - Exercice de droits de souscription	11 736	22.1100	NS
Kinross Gold Corporation								
Actions ordinaires								
Elliott, Thomas Ballantyne	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 414	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 532	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9)	7.0000	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	7.4200	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	7.7000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 946	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 632	7.4200	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9)	7.4200	ON
Etter, Gregory Van	5	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 550)	5.1000USD	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 411	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 119	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 411)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 119)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	52 192	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(52 192)	7.4200	ON
Freeborough, Andrea Susan	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 900	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 661	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.0000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 202	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.4200	ON
Gold, Geoffrey Peters	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 149	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 425	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	99 023	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.4200	ON
Longenecker, Nathan M.	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 667	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 444	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 979)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 542)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 851)	7.3300	ON
Mittler, Andreas	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 762	6.3000	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	6.9300	ON
Rollinson, Jonathon Paul	4, 5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 357	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 552	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	251 126	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9)	7.4200	ON
Schimper, Claude J.S.	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 441	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 200	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 200)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	38 351	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(38 351)	7.4200	ON
Sims, John Lewis	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 553	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 203	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.0000	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 445)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 573	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.4200	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 565)	7.8100	ON
Sylvestre, Michel	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 353	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 556	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.0000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	26 049	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.4200	ON
Timpano, Hélène	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 055	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 675	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.0000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 337	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.4200	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Tomory, Paul Botond Stilicho	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 163	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 011	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 165	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9)	7.4200	ON
van Akkooi, Michiel	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 109	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 734	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.0000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 366)	7.2000	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 730)	7.8500	ON
Wiseman, Tara H.	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 299	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 985	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8)	7.0000	ON
Options								
Freeborough, Andrea Susan	5	O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(17 815)	5.3200	ON
Gold, Geoffrey Peters	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(305 928)	6.7800	ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(59 886)	7.4200	ON
Sims, John Lewis	5	O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(5 383)	5.0600	ON
Timpano, Hélène	5	O	2020-02-22	D	59 - Exercice au comptant	(14 857)	4.1700	ON
Tomory, Paul Botond Stilicho	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(31 211)	6.0200	ON
		O	2020-02-21	D	59 - Exercice au comptant	(50 841)	7.8400	ON
van Akkooi, Michiel	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(17 640)	4.9500	ON
Wiseman, Tara H.	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(10 348)	4.9500	ON
Restricted Shares								
Elliott, Thomas Ballantyne	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(6 239)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 414)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(7 526)	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 532)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 634		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(14 913)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 946)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(6 489)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 632)	7.4200	ON
Etter, Gregory Van	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(1 438)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 411)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(1 737)	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 119)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 351		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(17 685)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(52 192)	7.4200	ON
Freeborough, Andrea Susan	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(4 218)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 495)	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 900)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 661)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 198		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(14 058)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 202)	7.4200	ON
Gold, Geoffrey Peters	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(18 131)	6.7800	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(17 538)	6.7000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(9 389)	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 149)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(9 706)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 425)	7.2000	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 500		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(114 070)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(99 023)	7.4200	ON
Longenecker, Nathan M.	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 667)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 444)	6.9300	ON
Mittler, Andreas	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 762)	6.9300	ON
Rollinson, Jonathon Paul	4, 5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(44 227)	6.7000	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(45 960)	6.7800	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(24 603)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 357)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(23 675)	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 552)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	59 597		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(289 280)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(251 126)	7.4200	ON
Schimper, Claude J.S.	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 441)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 200)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 486		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(38 351)	7.4200	ON
Sims, John Lewis	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(3 691)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 094)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 203	7.2000	ON
		M	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 203)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 553)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 904		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(12 180)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 573)	7.4200	ON
Sylvestre, Michel	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(9 623)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(8 706)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 353)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 556)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(5 095)		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(30 009)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(26 049)	7.4200	ON
Timpano, Hélène	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 673)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(4 234)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 055)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 675)	7.2000	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 862		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(11 910)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 337)	7.4200	ON
Tomory, Paul Botond Stilicho	5	O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(11 111)	6.7800	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(10 784)	6.7000	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(5 948)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 163)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(5 773)	6.9300	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 011)	6.9300	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 531		ON
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(26 686)	7.4200	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 165)	7.4200	ON
van Akkooi, Michiel	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(7 038)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(4 303)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 109)	6.9300	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 734)	7.2000	ON
Wiseman, Tara H.	5	O	2020-02-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 802)	6.9300	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-19	D	59 - Exercice au comptant	(3 439)	7.2000	ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 985)	7.2000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 299)	6.9300	ON
La Banque Toronto-Dominion								
Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9								
McKenna, Frank Joseph	5							
The Canada Trust Company	PI	O	2020-02-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	75.2200	ON
Droits Deferred Share Units (DSU)								
McKenna, Frank Joseph	5	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22 658	75.7600	ON
Mohamed, Nadir	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 241	75.7600	ON
Droits Performance Share Units (PSU)								
McKenna, Frank Joseph	5	O	2020-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 894	75.7600	ON
La Societe Canadian Tire Limitee								
Actions sans droit de vote Class A								
Boivin, Pierre	4	O	2016-12-31	D	35 - Dividende en actions	49	140.6400	ON
		O	2017-12-31	D	35 - Dividende en actions	68	155.2700	ON
		O	2018-12-31	D	35 - Dividende en actions	92	163.2400	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	124	143.2800	ON
		M	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	124	143.2800	ON
Canadian Tire Corporation, Limited	1	O	2020-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	144.2211	ON
		O	2020-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	143.7846	ON
		O	2020-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	143.8038	ON
		O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	149.8437	ON
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		ON
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	151.3192	ON
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		ON
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	150.6241	ON
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		ON
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	150.1322	ON
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		ON
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	148.4546	ON
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		ON
McCann, Dean Charles	7, 5							
Sun Life Financial	PI	O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	234	142.6063	ON
Sunlife - GRRSP	PI	O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	25	142.6063	ON
Sheldon, Joseph Barry	7							
Sun Life Financial (CT Savings Plan - TFSA)	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	147.8993	ON
Actions sans droit de vote Class A (CT Savings Plan)								
Christie, James Robert	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	673	144.1846	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	104	142.7537	ON
Craig, Gregory George	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	482	144.1920	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	68	142.7572	ON
MacDonald, Allan Angus	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	780	144.2305	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	125	142.7123	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
McCann, Dean Charles	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	623	144.2191	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	109	142.7372	ON
Sheldon, Joseph Barry	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	57	147.8993	ON
Wickramasinghe, Mahes S	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	673	144.1846	ON
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	76	142.7754	ON
Actions sans droit de vote Class A (Share Purchase Plan)								
Craig, Gregory George	7, 5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	136	142.6063	ON
Restricted Share Units								
Wetmore, Stephen Gerald	4, 5	O	2020-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(13 683)		ON
Le Fonds de dividendes du secteur des produits de consommation numériques								
Parts de fiducie								
Digital Consumer Dividend Fund	1	O	2020-02-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	10.5418	AB
		O	2020-02-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	10.5656	AB
		O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.5830	AB
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	10.5748	AB
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	6 900	10.5130	AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	10.6527	AB
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	10.5645	AB
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	9.9889	AB
Les Compagnies Loblaw Limitee								
Actions ordinaires								
Bourdeau, Jocyanne C.	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	646		ON
Currie, Gordon Andrew McDonald	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	742		ON
Davis, Sarah Ruth	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	879		ON
Dufresne, Richard	6							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		ON
Myers, Darren	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	631		ON
Senecal, Garry	5							
ESOP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	265		ON
Les Industries Dorel Inc.								
Performance Share Units								
Woods, Peter	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 394	34.9500	QC
		M	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 755	10.3400	QC
		O	2019-12-30	D	97 - Autre	33	5.9200	QC
		M	2019-12-30	D	97 - Autre	(589)	5.9200	QC
RESTRICTED SHARE UNIT								
Woods, Peter	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 393	31.6100	QC
		M	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 267	10.3400	QC
Les Métaux Niobay inc. (anciennement MDN INC.)								
Actions ordinaires								
David, Jean-Sébastien	4	O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	0.4000	QC
Les Ressources Yorbeau Inc.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires Class A								
Kocisko, Terry	4							
Terry Kocisko Holdings Inc.	PI	O	2020-02-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	350 000	0.0400	QC
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.								
Actions ordinaires								
JOBIN, Luc	4	O	2020-02-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lightspeed POS Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Nahas, Denise	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	2	0.3720	QC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2)	37.4400	QC
		O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	5 000	0.3720	QC
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	37.5000	QC
Options								
Nahas, Denise	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(2)	0.3720	QC
		O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	0.3720	QC
Liminal BioSciences Inc. (auparavant Prometic Sciences de la Vie inc.)								
Actions ordinaires								
Lortie, Murielle	5	O	2018-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	21		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	296		QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(185)	13.0318	QC
Pritchard, Bruce	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	129		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	97		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	732		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	254		QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(615)	13.0318	QC
Sartore, Patrick	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	129		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	96		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	620		QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	209		QC
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(603)	13.0318	QC
Unités d'actions restreintes / Restricted Share Units								
Harris, Gordon Frederick	7	O	2020-02-11	D	97 - Autre	(37)	1710.0000	QC
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(18)	2870.0000	QC
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(60)	1420.0000	QC
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(18)	390.0000	QC
Iskra, Marie	5	O	2020-02-11	D	97 - Autre	(5)	2870.0000	QC
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(18)	1420.0000	QC
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(7)	390.0000	QC
Leclerc, Martin	5	O	2020-02-11	D	97 - Autre	(60)	1420.0000	QC
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(21)	390.0000	QC
Lortie, Murielle	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21)	390.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(296)	290.0000	QC
Pritchard, Bruce	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(129)	1710.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(97)	2870.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(732)	1420.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(254)	390.0000	QC
Sartore, Patrick	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(129)	1710.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(96)	2870.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(620)	1420.0000	QC
		O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(209)	390.0000	QC
Lithium Americas Corp.								
Actions ordinaires								
Kanellitsas, John	4	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	26 463		BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 300)	7.7200	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Mignacco, Franco	4, 7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	35 505	1.6835	BC
Options								
Kanellitsas, John	4	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(35 505)		BC
Mignacco, Franco	4, 7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(35 505)		BC
Logistec Corporation								
Droits Deferred Share Units								
Cherry, James Charles	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	38.0200	QC
DUBREUIL, SERGE	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	38.0200	QC
Foltz, Curtis Jay	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	38.0200	QC
GUGELMANN, GEORGE	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	38.0200	QC
Jones, George	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	38.0200	QC
Rodger, Jonathan Mark	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	38.0200	QC
Sabbatini, Luc	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	38.0200	QC
Villeneuve, Luc	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	38.0200	QC
Magna International Inc.								
Actions ordinaires								
Apfalter, Guenther Friedrich	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 654	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 847	51.7851USD	ON
Galifi, Vincent Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 418	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 669	51.7851USD	ON
Kotagiri, Seetarama Swamy	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 329	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 064	51.7851USD	ON
Magna International Inc.	1							
Magna Employee Share Based Benefit Plan Trust for Canadian Employees	PI	O	2020-02-24	I	38 - Rachat ou annulation	155 976		ON
		O	2020-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(155 928)		ON
Magna Employee Share Based Trust for Non-Canadian Employees	PI	O	2020-02-24	I	38 - Rachat ou annulation	21 127		ON
		O	2020-02-26	I	38 - Rachat ou annulation	(21 080)		ON
Seguin, Francis	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 708	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 907	51.7851USD	ON
Skudutis, Tommy Joseph	7, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 518	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 926	51.7851USD	ON
Tobin, Sr., James Joseph	5							
James Tobin Revocable Agmt of Trust	PI	O	2020-02-20	I	56 - Attribution de droits de souscription	1 978	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	I	56 - Attribution de droits de souscription	2 208	51.7851USD	ON
Walker, Donald James	4, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	47 845	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	53 385	51.7851USD	ON
Droits ROIC								
Apfalter, Guenther Friedrich	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	232	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 847)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(2 256)	51.7851USD	ON
Galifi, Vincent Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 639	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(21 669)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(24 959)	51.7851USD	ON
Kotagiri, Seetarama Swamy	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	743	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(7 064)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(6 065)	51.7851USD	ON
Seguin, Francis	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	232	51.7851USD	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 907)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(2 196)	51.7851USD	ON
Skudutis, Tommy Joseph	7, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	478	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(3 926)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(4 521)	51.7851USD	ON
Tobin, Sr., James Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	232	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(2 208)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 895)	51.7851USD	ON
Walker, Donald James	4, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 502	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(53 385)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(61 495)	51.7851USD	ON
Droits TSR								
Apfalter, Guenther Friedrich	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 741	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 654)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(2 022)	51.7851USD	ON
Galifi, Vincent Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 794	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(19 418)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(22 370)	51.7851USD	ON
Kotagiri, Seetarama Swamy	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 572	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(6 329)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(5 435)	51.7851USD	ON
Seguin, Francis	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 741	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 708)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 968)	51.7851USD	ON
Skudutis, Tommy Joseph	7, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 586	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(3 518)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(4 053)	51.7851USD	ON
Tobin, Sr., James Joseph	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 741	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 978)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(1 698)	51.7851USD	ON
Walker, Donald James	4, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	48 770	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(47 845)	51.7851USD	ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	(55 114)	51.7851USD	ON
Maple Gold Mines Ltd.								
Actions ordinaires								
Lang, Joness	5							
EBC Consulting Group Ltd.	PI	O	2020-02-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0700	BC
		O	2020-02-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 000	0.0700	BC
		O	2020-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0750	BC
MBN Corporation								
Actions ordinaires Equity Shares								
MBN Corporation	1	O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.5600	AB
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.5600	AB
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		AB
MCAN Mortgage Corporation								
Actions ordinaires								
Beaudry, Martin	5							
Computershare (ESOP)	PI	O	2020-01-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	16.6192	ON
		O	2020-02-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	16.7400	ON
Brown, Carl Scott	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2019-01-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	14.0000	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-01-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	14.0300	ON
		O	2019-02-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	14.2900	ON
		O	2019-02-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	14.4600	ON
		O	2019-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	14.6700	ON
		O	2019-03-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	15.4300	ON
		O	2019-03-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	325	15.6000	ON
		O	2019-04-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	15.7700	ON
		O	2019-04-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	16.1200	ON
		O	2019-04-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	15.9900	ON
		O	2019-05-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	16.0300	ON
		O	2019-06-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	16.0400	ON
		O	2019-06-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	15.8500	ON
		O	2019-06-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	340	15.4700	ON
		O	2019-07-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	15.8400	ON
		O	2019-07-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	15.9900	ON
		O	2019-08-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	15.9500	ON
		O	2019-08-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	15.2400	ON
		O	2019-09-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	15.7900	ON
		O	2019-09-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	15.7500	ON
		O	2019-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	351	15.5700	ON
		O	2019-10-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	15.9300	ON
		O	2019-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	15.9300	ON
		O	2019-11-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	16.1000	ON
		O	2019-11-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	16.7400	ON
		O	2019-12-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	17.1000	ON
		O	2019-12-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	16.8700	ON
		O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	337	16.8800	ON
		O	2020-01-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	49	17.1800	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
		O	2020-01-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	16.7000	ON
		O	2020-02-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	16.6200	ON
Pinto, Sylvia	5							
Computershare (ESOP)	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	223	16.8815	ON
		O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	17.1800	ON
		O	2020-01-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	16.7005	ON
		O	2020-01-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	16.6192	ON
Randle, Emily Anne	5							
Computershare (ESOP)	PI	O	2020-01-02	I	35 - Dividende en actions	16		ON
		O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15		ON
		O	2020-01-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15		ON
Weaver, Karen H.	4, 5							
Scotia Capital	PI	O	2019-10-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83	15.5700	ON
ScotiaMcLeod (RSP)	PI	O	2019-10-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	15.5700	ON
Performance Share Units								
Brown, Carl Scott	5	O	2019-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	15.9200	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	17.2100	ON
		O	2019-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43	15.9200	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	17.2100	ON
		O	2019-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	15.9200	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28	17.2100	ON
Randle, Emily Anne	5	O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27		ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34		ON
Restricted Share Units								
Brown, Carl Scott	5	O	2019-03-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	15.9500	ON
		O	2019-06-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	15.7800	ON
		O	2019-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	15.9200	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	67	17.2100	ON
Randle, Emily Anne	5	O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34		ON
Medical Facilities Corporation								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Papendick, Lew Wayne	7	O	2004-03-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	5.5281	ON
		O	2019-08-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	5.4017	ON
		O	2019-08-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.2440	ON
		O	2019-08-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.0776	ON
		O	2019-08-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.0908	ON
		O	2019-08-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	5.0983	ON
		O	2019-08-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.0927	ON
		O	2019-09-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	4.8993	ON
		O	2019-11-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.1500	ON
		O	2019-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	3.4597	ON
MedMen Enterprises Inc. (formerly Ladera Ventures Corp.)								
Droits Restricted Share Units								
Lissack, Ryan Graham	5	O	2020-02-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
MEG Energy Corp.								
Billets 7 Senior Notes due 2024								
Billing, Grant Donald	4	O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	($ 400 000.00)		AB
Obligations Notes US$ 6.375 Jan 30, 2023								
Billing, Grant Donald	4	O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	($ 480 000.00)		AB
Metaux Russel Inc.								
Actions ordinaires								
Britton, Marion Eleanor	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	9 548	19.8400	ON
Dinning, James Francis	4	O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	20.4900	ON
Elbow Holdings Inc.	PI	O	2020-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	21.6940	ON
Laberge, Alice D.	4	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	21.6000	ON
MacDermid, Ryan Wallace	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 366)	21.8600	ON
Tulloch, John Russell	4	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	21.5000	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	21.5550	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	21.5600	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	20.5400	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	20.5500	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	20.5600	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	20.5700	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	20.5800	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	20.5850	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	20.6000	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	20.6500	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	20.6550	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	20.6600	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	20.6700	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	20.6750	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	20.6800	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	20.6850	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	20.6900	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	20.7000	ON
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	20.7200	ON
Droits Restricted Share Units (cash settled)								
Britton, Marion Eleanor	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 937		ON
Bryant, Gregg Edward	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	602		ON
Coleman, Lesley Margaret Seppings	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 234		ON
Halcrow, David	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 188		ON
Kelly, Maureen Ann	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 370		ON
MacDermid, Ryan Wallace	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 188		ON
MacLean, John	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 370		ON
McKelvey, Sherri Lynn	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	274		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Reid, John Gregory	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	47 863		ON
Robb, Lloyd Bruce	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 869		ON
Vaillancourt, Michel	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 550		ON
Wallewein, Kenneth Gilbert	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	912		ON
Droits Share Appreciation Rights (cash settled)								
Reid, John Gregory	5	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	120 000	21.9400	ON
Options								
Britton, Marion Eleanor	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(9 548)	19.8400	ON
		O	2020-02-24	D	50 - Attribution d'options	64 815	21.9400	ON
Methanex Corporation								
Actions ordinaires								
Kostelnik, Robert	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	33.0099USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	368	33.0100USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	950	33.0200USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	33.0000USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	32.9997USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	32.9900USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 082	33.0000USD	BC
M&G Investment Management Limited	3							
LF Access Global Dividend Fund	PI	O	2020-02-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 240	33.6911USD	BC
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 849	33.1051USD	BC
		O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 510	34.2591USD	BC
		O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 524	33.8556USD	BC
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 347	32.1293USD	BC
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 649	31.4157USD	BC
M&G (Lux) Investment Funds 1	PI	O	2020-02-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 720	33.6911USD	BC
		O	2020-02-14	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 400)	33.6850USD	BC
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 219	33.1051USD	BC
		O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 484	34.2591USD	BC
		O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 691	33.8556USD	BC
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 986	32.1293USD	BC
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 732	31.4157USD	BC
M&G Global Dividend Fund	PI	O	2020-02-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 740	33.6911USD	BC
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 498	33.1051USD	BC
		O	2020-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 908	34.2591USD	BC
		O	2020-02-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 305	33.8556USD	BC
		O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 046	32.1293USD	BC
		O	2020-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 240	31.4157USD	BC
M&G Investment Funds (1)	PI	O	2020-02-14	C	90 - Changements relatifs à la propriété	7 400	33.6850USD	BC
Metro inc.								
Actions ordinaires								
Bacon, Marie-Claude	5	O	2020-02-25	D	51 - Exercice d'options	3 000	22.0967	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	55.2000	QC
Bich, Geneviève	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	13 500	22.0967	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 042)	55.9952	QC
Options								
Bacon, Marie-Claude	5	O	2020-02-25	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	22.0967	QC
Bich, Geneviève	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(13 500)	22.0967	QC
Microbix Biosystems Inc.								
Options								
Alagic, Amer	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Alcamo, Maria	8	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	30 000		ON
Blecher, Peter Martin	4	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Casselli, Philip Jonathan	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	100 000		ON
Cassidy, Kevin James	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	100 000		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Cochran, Mark	4	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Currie, James Stuart	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	175 000		ON
Embro-Pantalony, Vaughn	4	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Gastle, William John	4, 5, 3	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Groome, Cameron Lionel	4, 5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	220 000		ON
Hagerman, Steven Trevor	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Hollas, Bo	4	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	150 000		ON
Hughes, Kenneth	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	175 000		ON
Luscher, Mark Adrian	5	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	100 000		ON
Marino, Martin	4	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Renner, Joseph David	4	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Zhelev, Pavel	5	O	2020-02-25	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Millrock Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Beischer, Gregory Allan	5	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1085USD	BC
		O	2020-02-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	41 000	0.1200	BC
Butler, Roland Wayne	4	O	2020-02-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.1200	BC
Bons de souscription								
Beischer, Gregory Allan	5	O	2020-02-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	41 000	0.2000	BC
Butler, Roland Wayne	4	O	2020-02-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.2000	BC
Mines Agnico Eagle Limitée								
Actions ordinaires								
Al-Joundi, Ammar	5	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	64.3700	ON
Boyd, Sean	4, 5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	69.6372	ON
Leiderman, Mel	4	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	66.9540	ON
Robitaille, Jean	5	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	67.0000	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	69.9460	ON
Mines d'Or Dynacor Inc.								
Actions ordinaires								
Demers, Roger	4	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.9000	QC
Miniere Osisko Inc.								
Actions ordinaires								
Burzynski, John Feliks	4, 5							
Archean Capital Corp.	PI	O	2020-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	3.5800	ON
		O	2020-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	3.5900	ON
Roosen, Sean	4, 3	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(74 589)	4.1007	ON
Savard, Mathieu	5	O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	156 900	3.0100	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(156 900)	4.1100	ON
Vizquerra, Jose	5	O	2019-03-12	D	51 - Exercice d'options	283 000	1.2000	ON
		M	2019-03-13	D	51 - Exercice d'options	283 800	1.2000	ON
		O	2019-03-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(283 000)	3.2100	ON
		M	2019-03-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(283 800)	3.2170	ON
Wares, Robert	5	O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	3.6000	ON
Options								
John, William Murray	6	O	2020-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Savard, Mathieu	5	O	2017-01-27	D	50 - Attribution d'options	150 000	3.4100	ON
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(156 900)	3.0100	ON
Vizquerra, Jose	5	O	2019-03-12	D	51 - Exercice d'options	(283 000)	1.2000	ON
		M	2019-03-13	D	51 - Exercice d'options	(283 800)	1.2000	ON
Wares, Robert	5	O	2019-04-21	D	52 - Expiration d'options	(12 500)	4.4000	ON
		O	2019-10-19	D	52 - Expiration d'options	(19 280)	6.2300	ON
MINT Income Fund								
Parts de fiducie								
MINT Income Fund	1	O	2020-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.4057	AB
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	6.4133	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-21	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.4029	AB
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.2543	AB
Mistango River Resources Inc.								
Options option plan								
Ananthanarayanan (also known under name of Narayanan), Gautam	4							
2630319 Ontario Inc.	PI	O	2019-10-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-10	C	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
Beaudry, Charles	6	O	2019-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-10	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.0700	ON
Stewart, Alexander	6	O	2019-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-12	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
Stewart, Stephen Alexander Nelson	6	O	2019-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
MONETA PORCUPINE MINES INC.								
Actions ordinaires								
Vejvoda, Josef	4							
K2 & Associates	PI	O	2020-02-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	67 500	0.1190	ON
		O	2020-02-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	94 000	0.1150	ON
		O	2020-02-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1170	ON
		O	2020-02-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.1100	ON
MOSAIC MINERALS CORP.								
Actions ordinaires								
Cumming, John Charles Richard	4, 5	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Giroux, Maurice	4, 5, 3	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-12	D	53 - Attribution de bons de souscription	150 000	0.1000	BC
Trottier, Jacques	4	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
VanZiffle, Piers Eric	4	O	2018-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Bons de souscription								
Cumming, John Charles Richard	4, 5	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Trottier, Jacques	4	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Mullen Group Ltd.								
Actions ordinaires								
Clark, Peter W. Stephen	5							
CIBC RSP	PI	O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	9.0200	AB
CIBC Spousal RSP	PI	O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	9.0200	AB
McGinley, Christine Ellen	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	820	9.2200	AB
Scherman, Philip	4							
RRSP (Self)	PI	O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 400	8.7950	AB
Murchison Minerals Ltd.								
Actions ordinaires								
Cudney, Robert Douglas	3							
Northfield Capital Corporation	PI	O	2020-02-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	0.1300	ON
		O	2020-02-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47 500	0.1300	ON
		O	2020-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1300	ON
		O	2020-02-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.1386	ON
		O	2020-02-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.1300	ON
		O	2020-02-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1300	ON
Neptune Solutions Bien-Être Inc. (anciennement Neptune Technologies & Bioressources Inc.)								
Actions ordinaires								
Moretz, John Morris	4	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 500	1.7999USD	QC
NGEx Minerals								
Options								
Carmichael, Robert Gordon	5	O	2020-02-23	D	52 - Expiration d'options	(75 000)		BC
Mullen, David Frederick	4	O	2020-02-24	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	0.9300	BC
Wodzicki, Wojtek Alexander	4, 5	O	2020-02-23	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	0.9300	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Norbord Inc.								
Actions ordinaires								
Banks, Nigel	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 334	34.5400	ON
Burke, Kevin John	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 600	25.1000USD	ON
Dubois-Phillips, Mark Richard	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	963	34.2200	ON
Houston, Paul	4	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 150	42.0000	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	42.2800	ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 360	42.4100	ON
Lampard, Robin E.A.	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	45 000	18.2100	ON
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(45 000)	43.0000	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 742	33.1800	ON
Turcotte, Denis Andre	4							
Julie Turcotte	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	643	33.3900	ON
Wijnbergen, Peter Cornelius	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	27 000	9.9600	ON
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 000)	44.0000	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 585	34.5400	ON
Droits Director Deferred Share Units								
Dupuis, Pierre	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 597	33.1900	ON
Gagne, Paul Ernest	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 416	33.2300	ON
Houston, Paul	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 097	33.2200	ON
Nemchev, Denise Marie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 064	33.2400	ON
Turcotte, Denis Andre	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	334	33.1900	ON
Droits Management Deferred Share Units								
Banks, Nigel	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	33.1900	ON
Burke, Kevin John	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 008	21.3100USD	ON
Dubois-Phillips, Mark Richard	5	O	2018-12-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 327		ON
Wijnbergen, Peter Cornelius	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	145	33.1900	ON
Droits Restricted Share Units								
Banks, Nigel	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	88		ON
Burke, Kevin John	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71		ON
Dubois-Phillips, Mark Richard	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12		ON
Lampard, Robin E.A.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	476		ON
McMeekin, Alan Gordon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
Wijnbergen, Peter Cornelius	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	671		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
Options								
Lampard, Robin E.A.	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(45 000)	18.2100	ON
Wijnbergen, Peter Cornelius	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(27 000)	9.9600	ON
North American Construction Group Ltd.								
Deferred Share Units								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 551		AB
Lambert, Joseph Charles	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 023		AB
Palmer, Barry Wade	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 392		AB
Veenstra, Jason William	5	O	2018-09-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 468		AB
NORZINC LTD.								
Actions ordinaires								
Vande Guchte, Michael John	5	O	2020-02-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	216 800	0.0800	BC
Options								
Fulton, Scott Douglas	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	891 332	0.0800	BC
MacDonald, Robert John	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	2 496 128	0.0800	BC
Portka, Peter	5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	1 002 749	0.0800	BC
Restricted Share Units								
Fulton, Scott Douglas	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	980 000		BC
MacDonald, Robert John	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 744 438		BC
Portka, Peter	5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	805 000	0.0800	BC
Vande Guchte, Michael John	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(400 000)		BC
NOVAGOLD RESOURCES INC.								
Actions ordinaires								
Ottewell, David	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	30 000	4.5800USD	BC
		O	2020-02-18	D	38 - Rachat ou annulation	(14 711)	9.3400USD	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 289)	9.3400USD	BC
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	25 000	4.5800USD	BC
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(11 792)	9.7100USD	BC
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 208)	9.7200USD	BC
Williams, Richard	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	50 000	5.0200	BC
		O	2020-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	(20 490)	12.2500	BC
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 510)	12.2500	BC
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	26 333	5.0200	BC
		O	2020-02-19	D	38 - Rachat ou annulation	(10 533)	12.5500	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 800)	12.5500	BC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	28 967	5.0200	BC
		O	2020-02-20	D	38 - Rachat ou annulation	(11 514)	12.6300	BC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 453)	12.6600	BC
Options								
Ottewell, David	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	4.5800USD	BC
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	4.5800USD	BC
Williams, Richard	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	5.0200	BC
		O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(26 333)	5.0200	BC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(28 967)	5.0200	BC
Nutrien Ltd.								
Actions ordinaires								
Kirkpatrick, Robert	7	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 333	54.6600	SK
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	63	68.2100	SK
Poohkay, Brent Donald	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 497	54.6600	SK
Sully, Raef	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 493	41.2800USD	SK

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Thompson, Mark	5	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 780	56.2700	SK
Droits Stock Appreciation Rights (SARs)								
Magro, Charles Victor	4, 5	O	2018-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			SK
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 251	43.2300USD	SK
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(8 251)	43.2300USD	SK
Options								
Farah, Pedro	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	152 439		SK
Frank, Michael John	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	150 057		SK
Kirkpatrick, Robert	7	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	29 268		SK
Magro, Charles Victor	4, 5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	604 069		SK
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(8 251)	43.2300USD	SK
Poohkay, Brent Donald	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	39 798		SK
Seitz, Kenneth Alvin	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	113 707		SK
Sully, Raef	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	104 841		SK
Thompson, Mark	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	57 564		SK
Webb, Michael Reed	5	O	2020-02-19	D	50 - Attribution d'options	90 966		SK
Performance Share Units								
Farah, Pedro	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 400		SK
Frank, Michael John	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 066		SK
Kirkpatrick, Robert	7	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 109		SK
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 309)	54.6600	SK
Magro, Charles Victor	4, 5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	84 803		SK
Poohkay, Brent Donald	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 587		SK
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 526)	54.6600	SK
Seitz, Kenneth Alvin	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	65 448		SK
Sully, Raef	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 718		SK
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 104)	41.2800USD	SK
Thompson, Mark	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 081		SK
Webb, Michael Reed	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 770		SK
O3 Mining Inc.								
Options								
Anderson, Patrick Fergus Neill	4	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5000	BC
Burzynski, John Feliks	4, 6	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.5000	BC
Calderon, Bernardo Alvarez	8	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5000	BC
Drapack, Alexandra	6	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.5000	BC
Gariepy, Louis	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.5000	BC
John, William Murray	4	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000		BC
Mance, Lili	6, 5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.5000	BC
Marcotte, Alexandria	6	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5000	BC
McKay, Keith Douglas	4, 6	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5000	BC
Njegovan, Donald Robert	6	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	20 000	2.5000	BC
Satov, Amy Joy	4	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5000	BC
Savard, Mathieu	6	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	20 000	2.5000	BC
Tyshynski, Elijah	4	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5000	BC
Vizquerra, Jose	4, 6, 5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	180 000	2.5000	BC
Zaritsky, Blair David	6, 5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	140 000	2.5000	BC
Parts								
Gariepy, Louis	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		BC
Vizquerra, Jose	4, 6, 5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		BC
Parts Restricted Share Unit								
Zaritsky, Blair David	6, 5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		BC
OceanaGold Corporation								
Droits								
Sweeney, Paul Bristol	4	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 892)	2.5200	ON
Droits Deferred Share Units								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
RABY, GEOFFREY WILLIAM	4	O	2020-01-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(16 892)	2.5200	ON
		M	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 892)	2.5200	ON
Oceanic Iron Ore Corp.								
Actions ordinaires								
Dean, Steven	4	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	99 000	0.1200	BC
Oncolytics Biotech Inc.								
Actions ordinaires								
Moore, Michael	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 210		AB
Droits Performance Share Units								
Moore, Michael	5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 210)		AB
Open Text Corporation								
Actions ordinaires OTEX Common								
Barrenechea, Mark James	4, 5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	127 740	27.8250USD	ON
		O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	300 000	27.0850USD	ON
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(345 000)	46.5541USD	ON
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	228 400	22.8650USD	ON
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(180 000)	46.8300USD	ON
Davies, Gordon Allan	5	O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	7 154	27.8250USD	ON
		O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	22 260	22.8650USD	ON
		O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	19 160	29.7450USD	ON
		O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	16 800	34.4900USD	ON
		O	2020-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(65 374)	46.6214USD	ON
McGourlay, Christopher James	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 099)	47.4650USD	ON
Options All OTEX Option Plans								
Barrenechea, Mark James	4, 5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(127 740)	27.8250USD	ON
		O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(300 000)	27.0850USD	ON
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(228 400)	22.8650USD	ON
Davies, Gordon Allan	5	O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	(7 154)	27.8250USD	ON
		O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	(22 260)	22.8650USD	ON
		O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	(19 160)	29.7450USD	ON
		O	2020-02-07	D	51 - Exercice d'options	(16 800)	34.4900USD	ON
Optiva Inc. (formerly Redknee Solutions Inc.)								
Actions à droit de vote subalterne (Common shares redesignated-Apr/17)								
EdgePoint Investment Group Inc.	3							
EdgePoint Canadian Growth & Income Portfolio	PI	O	2018-05-15	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
EdgePoint Canadian Portfolio	PI	O	2018-05-15	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Investment Council - Institutional Client	PI	O	2018-05-15	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Orca Gold Inc.								
Bons de souscription								
Clark, Richard Peter	4, 5	O	2019-07-06	D	55 - Expiration de bons de souscription	(1 012 750)		BC
Field, David	4	O	2019-07-06	D	55 - Expiration de bons de souscription	(10 000)		BC
Ross, Kevin John	5	O	2019-07-06	D	55 - Expiration de bons de souscription	(125 000)		BC
Orezone Gold Corporation								
Actions ordinaires								
Goodman, Ryan	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.4700	BC
Ovintiv Inc.								
Actions ordinaires								
McAllister, Michael	5	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	18.2850	AB
Ricks, Thomas Gregory	4							
Ricks Family Trust	PI	O	2020-01-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	15.8700USD	AB
Suttles, Douglas James	4, 5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	14.6900USD	AB
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	14.0200USD	AB
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	12.9553USD	AB
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	12.2700USD	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	12.6000USD	AB
Parex Resources Inc.								
Restricted Share Unit (cash)								
DiStefano, Leo Nicholas	5	O	2017-05-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 500		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 900		AB
		O	2020-02-11	D	59 - Exercice au comptant	(4 166)	22.0300	AB
Fowler, Ryan	5	O	2017-05-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 500		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 900		AB
		O	2020-02-11	D	59 - Exercice au comptant	(4 166)	22.0300	AB
Furlan, Eric	5	O	2017-05-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 300		AB
		O	2020-02-11	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	22.0300	AB
Kruchten, Michael	5	O	2017-05-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 500		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 900		AB
		O	2020-02-11	D	59 - Exercice au comptant	(4 166)	22.0300	AB
Pinsky, Kenneth George	5	O	2009-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 250		AB
		O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 300		AB
		O	2020-02-11	D	59 - Exercice au comptant	(5 750)	22.0300	AB
Share, Joshua	5	O	2020-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 900		AB
Taylor, David Robert	5	O	2009-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 800		AB
		O	2020-02-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 600		AB
		O	2020-02-11	D	59 - Exercice au comptant	(9 600)	22.0300	AB
Park Lawn Corporation								
Restricted Share Units								
Hay, Jennifer Wiers	5	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Pieridae Energy Limited								
Actions ordinaires								
Judson, Andrew George	4	O	2019-12-12	D	46 - Contrepartie de services	19 701	0.8700	AB
		O	2020-01-16	D	46 - Contrepartie de services	15 032	0.7900	AB
Planet 13 Holdings Inc.								
Actions ordinaires								
Markle, Stephen Christopher	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 608)	2.2100	ON
Vargas, William Joseph	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 740)	2.2100	ON
Wren, Christopher Brian	5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 300)	2.2100	ON
Plaza Retail REIT								
RSUs								
Drake, James (Jim)	5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	4.6800	NB
Mackenzie, Peter	5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	4.6800	NB
Penney, Stephen	5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	4.6800	NB
Petrie, James M.	5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	4.6800	NB
Strange, Kimberly A.	5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	4.6800	NB
POET Technologies Inc.								
Options								
Charbonneau, Peter D.	4	O	2020-02-06	D	50 - Attribution d'options	35 488		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Postmedia Network Canada Corp.								
Class C Voting Shares								
Cooperman, Leon	3							
The Leon and Toby Cooperman Family Foundation	PI	O	2020-02-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	3.3500	ON
Class NC Variable Voting Shares								
Chatham Asset High Yield Master Fund, Ltd.	3	O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.1500	ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.0000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	3.0000	ON
Chatham Asset Management, LLC	3							
Chatham Asset High Yield Master Fund, Ltd.	PI	O	2020-02-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.1500	ON
		O	2020-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.0000	ON
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	3.0000	ON
Melchiorre, Anthony	3							
Chatham Asset High Yield Master Fund, Ltd.	PI	O	2020-02-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.1500	ON
		O	2020-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.0000	ON
		O	2020-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	3.0000	ON
Power Corporation du Canada								
Actions à droit de vote subalterne								
Beaudoin, Pierre	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	19 498		QC
Desmarais, André	4, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	45 360		QC
Graham, Anthony R.	4							
ARG Holdings Inc.	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	26 250		QC
Jackson, John David Allan	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 725		QC
Lemay, Stéphane	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	39 914	30.0650	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 914)	34.3013	QC
McArthur, Susan J.	7	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2018-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 740		QC
RRSP	PI	O	2020-02-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2018-05-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	913		QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	420 000		QC
Jacqueline Orr	PI	O	2005-05-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	210		QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 300		QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7							
Share Purchase Plan	PI	O	2020-02-13	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	18 202		QC
Szathmary, Emoke Jolan Erzsebet	4	O	1999-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	3 150		QC
Actions privilégiées 1986 Series								
Power Corporation of Canada	1	O	2000-02-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Actions privilégiées Participating								
Desmarais Family Residuary Trust	3							
Pansolo Holding Inc.	PI	O	2020-02-12	I	57 - Exercice de droits de souscription	6 000 000	34.2700	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Options								
de Seze, Amaury-Daniel	4, 5	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	32 238	34.2325	QC
Desmarais, André	4, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 347 292		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 347 292		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 656		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 656		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 656		QC
		M''	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 654		QC
		O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	450 000	34.2325	QC
		M	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	450 000	34.2325	QC
Desmarais, Olivier	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	159 958		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	159 958		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	167 955		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	167 955		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	167 953		QC
Desmarais, Paul III	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	148 512		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	148 512		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	155 937		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	155 937		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	155 935		QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 347 292		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 347 292		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 656		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 656		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 464 654		QC
		O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	450 000	34.2325	QC
Généreux, Claude	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	578 650		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	578 650		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	607 582		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	607 582		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	607 579		QC
		O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	353 919	34.2325	QC
Lemay, Stéphane	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	95 886		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	95 886		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	100 680		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	100 680		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	100 678		QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(39 914)	30.0650	QC
		O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	83 253	34.2325	QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2005-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	5 746 839		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	5 746 839		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 034 180		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 034 180		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 034 177		QC
		O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	1 476 976	34.2325	QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	394 679		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	394 679		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	414 412		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	414 412		QC
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	414 409		QC
		O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	492 954	34.2325	QC
Performance Deferred Share Units								
Généreux, Claude	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 493	34.2325	QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 693	34.2325	QC
Performance Share Units								
de Seze, Amaury-Daniel	4, 5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 060	34.2325	QC
Desmarais, André	4, 5	O	2003-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	78 772	34.2325	QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 5	O	2003-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 060	34.2325	QC
Lemay, Stéphane	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 938	34.2325	QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2005-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	78 772	34.2325	QC
PFC Deferred Share Units								
Bibeau, Marc A.	7	O	2009-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	63 945		QC
Desmarais, André	4, 5	O	2003-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	110 593		QC
Desmarais, Paul Jr.	4, 5	O	2003-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	78 037		QC
Doer, Gary Albert	4	O	2016-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	14 946		QC
Frère, Gérald	7	O	1990-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	66 256		QC
Généreux, Claude	5	O	2015-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 679		QC
Graham, Anthony R.	4	O	2001-04-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	80 017		QC
Jackson, John David Allan	4	O	2013-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	17 455		QC
McArthur, Susan J.	7	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2018-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 223		QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2005-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	75 241		QC
Plessis-Bélair, Michel	5	O	2003-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	33 484		QC
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4, 7	O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	11 793		QC
Szathmary, Emoke Jolan Erzsebet	4	O	1999-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	50 465		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2012-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	19 891		QC
Vanaselja, Siim A.	7	O	2020-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2018-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	9 946		QC
PFC Performance Deferred Share Units								
Desmarais, André	4, 5	O	2003-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Généreux, Claude	5	O	2015-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	91 085		QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2005-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	280 203		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	280 203		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	280 200		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		M'	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	280 200		QC
Tretiak, Gregory Dennis	5	O	2012-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	27 364		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	27 364		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	27 363		QC
PFC Performance Share Units								
Desmarais, André	4, 5	O	2003-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Desmarais, Olivier	7	O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 643		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 643		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 642		QC
Desmarais, Paul III	7	O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	8 014		QC
Lemay, Stéphane	5	O	2005-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	11 929		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	11 929		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	11 927		QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2005-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	242 055		QC
		O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	242 055		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	242 054		QC
PrairieSky Royalty Ltd.								
Actions ordinaires								
Phillips, Andrew	5	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	14.1650	AB
Options								
Phillips, Andrew	5	O	2020-02-25	D	52 - Expiration d'options	(104 734)		AB
PROCTOR, CAMERON MACLEAN	5	O	2020-02-25	D	52 - Expiration d'options	(69 124)		AB
Precision Drilling Corporation								
Actions ordinaires								
WILLIAMS, DAVID	4	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.4550USD	AB
David W. and Patricia S. Williams	PI	M	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.4550USD	AB
		O	2018-09-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Options								
FORD, CAREY THOMAS	7	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(40 600)		AB
Gambles, Leonard C.	7	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(40 600)		AB
Hunter, Grant MacLeod	7	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(48 700)		AB
Marks, Roland H.	7	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(48 700)		AB
Neveu, Kevin A.	4, 5	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(373 000)		AB
Pickering, William Ross	7	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(48 700)		AB
Ruhr, Darren	5	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(64 900)		AB
Stahl, Gene	5	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(113 600)		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Stickland, Wane Jacob	7	O	2020-02-12	D	52 - Expiration d'options	(40 600)		AB
Performance Shares Units								
Foley, Veronica H.	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(41 600)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(10 400)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	401 600		AB
FORD, CAREY THOMAS	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(70 720)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(17 680)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	573 800		AB
Gambles, Leonard C.	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(25 280)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 320)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	172 800		AB
Goraya, Shuja	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	373 000		AB
Hunter, Grant MacLeod	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(41 600)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(10 400)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	286 900		AB
Marks, Roland H.	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(41 600)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(10 400)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	285 900		AB
Neveu, Kevin A.	4, 5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(266 240)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(66 560)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 836 100		AB
Pickering, William Ross	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(41 600)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(10 400)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	285 900		AB
Ruhr, Darren	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(41 600)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(10 400)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	401 600		AB
Stahl, Gene	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(58 240)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(14 560)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	516 400		AB
Stickland, Wane Jacob	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(19 040)		AB
		O	2020-02-12	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 760)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	123 000		AB
Restricted Share Units								
Foley, Veronica H.	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(32 733)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	172 100		AB
FORD, CAREY THOMAS	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(46 733)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	245 900		AB
Gambles, Leonard C.	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(19 699)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	74 100		AB
Goraya, Shuja	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(26 633)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	159 800		AB
Hunter, Grant MacLeod	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(32 399)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	123 000		AB
Marks, Roland H.	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(32 099)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	122 500		AB
Neveu, Kevin A.	4, 5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(109 400)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	786 900		AB
Pickering, William Ross	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(32 099)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	122 500		AB
Ruhr, Darren	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(32 966)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	172 100		AB
Stahl, Gene	5	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(42 932)		AB
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	221 300		AB
Stickland, Wane Jacob	7	O	2020-02-12	D	59 - Exercice au comptant	(26 333)		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	82 000		AB
Premier Gold Mines Limited								
Actions ordinaires								
Downie, Ewan Stewart	4	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.5000	ON
Premier Soin d'Amérique inc. (anciennement Corporation d'Acquisition Physinorth inc.)								
Reçu de souscription								
Chouinard, Eric	4, 3							
7871864 CANADA INC.	PI	O	2017-12-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-21	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	222 222	0.2250	QC
Probe Metals Inc.								
Droits Restricted Share Units								
Dessureault, Yves	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		ON
Gagnon, Marco	4, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	125 000		ON
Haymann, Basil Anthony	4	O	2015-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		ON
Horvat, Jamie	4	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		ON
Langlois, Patrick	5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	115 000		ON
Marrelli, Carmelo	5	O	2015-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
McCreary, Gordon A	4	O	2015-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		ON
Palmer, David Alexander Stephen	4, 5	O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	275 000		ON
Peterson, Dennis	4	O	2015-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		ON
Sokalsky, Jamie Calvin	4	O	2015-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 000		ON
Options								
Dessureault, Yves	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	300 000		ON
Gagnon, Marco	4, 5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	265 000		ON
Haymann, Basil Anthony	4	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
Horvat, Jamie	4	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
Langlois, Patrick	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	260 000		ON
Marrelli, Carmelo	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
McCreary, Gordon A	4	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
Palmer, David Alexander Stephen	4, 5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	525 000		ON
Peterson, Dennis	4	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
Sokalsky, Jamie Calvin	4	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	450 000		ON
Queen's Road Capital Investment Ltd.								
Actions ordinaires								
Anderson, John F.	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	72 423	0.4000	BC
		M	2020-02-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	72 423	0.4000	BC
BB Family International Trust	3	O	2020-02-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	19 119 403	0.4000	BC
Cowin, John James	3							
Corom Pty Ltd.	PI	O	2020-02-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	36 210 990	0.4000	BC
Cowin, Michael	4							
Bunkwee Investments	PI	O	2020-02-18	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	434 533	0.4000	BC
		M	2020-02-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	434 533	0.4000	BC
Corom Investments Pty Ltd	PI	O	2020-02-18	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	579 375	0.4000	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		M	2020-02-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	579 375	0.4000	BC
JJC FT Pty Ltd	PI	O	2020-02-18	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	434 533	0.4000	BC
		M	2020-02-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	434 533	0.4000	BC
Dyczkowski, Karen	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	275 000	0.1300	BC
Gilman, Warren Philip	4, 3	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 735 245	0.4000	BC
		M	2020-02-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	6 735 245	0.4000	BC
Granger, Alex	4, 5	O	2020-02-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	434 533	0.4000	BC
Roberts, Donald Jeffrey	4	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Whole New Enterprises Limited	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-18	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	650 000	0.4000	BC
		M	2020-02-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	650 000	0.4000	BC
Squadron Resources Pty Ltd	3	O	2020-02-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	36 210 990	0.4000	BC
Options								
Anderson, John F.	4	O	2020-02-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		BC
Cowin, Michael	4	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-18	D	50 - Attribution d'options	1 500 000		BC
Dyczkowski, Karen	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(275 000)		BC
		O	2020-02-18	D	50 - Attribution d'options	250 000		BC
Gilman, Warren Philip	4, 3	O	2020-02-18	D	50 - Attribution d'options	7 500 000		BC
Granger, Alex	4, 5	O	2020-02-18	D	50 - Attribution d'options	4 000 000	0.5500	BC
Roberts, Donald Jeffrey	4	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-02-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		BC
Whole New Enterprises Limited	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Questerre Energy Corporation								
Options								
D'Silva, Jason Dominic	5	O	2020-02-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000 000	0.2000	AB
		M	2020-02-04	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.2000	AB
Quincaillerie Richelieu Ltée								
Actions ordinaires								
Auclair, Antoine	5	O	2020-02-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	29.6988	QC
reer	PI	O	2020-02-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	87	29.6988	QC
Gauvin, Mathieu	4	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	29.6000	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	29.6000	QC
Grenier, Guy	5	O	2020-02-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	124	29.6988	QC
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	3 000	10.1500	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	29.5142	QC
Lord, Richard	4, 5	O	2020-02-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	29.6988	QC
Options								
Grenier, Guy	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	10.1500	QC
Unités d'actions différées								
Chicoyne, Denyse	4	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	143	29.5000	QC
Courteau, Robert	4, 5	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	147	29.5000	QC
Gauvin, Mathieu	4	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	164	29.5000	QC
Pomerleau, Pierre	4	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	21	29.5000	QC
Poulin, Marc	4	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	44	29.5000	QC
Proteau, Jocelyn	4	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	78	29.5000	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Vachon, Sylvie	4	O	2020-02-20	D	35 - Dividende en actions	22	29.5000	QC
Quinsam Captial Corporation								
Actions ordinaires DSU -Deferred Share Unit								
Dent, Roger	4, 5	O	2020-02-25	D	35 - Dividende en actions	31 855	0.0950	ON
Droits Deferred Share Units								
Szustak, Eric	3	O	2020-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 250		ON
Radient Technologies Inc.								
Actions ordinaires								
Kaura, Harinder S	4	O	2016-10-14	D	45 - Contrepartie d'un bien	228 571	0.1050	AB
Ajit Kaura	PI	O	2014-05-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Kawaljit Kaura	PI	O	2014-05-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Sadhu Kaura	PI	O	2014-05-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Ravensource Fund (formerly The First Asia Income Fund)								
Parts de fiducie								
Reid, Scott	3							
RRSP	PI	O	2020-02-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.7500	ON
		O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.5000	ON
Real Matters Inc.								
Actions ordinaires								
Holland, William Thomas	4							
Eastwood Capital Corp.	PI	O	2020-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(310 000)	15.7500	ON
		O	2020-02-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	15.6500	ON
Options								
MacDonald, Victoria	5	O	2020-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-10	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Recipe Unlimited Corporation (formerly Cara Operations Limited)								
Actions à droit de vote multiple								
Fairfax Financial Holdings Limited	3							
TIG Insurance (Barbados)	PI	O	2020-02-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 017 190)	18.4300	ON
Wentworth Insurance Company Ltd.	PI	O	2020-02-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 017 190	18.4300	ON
REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE								
Actions ordinaires								
John, William Murray	4	O	2020-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Regency Gold Corp.								
Bons de souscription								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 000 000	0.3000	ON
Sprott, Eric S.	3							
2176423 Ontario Ltd.	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-11	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 000 000	0.3000	ON
Subscription Receipts								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000 000	0.2000	ON
Chambers, Dean Ronald	4	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Drost, Abraham Peter	4, 5	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Gallagher, James Elvin	4	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Sprott, Eric S.	3							
2176423 Ontario Ltd.	PI	O	2020-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-11	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000 000	0.2000	ON
Ressources Cartier inc.								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Jacob, Mario	4	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(90 000)	0.1650	QC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	56 500	0.1800	QC
RESSOURCES CERRO DE PASCO INC. (anciennement Les propriétés Genius Ltée)								
Actions ordinaires								
Goulet, Guy	4, 5	O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.4000	QC
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.3610	QC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.3800	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.3580	QC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.4080	QC
Ressources Delta Limitée (formerly Golden Hope Mines Limited)								
Actions ordinaires								
Chapdelaine, Michel	5	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1300	ON
Ressources Melkior Inc.								
Actions ordinaires								
Deluce, Jonathon	4	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Deluce, Keith James	5, 3	O	2020-02-26	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(8 576 471)		BC
BA	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(224 100)		BC
BD	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(344 250)		BC
BD RSP	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(156 150)		BC
BD TFSA	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(107 550)		BC
BM	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(441 000)		BC
BP	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(11 683 800)		BC
KJD ESP	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(164 700)		BC
KJD RSP	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 701 700)		BC
KJD TFSA	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(130 500)		BC
Bons de souscription								
Deluce, Jonathon	4	O	2020-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Silverwater Capital Corp.	PI	O	2020-02-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Deluce, Keith James	5, 3							
BP	PI	O	2020-02-26	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(5 445 000)		BC
Options								
Deluce, Keith James	5, 3	O	2020-02-26	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(540 000)		BC
Myung, Sung Min	5	O	2020-02-26	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(270 000)		BC
Ressources Minieres Radisson Inc.								
Actions ordinaires Catégorie A								
Dion, Jean	4	O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 500	0.1750	QC
Lachance, Denis	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1750	QC
Ressources Minières Vanstar Inc.								
Actions ordinaires								
Perron, Michel	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.1200	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.2200	QC
Options								
Ferguson, Robert Roy	8							
Freeform Communications Inc.	PI	O	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2020-02-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Perron, Michel	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.1200	QC
		M	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.1200	QC
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.2200	QC
		M	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.2200	QC
Ressources Sirios Inc.								
Actions ordinaires								
Doucet, Dominique	4, 5	O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.1450	QC
Ressources Teck Limitée								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Class B Subordinate Voting Shares								
Ashar, Mayank Mulraj	4	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	13.8300	BC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	13.7300	BC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	13.7100	BC
Sheremeta, Robin	5	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	13.7198	BC
Restaurant Brands International Inc.								
Actions ordinaires								
Athayde, Felipe	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 324	66.3100USD	ON
Cil, José E.	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 154	66.3100USD	ON
Domanko, Jonathan	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	219	88.0300	ON
Dunnigan, Matthew	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 215	66.3100USD	ON
Finazzo, Christopher	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 008	66.3100USD	ON
Friesner, Jacqueline	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 252	66.3100USD	ON
Granat, Jill	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 241	66.3100USD	ON
Kobza, Joshua	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 336	66.3100USD	ON
Machado, Fernando De Araujo	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 191	66.3100USD	ON
Schwan, Axel	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	812	66.3100USD	ON
Sturm, Markus	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	176	88.6000USD	ON
		M	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	176	88.0300	ON
Tome, Vicente	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	210	66.3100USD	ON
Options								
Athayde, Felipe	7	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	15 000	66.3100USD	ON
Dunnigan, Matthew	5	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	50 000	66.3100USD	ON
Finazzo, Christopher	7	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	25 000	66.3100USD	ON
Granat, Jill	5	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	25 000	66.3100USD	ON
Schwan, Axel	5	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	56 000	66.3100USD	ON
Sturm, Markus	7	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	15 000	88.6000	ON
		M	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	15 000	88.0300	ON
Tome, Vicente	7	O	2020-02-21	D	50 - Attribution d'options	7 500	66.3100USD	ON
Parts Restricted Shares								
Athayde, Felipe	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 415	66.3100USD	ON
Cil, José E.	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	250 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 180	66.3100USD	ON
Domanko, Jonathan	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	769	88.0300	ON
Dunnigan, Matthew	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 385	66.3100USD	ON
Finazzo, Christopher	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 362	66.3100USD	ON
Friesner, Jacqueline	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 654	66.3100USD	ON
Granat, Jill	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	66.3100USD	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 471	66.3100USD	ON
Kobza, Joshua	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	200 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 455	66.3100	ON
		M	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 455	66.3100USD	ON
Machado, Fernando De Araujo	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 638	66.3100USD	ON
Schwan, Axel	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 715	66.3100USD	ON
Sturm, Markus	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	88.6000	ON
		M	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	88.0300	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	617	88.6000	ON
		M	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	617	88.0300	ON
Tome, Vicente	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000	66.3100USD	ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	307	66.3100USD	ON
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST								
Parts de fiducie								
Ballantyne, John	5	O	2020-02-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 438	27.5083	ON
		M	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 438	27.5083	ON
		O	2020-02-25	D	38 - Rachat ou annulation	(6 123)	27.5083	ON
		M	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(6 123)	27.5083	ON
Duncan, Andrew William	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 976	27.5083	ON
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 664)	27.5083	ON
Gitlin, Jonathan	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 438	27.5083	ON
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(6 123)	27.5083	ON
Ross, Jeffrey	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 483	27.5083	ON
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(6 123)	27.5083	ON
Smith, Franca	5							
EUPP	PI	O	2020-02-18	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25		ON
Sonshine, Edward	4, 5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	69 569	27.5083	ON
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(37 241)	27.5083	ON
Tang, Qi	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 943	27.5083	ON
		O	2020-02-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 367)	27.5083	ON
Performance Equity Units								
Ballantyne, John	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	348		ON
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 158)		ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 438)		ON
Duncan, Andrew William	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	222		ON
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(504)		ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 976)		ON
Gitlin, Jonathan	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	504		ON
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 158)		ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 438)		ON
Ross, Jeffrey	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	348		ON
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 158)		ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 438)		ON
Sonshine, Edward	4, 5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 037		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(7 048)		ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(69 569)		ON
Tang, Qi	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	274		ON
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(298)		ON
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 943)		ON
REU for Senior Executives								
Ballantyne, John	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113		ON
Duncan, Andrew William	5	O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	74		ON
Gitlin, Jonathan	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	140		ON
Ross, Jeffrey	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113		ON
Sonshine, Edward	4, 5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 016		ON
Suess, Jennifer	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42		ON
Tang, Qi	5	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	103		ON
REUs for Employees								
Harrison, Oliver	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149		ON
Sturm, Naftali	8	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	139		ON
Wong, Jason	7	O	2020-02-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	72		ON
Ritchie Bros. Auctioneers Incorporated								
Actions ordinaires								
Driscoll, Sharon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	791	36.6931USD	BC
Holm, Kieran	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	677	36.5398USD	BC
Jeter, James Jeffrey	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	703	36.6079USD	BC
Watt, Darren	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	587	36.6995USD	BC
Werner, Karl William	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	902	36.5924USD	BC
Wohler, Todd	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	689	36.4887USD	BC
Rogers Communications Inc.								
Actions sans droit de vote Class B								
Agius, Eric Philip	5							
Employee Share Accumulation Plan	PI	O	2020-02-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Deferred Share Units								
Agius, Eric Philip	5	O	2020-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Restricted Share Units								
Agius, Eric Philip	5	O	2020-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Rogers Sugar Inc.								
Actions ordinaires								
Lacroix, Manon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	499	5.6300	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					d'actionnariat			
Pitre-Bergevin, Alexis	8	O	2019-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2018-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	403	4.9200	BC
Ross, M. Dallas H.	4	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	5.2000	BC
Royal Nickel Corporation dba as RNC Minerals								
Droits Restricted Share Units								
Williams, Chad	4	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Saputo Inc.								
Contrat à terme d'achat hors bourse 100000 actions - éch. 27 février 2017								
Saputo inc.	1	O	2016-02-23	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		QC
		M	2016-02-23	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		QC
		M'	2016-02-23	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		QC
		M''	2016-02-23	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		QC
		M'''	2016-02-23	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		QC
Shopify Inc.								
Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-02-13	D	51 - Exercice d'options	894	6.2200USD	ON
		O	2020-02-13	D	36 - Conversion ou échange	(894)		ON
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	894	6.2200USD	ON
		O	2020-02-20	D	36 - Conversion ou échange	(894)		ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	1 000	5.1700USD	ON
		O	2020-02-10	D	36 - Conversion ou échange	(1 000)		ON
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	1 000	5.1700USD	ON
		O	2020-02-24	D	36 - Conversion ou échange	(1 000)		ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	2 916	6.2200USD	ON
		O	2020-02-19	D	36 - Conversion ou échange	(2 916)		ON
Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	2 000	22.4400USD	ON
		O	2020-02-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 000)	586.6400USD	ON
		O	2020-02-13	D	36 - Conversion ou échange	894		ON
		O	2020-02-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(894)	532.6600USD	ON
		O	2020-02-20	D	36 - Conversion ou échange	894		ON
		O	2020-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(894)	539.5405USD	ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	2 400	62.1500USD	ON
		O	2020-02-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 400)	586.6400USD	ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	2 150	62.1500USD	ON
		O	2020-02-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 150)	586.6400USD	ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	503		ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(291)	491.2166USD	ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 848		ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 052)	473.8965USD	ON
Goodman, Gail Faye	4	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	53		ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13)	536.2653USD	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	236		ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60)	536.2653USD	ON
Johnston, Colleen	4	O	2019-01-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	739		ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(421)	473.8965USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-02-10	D	36 - Conversion ou échange	1 000		ON
		O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 000)	482.1261USD	ON
		O	2020-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 000)	480.0000USD	ON
		O	2020-02-24	D	36 - Conversion ou échange	1 000		ON
		O	2020-02-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 000)	485.8418USD	ON
		O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	503		ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(291)	491.2166USD	ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 848		ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 052)	473.8965USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5							
7910240 Canada Inc.	PI	O	2020-02-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 000)	485.0723USD	ON
		M	2020-02-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 000)	485.0723USD	ON
		O	2020-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 604)	540.6923USD	ON
		O	2020-02-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 396)		ON
Opinicon Inc.	PI	O	2020-02-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 396		ON
		O	2020-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 396)	540.6923USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-02-19	D	36 - Conversion ou échange	2 916		ON
		O	2020-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 916)	541.3905USD	ON
Phillips, John	4							
Klister Credit Corp.	PI	O	2020-02-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(6 000)	498.4458USD	ON
		O	2020-02-11	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(3 000)		ON
The Northpine Foundation	PI	O	2020-02-11	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 000		ON
		O	2020-02-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 000)	661.4710	ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 660		ON
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 530)	486.2650USD	ON
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	726	137.7200	ON
		O	2020-02-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(726)	539.5405USD	ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 696		ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 104)	473.8965USD	ON
Options								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	22.4400USD	ON
		O	2020-02-13	D	51 - Exercice d'options	(894)	6.2200	ON
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(894)	6.2200USD	ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	62.1500USD	ON
		O	2020-02-12	D	51 - Exercice d'options	(2 150)	62.1500USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	5.1700USD	ON
		O	2020-02-24	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	5.1700USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(2 916)	6.2200USD	ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(726)	137.7200USD	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
RSU								
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(503)		ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 848)		ON
Goodman, Gail Faye	4	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(53)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(236)		ON
Johnston, Colleen	4	O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(739)		ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(503)		ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 848)		ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2020-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 660)		ON
		O	2020-02-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 696)		ON
Sienna Senior Living Inc. (formerly Leisureworld Senior Care Corporation)								
Executive Deferred Share Units								
Alaimo, Cristina	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 778		ON
Cormack, Lois	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 522		ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 156		ON
Dykeman, Patricia Joanne	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 448		ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 579		ON
Giovanniello, Olga	7	O	2019-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	749		ON
Jain, Nitin	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 719		ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 579		ON
Restricted Share Units								
Giovanniello, Olga	7	O	2019-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 247		ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 494		ON
Jain, Nitin	5	O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 239		ON
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 859		ON
Sierra Wireless, Inc.								
Actions ordinaires								
Aasen, Gregory D.	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 705	11.7400	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(850)	11.7400	BC
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	11.9420	BC
Abrams, Robin Ann	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 912	8.9000USD	BC
Cataford, Paul G.	4	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 137	11.5300	BC
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(546)	11.5300	BC
Chik, Pui Loi Joy	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 912	8.9000USD	BC
Jones, Russell Norman	4							
R&J Jones Family Trust	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 200	8.9581USD	BC
Krause, Jason Lawrence	5	O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 329	11.7400	BC
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 654)	11.7400	BC
Link, Rene Fernando	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 598	10.0100USD	BC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(654)	10.0100USD	BC
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 767	9.5400USD	BC
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 132)	9.5400USD	BC
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 960	8.9000USD	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 619)	8.9000USD	BC
McLennan, David Gordon	5	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 789	11.7400	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 369)	11.7400	BC
Osgoodby, Marc Hubbard	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	969	10.0100USD	BC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(392)	10.0100USD	BC
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 384	9.5400USD	BC
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(560)	9.5400USD	BC
Overton, Marc Anthony John McHardy	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 744	10.0100USD	BC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(820)	10.0100USD	BC
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 320	8.9000USD	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 031)	8.9000USD	BC
Sieber, Thomas	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 912	8.9000USD	BC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(208)	8.9000USD	BC
Thexton, Kent Paul	4, 5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 705	11.7200	BC
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(913)	11.7200	BC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	11.1000	BC
Restricted Share Units								
Aasen, Gregory D.	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 705)	11.7400	BC
Abrams, Robin Ann	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 912)	8.9000USD	BC
Cataford, Paul G.	4	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 137)	11.5300	BC
Chik, Pui Loi Joy	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 912)	8.9000USD	BC
Guillemette, Philippe Frederic Joel Rene	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 536	11.7400	BC
Krause, Jason Lawrence	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 978	11.7400	BC
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 329)	11.7400	BC
Link, Rene Fernando	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 598)	10.0100USD	BC
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 767)	9.5400USD	BC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 080	8.8800USD	BC
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 960)	8.9000USD	BC
McLennan, David Gordon	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 800	11.7400	BC
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 789)	11.7400	BC
Osgoodby, Marc Hubbard	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(969)	10.0100USD	BC
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 384)	9.5400USD	BC
Overton, Marc Anthony John McHardy	5	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 744)	10.0100USD	BC
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 807	8.8800USD	BC
		O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 320)	8.9000USD	BC
Ryan, James Patrick	5	O	2020-02-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Sieber, Thomas	4	O	2020-02-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 912)	8.9000USD	BC
Thexton, Kent Paul	4, 5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	58 708	11.7400	BC
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 705)	11.7200	BC
SILVERCORP METALS INC.								
Actions ordinaires without par value								
Katusa, Marina	4	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500		BC
Kim, Yong-Jae	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 563		BC
Kong, David TokPay	4	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500	5.4000	BC
Liu, Derek Zhihua	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 000		BC
Liu, Yikang	4	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500		BC
Shaver, Lon Eric	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 375		BC
Simpson, Stephen Paul	4	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500		BC
Droits Restricted Share Units								
Katusa, Marina	4	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)		BC
Kim, Yong-Jae	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 563)		BC
Kong, David TokPay	4	O	2020-02-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)	5.4000	BC
Liu, Derek Zhihua	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 000)		BC
Liu, Yikang	4	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)		BC
Shaver, Lon Eric	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 375)		BC
Simpson, Stephen Paul	4	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)		BC
SLANG Worldwide Inc.								
Actions ordinaires								
Driessen, Christopher Lee	4	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(91 500)	0.2831	ON
SLANG Worldwide Inc. (formerly Fire Cannabis Inc.)								
Actions ordinaires								
Driessen, Christopher Lee	4	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 000)	0.3154	ON
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 500)	0.3195	ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(64 500)	0.3114	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(73 500)	0.3079	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Slate Retail REIT								
Deferred Units								
Armstrong, Robert	5	O	2019-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	129		ON
		O	2019-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127		ON
		O	2019-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127		ON
		O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	131		ON
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137		ON
		O	2019-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133		ON
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	130		ON
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
		M	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
		O	2019-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133		ON
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
		O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	134		ON
		O	2020-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(18 811)	9.9500USD	ON
SmartCentres Real Estate Investment Trust (formerly, Smart Real Estate Investment Trust)								
Deferred Units								
Bustard, Paula	5	O	2019-08-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Scully, Allan	5	O	2019-08-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Societe Aurifere Barrick								
Droits Performance Granted Share Units (cash settled)								
Bristow, Dennis Mark	4, 5	O	2019-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 140	18.6600	ON
		O	2019-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	922	22.8500	ON
		O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 127	23.2400	ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(266 498)		ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	366 938	19.7200USD	ON
Hill, Mark Francis	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	115 429	26.1200	ON
Jacobs, Willem Jacobus	5	O	2019-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	84 940	19.7200USD	ON
Krcmarov, Robert Ljubomir	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	89 778	26.1200	ON
Raw, Catherine Philippa	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	126 972	26.1200	ON
Rich, Darian Kevin	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	89 778	26.1200	ON
Shuttleworth, Graham Patrick	5	O	2019-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	431	18.6600	ON
		O	2019-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	349	22.8500	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	428	23.2400	ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(101 001)		ON
Steele, John	5	O	2019-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	82 305	19.7200USD	ON
Thomson, Kevin James	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	140 375	26.1200	ON
Walker, Gregory Alan Pool	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	91 735	19.7200USD	ON
Droits Restricted Share Units (cash settled)								
Bristow, Dennis Mark	4, 5	O	2019-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	97 670	18.4300USD	ON
Shuttleworth, Graham Patrick	5	O	2019-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 016	18.4300	ON
Options Stock Option Plan (2004)								
Krcmarov, Robert Ljubomir	5	O	2020-02-11	D	52 - Expiration d'options	(34 626)	32.3000USD	ON
Rich, Darian Kevin	5	O	2020-02-11	D	52 - Expiration d'options	(11 112)	32.3000USD	ON
Société financière IGM Inc.								
Actions ordinaires								
Carney, Jeffrey	4, 5	O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	300	38.7100	MB
		O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85	38.7500	MB
		O	2020-02-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	38.8100	MB
Senior Executive Share Units								
Tretiak, Gregory Dennis	4, 6	O	2020-01-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	130	38.2700	MB
Société Financière Manuvie								
Actions ordinaires								
Cloherty, Eileen	7	O	2018-03-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16		ON
Collins, Brian	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	1 962	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 962)	26.0408	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	287		ON
Davis Watters, Linda	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	5 650	19.4800	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 650)	26.0700	ON
Doughty, Michael James	7, 5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	13 787	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 787)	26.0408	ON
Finch, Steve	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	14 257	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 257)	26.0408	ON
Forbes, Cindy Lou	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	6 158	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 158)	26.0408	ON
Harrison, Marianne	7, 5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	12 426	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 426)	26.0408	ON
Hartz, Scott	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	23 543	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 543)	26.0408	ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	676	676.0000	ON
Hirji, Rahim	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	6 294	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 294)	26.0408	ON
Lorentz, Paul	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	5 595	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 595)	26.0408	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Ross, Kenneth Michael	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8		ON
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23		ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 141		ON
Sheerin, Martin Ignatius	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 355		ON
Springer-Haynes, Renee	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119	119.0000	ON
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119		ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	550		ON
Sullivan, Lynda	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	11 280	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 280)	26.0408	ON
Vendittelli, Simonetta	7	O	2013-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	5 336	19.4800	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 336)	26.0408	ON
Yeo, Steven Hui Chin	7	O	2018-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	441		ON
Options								
Collins, Brian	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(1 962)	19.4800	ON
Davis Watters, Linda	7	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(5 650)	19.4800	ON
Doughty, Michael James	7, 5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(13 787)	19.4800	ON
Finch, Steve	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(14 257)	19.4800	ON
Forbes, Cindy Lou	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(6 158)	19.4800	ON
Harrison, Marianne	7, 5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(12 426)	19.4800	ON
Hartz, Scott	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(23 543)	19.4800	ON
Hirji, Rahim	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(6 294)	19.4800	ON
Lorentz, Paul	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(5 595)	19.4800	ON
Sullivan, Lynda	5	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(11 280)	19.4800	ON
Vendittelli, Simonetta	7	O	2020-02-18	D	51 - Exercice d'options	(5 336)	19.4800	ON
Source Energy Services Ltd.								
Actions ordinaires								
Newell, Derren James	5	O	2020-02-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(25 000)		AB
RRSP	PI	O	2020-02-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	25 000		AB
Spectral Medical Inc.								
Actions ordinaires								
Giese, Kevin Arnold	4	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.7500	ON
Guadagni, Gualtiero Piero Guido Maria	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.7300	ON
Seto, Chris	5	O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.7400	ON
Options								
Guadagni, Gualtiero Piero Guido Maria	5	O	2020-02-14	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.7300	ON
SRG Mining Inc.								
Actions ordinaires								
Filion, Marc	4, 6	O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.5000	QC
		O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.5300	QC
		O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.5300	QC
Storm Resources Ltd.								
Actions ordinaires								
Butler, Mark	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	18 362	1.8400	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération d'actionnariat	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Summit Industrial Income REIT								
Parts de fiducie								
Morassutti, Lawrence	4							
Caren Morassutti - RRSP	PI	O	2020-02-14	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	383	12.8900	ON
Suncor Energie Inc.								
Actions ordinaires								
Francoeur, Bruno	5	O	2019-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-23	D	51 - Exercice d'options	34 000	32.4600	AB
		O	2019-12-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 000)	42.4467	AB
MacSween, Michael Roderick	5	O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	17 226	32.4600	AB
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 226)	39.1003	AB
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	2 774	32.4600	AB
		O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 774)	39.1820	AB
Mitchelmore, Lorraine	4	O	2020-02-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	38.9100	AB
Smith, Kristopher Peter	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	20 000	32.4600	AB
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	38.6900	AB
Options - Suncor Energy Option Plan (Post August 1, 2009)								
Axford, Eric Charles	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	126 706	39.0800	AB
Cowan, Alister	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 889	39.0800	AB
Francoeur, Bruno	5	O	2019-12-23	D	51 - Exercice d'options	(34 000)	32.4600	AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	92 593	39.0800	AB
Gardner, Paul Douglas	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	97 466	39.0800	AB
Hall Findlay, Martha Kathleen Marlow	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	73 100	39.0800	AB
Little, Mark Stephen	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	414 231	39.0800	AB
MacSween, Michael Roderick	5	O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(17 226)	32.4600	AB
		O	2020-02-11	D	51 - Exercice d'options	(2 774)	32.4600	AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	136 453	39.0800	AB
Reynish, Stephen David Lile	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	136 453	39.0800	AB
Smith, Kristopher Peter	5	O	2020-02-10	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	32.4600	AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 889	39.0800	AB
Strom, Arlene Joyce	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	92 593	39.0800	AB
Performance Share Units								
Axford, Eric Charles	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 266		AB
Cowan, Alister	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 464		AB
Francoeur, Bruno	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 310		AB
Gardner, Paul Douglas	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 589		AB
Hall Findlay, Martha Kathleen Marlow	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 192		AB
Little, Mark Stephen	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	108 752		AB
MacSween, Michael Roderick	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 824		AB
Reynish, Stephen David Lile	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 824		AB
Smith, Kristopher Peter	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 464		AB
Strom, Arlene Joyce	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 310		AB
Restricted Share Unit								
Axford, Eric Charles	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 633		AB
Cowan, Alister	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232		AB
Francoeur, Bruno	5	O	2019-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 155		AB
Gardner, Paul Douglas	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 795		AB
Hall Findlay, Martha Kathleen Marlow	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 596		AB
Little, Mark Stephen	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 376		AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
MacSween, Michael Roderick	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 912		AB
Reynish, Stephen David Lile	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 912		AB
Smith, Kristopher Peter	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232		AB
Strom, Arlene Joyce	5	O	2020-02-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 155		AB
Superior Plus Corp.								
Actions ordinaires								
Bechberger, Edward Joseph	5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	10.5000	ON
Hribar, Darren Bart	5							
Nicole Merrifield RRSP	PI	O	2020-02-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	10.6000	ON
Summers, Elizabeth	5	O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	10.7400	ON
Tamarack Valley Energy Ltd.								
Actions ordinaires								
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2020-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 200)	1.2800USD	AB
Bay Resource Partners LP	PI	O	2020-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(59 800)	1.2800USD	AB
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2020-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(90 000)	1.2800USD	AB
Thomas Claugus	PI	O	2020-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 300)	1.2800USD	AB
Technologies D-Box inc								
Actions ordinaires Class A								
Halde, Jean-Rene	4	O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	0.0850	QC
Options								
Chamberland, Denis	4	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	30 000		QC
Desautels, Robert	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	275 000		QC
Gemme, Yannick	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	240 000	0.0800	QC
Mailhot, Sébastien	5	O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.0800	QC
Martin, Luc	4	O	2020-02-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.0800	QC
Montpetit, David	5	O	2020-01-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-17	D	50 - Attribution d'options	240 000	0.0800	QC
Technologies Interactives Mediagrif Inc.								
Actions ordinaires								
Rousseau, Camil	5	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.9900	QC
Options								
Bourque, Paul	5	O	2011-06-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Eigenbauer, Mark	7	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Filiatreault, Luc	4, 5	O	2019-09-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
		M	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	250 000		QC
Hallak, Hélène	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Leblanc, André	5	O	2018-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Mousseau, Louis	5	O	2019-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Rousseau, Camil	5	O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Roy, Catherine	4, 5	O	2015-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Simon, Andréanne	7	O	2018-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Stam, Jean-Michel	5	O	2012-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	D	50 - Attribution d'options	50 000		QC
Tetra Bio-Pharma Inc.								
Actions ordinaires								
Chamberland, Guy	5	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	142 000	0.5300	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Di Paola, Sabino Roberto	5	O	2020-02-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	189 000	0.5300	ON
Bons de souscription								
Chamberland, Guy	5	O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	142 000		ON
9315-4466 quebec inc	PI	O	2017-06-07	I	53 - Attribution de bons de souscription	2 000 000	0.0500	ON
		M	2017-06-07	I	53 - Attribution de bons de souscription	2 000 000	0.0500	ON
		O	2018-12-05	I	54 - Exercice de bons de souscription	(4 000 000)	0.0500	ON
		M	2018-12-05	I	54 - Exercice de bons de souscription	(4 000 000)	0.0500	ON
Di Paola, Sabino Roberto	5	O	2020-02-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	189 000	0.7500	ON
The Descartes Systems Group Inc.								
Swap sur actions - Position acheteur								
The Descartes Systems Group Inc.	1	O	2020-01-24	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		ON
		O	2020-01-27	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		ON
		O	2020-01-28	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		ON
The Keg Royalties Income Fund								
Actions échangeables Class D LP Exchangeable Units of a subsidiary								
Keg Restaurants Ltd.	3	O	2019-12-25	D	45 - Contrepartie d'un bien	89 068		BC
		M	2019-12-25	D	45 - Contrepartie d'un bien	89 067		BC
		O	2020-01-01	D	45 - Contrepartie d'un bien	354 412		BC
The North West Company Inc.								
Deferred Share Units								
Bulbuck, W. Brock	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	803	27.5600	MB
Chopra, Deepak	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	37	27.5600	MB
Coleman, Frank Joseph	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	936	27.5600	MB
Evans, Frances Wendy	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	591	27.5600	MB
Glendinning, Stewart	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 072	27.5600	MB
Kennedy, Robert	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	591	27.5600	MB
King, Anna Lisa	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	99	27.5600	MB
Konkle, Violet	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	581	27.5600	MB
Nepinak, Jennefer Joann	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	745	27.5600	MB
Riley, Sanford	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 292	27.5600	MB
Stefanson, Eric	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	368	27.5600	MB
Tootoo, Victor	4	O	2020-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	102	27.5600	MB
Theratechnologies Inc.								
Options								
Antunovic, Jovan	5	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	50 000	3.2200	QC
Boucher, Denis	5	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	27 900	3.2200	QC
Frame, Sheila	4	O	2019-03-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	10 600	3.2200	QC
Lafond, Jocelyn	5	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	27 900	3.2200	QC
Pommier, Paul	4	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	10 600	3.2200	QC
Svoronos, Dawn	4	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	10 600	3.2200	QC
Walshe, Conor	7	O	2019-03-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	40 000	3.2200	QC
Weil, Dale	4	O	2020-02-26	D	50 - Attribution d'options	10 600	3.2200	QC
Thomson Reuters Corporation								
Actions ordinaires								
Monaghan, Paula R.	5	O	2019-03-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	72.7377	ON
		O	2019-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	87.4507	ON
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	89.2698	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	93.5254	ON
		O	2019-03-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	72.7377	ON
		O	2019-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	87.4507	ON
		O	2019-06-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	87.4507	ON
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	89.2698	ON
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	93.5254	ON
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
Actions ordinaires								
1313366 Ontario Inc.	3	O	2020-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450 000)	0.0300	ON
		O	2020-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900 000)	0.0288	ON
Kopman, Jeff	6							
1313366 Ontario Inc.	PI	O	2020-02-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450 000)	0.0300	ON
		O	2020-02-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900 000)	0.0288	ON
Torex Gold Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Batoff, Mary Delores	5	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 407		ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 407)	21.6000	ON
Fennell, David	4							
Laurentian Mountain Investments Ltd.	PI	O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 300)	21.5300	ON
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	22.0600	ON
Thomas, Steven John	5	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	31 414		ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 414)	21.4860	ON
		O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 000		ON
		O	2020-02-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 274)	21.5000	ON
Droits Performance Share Units under Employee Share Unit Plan								
Thomas, Steven John	5	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 495)		ON
		O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 000)		ON
Droits Restricted Share Units under Employee Share Unit Plan								
Batoff, Mary Delores	5	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 407)		ON
Thomas, Steven John	5	O	2020-02-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 919)		ON
Toromont Industries Ltd.								
Actions ordinaires								
Cochrane, Jennifer	5							
ESPP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	433		ON
Cuddy, Mike	5	O	2020-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	71.2500	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	71.2500	ON
Jewer, Paul Randolph	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	10 000	53.8800	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	71.0300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	71.0100	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	71.0000	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	70.9550	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 300)	70.9500	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	70.9400	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	70.9300	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	70.9200	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	70.9100	ON
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	70.9000	ON
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	600	53.8800	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	70.9000	ON
ESPP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	57		ON
Korbak, Lynn Margaret	5							
ESPP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	289		ON
RRSP	PI	O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24	69.0000	ON
TFSA	PI	O	2020-02-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5	69.0000	ON
Malinauskas, David Allan	7							
ESPP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	507		ON
Medhurst, Scott	4, 5							
ESPP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6		ON
Droits Deferred Share Units (cash settled)								
Korbak, Lynn Margaret	5	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	680		ON
Malinauskas, David Allan	7	O	2020-02-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	288		ON
Options								
Jewer, Paul Randolph	5	O	2020-02-19	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	53.8800	ON
		O	2020-02-20	D	51 - Exercice d'options	(600)	53.8800	ON
Total Energy Services Inc.								
Actions ordinaires								
Ting, Ashley Desiree	5	O	2019-12-31	D	46 - Contrepartie de services	1 676	7.8300	AB
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	57	7.4900	AB
Options								
Ting, Ashley Desiree	5	O	2019-05-17	D	50 - Attribution d'options	40 000	9.0000	AB
Transport Scolaire Sogesco inc.								
Actions de Catégorie C								
Hélie, Pierre	4							
9071-6788 Québec inc.	PI	O	2020-01-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 000	6.2500	QC
Actions ordinaires Catégorie A								
Hélie, Pierre	4							
9071-6788 Québec inc.	PI	O	2020-01-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	125	1180.0000	QC
Tucows Inc.								
Actions ordinaires								
Investmentaktiengesellschaft für langfristige Investoren TGV	3	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	52.3100USD	ON
Unigold Inc.								
Actions ordinaires								
John, William Murray	6	O	2020-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Uni-Sélect inc.								
Actions ordinaires								
Bussieres, Eric	5	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	11.4400	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	11.4300	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	11.4200	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	11.4000	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	11.3800	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	11.3650	QC
Mifflin, Frederick James	4	O	2019-05-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	11.3900	QC
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	11.3800	QC
Urbanimmersive inc.								
Actions ordinaires								
Felsenthal, Scott	4	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0700	QC
VALEO PHARMA INC.								
Actions ordinaires Class A								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Allard, Guy Paul	6, 5							
9294-5351 Québec Inc.	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.4550	QC
Léger, Marc François	5	O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.4800	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.5100	QC
		O	2020-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.5100	QC
Mainville, Luc	5							
Chantal Bourgoing	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.4650	QC
		O	2020-02-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 000	0.4650	QC
Skinner, Jeffrey Michael	5	O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.4890	QC
Vecima Networks Inc.								
Actions ordinaires								
Kumar, Surinder Ghai	4, 3	O	2020-02-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	10.6000	BC
Velan Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Kernaghan, Edward Hume	3							
Kernwood Limited	PI	O	2020-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	7.1000	QC
		O	2020-02-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.2400	QC
		O	2020-02-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 900	7.2500	QC
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	7.2000	QC
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.1900	QC
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	7.1500	QC
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	7.1400	QC
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	7.1350	QC
		O	2020-02-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	7.0800	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	7.2000	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	7.1900	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.1800	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	7.1500	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	7.1400	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.1300	QC
		O	2020-02-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	7.1000	QC
Vermilion Energy Inc.								
Actions ordinaires								
Williams, Catherine L.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 499	26.5174	AB
Droits Deferred Share Units (Paid in Cash or Shares on Retirement)								
Williams, Catherine L.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	23.5056	AB
Droits Share Awards								
Glemser, Lars William	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 386	26.5174	AB
Hatcher, Dion	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 515	26.5174	AB
Williams, Catherine L.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	676	26.5174	AB
VersaBank								
Actions ordinaires								
Johnston, Joanne Marie	5							
Olympia Trust (Qtrade) - RRSP	PI	O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.4300	ON
		O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	7.4500	ON
		O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	7.4600	ON
		O	2020-02-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.4700	ON
ViveRE Communities Inc.								
Actions ordinaires								
Anaka, Michael Theodore Mathew	4							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
THLA Services Ltd.	PI	O	2020-02-13	I	97 - Autre	181 818	0.2200	NS
Dean, Jeffrey	4							
Maven Capital Inc.	PI	O	2020-02-13	I	97 - Autre	106 060	0.2200	NS
		O	2020-02-13	I	97 - Autre	24 321	0.1710	NS
		O	2020-02-19	I	97 - Autre	19 994	0.2080	NS
Farrell, Kent Alexander	4							
Maven Capital Inc.	PI	O	2020-02-13	I	97 - Autre	106 060	0.2200	NS
		O	2020-02-13	I	97 - Autre	24 321	0.1710	NS
		O	2020-02-19	I	97 - Autre	19 994	0.2080	NS
Jessome, Glenn	5	O	2020-02-13	D	97 - Autre	37 878	0.2200	NS
Koivu, Drew	4							
Holden Henry Holdings Inc.	PI	O	2020-02-13	I	97 - Autre	4 421	0.1710	NS
		O	2020-02-19	I	97 - Autre	3 635	0.2080	NS
Ramjattan, Brian Ramesh	4	O	2020-02-13	D	97 - Autre	11 363	0.2200	NS
		O	2020-02-13	D	97 - Autre	44 220	0.1710	NS
		O	2020-02-19	D	97 - Autre	36 354	0.2080	NS
VOTI Détection Inc. (formerly Steamsand Capital Corp.)								
Actions ordinaires								
McGarr, Kevin	5	O	2020-02-20	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(71 750)	1.8200	QC
R R S P	PI	O	2018-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-20	I	90 - Changements relatifs à la propriété	71 750	1.8200	QC
Olson, Rory	4, 5	O	2020-02-24	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(22 243)	1.6500	QC
RRSP	PI	O	2020-02-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	22 243	1.6500	QC
Stuart, Campbell James	5	O	2020-02-14	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 082)	1.8500	QC
R R S P	PI	O	2018-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-02-14	I	90 - Changements relatifs à la propriété	6 082	1.8500	QC
Waste Connections, Inc. (formerly Progressive Waste Solutions Ltd.)								
Actions ordinaires								
Black, Matthew Stephen	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 815		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(491)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	695		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(170)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 047		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(255)	102.5700USD	ON
Chambliss, Darrell W.	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 545		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(1 143)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 360		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(332)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 085		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(508)	102.5700USD	ON
Eddie, David G	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 865		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(1 171)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	860		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(339)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 317		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(519)	102.5700USD	ON
Guillet, Edward E.	4	O	2020-02-14	D	97 - Autre	(292)	103.7800USD	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	545		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	688		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(369)	103.7800USD	ON
Hall, David M	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 406		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(633)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	732		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(179)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 115		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(272)	102.5700USD	ON
Hansen, Eric Olin	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 795		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(755)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	683		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(269)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	104.2760USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 047		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(412)	102.5700	ON
Harlan, Michael W	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	545		ON
		O	2020-02-14	D	97 - Autre	(292)	103.7800USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	688		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(369)	103.7800USD	ON
Hughes, Larry Sanford	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	545		ON
		O	2020-02-14	D	97 - Autre	(272)	103.7800USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	688		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(364)	103.7800USD	ON
Jackman, Worthing F.	4, 5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 341		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(2 121)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 354		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(927)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 427		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(956)	102.5700USD	ON
Jordan, Elise Lipman	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	545		ON
		O	2020-02-14	D	97 - Autre	(292)	103.7800USD	ON
Lee, Susan	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	545		ON
		O	2020-02-14	D	97 - Autre	(272)	103.7800USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	688		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(364)	103.7800USD	ON
Little, James M.	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 153		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(810)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	915		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(223)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 402		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(342)	102.5700USD	ON
Mittelstaedt, Ronald J	4, 5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 183		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(3 721)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 402		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(829)	103.8100USD	ON
		M	2020-02-15	D	97 - Autre	(829)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 234		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(2 060)	102.5700USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	42 571		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(15 655)	102.5700USD	ON
Razzouk, William J.	4	O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	545		ON
		O	2020-02-14	D	97 - Autre	(292)	103.7800USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	688		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(369)	103.7800USD	ON
Shea, Patrick J	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 055		ON
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(786)	99.7000USD	ON
		O	2019-06-03	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(10)	94.1900USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	927		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(226)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 418		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(346)	102.5700USD	ON
Whitney, Mary Anne	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 794		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-11	D	97 - Autre	(747)	99.7000USD	ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	878		ON
		O	2020-02-15	D	97 - Autre	(346)	103.8100USD	ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 013		ON
		O	2020-02-20	D	97 - Autre	(399)	102.5700USD	ON
Deferred Share Units								
Guillet, Edward E.	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	436		ON
Harlan, Michael W	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	436		ON
Hughes, Larry Sanford	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	436		ON
Jordan, Elise Lipman	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	436		ON
Lee, Susan	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	436		ON
Razzouk, William J.	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	436		ON
Performance Share Units								
Black, Matthew Stephen	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 815)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 850		ON
		M	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 850		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(695)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(695)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 047)		ON
Chambliss, Darrell W.	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 545)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 700		ON
		M	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 700		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 360)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 360)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 085)		ON
Eddie, David G	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 865)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 850		ON
		M	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 850		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(860)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(860)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 317)		ON
Hall, David M	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 406)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 800		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(732)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(732)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 115)		ON
Hansen, Eric Olin	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 795)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 500		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(683)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 047)		ON
Jackman, Worthing F.	4, 5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 341)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 450		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 354)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 354)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 427)		ON
Little, James M.	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 153)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 600		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(915)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(915)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 402)		ON
Mittelstaedt, Ronald J	4, 5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 183)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 300		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 402)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 402)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 234)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Shea, Patrick J	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 055)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 726		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(927)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(927)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 418)		ON
Whitney, Mary Anne	5	O	2020-02-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 794)		ON
		O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 400		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(878)		ON
		M	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(878)		ON
		O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 013)		ON
Restricted Share Units								
Guillet, Edward E.	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 090		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(545)		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(688)		ON
Harlan, Michael W	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 090		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(545)		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(688)		ON
Hughes, Larry Sanford	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 090		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(545)		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(688)		ON
Jordan, Elise Lipman	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 090		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(545)		ON
Lee, Susan	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 090		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(545)		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(688)		ON
Mittelstaedt, Ronald J	4, 5	O	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(42 571)		ON
		M	2020-02-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(42 571)		ON
Razzouk, William J.	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 090		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(545)		ON
		O	2020-02-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(688)		ON
West Fraser Timber Co. Ltd.								
Droits								
Balkwill, Brian Allen	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 045		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	80		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 440)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 440)		BC
Carter, Keith Darren	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 570		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	80		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 440)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 440)		BC
Ferris, Raymond William	4	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 055		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	182		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(3 301)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(3 301)		BC
Gardner, Larry Earl	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 220		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	68		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 244)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 244)		BC
Gorman, James William	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 795		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	84		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 532)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 532)		BC
Henderson, D'Arcy Robert	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 075		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	16		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(566)		BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
McIver, Christopher Daryl	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 905		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	126		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(2 288)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(2 288)		BC
McLaren, Sean Peter	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 125		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	100		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 800)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 800)		BC
Virostek, Christopher	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 705		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	122		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(2 201)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(2 201)		BC
Watkins, Jr., Charles Henry	5	O	2020-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 480		BC
		O	2020-02-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	78		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 414)		BC
		O	2020-02-20	D	59 - Exercice au comptant	(1 414)		BC
Options								
Balkwill, Brian Allen	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	9 040		BC
Carter, Keith Darren	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	7 615		BC
Ferris, Raymond William	4	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	44 635		BC
Gardner, Larry Earl	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	6 585		BC
Gorman, James William	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	8 280		BC
Henderson, D'Arcy Robert	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	6 140		BC
McIver, Christopher Daryl	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	11 575		BC
McLaren, Sean Peter	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	9 270		BC
Virostek, Christopher	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	13 950		BC
Watkins, Jr., Charles Henry	5	O	2020-02-14	D	50 - Attribution d'options	7 345		BC
Western Energy Services Corp.								
Actions ordinaires								
Bowers, Jeffrey Keith	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69 221		AB
RSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69 018		AB
Harrison, Richard Merle	5							
RSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	117 966		AB
MacAusland, Alexander Roland Neil	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	193 537		AB
Western Forest Products Inc.								
Actions ordinaires								
Holmes, Donald Steven	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Deferred Share Units (Cash Settled)								
Bird, Jane Marie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 224		BC
Westport Fuel Systems Inc.								
Actions ordinaires								
Hancock, Daniel	4	O	2017-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2017-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
WildBrain Ltd. (formerly, DHX Media Ltd.)								
Droits Deferred Share Units (Common Voting)								
Erin Jane, Elofson	4	O	2019-12-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	69 684	1.4351	NS
Droits Deferred Share Units (Variable Voting)								
McGrath, Thomas Berard	4	O	2019-12-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	69 684	1.4351	NS

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Swap sur actions - Position acheteur (120,000 common shares - expires February 18, 2021)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-02-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2020-02-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (125,000 common shares - expires February 18, 2021)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-02-19	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2020-02-19	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2020-02-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
Swap sur actions - Position acheteur (29,000 - expires August 15, 2029)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-19	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (40,000 common shares - expiry August 15, 2029)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (40,000 common shares - expiry November 19, 2020)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (55,000 common shares - expires June 9, 2020)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2020-02-19	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Wow Unlimited Media Inc. (formerly, Rainmaker Entertainment Inc.)								
Actions ordinaires Voting								
Chernin, Lawrence Stephen	4	O	2020-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Yamana Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Bouchard, Yohann	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 628		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 734)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 227		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 070)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 244		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 079)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 612)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 029		ON
Manulife RRSP	PI	O	2016-07-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-02-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 810		ON
CAMPBELL, RICHARD	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 916		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 050)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 227		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 244		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 631		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 070)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 079)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 775)	5.7100	ON
Fernandez-Tobar, Gerardo	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 628		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 734)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 980		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 995		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 029		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 396)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 404)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 612)	5.7100	ON
Gallinger, Ross Douglas	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 449		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 215)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 482		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 498		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	19 693		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 045)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 054)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 646)	5.7100	ON
LeBlanc, Jason	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 823		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 136)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 227		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 244		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	25 599		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 070)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 079)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 839)	5.7100	ON
RRSP Manulife	PI	O	2016-02-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 243		ON
Marrone, Peter	4, 5	O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	109 222		ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	6.1400	ON
		O	2020-02-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 500)	6.1300	ON
Marsden, Henry	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 850		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 596)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	912		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 376		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(494)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 394)	5.7100	ON
Racine, Daniel	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	65 633		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 376)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 966		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 982		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	41 350		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 253)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 262)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 354)	5.7100	ON
Tsakos, Sofia	5	O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 823		ON
		O	2020-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 136)	5.4000	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 165		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 177		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	25 599		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 577)	5.7100	ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 583)	5.7100	ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 839)	5.7100	ON
		O	2020-02-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	6.1600	ON
Deferred Share Unit								
Begeman, John A.	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 922		ON
BERGEVIN, Christiane	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 845		ON
Bertone, Andrea	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 845		ON
Davidson, Alexander John	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 922		ON
Graff, Richard P	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 922		ON
Keating, Kimberly	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 845		ON
Sadowsky, Jane	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 845		ON
Titaro, Dino	4	O	2020-02-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 922		ON
PSU								
Bouchard, Yohann	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 926		ON
CAMPBELL, RICHARD	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 938		ON
Fernandez-Tobar, Gerardo	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 926		ON
Gallinger, Ross Douglas	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 018		ON
LeBlanc, Jason	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 926		ON
Marrone, Peter	4, 5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 604		ON
Marsden, Henry	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 177		ON
Racine, Daniel	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	92 022		ON
Tsakos, Sofia	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 392		ON
Restricted Shares								
Bouchard, Yohann	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 926		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(27 628)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 227)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 244)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(27 029)		ON
CAMPBELL, RICHARD	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 938		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 916)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 227)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 244)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 631)		ON
Fernandez-Tobar, Gerardo	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 926		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(27 628)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 980)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 995)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(27 029)		ON
Gallinger, Ross Douglas	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 018		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 449)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 482)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 498)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 693)		ON
LeBlanc, Jason	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 926		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 823)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 227)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 244)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 599)		ON
Marrone, Peter	4, 5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 604		ON
		O	2020-02-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(109 222)		ON
Marsden, Henry	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 177		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 850)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(912)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 376)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	**Rela-tion**	**État opé-ration**	**Date de l'opération**	**Em-prise**	**Opération** **Description de l'opération**	**Nombre de titres** **ou valeur nominale** **acquis ou aliénés**	**Prix unitaire**	**Autorité principale**
Racine, Daniel	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	92 022		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(65 633)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 966)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 982)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(41 350)		ON
Tsakos, Sofia	5	O	2020-02-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 392		ON
		O	2020-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 823)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 165)		ON
		O	2020-02-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 177)		ON
		O	2020-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 599)		ON

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Vous y trouverez une liste des opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») agit à titre d'autorité principale. Ces opérations sont codifiées « R ». Veuillez accéder à SEDI (www.sedi.ca) pour consulter les opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité n'agit pas à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle aux initiés assujettis qu'ils doivent, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »), déclarer en format SEDI leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti de façon exacte et claire, et ce, dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

L'initié assujetti qui ne respecte pas le délai prescrit pour déposer une déclaration d'initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire. La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 de la LVM et à l'article 271.14 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50. Une sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés assujettis pour lesquels l'Autorité agit à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle qu'elle prendra les mesures appropriées envers les initiés récidivistes, notamment au moyen de poursuites pénales à l'égard de ces derniers. Un initié qui ne dépose pas sa déclaration en temps opportun commet une faute grave, puisqu'il prive ainsi les investisseurs de renseignements pouvant influencer leur décision d'investissement.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	**Émetteur**	**Date de l'opération**	**Date de réception**	**Autorité principale**
Coffin, Tristram				
	Diagnos Inc.	**2020-02-14**	**2020-02-20**	**QC**

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

7.1 Avis et communiqués
7.2 Réglementation de l'Autorité
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
7.4 Autres consultations
7.5 Autres décisions

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3 RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

Aucune information.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires

8.1 Avis et communiqués
8.2 Réglementation
8.3 Permis d’exploitation d’entreprises de services monétaires
8.4 Autres décisions

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, RLRQ, c. E-12.000001 (la « LESM ») prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Bureau de décision et de révision à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
9172-6802 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2020-02-21
ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'AUPALUK	Encaissement de chèques Guichet automatique	2020-02-21
LA COOP DE DETAIL & DE SERVICE INDEPENDANTE D'UMIUJAQ	Encaissement de chèques Guichet automatique	2020-02-21
YANNIS MEZHOUD	Exploitation de guichets automatiques	2020-02-19

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Nom de l'entreprise	Catégories	Date du retrait
9353-3594 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2020-02-19
9013-7548 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2020-02-21

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information.

8.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d’épargne-retraite

9.1 Avis et communiqués
9.2 Réglementation
9.3 Autorisation d’agir comme administrateur d’un régime volontaire d’épargne-retraite
9.4 Autres décisions

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.